

**Comité des obstacles techniques au commerce**

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 21 AU 23 JUIN 2023<sup>1</sup>**

PRÉSIDENTE: MME ANNA VITIE

*Note du Secrétariat<sup>2</sup>*

<b>1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR .....</b>	<b>2</b>
<b>2 ÉLECTION DU PRÉSIDENT .....</b>	<b>5</b>
<b>3 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD .....</b>	<b>5</b>
3.1 Préoccupations commerciales spécifiques .....	5
3.1.1 Préoccupations retirées .....	5
3.1.2 Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques .....	5
3.1.3 Préoccupations soulevées précédemment .....	23
3.2 Échange de données d'expérience .....	145
3.2.1 Transparence .....	145
3.2.2 Coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation .....	148
3.3 Autres questions .....	148
3.3.1 Planification du dixième examen triennal .....	148
3.3.2 Planification des prochaines séances thématiques .....	149
3.3.3 Amélioration du fonctionnement du CCM et de ses organes subsidiaires .....	149
<b>4 ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE.....</b>	<b>153</b>
4.1 Renseignements communiqués par les Membres .....	153
4.2 Renseignements communiqués par le Secrétariat .....	154
<b>5 OBSERVATEURS .....</b>	<b>155</b>
5.1 Renseignements actualisés communiqués par les observateurs .....	155
5.2 Demandes en attente.....	155
<b>6 AUTRES QUESTIONS.....</b>	<b>155</b>
6.1 Événement sur l'acier.....	155
6.2 Chine: Déclaration pour la CM13 .....	157
6.3 Nouvelle Stratégie de normalisation des États-Unis.....	160
<b>7 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION .....</b>	<b>160</b>

<sup>1</sup> Le présent document a été republié le 9 avril 2024 à des fins de correction de petites erreurs typographiques.

<sup>2</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

## 1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1.1. Le Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans l'aérogamme [WTO/AIR/TBT/26](#).

1.2. La délégation de l'Ukraine a informé les Membres des activités en matière de réglementation technique. Cela faisait 16 mois que l'Ukraine combattait l'agression russe. Cette guerre, déclenchée par un autre Membre de l'OMC, avait entraîné la perte de milliers de vies humaines, détruit des infrastructures essentielles et des bâtiments résidentiels, et perturbé des routes commerciales et des chaînes d'approvisionnement. Malgré ces difficultés, l'Ukraine prenait des mesures pour veiller au bon fonctionnement de son système de réglementation technique et poursuivait son travail dans le domaine de la normalisation et de la métrologie dans un contexte de guerre. Tout était mis en œuvre pour garantir la transparence des mesures OTC, même dans le cadre de la loi martiale. L'Ukraine avait adopté 46 191 normes nationales, dont 39 268 (soit 85%) étaient des normes internationales intégrées en tant que normes nationales. Le programme national de normalisation pour 2023 prévoyait l'élaboration de 1 843 projets de normes nationales, dont 1 133 normes (61%) seraient harmonisées avec les normes internationales. À ce moment-là, 165 comités techniques de normalisation fonctionnaient en Ukraine dans différents secteurs de l'économie, en collaboration avec des représentants des pouvoirs publics, d'entreprises, d'établissements d'enseignement, etc. L'infrastructure des organismes désignés pour évaluer la conformité était composée de 69 organisations accréditées qui réalisaient des évaluations complètes de la conformité dans diverses régions de l'Ukraine. À leur nombre figuraient 12 organismes responsables de la conformité des instruments de mesure avec les règlements techniques dans le domaine de la métrologie. En outre, 75 laboratoires de vérification agréés exerçaient des activités métrologiques. Toutefois, dans certaines régions, des centres de normalisation, de métrologie et de certification avaient été endommagés par des tirs de missiles russes. Les centres régionaux de Kherson, Lugansk et Donetsk, qui avaient cessé leurs activités, ne les avaient pas encore reprises. Le 9 mars de cette année-là, un jour où se tenait une réunion du Comité OTC, un centre national de recherche pour la normalisation a été touché et fortement endommagé par un missile russe.

1.3. La Russie poursuivait ses attaques contre les infrastructures ukrainiennes, la destruction récente du barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka entraînant l'une des plus grandes catastrophes écologiques et humanitaires de ces dernières années en Europe. Afin de lutter contre les dommages causés par l'invasion militaire perpétrée par la Russie, l'Ukraine travaillait avec diligence pour restaurer son infrastructure en adhérant aux réglementations techniques et normes internationales pertinentes. L'accent était mis en particulier sur les normes nécessaires à la sécurité, à la défense et à des fonctions essentielles au sein de la société, telles les systèmes de gestion de la qualité et les systèmes de gestion de l'environnement. L'Ukraine considérait l'harmonisation des normes internationales comme un outil essentiel dans le cadre d'un relèvement à l'avenir. Malgré les conditions de guerre, l'Ukraine continuait à notifier aux Membres ses changements en matière de législation. Depuis le début de cette année-là, l'Ukraine avait présenté 72 notifications, dont 50% concernaient des mesures de réglementation technique (36 notifications ayant été présentées à compter du 18 juin 2023). En outre, elle répondait régulièrement aux demandes de Membres de l'OMC liées à des questions OTC, en fournissant 26 réponses à cette date.

1.4. La délégation de l'Union européenne a salué les efforts de l'Ukraine pour maintenir un bon fonctionnement du système de réglementation technique et poursuivre ses travaux dans le domaine de la normalisation et de la métrologie dans ces conditions difficiles. L'UE appréciait particulièrement les efforts déployés pour présenter des notifications et répondre aux observations des Membres de l'OMC malgré la guerre. Cela démontrait clairement l'engagement fort de l'Ukraine en faveur de l'OMC. L'Union européenne condamnait avec la plus grande fermeté l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, ainsi que la tentative illégale d'annexion par la Russie de certaines régions de l'Ukraine. Cette agression constituait une violation flagrante du droit international et portait atteinte à la sécurité et à la stabilité internationales. Les crimes de guerre commis contre les Ukrainiens, dont les preuves s'accumulaient, et la destruction continue des infrastructures civiles constituaient une violation manifeste du droit international. L'Union européenne demandait à la Fédération de Russie de mettre fin immédiatement à ses actes d'agression, de retirer ses troupes d'Ukraine et de respecter pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. L'Union européenne a déclaré qu'elle se tenait fermement aux côtés de l'Ukraine et de son peuple aussi longtemps qu'il le faudrait.

1.5. La délégation des États-Unis a remercié l'Ukraine pour sa déclaration et s'est associée aux avis des Membres qui avaient pris la parole ce jour-là pour condamner l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Elle a exprimé son soutien sincère à l'Ukraine et s'est déclarée solidaire du peuple ukrainien en ces temps sans précédent. Les États-Unis ont également remercié le groupe divers de Membres de l'OMC qui prenaient des mesures pour soutenir le peuple ukrainien dans sa défense vaillante et courageuse de son pays, comme cela a été réaffirmé dans la récente déclaration commune faite par de nombreux Membres de l'OMC, y compris les États-Unis, pour rejeter l'invasion illégale et non provoquée de l'Ukraine par la Russie. L'Ukraine continuait quant à elle à notifier ses règlements à l'OMC malgré les conditions inimaginables auxquelles elle était confrontée chez elle. Les États-Unis ont salué l'engagement du pays en faveur de la transparence et de cette organisation. Ils ont ajouté que leur importante collaboration se poursuivrait.

1.6. La délégation du Canada a remercié l'Ukraine pour son attachement à poursuivre les travaux de ce comité. L'engagement de l'Ukraine en faveur du système commercial multilatéral et du respect de l'État de droit, alors qu'elle était attaquée, était à saluer. Le Canada continuait de condamner sans équivoque l'invasion illégale, non provoquée et injustifiable de l'Ukraine par la Russie, qui constituait une violation flagrante du droit international et du système international fondé sur des règles. Le soutien du Canada à l'Ukraine et à son peuple était indéfectible et il s'efforcerait de trouver des moyens d'utiliser le commerce pour soutenir l'Ukraine dans la reconstruction de son économie et de sa société. Le Canada appelait une nouvelle fois la Russie à cesser immédiatement toute action hostile à l'encontre de l'Ukraine.

1.7. La délégation du Royaume-Uni a une nouvelle fois affirmé son soutien indéfectible à l'Ukraine et s'est alignée sur les remarques récentes prononcées par d'autres collègues. Cela faisait plus d'un an que durait la guerre d'agression continue de la Russie et que ce pays avait illégalement envahi une autre nation souveraine, et les conséquences de cet acte brutal continuaient de se faire sentir. Le Royaume-Uni admirait le courage et la bravoure de l'Ukraine qui malgré les circonstances dramatiques continuait de résister sans faillir à la Russie et, mieux encore, se conformait aux obligations souscrites au titre de l'Accord OTC. Le Royaume-Uni a remercié la délégation de l'Ukraine pour les renseignements actualisés qu'elle a présentés. Les conséquences des actions de la Russie s'étendaient à l'ensemble du globe et se faisaient directement ressentir dans le système commercial multilatéral, sans parler de l'énorme coût en termes de vies civiles. Les exportateurs ukrainiens étaient également directement touchés en raison de la destruction des infrastructures et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement résultant directement de cette guerre illégale. Au cours de l'année écoulée, le Royaume-Uni et ses alliés avaient continué à souligner les répercussions énormes que les actions de Poutine avaient eu à l'échelle mondiale, et le Royaume-Uni continuerait à le faire aussi longtemps qu'il le faudrait. De manière importante, le Royaume-Uni a remercié son collègue de l'Ukraine pour les renseignements actualisés qu'elle a présentés dans le domaine de la métrologie, des normes et des réglementations techniques. Il a salué la résistance, la bravoure et les efforts de l'Ukraine pour s'acquitter de ses obligations au titre de l'Accord OTC.

1.8. La délégation de Moldova a exprimé son appréciation à l'Ukraine pour les renseignements actualisés qu'elle a présentés dans le cadre de ce comité et l'a remerciée pour le bon travail qu'elle continuait d'accomplir en matière de d'harmonisation des normes internationales, malgré les attaques incessantes lancées quotidiennement par la Russie sur son territoire. Dans ce contexte, Moldova s'est joint à l'Ukraine et aux autres Membres qui s'étaient exprimés pour condamner la guerre de la Russie. Les répercussions économiques et sociales de cette guerre étaient fortement ressenties à l'intérieur et à la périphérie de l'Ukraine, y compris en Moldova, du point de vue du commerce et du transport. Il convient de noter qu'en raison de la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, les organismes économiques et les exportateurs moldoves avaient perdu l'accès à une part importante du marché, et leurs itinéraires de transit vers les partenaires asiatiques avaient été bloqués. En outre, l'accès de certaines exportations de Moldova aux marchés traditionnels avait été totalement bloqué, et le pays avait perdu ses exportations en tout ou partie, ce qui avait été exacerbé par la crise énergétique et l'inflation élevée qui avait atteint 30%. Pour conclure, Moldova a réaffirmé son ferme soutien à l'Ukraine et au peuple ukrainien et déclaré qu'il resterait aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudrait.

1.9. La délégation du Japon a condamné fermement l'agression commise par la Russie contre l'Ukraine et ses attaques contre des infrastructures civiles et des villes en Ukraine. En tant que seul pays à avoir subi des bombardements atomiques en temps de guerre, le Japon ne saurait accepter les menaces nucléaires de la Russie, et encore moins l'utilisation d'armes nucléaires par ce pays en aucune circonstance. Il demandait instamment à la Russie de mettre fin à cette agression et de

retirer ses forces du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, sans délai. Il continuerait également d'œuvrer résolument aux deux piliers qu'étaient l'imposition de sanctions contre la Russie et le soutien à l'Ukraine, en coopération avec la communauté internationale.

1.10. La délégation de la Suisse a condamné l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine avec la plus grande fermeté. Cette agression constituait une violation flagrante du droit international. Les actions de la Russie enfreignaient l'interdiction du recours à la force et les principes de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine, tels qu'ils étaient consacrés par le droit international. La Suisse demandait à la Russie de respecter ses obligations internationales, de revenir sur ses actions, de retirer ses troupes et de contribuer à la désescalade. Elle appelait tous les acteurs à respecter le droit international, notamment le droit international humanitaire.

1.11. La délégation de la République de Corée a exprimé son appréciation à l'Ukraine pour ses efforts continus en matière de transparence, comme en attestaient ses notifications et l'exposé présenté ce jour-là, malgré des circonstances dévastatrices. La Corée s'est jointe à d'autres Membres pour condamner fermement l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance du pays devraient être respectées. Réaffirmant son ferme attachement à l'ordre international fondé sur des règles, la Corée se tiendrait aux côtés de l'Ukraine pour la paix et la prospérité du peuple ukrainien.

1.12. La délégation de l'Australie a remercié l'Ukraine pour son intervention et les renseignements actualisés qu'elle avait présentés au Comité. Elle a reconnu les circonstances difficiles dans lesquelles l'Ukraine continuait de s'efforcer à s'acquitter de ses obligations dans le cadre de l'OMC. L'Australie appréciait particulièrement les conseils de l'Ukraine concernant l'harmonisation de ses normes nationales avec les normes internationales. Dans ce contexte plus large des difficultés auxquels l'Ukraine était confrontée, l'Australie a abondé dans le sens d'autres pays et a réitéré sa condamnation de l'invasion non provoquée et illégale de l'Ukraine par la Russie, qui constituait une violation manifeste du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies. Elle soutenait fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et demandait à la Russie de mettre fin à ses attaques et de retirer ses forces du territoire ukrainien. La guerre de la Russie contre l'Ukraine entraînait un bilan humanitaire catastrophique.

1.13. La délégation de la Nouvelle-Zélande a condamné l'agression de la Russie. La Nouvelle-Zélande a reconnu et salué les efforts déployés par l'Ukraine pour veiller au bon fonctionnement de ses systèmes de réglementation technique malgré les perturbations massives causées par les conditions de guerre. La Russie avait massivement anéanti la production et les échanges commerciaux à l'échelle mondiale par ses attaques illégales et non provoquées contre l'un des principaux producteurs de denrées alimentaires, ainsi que par sa destruction des infrastructures civiles de l'Ukraine et le blocage des ports. Ces actions de la Russie avaient une incidence manifeste et dévastatrice sur l'Ukraine et l'économie mondiale. La Nouvelle-Zélande se tenait aux côtés de l'Ukraine pour soutenir sa souveraineté et son intégrité territoriale. Elle continuait à appeler la Russie à mettre fin à la guerre.

1.14. La délégation de la Fédération de Russie a noté que l'article 13 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC) disposait que le présent Comité se réunissait "pour donner aux Membres la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant le fonctionnement du présent accord ou la réalisation de ses objectifs, [...]". Elle estimait donc que l'essentiel des interventions que le Comité avait entendues ne relevait pas de son mandat. À plusieurs reprises, la Russie avait souligné que les discussions concernant la sécurité régionale ou mondiale, et le respect de la Charte des Nations Unies ne relevaient pas de la compétence des comités de l'OMC, y compris le présent comité. Selon la Russie, ces discussions relevaient des organes et institutions spécialisées des Nations Unies. C'est au sein de ces entités que la Russie a exprimé ses positions sur les règles et les justifications à l'origine des opérations militaires spéciales, ainsi que sur les questions qui ont surgi au cours de leur déroulement. Parallèlement, la Russie a dénoncé la campagne de désinformation qui attribuait la destruction du barrage de Kakhovka à la Russie alors qu'il s'agissait, selon elle, d'un acte perpétré par des forces ukrainiennes. Elle a suggéré que l'un des objectifs visés par les déclarations que le Comité avait récemment entendues était de valider les mesures unilatérales que certains Membres avaient mises en œuvre contre la Russie, en violation apparente des engagements pris dans le cadre de l'OMC. Selon la Russie, ces actions avaient une incidence sur le commerce mondial et l'économie mondiale. De telles répercussions auraient pu être évitées si les Membres de l'OMC qui s'étaient exprimés plus tôt avaient respecté les

règles de l'Organisation. Puisque le Comité a prévu de discuter de moyens d'améliorer son fonctionnement, une recommandation pour accroître l'efficacité était que les Membres s'abstiennent d'examiner des sujets qui outrepassent intentionnellement son mandat. La Russie a invité les délégations concernées à s'abstenir d'occuper le temps du Comité de manière inappropriée.

## 2 ÉLECTION DU PRÉSIDENT

2.1. La nouvelle Présidente, Mme Anna Vitie (Finlande), a rappelé que son élection à la présidence avait été officialisée par voie de procédure écrite au début du mois de juin. Elle a exprimé sa gratitude aux Membres pour la confiance qu'ils lui ont accordée. Reconnaisant le rôle essentiel que jouait le Comité OTC, elle a fait part du privilège et de l'honneur qu'elle ressentait à en assumer la présidence. Alors qu'elle attendait avec impatience d'exercer son mandat, elle espérait bénéficier du soutien indéfectible et de la participation proactive des Membres. Elle a également remercié son prédécesseur, M. Anwar Hussain Shaik, originaire de l'Inde, pour son leadership remarquable tout au long de l'année précédente.

2.2. Le Président sortant, M. Anwar Hussain Shaik (Inde), a transmis ses meilleurs vœux et ses félicitations à la nouvelle Présidente, qui assumait le rôle central de direction du Comité OTC. Il a souligné l'importance des responsabilités assumées par le Comité, notamment par rapport à plusieurs autres organes de l'OMC. Le Comité OTC avait fait montre d'une efficacité remarquable, comme en attestait le rapport du Conseil du commerce des marchandises (CCM) sur les résultats des différents comités. Il s'est montré optimiste que la nouvelle Présidente maintiendrait et améliorerait cet héritage d'efficacité. Représenter l'Inde et présider ce comité avait été un privilège pour lui. Étant attaché à l'efficacité, il s'était toujours efforcé de mener à bien l'ordre du jour sans faire durer les réunions jusqu'au week-end. Il s'est félicité de la coopération de nombreux Membres qui, à sa demande, avaient abrégé leurs remarques orales, en renvoyant à leurs déclarations écrites détaillées en guise de documentation officielle. Cette approche collaborative a grandement contribué à une gestion diligente de l'ordre du jour. M. Anwar Hussain Shaik a exprimé sa gratitude aux Membres en espérant que de telles pratiques de coopération seraient pérennisées. Enfin, il a salué l'appui fourni par l'équipe du Secrétariat au rôle qu'il a joué et il a remercié les interprètes.

## 3 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD

### 3.1 Préoccupations commerciales spécifiques

#### 3.1.1 Préoccupations retirées

3.1. La Présidente a indiqué que les PCS ci-après avaient été retirées de l'ordre du jour à la demande du Membre concerné:

- États-Unis – État du Maine, Loi publique 477 (Loi contre la pollution par les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées) et 06-096 Chapitre 90 (Produits contenant des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées)
- Brésil – Exigences générales relatives à la certification des produits
- Inde – Ordonnance de 2019 sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques (ID 742)
- Angola – Décret exécutif n° 186/22 du Ministère des finances (ID 776)

#### 3.1.2 Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques

##### 3.1.2.1 Irlande – Projet de règlement au titre de l'article 12 de la Loi de 2018 sur la santé publique (Alcool) [G/TBT/N/IRL/4](#) (ID 794)<sup>3</sup><sup>4</sup>

3.2. La délégation des États-Unis a fait la déclaration suivante. Les États-Unis soutiennent l'objectif de l'Irlande de lutter contre la consommation nocive d'alcool et de communiquer des renseignements

<sup>3</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 794](#).

<sup>4</sup> Lien avec la PCS précédemment soulevée [ID 516](#).

sanitaires importantes aux consommateurs afin de les aider à prendre des décisions plus éclairées concernant la consommation d'alcool. Nous tenons à remercier l'Irlande d'avoir notifié à l'OMC, le 6 février, son projet de loi sur la santé publique (Alcool) (Étiquetage) sous la cote [G/TBT/N/IRL/4](#) en ménageant une période de 90 jours pour la présentation d'observations. Toutefois, les États-Unis sont profondément préoccupés par le fait que l'Irlande a finalisé cette mesure le 22 mai 2023, soit deux semaines seulement après la fin de la période de présentation d'observations. Ils rappellent à l'Irlande et à l'Union européenne qu'il est important de prendre en compte les observations des Membres de l'OMC avant de finaliser une mesure. Ce processus permet de réduire les obstacles non nécessaires au commerce et d'accroître l'efficacité des réglementations techniques. Comment les entreprises qui exportent vers l'UE doivent-ils s'y retrouver dans les exigences des États membres qui peuvent ne pas être compatibles avec la législation de l'UE? Par exemple, le règlement notifié par l'Irlande prescrit que la teneur en alcool soit exprimée en grammes, alors que la législation européenne exige que cette teneur soit exprimée en pourcentage d'alcool par volume. Comment l'Irlande et la Commission européenne ont-elles pris en compte les récentes mesures du Parlement européen en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées lors de la promulgation ou de l'approbation du règlement notifié?

3.3. Nous croyons comprendre que l'UE envisage de réviser le Règlement concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires. Dans le cadre de cette révision, l'UE fixera-t-elle des exigences uniformes en matière d'étiquetage de l'alcool afin de résoudre les divergences entre les États membres de l'UE? Les États-Unis notent que les exemples d'étiquetage, en vertu de l'annexe 1 et de l'annexe 3 de la mesure, indiquent la teneur énergétique et la teneur en alcool en grammes, mais ne contiennent pas de renseignements visant à clarifier la quantité de produit mesurée, c'est-à-dire un contenant plein, 100 ml ou une portion déterminée. Si la teneur en énergie et en alcool indiquée sur l'étiquette est censée être représentative du contenu entier, l'Irlande a-t-elle évalué l'utilité de ce renseignement, en particulier pour les produits présentant un titre alcoométrique volumique (TAV) élevé, qui ne sont généralement pas consommés en une seule séance par un consommateur individuel? En outre, nous aimerions recevoir de l'Irlande des renseignements sur toute évaluation menée concernant la compréhension par les consommateurs de l'étiquetage relative à la teneur en alcool en grammes par contenant. Nous attendons avec intérêt de recevoir la réponse de l'Irlande à nos observations.

3.4. La délégation du Mexique a fait la déclaration suivante. La délégation mexicaine renvoie au Règlement sur la santé publique (Alcool) (Étiquetage) de 2022, de l'Irlande, notifiée aux membres de ce comité sous la cote [G/TBT/N/IRL/4](#). Elle renvoie également à la communication 500/ROC/07/2023, transmise par le gouvernement du Mexique au gouvernement de l'Irlande le 3 avril 2023, dans laquelle il formule des observations sur le règlement qui portent sur les points ci-après: – La préoccupation du gouvernement mexicain concernant la perturbation de la législation harmonisée de l'UE et la fragmentation du marché de la région que le règlement pourrait engendrer, entravant ainsi le commerce international. – La divergence entre le règlement de l'Irlande et le Règlement (UE) n° 1169/2011 en ce qui concerne les exigences relatives à la déclaration de la valeur énergétique et de la teneur en alcool. À cet égard, la délégation du Mexique demande à la délégation de l'Irlande de faire ce qui suit: – Communiquer les éléments de preuve techniques et scientifiques sur lesquelles se fonde la formulation des projets de mise en garde sanitaire figurant dans les règlements. – Fournir des renseignements sur les solutions autres que l'étiquetage des boissons alcoolisées qui ont été envisagées pour traiter la question d'une manière moins restrictive pour le commerce. Enfin, la délégation du Mexique demande à la délégation de l'Irlande de répondre aux observations formulées dans le cadre des consultations publiques.

3.5. La délégation de la République dominicaine a fait la déclaration suivante. La République dominicaine remercie l'Irlande pour la possibilité de formuler des observations sur son projet de règlement relatif à l'étiquetage des boissons alcoolisées, notifié dans le document [G/TBT/N/IRL/4](#). Le gouvernement dominicain reconnaît que l'objectif de la mesure proposée par le gouvernement de l'Irlande concernant les boissons alcoolisées commercialisées sur son territoire est de protéger la santé des personnes, de veiller à ce que les consommateurs soient conscients des risques pour la santé liés à la consommation d'alcool et de fournir des mises en garde sanitaires sur les conséquences potentielles d'une consommation nocive. Nous partageons et promouvons un intérêt semblable à informer les femmes en état de grossesse sur les effets néfastes de la consommation d'alcool sur la santé. Toutefois, nous considérons que les mesures sont plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour réaliser l'objectif légitime poursuivi, aux termes de l'article 2.2 de l'Accord OTC, qui dispose ce qui suit: "Les Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles

non nécessaires au commerce international. À cette fin, les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait." L'Irlande doit donc s'assurer que les mesures qu'elle propose sont compatibles avec les engagements souscrits au titre de l'Accord OTC de l'OMC. Ces mesures vont même au-delà de la Stratégie mondiale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) visant à réduire l'usage nocif de l'alcool. Compte tenu de ce qui précède, nous demandons que l'étendue des obligations soit alignée sur l'objectif de santé publique poursuivi, en rappelant qu'il existe d'autres mesures permettant de réaliser le même niveau de sensibilisation que celui envisagé par le gouvernement irlandais.

3.6. *Mises en garde sanitaires destinées exclusivement au marché irlandais.*<sup>5</sup> Nous vous demandons instamment de réfléchir à la question de savoir si les mises en garde proposées, dont le libellé est inexact, disproportionné ou risque de paraître alarmiste, en particulier à la lumière des éléments de preuve concernant la consommation responsable et modérée d'alcool, sont appropriées. En outre, les mises en garde devraient tenir compte du fait que les risques pour la santé des consommateurs varient considérablement en fonction des habitudes de consommation, y compris le rythme de consommation, la quantité d'alcool ingérée, ainsi que la fréquence et le contexte de la consommation. Le lien entre l'alcool et le risque de cancer est complexe et dépend d'une multitude de facteurs individuels, tels que les habitudes de consommation, ce qui nécessite une approche plus large, principalement axée sur la sensibilisation des consommateurs aux risques pour la santé liés à une consommation excessive d'alcool. La mise en garde proposée est plus restrictive qu'il n'est nécessaire et contrevient donc à l'article 2.2 de l'Accord OTC, qui dispose que les "données scientifiques et techniques disponibles" doivent être prises en considération lors de l'établissement de règlements techniques visant à poursuivre des objectifs de politique publique. Elle est également incompatible avec la Stratégie de l'OMS, dont l'objectif principal est de réduire l'usage nocif de l'alcool. Il convient de noter que, selon la République dominicaine, l'adoption de cette mesure saperait les efforts déployés par l'Union européenne pour veiller à ce que les consommateurs reçoivent des informations harmonisées et précises fondées sur des preuves scientifiques, y compris un plan de mise en garde sanitaire obligatoire élaboré par le Parlement européen par l'intermédiaire de la Commission spéciale sur la lutte contre le cancer. Étant donné qu'il n'existe actuellement aucune preuve scientifique irréfutable d'un lien direct entre la consommation d'alcool et les cancers mortels, une telle allégation ne serait pas étayée par des pièces documentaires et induirait les consommateurs en erreur. Nous invitons donc le gouvernement irlandais à envisager d'autres technologies telles que les codes QR, une méthode permettant de fournir des renseignements actualisés sur la relation complexe entre les risques pour la santé et la consommation d'alcool, ainsi que des renseignements sur la nutrition et la consommation responsable d'alcool.

3.7. *Un obstacle majeur à la libre circulation des marchandises au sein du marché commun de l'UE.* Nous convenons certes d'accord de l'importance de s'attaquer à l'usage nocif de l'alcool. Toutefois, ce règlement créerait également des obstacles à la libre circulation des marchandises au sein du marché commun de l'UE, ainsi que des obstacles disproportionnés et non nécessaires au commerce international. Si la proposition était adoptée en l'état, les exportateurs de spiritueux distillés seraient contraints d'étiqueter de nouveau ou de reconditionner leurs produits destinés au marché irlandais, ce qui augmenterait considérablement leurs coûts d'exploitation. Elle violerait également l'article 12.3 de l'Accord OTC en créant des obstacles non nécessaires aux exportations des pays en développement Membres de l'OMC, tels que la République dominicaine, où les spiritueux – en particulier le rhum – font partie de notre identité culturelle et bénéficient d'une appellation d'origine.

3.8. *Reconnaissance mutuelle des pictogrammes de mise en garde existants pour les femmes enceintes.* Nous demandons à l'Irlande d'examiner les pratiques d'autres pays de l'UE qui disposent de mises en garde semblables aux pictogrammes pour les femmes enceintes, qui permettent de réaliser l'objectif poursuivi par l'Irlande et d'éviter à l'exportateur de devoir modifier l'étiquetage pour entrer sur le marché irlandais.

3.9. *La teneur en alcool doit être indiquée par volume.* De même, nous demandons instamment à l'Irlande d'envisager de maintenir la cohérence législative au niveau communautaire en ce qui concerne l'unité de mesure proposée et prescrite. Le nombre de grammes d'alcool n'est pas une mesure que les consommateurs comprennent, et cela créera une confusion, car ils sont habitués à ce que le titre alcoométrique soit mesuré en pourcentage d'alcool par volume, et non en grammes.

---

<sup>5</sup> Aux termes des paragraphes 1 et 3 de l'article 5, les contenants de boissons alcoolisées doivent comporter des mises en garde sanitaires indiquant que "la consommation d'alcool provoque des maladies hépatiques" et qu'"il existe un lien direct entre l'alcool et les cancers mortels".



3.10. *La teneur en alcool et la teneur énergétique doivent être conformes aux prescriptions en vigueur.* Aux termes du Règlement de l'UE concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, la valeur énergétique et les quantités de nutriments sont exprimées pour 100 g ou 100 ml, et peuvent également être exprimées par portion ou par unité de consommation.<sup>6</sup> Une boisson standard en Irlande contient 10 g d'alcool, soit l'équivalent de 25 cl de bière (5% d'alcool par volume), 12,5 cl de vin (10-12% d'alcool par volume) ou 3 cl de spiritueux distillés (40% d'alcool par volume). L'exigence d'afficher ces renseignements sur chaque bouteille ou contenant ne fournit pas aux consommateurs des renseignements de base sur la teneur en alcool d'une mesure/portion d'alcool distillé, de vin ou de bière d'une manière qui leur permettrait de mesurer ou de modérer leur consommation d'alcool et de faire des choix responsables.

3.11. Telles sont, en résumé, quelques-unes des raisons pour lesquelles la République dominicaine demande à l'Irlande de prendre note de ces observations conformément aux engagements souscrits dans le cadre de l'OMC au titre de l'Accord OTC et d'autres accords, et de veiller à ce que les mesures adoptées en fin de compte ne constituent pas, dans la pratique, un obstacle technique au commerce. Enfin, nous apprécions l'occasion qui nous est donnée d'exprimer nos préoccupations dans le cadre de cet important forum de discussion qui vise à maintenir et à renforcer nos échanges commerciaux, tout en tenant compte de la protection de la santé. La République dominicaine espère qu'ensemble, nous pourrions parvenir à une mesure mutuellement satisfaisante. Elle remercie la délégation de l'Irlande de prendre en considération cette déclaration et les demandes qui y sont formulées. Nous remercions également les États-Unis et le Mexique d'avoir soulevé la préoccupation concernée, le Japon, la Colombie et le Canada de l'avoir soutenue, et Cuba d'avoir présenté ses observations écrites.

3.12. La délégation du Japon a fait la déclaration suivante. Le Japon appuie les préoccupations exprimées par les États-Unis, le Mexique et la République dominicaine concernant le "Projet de règlement au titre de l'article 12 de la Loi de 2018 sur la santé publique (Alcool)", notifié aux Membres dans le document [G/TBT/N/IRL/4](#). Ce règlement révisé établit des exigences qui vont au-delà de celles du règlement de l'UE. Par conséquent, il créerait des obstacles au commerce au sein de l'UE et conduirait à sa fragmentation en tant que marché unique. En particulier, le Japon a les deux préoccupations suivantes. Premièrement, les opérateurs commerciaux qui exportent des boissons alcoolisées vers l'Irlande seront confrontés au problème d'un étiquetage qui n'obéit pas aux normes de l'UE, ce qui augmentera inévitablement les coûts. Deuxièmement, l'étiquetage de mise en garde sanitaire figurant dans ce projet de règlement ("LA CONSOMMATION D'ALCOOL PROVOQUE DES MALADIES DU FOIE" et "IL EXISTE UN LIEN DIRECT ENTRE L'ALCOOL ET LES CANCERS MORTELS") est libellé de manière inexacte et inappropriée, en mettant un accent excessif sur le risque, et n'est pas étayé de manière exacte par des preuves scientifiques objectives. Prenant au sérieux ses propres préoccupations et celles des États-Unis, du Mexique et de la République dominicaine, le Japon demande un examen du règlement irlandais révisé afin de s'assurer qu'il ne crée pas plus d'obstacles au commerce qu'il n'est nécessaire pour les entreprises du secteur des spiritueux.

3.13. La délégation du Canada a fait la déclaration suivante. Le Canada soutient l'objectif de santé publique de l'Irlande, qui consiste à réduire les risques et les dommages liés à la consommation d'alcool. Toutefois, il est préoccupé par l'impact potentiel de ce règlement sur le commerce au sein du marché unique de l'UE. Ce règlement, une fois mis en œuvre, aurait un impact sur le commerce du Canada – et celui d'autres Membres de l'OMC – en exigeant des exportateurs qu'ils produisent des étiquettes spécifiques à l'Irlande, en créant de nouveaux coûts et en réduisant leur capacité à réaffecter les produits au sein du marché européen. Les initiatives unilatérales des États membres, telles que celles-ci, sapent le marché unique de l'UE en établissant un traitement différencié des produits et en créant des obstacles au commerce. Le Canada a souligné ces préoccupations dans une lettre adressée au point d'information de l'UE et au Ministère irlandais de la santé en mai 2023, demandant instamment à l'UE de coordonner et d'harmoniser l'étiquetage de l'alcool relatif à la santé. Le Canada note que la Commission européenne a déjà annoncé son intention de revoir sa politique en matière d'étiquetage de l'alcool et de proposer une indication obligatoire de mise en garde sanitaire sur les produits alcoolisés avant la fin de 2023 dans le cadre du "Plan européen de lutte contre le cancer". L'Irlande ayant ménagé un délai de trois ans pour la mise en œuvre de ces règlements, le Canada encourage l'UE à mettre à profit ce délai pour coordonner et harmoniser l'étiquetage de l'alcool relatif à la santé, au niveau de l'UE, afin de s'attaquer au problème de la fragmentation de la réglementation et d'éviter toute perturbation des échanges commerciaux. Enfin,

---

<sup>6</sup> Articles 32 et 33 du Règlement (UE) n° 1169/2011.



le Canada croit comprendre que l'Irlande a promulgué son règlement le 22 mai 2023, soit 14 jours seulement après la clôture de la période officiellement ménagée par le Comité OTC pour la présentation d'observations. Cela indique que l'Irlande n'avait pas l'intention de prendre en compte les observations formulées par le biais du point d'information et celles exprimées ici aujourd'hui. Cette situation est très préoccupante pour le Canada et nous demandons instamment à nos partenaires de l'UE et de l'Irlande de respecter leurs obligations au titre de l'Accord OTC, y compris les articles 2.9 et 3.

3.14. La délégation du Chili a fait la déclaration suivante. La délégation du Chili remercie l'Irlande d'avoir notifié au Comité OTC le projet de règlement sur la santé publique (Alcool) (Étiquetage) de 2022. Notre délégation espère que l'Irlande répondra en temps utile aux observations communiquées par l'intermédiaire du point d'information officiel du Chili sur les questions relatives à l'OMC/OTC. Nous tenons également à souligner que les efforts déployés pour réaliser les objectifs légitimes de politique publique poursuivis au titre du règlement notifié, en particulier ceux visés à l'article 2.2 de l'Accord OTC, ne doivent pas avoir pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Le Chili est particulièrement préoccupé par les exigences énoncées à la partie 2 du Règlement, qui concernent les mises en garde sanitaires. Ces mises en garde établissent un lien direct entre la consommation d'alcool et le développement de maladies néoplasiques mortelles, telles que le cancer du foie, sans faire de distinction quant aux niveaux de consommation ou aux autres comportements à risque liés à la consommation d'alcool. Nous estimons que ces dispositions créent des obstacles excessifs au commerce, car il n'existe aucune preuve concluante que la consommation modérée d'alcool est la cause directe du cancer du foie ou d'autres cancers mortels.

3.15. La délégation de l'Argentine a fait la déclaration suivante. L'Argentine souhaite remercier les délégations d'avoir inscrit cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour de la réunion, et l'Irlande d'avoir notifié la mesure y relative. L'Argentine reconnaît l'importance d'informer les consommateurs sur la consommation d'alcool. Au niveau national, tant l'Institut national de la vitiviniculture que la branche de production ont promu le concept de consommation responsable dans le but de réduire l'impact de la consommation d'alcool sur les maladies non transmissibles, en partant du principe que l'éducation des consommateurs est l'outil le plus approprié pour réaliser cet objectif. Bien que l'Argentine comprenne que les mises en garde figurant dans le règlement de l'Irlande visent à informer les consommateurs sur la consommation d'alcool, elle pense qu'elles peuvent nuire au commerce de manière non nécessaire et pourraient ne pas tenir compte des différences entre les boissons alcoolisées, en ce qui concerne leur teneur en alcool en particulier, mais aussi leur composition. Nous encourageons donc l'Irlande à envisager d'autres stratégies pour promouvoir une consommation modérée et responsable, qui ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce.

3.16. La délégation de la Nouvelle-Zélande a fait la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande remercie l'Irlande pour l'occasion de présenter des observations sur le Règlement sur la santé publique (Alcool) (Étiquetage) de 2023. Elle partage les préoccupations d'autres parties concernant ces mesures. En particulier, nous exprimons notre préoccupation quant au fait que la mesure exige des parties qu'elles expriment la quantité de grammes et d'énergie d'un produit sur l'étiquetage de manière différente au Règlement 2021/2117 de la Commission européenne, tout en aboutissant à un résultat essentiellement identique. Nous demandons à l'Irlande de nous préciser si elle a envisagé d'autres solutions pour que le règlement soit moins restrictif pour les importations en provenance de ses partenaires commerciaux. Par exemple, a-t-elle envisagé d'aligner son règlement sur ceux de l'UE? La Nouvelle-Zélande souhaite également appeler l'attention de l'Irlande sur la possibilité que ces mesures affectent les stocks commerciaux d'autres pays. Bien que la Nouvelle-Zélande comprenne que les nouvelles mesures n'entrent pas en vigueur avant le 22 mai 2026, elle note que le vin a une durée de conservation très longue et qu'il peut y avoir des stocks anciens et de grande valeur déjà sur le marché (tels que des stocks de vieux millésimes dans les caves), qui n'affichent pas les mises en garde et les renseignements relatifs à l'énergie prescrits par l'Irlande. La Nouvelle-Zélande souhaiterait que l'Irlande précise comment elle entend garantir que ce règlement n'interdise pas involontairement le commerce de ces vieux stocks.

3.17. La délégation de la Colombie a fait la déclaration suivante. La Colombie soutient les préoccupations commerciales exprimées par la République dominicaine, le Mexique et les États-Unis concernant le Projet de règlement au titre de l'article 12 de la Loi de 2018 sur la santé publique (Alcool), notifié aux Membres dans le document [G/TBT/N/IRL/4](#). Le 4 mai, la Colombie a transmis des observations de son secteur des exportations via le point de contact, qui soulignent, entre autres, les points ci-après: – La reconnaissance mutuelle permettant d'accepter l'étiquetage de mise

en garde pour les femmes enceintes, qui soit semblable à celui utilisé dans les pays tiers, y compris les pays de l'Union européenne, sans modification de cet étiquetage; – la présentation de la teneur en alcool et de la teneur énergétique conformément au règlement européen existant; – la base scientifique et technique de la formulation des mises en garde sanitaires proposées dans le règlement. Nous attendons avec intérêt la réponse de l'Irlande aux observations formulées lors des consultations publiques. Enfin, compte tenu des préoccupations exprimées par plusieurs Membres, nous espérons une certaine souplesse lors de l'examen des mesures afin d'éviter aux entreprises de boissons alcoolisées des obstacles non nécessaires au commerce.

3.18. La délégation de Cuba a fait la déclaration suivante. Le 2 mai, la Direction de la réglementation technique et de la qualité du Ministère du commerce extérieur et de l'investissement de la République de Cuba, qui sert de point de contact national pour le Comité OTC, a transmis à son homologue irlandais les préoccupations des producteurs et exportateurs de rhum cubains concernant le Règlement de l'Irlande sur la santé publique (Alcool) (Étiquetage) de 2022, notifié aux membres du Comité dans le document [G/TBT/N/IRL/4](#). Dans cette communication, nous remercions le gouvernement irlandais d'avoir notifié son projet de règlement au Comité des obstacles techniques au commerce, conformément à ses obligations en tant que Membre de l'Organisation mondiale du commerce au titre de l'article 2.9.2 de l'Accord, qui dispose que les notifications de règlements techniques seront faites lorsque les observations pourront être prises en compte et des modifications pourront être apportées au projet initial. Nous avons également expliqué l'impact que ces mesures ont sur l'étiquetage et les obstacles que ce règlement crée pour le commerce international et, plus particulièrement, pour les exportations de produits alcoolisés de Cuba vers l'Irlande. Nous n'avons pas encore reçu de réponse aux préoccupations exprimées dans notre communication, sur laquelle nous serions heureux d'entendre les vues de l'Irlande.

3.19. La délégation de Australie a fait la déclaration suivante. L'Australie reconnaît l'importance de l'étiquetage pour sensibiliser les consommateurs et soutenir les initiatives de santé publique. Toutefois, à l'instar d'autres Membres aujourd'hui, l'Australie craint que le nouveau règlement de l'Irlande sur l'étiquetage de l'alcool n'ait un impact sur le commerce en introduisant des exigences d'étiquetage incompatibles avec celles d'autres États membres de l'Union européenne (UE), sapant ainsi le concept du marché unique européen et créant potentiellement un obstacle non nécessaire au commerce international. Il est important de garantir la cohérence en matière d'étiquetage entre l'Irlande et les autres États membres de l'UE afin de réduire les obstacles non nécessaires au commerce. L'Australie soutient les préoccupations exprimées à ce sujet et est disposée à collaborer avec le gouvernement irlandais pour résoudre cette question.

3.20. La délégation du Guatemala a fait la déclaration suivante. Le Guatemala remercie les pays qui ont soulevé cette préoccupation commerciale, ainsi que ceux qui la soutiennent. En outre, il appuie l'objectif proposé de lutter contre l'abus d'alcool et de veiller à ce que les consommateurs irlandais soient directement informés des risques pour la santé liés à l'alcool et soient soutenus pour faire des choix plus sains en matière de consommation d'alcool. Le Guatemala a soulevé, en temps voulu, un certain nombre de préoccupations concernant le projet de règlement qui, s'il était mis en œuvre, constituerait un obstacle manifeste au commerce. Il demande donc à l'Irlande de reconnaître les produits qui comportent des mises en garde pictographiques semblables liées à la grossesse sans exiger une modification de l'étiquetage. Nous demandons instamment à l'Irlande de veiller à ce que le règlement soit basé sur les informations relatives à la teneur en alcool et à l'énergie conformément aux dispositions du Règlement (UE) n° 1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires. Nous demandons à l'Irlande de préciser pourquoi le nombre de grammes d'alcool doit être indiqué. Nous l'encourageons également à envisager d'autres solutions, telles que les codes QR ou les sites Web, pour informer les consommateurs des risques liés à la consommation d'alcool. Le Guatemala apprécierait que l'Irlande réponde aux préoccupations soulevées. Nous demandons également à l'Irlande d'envisager des mesures qui ne soient pas plus restrictives qu'il n'est nécessaire.

3.21. L'Organisation mondiale de la santé a fait la déclaration suivante. Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de m'adresser au Comité sur cette question cruciale de santé publique. La consommation d'alcool présente des risques pour la santé humaine. Le Centre international de recherche sur le cancer, qui est un organe de l'OMS, classe l'alcool comme cancérigène du groupe 1, la consommation d'alcool provoquant des cancers de la bouche, du pharynx, du larynx, de l'œsophage, du foie, le cancer colorectal et celui du sein chez la femme. En outre, elle constitue un facteur de risque pour plus de 200 maladies transmissibles et non transmissibles et peut entraîner des accidents de la route et des préjudices pour soi-même ou pour

les autres. L'OMS estime qu'en 2019, 2,6 millions de décès ont été causés par la consommation d'alcool, soit l'équivalent des décès causés par la tuberculose, le paludisme et le VIH/SIDA réunis. De manière importante, aucun niveau de consommation d'alcool ne peut être considéré comme présentant une innocuité pour la santé. Au niveau international, les pays se sont engagés à réduire la consommation d'alcool par habitant. Cet engagement fait l'objet de la cible 3.5.2 des objectifs de développement durable. Plus récemment, les pays ont confirmé leur engagement à réduire les dommages liés à l'alcool en adoptant le Plan d'action mondial 2022-2030 pour renforcer la mise en œuvre de la Stratégie mondiale visant à réduire l'usage nocif de l'alcool, en tant que priorité de santé publique. Les mesures qu'il est proposé aux États Membres de prendre dans le plan d'action sont les suivantes: "Veiller à la mise en œuvre de mesures appropriées de protection des consommateurs en élaborant et en appliquant des exigences en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées, sur lesquelles doivent figurer des renseignements essentiels relatifs aux ingrédients et à la valeur calorique, ainsi que des mises en garde sanitaires".

3.22. L'appendice 3 du Plan d'action mondial de l'OMS pour la lutte contre les maladies non transmissibles, adopté par l'Assemblée mondiale de la santé, inclut également l'option politique visant à fournir aux consommateurs des renseignements, y compris au moyen de l'étiquetage et de mises en garde sanitaires, sur le contenu des boissons alcoolisées et les effets néfastes de la consommation d'alcool, en tant qu'intervention de santé publique visant à réduire les effets des facteurs de risque sur lesquels on peut agir en ce qui concerne des maladies non transmissibles, et ceux des déterminants sociaux sous-jacents, par la création d'environnements favorables à la santé. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de fournir des informations additionnels au Comité OTC, afin d'assurer la cohérence dans l'ensemble du système international.

3.23. En réponse, la délégation de l'Union européenne a fait la déclaration suivante. L'UE tient à remercier les États-Unis, le Mexique, la République dominicaine, le Japon, le Canada, la Colombie, (l'Australie, l'Argentine, la Nouvelle-Zélande, le Chili, le Guatemala et Cuba) (et l'OMS) pour leurs observations sur la proposition irlandaise au titre de l'article 12 de la Loi sur la santé publique de 2018. Permettez-moi de répondre aux principales préoccupations soulevées aujourd'hui par les différents Membres de l'OMC. Premièrement, l'UE souhaite remercier tous les membres du Comité OTC qui ont fourni des observations écrites concernant la mesure de l'Irlande. Nous espérons être en possession des réponses avant la réunion d'aujourd'hui, mais malheureusement cela ne se fera que peu de temps après la réunion. Deuxièmement, le règlement concerné de l'Irlande vise à communiquer au consommateur, en termes simples et directs, des renseignements sur le contenu du produit alcoolisé dans le cadre d'une série de mesures de santé publique. La mesure est étayée par un ensemble de recherches scientifiques. La plupart d'entre elles figurent dans la notification OTC présentée par l'Irlande. Ces recherches qui sont énumérées dans la notification OTC traitent notamment du manque de sensibilisation de la population irlandaise aux risques pour la santé liés à la consommation d'alcool. Elles portent également sur les données scientifiques relatives aux effets négatifs de l'alcool sur la mortalité, les maladies hépatiques, la grossesse et le cancer, ainsi que les avantages escomptés des messages de mise en garde destinés aux consommateurs à haut risque. En outre, la crise de la Covid a démontré que la fermeture des lieux de consommation de boissons alcoolisées n'avait qu'un impact marginal sur la réduction de la consommation moyenne d'alcool en Irlande.

3.24. Par ailleurs, la mesure a été élaborée dans le but de réduire autant que possible l'impact sur les échanges transfrontaliers. En fait, la loi irlandaise prévoit que les renseignements nécessaires peuvent être inclus à l'aide d'un autocollant apposé sur le contenant du produit alcoolisé. Cela signifie que ces produits peuvent être importés sans que ces renseignements ne figurent sur le produit, et que ceux-ci peuvent ensuite être ajoutés avant que le produit ne soit commercialisé sur le territoire de l'Irlande. Les dimensions minimales obligatoires des renseignements et mises en garde relatifs à la santé sont de taille réduites (60 mm x 30 mm) et l'obligation de fournir une mise en garde liée à la grossesse peut être remplie en affichant une image sans qu'il ne soit nécessaire de l'accompagner d'un texte. En outre, le projet de loi prévoit que pour les contenants dont la surface est inférieure à 80 centimètres carrés, la surface réservée aux mises en garde sanitaires peut être réduite de 25%. Par ailleurs, la mesure est assortie d'une période de transition de trois ans. Elle n'entrera en vigueur que le 22 mai 2026. Ce délai de trois ans a pour but de donner aux entreprises le temps de se préparer aux changements. Enfin, l'UE a annoncé son intention de revoir ses règles d'étiquetage des denrées alimentaires dans le cadre du Règlement concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, y compris l'étiquetage des boissons alcoolisées. Cependant, nous n'en sommes qu'au début du processus. Actuellement, les travaux préparatoires et la collecte de données probantes sont en cours, avec la préparation d'une évaluation d'impact.

### **3.1.2.2 Union européenne – Proposition de règlement concernant des exigences horizontales en matière de cybersécurité pour les produits comportant des éléments numériques, [G/TBT/N/EU/936 \(ID 795<sup>7</sup>\)](#)**

3.25. La délégation de la Chine a fait la déclaration suivante. 1. S'agissant du point 1 de l'article 2 (chapitre 1), il est recommandé de clarifier la définition des "produits comportant des éléments numériques". Ce point définit le champ d'application de la législation sur la cyberrésilience comme suit: "Le présent règlement s'applique aux produits comportant des éléments numériques dont l'utilisation prévue ou raisonnablement prévisible comprend une connexion directe ou indirecte, logique ou physique, à un dispositif ou à un réseau". Ce règlement ne définit pas clairement les "produits comportant des éléments numériques". Les fabricants ne peuvent pas évaluer le champ d'application des produits en fonction des exigences actuelles du règlement. L'UE devrait définir clairement les "produits comportant des éléments numériques" ou fournir des lignes directrices pertinentes, par exemple pour déterminer si les divers applications APK et composants de sécurité sont inclus dans le champ d'application. Il est recommandé (comme mentionné dans le considérant) que les services tels que ceux fournis sous la forme de logiciel en tant que service (SaaS) et les logiciels libres auxquels ce règlement ne s'applique pas soient explicitement exclus du champ d'application.

3.26. 2. En ce qui concerne le point 1 de l'article 3 (chapitre 1), il est recommandé de clarifier davantage les "composants logiciels destinés à être mis sur le marché séparément". Ce point définit comme suit le "produit comportant des éléments numériques": tout produit logiciel ou matériel et ses solutions de traitement de données à distance, y compris les composants logiciels ou matériels destinés à être mis sur le marché séparément". Premièrement, le concept de composants logiciels destinés à être mis sur le marché est vague. Les consommateurs peuvent télécharger et utiliser des logiciels à partir de sites Web, de magasins d'applications, etc., partout dans le monde, de sorte qu'il est difficile de juger si les composants logiciels sont mis sur le marché ou non. Deuxièmement, le nouveau cadre législatif (NCL) n'a pas encore défini d'exigences en matière d'évaluation de la conformité pour les produits purement logiciels. Enfin, si un composant logiciel destiné à être mis sur le marché séparément doit faire l'objet d'une évaluation de la conformité à la législation sur la cyberrésilience, cela représenterait une lourde charge pour les petites et moyennes entreprises.

3.27. 3. Pour ce qui est du point 5 de l'article 6 (chapitre 1), il est recommandé d'ajouter une disposition sur l'identification des "produits hautement critiques comportant des éléments numériques" conformément à la procédure de transparence. Le point 2 de l'article 6 (chapitre 1) précise que la Commission européenne est habilitée à adopter des actes délégués pour définir les "produits hautement critiques comportant des éléments numériques". Les éléments d'identification a) et b) du "produit hautement critique" définis dans cet article contiennent à l'évidence des évaluations non techniques, y compris celle visant à déterminer si les entités essentielles visées dans la Directive (UE) 2022/2555 relative à la sécurité des réseaux et des systèmes d'information (Directive SRI 2) utilisent ce produit, et si la chaîne d'approvisionnement est sûre. Il est recommandé d'ajouter une disposition concernant l'identification des "produits hautement critiques comportant des éléments numériques" conformément à la procédure de transparence. La Commission identifie les produits "hautement critiques comportant des éléments numériques" sur la base des principes d'impartialité, de non-discrimination et de transparence.

3.28. 4. S'agissant du point 1 de l'article 11 (chapitre 2), il est recommandé que le fabricant notifie à l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA) dans les 72 heures toute vulnérabilité activement exploitée. Ce point précise que le fabricant notifie à l'ENISA, dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au plus tard 24 heures après en avoir eu connaissance, toute vulnérabilité activement exploitée contenue dans le produit. L'obligation de notifier la vulnérabilité dans les 24 heures est stricte. Après la découverte d'une vulnérabilité activement exploitée, il est nécessaire de procéder immédiatement à la collecte des renseignements, à la vérification de la vulnérabilité et à l'identification de l'étendue des produits affectés. Par ailleurs, les entreprises internationales sont limitées par le décalage horaire, et il leur faudra plus de temps pour faire face à la vulnérabilité. Il est recommandé que le délai de notification des vulnérabilités soit porté à 72 heures, ce qui est conforme aux exigences de la Directive (UE) 2022/2555 (SRI 2).

3.29. 5. Pour ce qui est du point 2 de l'article 11 (chapitre 2), il est recommandé de modifier l'étendue des incidents de sécurité à notifier et les exigences relatives au délai de notification et, en

---

<sup>7</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 795](#).

outre, d'exempter les fabricants des obligations de signalement d'incidents survenant dans les scénarios B2B. Ce point précise que le fabricant notifie à l'ENISA, dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au plus tard 24 heures après en avoir eu connaissance, tout incident ayant un impact sur la sécurité du produit. Comme il est précisé dans la Directive (UE) 2022/2555 (SRI 2), au plus tard 24 heures après la prise de connaissance d'un incident notable, une alerte rapide est présentée au centre de réponse aux incidents de sécurité informatique (CSIRT) ou à l'autorité compétente; et dans les 72 heures, une notification d'incident doit être présentée au CSIRT ou à l'autorité compétente. Il est recommandé que les exigences relatives à la notification d'incident restent en cohérence avec la Directive (UE) 2022/2555 (SRI 2), en modifiant cette exigence comme suit: "L'alerte rapide est présentée dans les 24 heures et la notification d'incident est présentée dans les 72 heures pour un incident notable". S'agissant des scénarios d'application B2B, il est hautement probable que des incidents de sécurité se produisent au cours de l'opération; il est donc plus raisonnable que les entités visées dans la Directive (UE) 2022/2555 (SRI 2) s'acquittent des obligations de signalement et (selon qu'il sera approprié) collaborent avec le fabricant. Il est recommandé d'exempter les fabricants des obligations de signalement d'incidents dans les scénarios B2B.

3.30. 6. Pour ce qui est du point 5 de l'article 46 (chapitre 5), il est recommandé que la période de transition soit portée à 48 mois; l'acte délégué relatif à la Directive sur les équipements radioélectriques (RED) sera abrogé lorsque la législation sur la cyberrésilience entrera en vigueur, mais les certificats délivrés au titre d'actes délégués RED resteront valables. L'article 57 du chapitre VIII précise que le règlement est applicable à partir du "24<sup>ème</sup> mois après sa date d'entrée en vigueur". Étant donné que le champ d'application de la législation sur la cyberrésilience est très large, tous les produits visés par le règlement doivent faire l'objet d'une évaluation de la conformité avant d'être mis sur le marché de l'UE. Compte tenu du temps nécessaire à l'élaboration des normes harmonisées et des règlements d'application, ainsi que du temps nécessaire à l'opérateur économique et à l'organisme notifié pour se préparer après la publication de la législation sur la cyberrésilience, il est recommandé de porter la période de transition à 48 mois, et la période de transition relative à l'obligation de notification des vulnérabilités par le fabricant à 30 mois. Il est recommandé d'abroger les actes délégués RED adoptés dans le cadre de la Directive (UE) 2022/30 après l'entrée en vigueur de la législation sur la cyberrésilience, mais la certification de produits établie au titre de ces actes délégués avant l'entrée en vigueur de la législation sur la cyberrésilience peut rester valable afin d'éviter la répétition des certifications.

3.31. 7. S'agissant du point 1 (2) de l'annexe I, il est recommandé de remplacer les termes "les produits [...] doivent être livrés sans aucune vulnérabilité exploitable connue" par "sans aucune vulnérabilité exploitable connue du public dans les XX jours précédant la livraison du produit", en utilisant la base de données européenne sur les vulnérabilités comme principale base pour déterminer si les "vulnérabilités" sont des "vulnérabilités exploitables connues du public", et en ajoutant les clauses d'exemption nécessaires. Au paragraphe 1 (2) de l'annexe, il est précisé que "Les produits comportant des éléments numériques doivent être livrés sans aucune vulnérabilité exploitable connue". En général, le délai de livraison du produit est limité par le contrat. Toutefois, la survenance de vulnérabilités est imprévisible. Afin d'éviter toute rupture de contrat, il est recommandé de remplacer "Les produits comportant des éléments numériques sont livrés sans aucune vulnérabilité exploitable connue" au paragraphe 1 (2) de l'annexe I par "Aucune vulnérabilité exploitable connue du public dans les XX jours précédant la livraison du produit". La Directive (UE) 2022/2555 (SRI 2) a établi que l'ENISA développera et maintiendra une base de données européenne sur les vulnérabilités. Il est donc recommandé d'utiliser les vulnérabilités publiées par la base de données sur les vulnérabilités comme base principale pour déterminer si les vulnérabilités sont connues du public. Certaines vulnérabilités du produit original ne peuvent être corrigées. Il est recommandé de prévoir des clauses d'exemption appropriées pour ces vulnérabilités. Par exemple, la WFA a publié les spécifications techniques du WPA3 pour corriger les vulnérabilités du WPA/WPA2 dans les produits Wi-Fi nouvellement mis au point. Dans l'intérêt des consommateurs, la WFA permet encore que les produits compatibles WPA/WPA2 soient progressivement retirés du marché. En outre, certaines vulnérabilités des puces sont difficiles à exploiter et à réparer. Une fois que les puces sont fabriquées et qu'elles ne peuvent pas être mises sur le marché, les coûts des fabricants augmentent considérablement et l'innovation technologique est supprimée. Le marché adopte généralement la méthode de développement itératif des produits pour éliminer naturellement les anciens produits. Il est recommandé de prévoir des clauses d'exemption appropriées pour ces vulnérabilités.

3.32. En réponse, la délégation de l'Union européenne a fait la déclaration suivante. D'emblée, l'Union européenne tient à rassurer la Chine qu'elle fournira une réponse écrite détaillée à ses

observations écrites reçues en mars 2023. La réponse se trouve actuellement dans la phase finale du processus de consultation interne de l'UE et sera communiquée très prochainement par l'intermédiaire du point d'information. L'UE souhaite répondre brièvement à la déclaration de la Chine de la manière suivante. En ce qui concerne la recommandation de fournir une définition des produits comportant des éléments numériques, l'UE souhaite informer la Chine que l'approche de l'UE en matière de réglementation consiste à adopter des règles qui offrent une sécurité juridique et qui sont donc aussi détaillées que possible, tout en étant suffisamment souples afin de ne pas inhiber l'innovation et de garantir que les règles restent à l'épreuve du temps. En ce qui concerne la demande de clarification de la notion de "composants logiciels destinés à être mis sur le marché séparément", la liste des définitions figurant dans le règlement proposé inclut la notion de "mise sur le marché", qui fait référence à la première mise à disposition d'un produit sur le marché de l'Union, et clarifie la notion de "mise à disposition". L'UE estime que ces deux définitions, conjuguées, clarifient le concept de "mise sur le marché".

3.33. En ce qui concerne l'identification des "produits hautement critiques comportant des éléments numériques", l'UE souhaite indiquer que le paragraphe 5 de l'article 6 établit les critères que la Commission doit prendre en compte lors de l'élaboration d'un acte délégué. Ces critères favorisent à la fois une sécurité juridique et la prise en compte, de manière objective, de l'évolution des technologies et du contexte des menaces. Quant à la prolongation du délai de notification des incidents à 72 heures et à l'exemption de signalement d'incidents dans les scénarios B2B, l'UE observe que la notification attendue du fabricant n'est pas un rapport complet, mais doit seulement inclure des renseignements concernant cette vulnérabilité et, selon qu'il sera approprié, toute mesure corrective ou d'atténuation prise. L'UE observe également que les obligations de signalement visées par la Directive SRI 2 ne concernent que les incidents notables et les services fournis par les entités relevant du champ d'application de la Directive SRI 2. Elles ne concernent pas les vulnérabilités activement exploitées des produits ni les incidents ayant un impact sur la sécurité de ces produits, comme c'est le cas pour le règlement proposé. En ce qui concerne la période de transition plus longue, portée à 48 mois, l'UE estime que la période de transition de deux ans est standard pour permettre l'élaboration de normes harmonisées. La proposition comprend également une clause de sauvegarde selon laquelle les produits comportant des éléments numériques qui ont été mis sur le marché avant la date d'application du nouveau règlement ne sont pas visés par ses exigences. Enfin, l'UE est d'avis que la livraison de produits comportant des éléments numériques sans aucune vulnérabilité exploitable connue ou la fourniture gratuite de correctifs ou de mises à jour de sécurité pour ces produits est nécessaire pour atteindre les objectifs généraux de sécurité des consommateurs et de cybersécurité poursuivis par le règlement proposé.

### **3.1.2.3 Émirats arabes unis – Exigences techniques pour les véhicules électriques, G/TBT/N/ARE/572 (ID 796<sup>8</sup>)**

3.34. La délégation de la Chine a fait la déclaration suivante. La Chine a noté que les Émirats arabes unis ont notifié les exigences techniques pour les véhicules électriques et que cette norme vise tous les véhicules électriques dont la vitesse dépasse 25 km/h et tient compte de la compatibilité avec les normes et règlements pertinents des pays du Golfe. La Chine a présenté 13 observations concernant des aspects techniques durant la période ménagée pour la formulation d'observations et n'a reçu aucune réponse jusqu'à présent. Nous aimerions donc profiter de cette occasion pour communiquer avec nos homologues des Émirats arabes unis afin d'obtenir des informations en retour.

3.35. Aux termes de l'article 2.4 de l'Accord OTC de l'OMC, "Dans les cas où des règlements techniques sont requis et où des normes internationales pertinentes existent ou sont sur le point d'être mises en forme finale, les Membres utiliseront ces normes internationales ou leurs éléments pertinents comme base de leurs règlements techniques ...". La Chine suggère que: (1) Les Émirats arabes unis renvoient aux dispositions pertinentes relatives au champ d'application figurant dans le règlement de l'ONU pour préciser le champ d'application du présent règlement. Ce champ d'application est complété comme suit: "La présente norme s'applique aux véhicules électriques dont la vitesse dépasse 25 km/h et dont la masse totale maximale est inférieure à 3 500 kg". (2) Il est recommandé que le règlement technique soit conforme aux exigences du Règlement des Nations Unies, en précisant que les connecteurs ne doivent pas être ouverts, séparés, etc., sauf pour ceux qui ne nécessitent pas l'utilisation d'outils. Lorsque les exigences pertinentes sont satisfaites, la séparation des connecteurs est autorisée; et que soient ajoutées des exigences relatives au degré

---

<sup>8</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 796](#).



de protection pour les pièces sous tension. (3) Il est recommandé que le règlement technique soit cohérent avec les exigences du Règlement des Nations Unies, en ajoutant que lorsque les connecteurs sont séparés, ils doivent satisfaire aux exigences correspondantes relatives au degré de protection; s'agissant des prescriptions selon lesquelles les connecteurs doivent "satisfaire aux exigences correspondantes relatives au degré de protection lorsque le connecteur est séparé" et "être munis d'un dispositif de verrouillage", et "dans la seconde qui suit le désaccouplement du connecteur, la tension des éléments sous tension devient égale ou inférieure à 60 V en courant continu ou à 30 V en courant alternatif (rms), il peut être considéré que le respect d'une ou de plusieurs de ces prescriptions équivaut au respect du règlement; supprimer la prescription selon laquelle "Les connecteurs doivent être situés sous le plancher". Les exigences de la norme chinoise GB 18384 sont conformes à la norme ECE-ONU R100. Il est recommandé aux Émirats arabes unis d'envisager une reconnaissance équivalente du règlement de la Chine GB 18384.

3.36. (4) Il est recommandé que le règlement technique des Émirats arabes unis soit conforme aux exigences du Règlement des Nations Unies, et que le point "3.2.1.2.1 Protection contre les chocs électriques" soit scindé en deux points: "Absence de haute tension" et "Faible énergie électrique"; et de préciser qu'il peut être considéré que le fait de satisfaire à une ou plusieurs des exigences concernant l'absence de haute tension, la faible énergie électrique, la protection physique et la résistance d'isolement équivaut à satisfaire aux exigences du règlement. Les exigences pertinentes de la norme chinoise GB 31498 sont conformes à la norme CEE-ONU R94, et il est recommandé aux Émirats arabes unis d'envisager une reconnaissance équivalente de ce règlement; (5) Il est recommandé de maintenir la cohérence entre le Règlement technique des Émirats arabes unis et les exigences du Règlement des Nations Unies, et de compléter les exigences relatives à la valeur de résistance dans le cas de "deux éléments conducteurs exposés qui sont accessibles simultanément". (6) Pour éviter toute confusion dans les réponses des entreprises, il est recommandé que le Règlement technique des Émirats arabes unis soit conforme aux exigences du Règlement des Nations Unies; et de préciser que la résistance testée au titre de l'exigence selon laquelle "la résistance doit être inférieure à 0,1  $\Omega$ " est une résistance équipotentielle; si tel est le cas, il est recommandé de supprimer l'exigence selon laquelle "la résistance doit être inférieure à 0,1  $\Omega$ " afin d'éviter qu'il soit procédé plusieurs fois à l'authentification; les exigences pertinentes de la norme chinoise GB 18384 sont conformes à la norme CEE-ONU R100. Il est recommandé aux Émirats arabes unis d'envisager une reconnaissance équivalente du Règlement chinois GB 18384.

3.37. (7) Il est recommandé de permettre que le contenu de l'étiquette visé à la section 6.1.3 comporte d'autres expressions semblables telles que "À UTILISER AVEC DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES"; il est également recommandé que ce contenu soit conforme à celui visé à la section 6.2.1. (8) Afin d'éviter toute confusion pour les entreprises, il est recommandé de clarifier les normes quantitatives relatives aux exigences en matière de protection contre les chocs électriques relatives aux connecteurs de véhicules électriques, ou d'expliquer si cette exigence est conforme aux exigences en matière de performance électrique pour l'ensemble du véhicule. Si elle est conforme à ces exigences relatives à l'ensemble du véhicule, il est recommandé de la supprimer. (9) Il est recommandé d'ajouter la mention "Si l'utilisateur peut charger de l'extérieur le système embarqué de stockage de l'énergie, le véhicule ne doit pas être en mesure de se mouvoir au moyen de son propre système de propulsion lorsque la source extérieure d'électricité est connectée à la prise du véhicule" à la section 3.1.4 et de supprimer la section 6.1.6. (10) Il est recommandé de clarifier la définition de système homologué ou de modifier "système homologué de protection contre les chocs électriques" en "système de protection contre les chocs électriques" afin d'éviter que les fabricants ne comprennent mal le Règlement.

3.38. (11) Il est recommandé de préciser les objets par des exigences claires: 1) Si l'objet concerne la protection contre une surcharge, il est recommandé de suivre la règle suivante: l'équipement d'alimentation détecte le courant de fonctionnement réel du chargeur embarqué. Lorsque i) le courant d'alimentation maximal correspondant au signal de modulation de largeur d'impulsion (MLI) de l'équipement d'alimentation est  $\leq 20A$ , et que le courant de fonctionnement réel du chargeur embarqué dépasse le courant d'alimentation maximal +2A et persiste pendant 5 secondes, ou ii) le courant d'alimentation maximal correspondant au signal MLI de l'équipement d'alimentation est  $> 20A$ , lorsque le courant de fonctionnement réel du chargeur embarqué dépasse 1,1 fois le courant d'alimentation maximal et persiste pendant 5 secondes, l'équipement d'alimentation doit mettre fin au processus de charge dans les 5 secondes qui suivent. Raison: par exemple, si la limite minimale pour la protection contre une surcharge dans le texte original est de 125% de la charge maximale du dispositif d'alimentation du véhicule électrique, et que le courant atteint 7,5A alors qu'il est de 6A,



il est défini comme le niveau de protection contre une surcharge. Par conséquent, des facteurs externes tels que les fluctuations du réseau et des facteurs internes tels que les erreurs de détection peuvent conduire à des activités fréquentes de protection contre les surcharges, ce qui affecte l'expérience de l'utilisateur. Lorsque le courant est de 63A et atteint 78,75A, il se trouve au niveau de protection contre les surcharges, et à ce moment-là, il peut avoir dépassé la capacité de charge du produit et perdu de vue l'importance de la protection contre les surcharges. 2) Si l'objet est un interrupteur, il est recommandé de remplacer l'objet requis dans le texte original par un interrupteur.

3.39. (12) Il est recommandé que les Émirats arabes unis clarifient les exigences de mise en œuvre des normes énumérées aux appendices 1 et 2 du présent projet de mesure, ainsi que les exigences de certification et de non-certification, afin que les constructeurs automobiles sachent comment se préparer. (13) Compte tenu de la promotion de la facilitation des échanges entre les Membres de l'OMC, il est recommandé que les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe reconnaissent uniformément les rapports d'essais témoins concernant les véhicules électriques du Golfe afin d'éviter la répétition des essais et de la certification des mêmes projets.

3.40. La délégation des Émirats arabes unis n'a pas répondu aux préoccupations soulevées.

#### **3.1.2.4 Inde – Décret de 2020 relatif aux chaussures (contrôle de la qualité), G/TBT/N/IND/172 (ID 797<sup>9</sup>)**

3.41. La délégation du Royaume-Uni a fait la déclaration suivante. Le Royaume-Uni remercie l'Inde pour sa collaboration bilatérale concernant la notification [G/TBT/N/IND/172](#), qui définit des exigences de contrôle de la qualité relatives aux chaussures fabriquées à partir de cuir ou d'autres matériaux. Comme l'Inde, le Royaume-Uni reconnaît l'importance de mettre en œuvre des normes élevées pour les chaussures afin de garantir la protection des consommateurs. Néanmoins, nous encourageons l'Inde à fonder sa réglementation pertinente concernant les chaussures sur les normes internationales applicables, qui fournissent un moyen adéquat de garantir la qualité et la sécurité sanitaire des produits. Nous encourageons l'Inde à poursuivre sa participation aux comités techniques (TC) 216 de l'ISO sur les chaussures et TC 94 sur la protection des pieds et de reconnaître que la conformité aux normes ISO pertinentes répondrait aux exigences indiennes en matière de contrôle de la qualité. Nous croyons comprendre que, aux fins de ce nouveau règlement, le Bureau indien de normalisation (BIS) serait le seul organisme autorisé à délivrer des certifications pour l'ensemble du marché indien. La branche de production du Royaume-Uni a demandé des éclaircissements sur la raison d'être de l'obligation d'essais et de certification par une tierce partie pour des produits qui sont déjà conformes aux normes internationales ISO. Le Royaume-Uni craint que ces procédures additionnelles n'entraînent des retards et des coûts injustifiés pour les opérateurs commerciaux. En outre, il estime qu'il existe d'autres solutions moins restrictives pour le commerce et serait intéressé de savoir si des solutions de remplacement ont été envisagées.

3.42. Le Royaume-Uni craint également que ces réglementations n'inhibent la créativité et l'innovation dans le domaine des chaussures de mode, en particulier sur un marché en pleine croissance. Aucun autre pays n'étend la certification obligatoire aux chaussures de mode, dont les produits évoluent en fonction de la demande des consommateurs et utilisent des matériaux innovants. En outre, étant donné que l'Inde représente une part considérable de la chaîne d'approvisionnement mondiale complexe de la chaussure, il est probable que les fabricants devront produire selon deux normes différentes. Cette mesure aura donc des conséquences négatives importantes sur les flux commerciaux et, plus généralement, sur la branche de production de la chaussure. L'Inde a-t-elle procédé à une évaluation de l'impact de cette mesure et, dans l'affirmative, serait-elle en mesure d'en partager les conclusions? Enfin, nous remercions l'Inde d'avoir reporté cette mesure d'au moins six mois pour permettre de répondre aux préoccupations des Membres. Nous encourageons l'Inde à répondre aux questions que nous avons présentées au point d'information et à reconsidérer la mise en œuvre de cette mesure.

3.43. La délégation de l'Union européenne a fait la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite soutenir le Royaume-Uni. L'UE reconnaît l'importance de normes élevées pour les chaussures en ce qui concerne la sécurité sanitaire des produits et des substances chimiques, mais les normes ne doivent pas devenir restrictives pour les entreprises qui appliquent déjà des normes de sécurité sanitaire élevées. L'UE reste vivement préoccupée par le nombre croissant d'ordonnances de contrôle de la qualité (OCQ) émis par l'Inde dans de nombreux secteurs. Elle souhaite rappeler

---

<sup>9</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 797](#).

qu'il semble que la majorité des ordonnances adoptées par l'Inde ont une orientation protectionniste et suscitent des questions quant à leur conformité aux obligations souscrites au titre de l'Accord OTC de l'OMC. L'UE est profondément préoccupée par le fait que les ordonnances sur le contrôle de la qualité prescrivent généralement l'utilisation de normes propres à l'Inde alors que des normes internationales existent déjà. En fait, lorsque l'on fait face à des OCQ, les procédures impliquées constituent un obstacle plus important que le respect des normes techniques. L'UE tient à rappeler à l'Inde que l'article 2.4 de l'Accord OTC de l'OMC prescrit que les Membres utiliseront des normes internationales, lorsqu'elles existent, comme base de leurs réglementations techniques, sauf lorsque ces normes internationales, ou des éléments pertinents, seraient inefficaces ou inappropriés pour réaliser les objectifs légitimes recherchés, par exemple en raison de facteurs climatiques ou géographiques fondamentaux ou de problèmes technologiques fondamentaux.

3.44. La notification de l'Inde fixe des exigences en matière de contrôle de la qualité pour les chaussures fabriquées à partir de cuir ou d'autres matériaux. Bien que la norme notifiée doive s'appliquer à toutes les chaussures entrant sur le marché indien, qu'elles soient fabriquées en Inde ou importées, elle placera les exportateurs dans une position désavantageuse, car l'OCQ aura pour effet de restreindre les importations. L'UE souhaite donc rappeler que des normes internationales devraient être utilisées pour faciliter le commerce et limiter les coûts engagés par les fabricants de chaussures. En outre, les chaussures importées en Inde devraient pouvoir faire l'objet d'essais dans des laboratoires situés en dehors de l'Inde. Le fait de procéder à des essais uniquement en Inde entraîne des retards et des coûts additionnels. L'UE souhaiterait suggérer à l'Inde d'autoriser les marques qui satisfont aux normes de l'UE en matière de production de chaussures à exporter vers l'Inde sur la base d'une autocertification. Enfin, elle salue la décision de l'Inde de reporter l'entrée en vigueur de certains OCQ d'au moins six mois, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2024. L'UE souhaiterait que l'Inde envisage un nouveau report de cette mesure.

3.45. En réponse, le représentant de l'Inde a fait la déclaration suivante. L'Inde a pris diverses mesures pour améliorer la qualité des chaussures et les OCQ constituent un élément important à cet égard. Toutefois, des conditions de concurrence équitables ont été garanties pour les fabricants étrangers et nationaux. L'Inde dispose de ses propres normes de qualité élaborées par le BIS et les importations de chaussures et d'articles en cuir sur le territoire indien doivent respecter ces normes. L'Inde étant l'un des plus grands marchés de consommation, elle doit protéger les droits des consommateurs. Conformément à la Loi de 2016 portant création du BIS, les OCQ du secteur du cuir et de la chaussure relèvent du système I (système de label ISI) pour lequel l'autocontrôle n'est pas autorisé afin d'éviter tout risque pour la vie et la sécurité des personnes. Nous remercions le Royaume-Uni de poursuivre le dialogue sur une base bilatérale dans le cadre de cette PCS.

### **3.1.2.5 Union européenne – Proposition de restriction des PFAS au titre du Règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (ID 798<sup>10</sup>)**

3.46. La délégation du Japon a fait la déclaration suivante. Le Japon comprend les objectifs réglementaires visant à protéger la santé humaine et l'environnement. Toutefois, il est préoccupé par la proposition visant à restreindre désormais les composés perfluoroalkylés et les substances polyfluoroalkylées dans le cadre du Règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), publiée par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) en février de cette année. Bien que certaines substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) soient considérées comme présentant un risque élevé, il existe des différences considérables entre les PFAS en termes d'effets directs et nocifs et de propriétés, qui ne sont pas reconnus comme étant communs à tous les PFAS. En fait, la restriction proposée elle-même reconnaît que "pour la plupart des PFAS, il n'existe pas suffisamment de données pour évaluer correctement leurs effets sur la santé humaine et l'environnement". Certaines PFAS ne sont utilisées que dans des espaces clos où le degré d'exposition de l'environnement est très limité, et le risque posé par cette utilisation pour la santé humaine et l'environnement est encore plus faible. Étant donné que de nombreuses PFAS sont utilisées dans un large éventail de secteurs et qu'aucune substance de remplacement n'a été identifiée pour nombre d'entre elles, une interdiction totale de l'utilisation, de la commercialisation, etc., de toutes les PFAS serait extrêmement restrictive pour le commerce.

---

<sup>10</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 798](#).

3.47. Le Japon comprend les objectifs réglementaires visant à protéger la santé humaine et l'environnement. Toutefois, la restriction proposée, qui introduirait une restriction uniforme de l'utilisation, de la commercialisation, etc., de toutes les PFAS, y compris celles dont il n'a pas été prouvé qu'elles présentent un risque inacceptable et celles qui présentent un risque moindre en fonction de leur utilisation, serait incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord OTC, étant donné que la restriction proposée ne repose pas sur une base scientifique et rationnelle suffisante et qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser les objectifs de la réglementation. Nous pensons que l'UE ménagera un délai raisonnable conformément à l'article 2.12 de l'Accord OTC lors de l'adoption de la restriction proposée, mais compte tenu de ce qui précède, nous voudrions lui demander de prendre en considération et d'examiner de manière appropriée les observations présentées par les branches de production et les autres parties prenantes, et de limiter le champ d'application de la restriction à une gamme appropriée de produits aux fins des objectifs du Règlement REACH, qui sont la protection de la santé humaine et de l'environnement.

3.48. La délégation de la République de Corée a fait la déclaration suivante. La Corée apprécie l'occasion de transmettre les observations et préoccupations ci-après de ses branches de production concernant la "Proposition de restriction des PFAS au titre du Règlement REACH" qui fait actuellement l'objet d'un processus de consultation mené par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA). Les PFAS sont largement utilisés dans toutes les branches de production, y compris dans les secteurs de l'électricité et de l'électronique, des véhicules automobiles, des écrans et des semi-conducteurs, pour n'en citer que quelques-unes, mais parmi les différentes PFAS, seule une fraction a été identifiée comme présentant un danger. En outre, il n'existe actuellement aucune autre substance connue qui puisse remplacer les PFAS de manière adéquate. Nous craignons donc qu'une interdiction systématique de l'utilisation de toutes les PFAS n'entraîne d'autres types de problèmes environnementaux graves, tels qu'une augmentation des risques liés à la sécurité sanitaire des produits ou une entrave au développement de branches de production respectueuses de l'environnement, comme les véhicules électriques. Par conséquent, la Corée demande à l'UE que, avant d'adopter le Règlement, le champ d'application de la mesure aux PFAS soit clairement défini, sur la base de preuves scientifiques et de normes internationales, telles que les numéros de registre CAS pour les PFAS et/ou les rapports sur les risques pour la santé humaine et l'environnement.

3.49. Deuxièmement, nous demandons que le règlement concerné prenne effet après que des discussions suffisantes concernant des matériaux de remplacement des PFAS ont été menées et que d'autres solutions sont disponibles à des fins d'utilisation. Troisièmement, pour certains groupes de produits, comme les piles rechargeables, l'utilisation de PFAS est incontournable dans le processus de fabrication. Par conséquent, la Corée demande à l'UE d'examiner attentivement des dispositions qui prévoient des exemptions ou des exceptions réglementaires concernant ces produits ou branches de production. Enfin, il faut espérer que les discussions et les consultations internationales concernant les risques liés aux différentes PFAS et leur réglementation pourront être menées de manière suffisante.

3.50. En réponse, la délégation de l'Union européenne a fait la déclaration suivante. L'UE souhaite remercier le Japon et la Corée d'avoir soulevé la question d'une éventuelle restriction des PFAS dans le cadre de la législation REACH de l'UE. La pollution par les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) constitue une grave préoccupation en matière de santé humaine et d'environnement, compte tenu du grand nombre de cas de contamination du sol et de l'eau en Europe, y compris de l'eau potable. Dans le même temps, les PFAS sont nécessaires dans des applications essentielles, par exemple dans les secteurs du numérique et de l'énergie (semiconducteurs, électrolyseurs et membranes pour la production d'hydrogène vert). Dans le cadre du Règlement REACH, cinq autorités nationales (Pays-Bas, Allemagne, Danemark, Suède et Norvège) ont proposé une interdiction générale de l'utilisation des PFAS, assortie de quelques dérogations. Cette proposition fait actuellement l'objet d'une évaluation scientifique indépendante au sein des comités scientifiques de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA). Dans le cadre de cette évaluation, les comités scientifiques de l'ECHA examineront en outre attentivement la nécessité de dérogations pour des applications spécifiques. C'est pourquoi nous souhaitons inviter toutes les parties prenantes, en particulier celles du Japon et de la Corée, à participer à la consultation publique qui a été lancée et qui se déroulera jusqu'au 25 septembre 2023. Il est très important que les parties prenantes apportent leur contribution, car cela permettra d'identifier les besoins de dérogations pour des utilisations ou des produits particuliers. Bien entendu, l'UE notifiera la mesure au Comité OTC dès qu'elle disposera d'une proposition légale à partager.

### **3.1.2.6 Inde – Ordonnance de 2022 sur les géotextiles et les textiles de protection (Contrôle de la qualité), [G/TBT/N/IND/242](#), [G/TBT/N/IND/243](#) (ID 799<sup>11</sup>)**

3.51. La délégation de l'Indonésie a fait la déclaration suivante. L'Indonésie souhaite remercier l'Inde pour sa notification relative à l'Ordonnance de 2022 sur les géotextiles (Contrôle de la qualité) ([G/TBT/N/IND/242](#)) et à l'Ordonnance de 2022 sur les textiles de protection (Contrôle de la qualité) ([G/TBT/N/IND/243](#)) , le 8 février 2023, au Comité OTC de l'OMC. S'agissant des notifications, le Ministère de l'industrie textile a publié 31 règlements types sur les produits textiles d'exportation, aux termes desquels les produits doivent être certifiés conformes aux normes indiennes et les fabricants sont tenus d'obtenir une certification du Bureau indien de normalisation (BIS) dans le cadre de la certification des fabricants étrangers (FCMS), avant que le produit ne soit autorisé à entrer sur le marché indien, avec prise d'effet après 180 jours à compter de la date de publication. L'Indonésie avait précédemment demandé des éclaircissements sur l'objectif légitime de ce règlement. Toutefois, l'Inde a répondu que ce règlement avait été promulgué le 12 avril 2023 et n'a fourni aucune explication concernant les préoccupations de l'Indonésie. À cet égard, nous souhaiterions obtenir des éclaircissements sur les points suivants.

3.52. Premièrement, en ce qui concerne l'objectif légitime de l'ordonnance de contrôle de la qualité (OQC). Nous comprenons que l'objectif de cette disposition est d'améliorer les normes et la qualité des géotextiles et des textiles de protection en Inde. Toutefois, l'exigence de certification et l'inclusion d'un label de conformité pour les 31 produits constitueront un obstacle non nécessaire au commerce et augmenteront les coûts pour les entreprises participant au commerce international avec l'Inde. Deuxièmement, la période de transition ménagée par le Règlement est insuffisante pour que les producteurs soient en mesure de répondre aux exigences énoncées dans l'Ordonnance de contrôle de la qualité. Compte tenu du grand nombre de produits réglementés, de la nécessité de procéder à des essais physiques et des prescriptions en matière d'inspection des sites de production, nous sommes préoccupés par les éventuelles files d'attente et les retards dans le traitement des demandes de certification de produits qui parviennent au BIS, ce qui pourrait ralentir le processus de certification et entraver le processus d'exportation. À cet égard, nous demandons à l'Inde de reporter la mise en œuvre de cette ordonnance sur le contrôle de la qualité d'au moins 12 mois à compter de la promulgation. Troisièmement, l'Indonésie suggère à l'Inde de ménager la possibilité d'une reconnaissance internationale des résultats de l'évaluation de la conformité et/ou des organismes d'évaluation de la conformité (organismes d'inspection) du pays d'origine afin d'accélérer le processus d'audit et de certification et de réduire le coût de la certification. Quatrièmement, l'Indonésie demande instamment à l'Inde de notifier au Secrétariat la réglementation technique stipulée, conformément à l'article 2.9.2 de l'Accord OTC.

3.53. En réponse, le représentant de l'Inde a fait la déclaration suivante. Nous remercions le représentant de l'Indonésie pour l'intérêt qu'il porte à cette question. Nous sommes en train d'examiner les déclarations faites. Nous fournirons une réponse après avoir dûment examiné les questions soulevées.

### **3.1.2.7 Inde – Règles de 2022 relatives à la gestion des déchets de batteries (ID 800<sup>12</sup>)**

3.54. La délégation de la République de Corée a fait la déclaration suivante. La Corée respecte les efforts déployés par l'Inde pour protéger l'environnement au moyen de son Règlement en matière de gestion des déchets et les branches de production coréennes s'efforcent de s'y conformer scrupuleusement. Toutefois, la branche de production coréenne concernée a éprouvé des difficultés à se conformer aux "Règles relatives à la gestion des déchets de batteries" (S.O. 3984(E), 2022), mises en application le 24 août 2022, et la Corée a présenté des observations concernant ces règles par l'intermédiaire du point d'information OTC le 23 février et le 10 mai 2023. Comme il n'y a pas eu de réponse de la part de l'Inde, nous voudrions en faire part à nouveau en soulevant cette PCS. Premièrement, les règles disposent que les batteries usagées doivent être collectées à un taux de 100% du poids total des batteries mises sur le marché indien au cours de chaque cycle de conformité (7, 10 et 14 ans) prescrit selon le type de batterie, en plus du taux de collecte minimal visé pour chaque année. L'objectif de collecte par cycle est une exigence stricte qui n'a pas été mise en œuvre dans d'autres pays, et les branches de production coréennes concernées éprouvent de grandes difficultés à se conformer à la réglementation. Par conséquent, nous demandons que l'exigence correspondante soit retirée des Règles. Deuxièmement, pour ce qui est de satisfaire à l'obligation

<sup>11</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 799](#).

<sup>12</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 800](#).

d'"utilisation minimale de matières recyclées au niveau national dans les nouvelles batteries", visée au point 4 (14), le processus de production des batteries destinées à l'exportation vers l'Inde doit être géré séparément de celui des batteries destinées à d'autres pays. On s'attend à ce que cette séparation impose des coûts excessifs aux entreprises coréennes concernées et réduise la productivité. Par conséquent, nous aimerions demander une exemption de l'application de l'exigence d'utilisation minimale de matières recyclées au niveau national aux piles produites en dehors de l'Inde.

3.55. En réponse, la délégation de l'Inde a fait la déclaration suivante. Nous remercions le représentant de la Corée pour l'intérêt qu'il porte à cette question. Nous sommes en train d'examiner les déclarations faites. Nous fournirons une réponse après avoir dûment examiné les questions soulevées.

### **3.1.2.8 États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Procédures d'essai applicables aux lave-vaisselle, [G/TBT/N/USA/1817/Add.1](#) (ID 801)<sup>13</sup>**

3.56. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En vertu de l'article 2.2 de l'Accord OTC de l'OMC, "[l]es Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international"; la Chine suggère donc aux États-Unis de clarifier la définition d'"application de salissure" afin d'éviter tout obstacle non nécessaire au commerce provoqué par des malentendus entre les deux parties.

3.57. En réponse, le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient la Chine pour ses observations ainsi que pour la réunion bilatérale organisée ce jour. Comme cela a été indiqué, ils ne disposent d'aucune trace d'observations présentées par la Chine au sujet de cette mesure pendant la période prévue à cet effet. Si la Chine dispose d'éléments prouvant qu'elle a présenté de telles observations, elle est invitée à les communiquer; dans le cas contraire, les États-Unis ne peuvent pas tenir compte des observations si elles n'ont pas été présentées dans les délais impartis.

### **3.1.2.9 Chine – Loi sur la sécurité des données (ID 802<sup>14</sup>)<sup>15</sup>**

3.58. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite tout d'abord signaler qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle préoccupation, celle-ci ayant déjà été soulevée au titre de la PCS relative à la cybersécurité (ID 526). Par souci de cohérence, les questions soulevées au titre de la Loi sur la sécurité des données de la Chine sont distinguées de celles qui portent sur la Loi sur la cybersécurité. L'UE souhaiterait rappeler les déclarations qu'elle a formulées lors de réunions précédentes du Comité OTC au sujet de la Loi sur la cybersécurité<sup>16</sup> et de la législation connexe. Les préoccupations exprimées dans ces précédentes déclarations demeurent et ont déjà mis à mal la confiance des chefs d'entreprise. Une incertitude considérable subsiste en ce qui concerne des définitions clés de la Loi et de la législation connexe, y compris celles de "données industrielles", "données importantes", "données essentielles" et "transfert de données", entre autres. Les entreprises étrangères, à leur tour, ne sont donc pas certaines de savoir quelle législation s'applique à eux. L'UE reste préoccupée par les mesures sur l'évaluation de la sécurité des transferts de données sortantes et leur mise en œuvre. Les critères pour l'ouverture d'une évaluation ne sont pas clairs, de sorte que celle-ci peut être déclenchée par une activité commerciale transfrontières normale. En outre, le processus d'évaluation prend du temps, ce qui donne lieu à une incertitude considérable. L'UE craint, en particulier, que ces mesures désavantagent les opérateurs étrangers par rapport aux opérateurs locaux. En outre, la protection des secrets commerciaux au cours du processus d'évaluation soulève des préoccupations notables.

3.59. L'UE reste également préoccupée par le manque de clarté qui caractérise le champ d'application sectoriel des mesures régissant l'administration de la sécurité des données dans les secteurs de l'industrie et des technologies de l'information (mise en œuvre à titre d'essai). Elle encourage la Chine à préciser le champ d'application des principales définitions juridiques et à les

<sup>13</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 801](#).

<sup>14</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 802](#).

<sup>15</sup> Lien avec la PCS précédemment soulevée sous la référence [ID 526](#).

<sup>16</sup> 数据安全法.

rendre aussi précises que possible. En particulier, l'UE invite la Chine à élaborer au plus vite des catalogues de données importantes et de données essentielles au niveau sectoriel.

3.60. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Loi de la Chine sur la sécurité des données vise à réglementer les activités de traitement de l'information, assurer la sécurité des données, promouvoir le développement et l'utilisation des données, protéger les droits et intérêts légitimes des personnes et des organisations et préserver la souveraineté, la sécurité et le développement nationaux. Cette loi fixe clairement et renforce les systèmes de classement des données et de protection des classements, de suivi des risques, d'alerte rapide et d'intervention d'urgence ainsi que de contrôle de la sécurité des données, entre autres, et prévoit des mesures destinées à soutenir et promouvoir la sécurité et le développement des données et à favoriser la sécurité des données publiques et l'accès à ces données, de manière à assurer un développement en toute sécurité et à promouvoir la sécurité à travers le développement.

#### **3.1.2.10 Angola – Décret exécutif n° 64/2023: Utilisation de timbres fiscaux de haute sécurité pour les liquides et boissons alcooliques ainsi que les tabacs et les substituts de tabac (ID 803<sup>17</sup>)**

3.61. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique fait référence au Décret exécutif n° 64/2023 de l'Angola relatif à l'utilisation de timbres fiscaux de haute sécurité pour les liquides et boissons alcooliques ainsi que les tabacs et les substituts de tabac. Ce décret est entré en vigueur à la date de sa publication, le 12 mai 2023, et n'a pas été notifié aux Membres de l'OMC. Le Mexique considère qu'il contient des prescriptions qui peuvent en faire un règlement technique au sens de l'Accord OTC de l'OMC, de sorte que l'absence de notification et l'entrée en vigueur du Décret vont à l'encontre des dispositions des articles 2.11 et 2.12 de l'Accord. Par ailleurs, le Décret prescrit que les timbres fiscaux deviennent obligatoires à compter du 12 juillet de l'année en cours, soit 60 jours après la publication du Décret. Cependant, ce délai est insuffisant pour permettre aux producteurs qui exportent des spiritueux mexicains de s'enregistrer et d'obtenir les timbres fiscaux exigés. Par conséquent, nous demandons au gouvernement de l'Angola d'accorder une prorogation de la période de transition prévue à l'article 18 de la proposition, en la portant à au moins six mois. Le Décret ménage également une période de 180 jours pour que les opérateurs rappellent leurs produits placés sur le marché sans estampillage afin d'y apposer un timbre fiscal. Toutefois, cette mesure serait trop contraignante et compliquée à mettre en œuvre pour les producteurs et elle entraverait le commerce international. Le gouvernement du Mexique suggère donc l'inclusion d'une clause d'épuisement pour les produits déjà présents sur le marché, dans le but de maintenir les flux commerciaux.

3.62. Par ailleurs, le Décret énonce que, à l'issue des 30 jours suivant sa publication, les opérateurs doivent déclarer à l'agence générale fiscale la quantité de marchandises, produites dans le pays et importées, en stock. En pratique, cela donne lieu à un processus compliqué, et les producteurs doivent disposer de suffisamment de temps pour mener à bien ces opérations. La mesure dispose que l'estampillage des produits importés doit être réalisé sur le lieu d'origine; ainsi, les opérateurs devront apposer les timbres dans le pays de production, ce qui les désavantage par rapport aux opérateurs locaux. Le gouvernement du Mexique suggère donc qu'une plus grande flexibilité soit accordée en ce qui concerne le lieu physique dans lequel les timbres fiscaux peuvent être apposés. Enfin, étant donné que l'Angola a publié le Décret au Journal officiel sans en avoir notifié le Comité OTC de l'OMC au préalable, nous demandons qu'il mène à bien cette procédure, afin de permettre aux Membres de présenter des observations.

3.63. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le 10 mars 2022, l'Angola a publié le Décret exécutif n° 149/22 introduisant l'obligation d'apposer des timbres fiscaux de haute sécurité sur certains produits dont les boissons (bières, vins, spiritueux, boissons sans alcool) et les tabacs afin de lutter contre la contrebande. Ce décret devait entrer en vigueur le 10 avril 2022. Le 8 avril 2022, les autorités angolaises ont publié le Décret exécutif n° 186/22, qui suspendait l'apposition obligatoire de timbres fiscaux de haute sécurité sur toutes les boissons alcooliques. Le 12 mai 2023, l'Angola a publié un nouveau décret, n° 64/2023, qui remplaçait les décrets antérieurs n° 149/22 et n° 186/22. L'Angola n'a pas encore notifié ce projet de mesure au Comité OTC, et nous lui demandons de soumettre cette notification dès que

---

<sup>17</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 803](#).



possible, afin que tous les Membres puissent présenter leurs observations sur ce projet assez tôt avant son adoption et son entrée en vigueur.

3.64. L'UE soutient l'objectif principal du décret, à savoir l'élimination du commerce illicite, de la contrebande et de la contrefaçon de produits alcooliques, compte tenu à la fois des considérations de santé publique et de l'objectif de lutter contre la fraude fiscale. Toutefois, nous sommes gravement préoccupés par certaines dispositions de ce décret, notamment concernant les délais prévus pour l'entrée en vigueur, qui ne sont pas réalistes et pourraient perturber gravement les échanges. Le délai actuellement fixé pour l'entrée en vigueur de la prescription d'apposition de timbres fiscaux est de 60 jours; cela est bien trop court. Une période de transition d'au moins 6 mois est requise, compte tenu du temps nécessaire pour s'enregistrer et obtenir des timbres fiscaux ainsi que des délais d'expédition, qui sont actuellement de 90 jours en moyenne de l'Europe vers l'Angola. En outre, l'absence de clause d'épuisement des stocks est très problématique étant donné que les produits concernés ont une longue durée de conservation. Le décret prévoit une période de tolérance de 180 jours pour les produits non estampillés déjà présents sur le marché, ce qui n'est pas réaliste, en particulier dans les cas où des tierces parties interviennent. Par ailleurs, en vertu du nouveau décret, à l'issue des 30 jours suivant la publication, les opérateurs doivent déclarer à l'agence générale fiscale les quantités présentes dans leurs stocks, qu'il s'agisse de marchandises produites localement ou importées. Ce délai n'est pas réaliste et devrait être prorogé.

3.65. L'absence de flexibilité s'agissant du lieu dans lequel les timbres fiscaux peuvent être apposés est également source de préoccupation. Les opérateurs ne devraient pas être tenus de posséder une accréditation en tant qu'OEA en Angola pour être autorisés à apposer des timbres fiscaux dans les entrepôts en douane. De plus, il serait utile de ménager la possibilité d'apposer des timbres fiscaux dans les entrepôts en douane des plates-formes logistiques de pays tiers. Dans le cadre des dispositions actuelles, la grande majorité des opérateurs de l'UE seraient contraints d'apposer les timbres fiscaux dans le pays de production, ce qui les désavantagerait par rapport aux opérateurs locaux. Il est important que les questions mentionnées soient réglées par l'Angola de toute urgence. Les faiblesses du nouveau décret ont déjà poussé certaines marques à cesser d'exporter en Angola. Nous serions reconnaissants à l'Angola de prendre ces préoccupations en considération et de consulter les parties prenantes concernées avant de présenter le décret sous sa forme définitive. Nous sommes prêts à tenir des discussions bilatérales afin d'apporter des précisions supplémentaires sur cette question.

3.66. En réponse, le représentant de l'Angola a communiqué la déclaration suivante. Nous estimons que le délai de 60 jours proposé dans le Décret exécutif n° 64/2023 avant l'entrée en vigueur de la mesure est suffisant pour l'enregistrement des opérateurs, l'acquisition des timbres fiscaux et leur livraison aux opérateurs. En réalité, ce délai a été fixé sur la base d'une étude relative au processus et nous le jugeons suffisant; l'expérience acquise depuis le 12 mai, date de la publication, montre que nous avons été en mesure de fournir des timbres fiscaux aux opérateurs internationaux qui s'étaient enregistrés depuis cette date. Nous croyons donc en cette stratégie, et cette expérience nous encourage à maintenir le délai établi. En ce qui concerne la période transitoire de 180 jours énoncée au paragraphe 3 de l'article 18, nous avons également demandé qu'une étude soit menée sur le déroulement de ce processus dans divers autres endroits où ce type de dispositions a été mis en œuvre. Nous avons réalisé que la période de transition y était plus courte: certains pays avaient un mois, d'autres trois, et nous avons donné six mois. Nous pensons donc que ce n'est pas inconfortable, mais plutôt utile. Quant au fait que le décret a été publié en Angola avant d'être notifié au Comité OTC, nous avons préparé toutes les procédures dans le respect des normes mais, malheureusement, elles ne sont pas parvenues à destination dans les délais. Il nous semble que les documents ont été préparés à l'administration fiscale et étaient sur le point d'être envoyés au Ministère du commerce, dont dépendait le point de coordination chargé de notifier le Comité OTC. Nous en sommes désolés.

#### **3.1.2.11 Chine – Exigences concernant l'emballage des produits agricoles comestibles, G/TBT/N/CHN/1715 (ID 804<sup>18</sup>)**

3.67. Le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde prend note avec préoccupation de la notification de la Chine portant la cote [G/TBT/N/CHN/1715](#) du 3 février 2023 et relative aux exigences concernant l'emballage des produits agricoles comestibles. L'Inde estime que ces exigences sont restrictives et excessives. Elle prie la Chine de présenter l'évaluation scientifique

<sup>18</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 804](#).



détaillée qui a permis de déterminer divers paramètres comme le nombre de couches d'emballage, le coefficient d'espace intermédiaire et le ratio du poids, tels qu'ils figurent dans le projet de norme. De plus, elle lui demande de justifier le fait de limiter le coût d'emballage à 20% du prix de vente du produit. L'Inde prie également la Chine d'indiquer l'objectif qu'elle cherche à atteindre grâce au projet de norme et d'expliquer comment les mesures projetées aideront à y parvenir.

3.68. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Les "exigences visant à limiter l'emballage excessif des produits agricoles comestibles" ont été approuvées pour révision et aucune observation de l'Inde n'a été reçue pendant la période de présentation des observations à la Chine et de notification à l'OMC. 1) Contexte de l'élaboration de cette norme. L'article 68 de la Loi de la Chine sur la prévention et la limitation de la pollution de l'environnement par des déchets solides énonce clairement que "des normes pertinentes doivent être formulées en accord avec la situation économique et technique à l'échelle nationale, la prévention et la limitation de la pollution de l'environnement par des déchets solides et les exigences techniques applicables aux produits en vue de prévenir la pollution de l'environnement provoquée par le suremballage". L'élaboration de la norme nationale obligatoire visant à limiter l'emballage excessif des produits agricoles comestibles est une mesure spécifique destinée à mettre en application les prescriptions de la Loi. 2) Champ d'application de la norme. La norme s'applique aux produits agricoles comestibles dotés d'un emballage de vente, y compris aux produits agricoles frais tels que la viande, les légumes, les fruits, les œufs et les produits aquatiques, mais ne vise pas les cadeaux ou articles non destinés à la vente.

3.69. 3) Principales dispositions de la norme. 1. Emballages de vente. L'expression "emballages de vente" dans la norme renvoie aux emballages conçus en premier lieu pour la vente qui arrivent entre les mains des consommateurs avec les produits agricoles comestibles. Elle ne vise pas les emballages logistiques de protection, le matériel de refroidissement ou l'eau ajoutée pour assurer la conservation et la fraîcheur des produits agricoles. 2. Calcul du taux de vide dans les produits. L'espace dans l'emballage correspond au pourcentage du volume total de l'emballage qui doit être occupé par les produits agricoles comestibles retirés de l'emballage. 3. Nombre de couches d'emballage. Il s'agit du nombre de couches qui enveloppent entièrement les produits agricoles comestibles et qui peuvent être séparées physiquement. L'emballage complet désigne la méthode d'emballage qui consiste à utiliser une couche entière ou une combinaison de couches pour éviter l'éparpillement de produits agricoles comestibles. Aux fins du calcul, l'emballage directement en contact avec le produit est considéré comme la première couche, et ainsi de suite. L'emballage extérieur est la N<sup>ème</sup> couche, N représentant le nombre de couches d'emballage. La norme dispose que le nombre de couches d'emballage ne devrait pas être supérieur à 4 pour la viande, les fruits et les produits aquatiques et à 3 pour les légumes et les œufs. 4. Frais de conditionnement. Les frais de conditionnement permettent de déterminer si un emballage est luxueux et excessif. Pour limiter la tendance au luxe, cette norme impose des restrictions en matière de frais de conditionnement des produits agricoles comestibles. Au titre de cette norme, les frais de conditionnement correspondent au pourcentage du prix total de vente du produit consacré au conditionnement. Le groupe chargé de l'élaboration de la norme a réalisé une étude de marché approfondie et tenu compte du niveau de développement de l'industrie pour déterminer les plafonds prescrits pour les frais de conditionnement. 5. Règles de détermination. Si l'un des éléments de l'emballage du produit ne respecte pas les exigences des trois indicateurs techniques (espace dans l'emballage, couches d'emballage et frais de conditionnement), ce type d'emballage sera considéré comme un emballage excessif.

### 3.1.3 Préoccupations soulevées précédemment

#### 3.1.3.1 Inde – Projet de Règlement modificatif de 2020 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), [G/TBT/N/IND/180](#), [G/TBT/N/IND/237](#) (ID 667<sup>19</sup>)

3.70. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent préoccupés par les mesures d'enregistrement des établissements prises par l'Inde, qui ont été notifiées au Comité OTC de l'OMC sous les cotes [G/TBT/N/IND/180](#) et [G/TBT/N/IND/237](#). Nous apprécions la confirmation par l'Inde que le commerce se poursuivra sans interruption pendant que les pays exportateurs œuvrent à se conformer à ses prescriptions en matière d'enregistrement des établissements. Toutefois, nous notons que des précisions doivent être apportées sur les modalités de mise en œuvre de la mesure par l'Inde, en particulier des renseignements sur le traitement

<sup>19</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 667](#).

réservé aux envois issus d'établissements non enregistrés qui entrent dans les ports indiens pendant que les pays exportateurs œuvrent à se conformer à la mesure. Pour plus de clarté, l'Inde pourrait-elle fournir une liste des codes du SH correspondant aux produits visés par ces prescriptions en matière d'enregistrement des établissements afin que le champ d'application de ces dernières soit clair pour toutes les parties? En outre, nous aimerions savoir comment le nouveau système d'enregistrement de l'Inde a donné lieu à des modifications ou améliorations significatives en matière de surveillance de la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

3.71. Par ailleurs, les États-Unis restent préoccupés par le projet de mesure de l'Inde relatif au Règlement modificatif de 2020 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation) ([G/TBT/N/IND/180](#)). La mesure dispose que l'Inde peut identifier des catégories de "risque" pour les produits alimentaires "de temps à autre ... pour lesquelles l'inspection ou la vérification des établissements étrangers de fabrication d'aliments qui fabriquent ces catégories d'aliments sera obligatoire". Nous restons préoccupés par le peu de renseignements donnés concernant le champ d'application de ce projet de règlement technique, et nous espérons que l'Inde communiquera toutes les données scientifiques et techniques utilisées afin de déterminer le "risque" spécifique pour les catégories de produits alimentaires, ainsi que des renseignements sur les processus d'audit. Nous attendons avec intérêt que l'Inde fournisse des renseignements supplémentaires et des éclaircissements sur ces deux mesures préoccupantes.

3.72. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite renvoyer à ses déclarations précédentes concernant les exigences de l'Inde en matière d'importation relatives à l'enregistrement des établissements étrangers de fabrication d'aliments. L'UE souhaite faire observer que plusieurs établissements n'ont pas encore été enregistrés dans le nouveau système indien en ligne d'enregistrement des fabricants étrangers (ReFoM). Compte tenu des éventuelles perturbations du commerce liées aux retards dans l'élaboration de la liste des établissements enregistrés, même si l'enregistrement n'est pas associé à de nouvelles mesures sanitaires, de l'absence de tout critère spécifique de définition des risques associés à l'inscription ou à la radiation des établissements, qui peuvent aller au-delà de la législation de l'Inde, et, enfin, du fait qu'il existe en Inde différentes autorités qui réglementent les importations des mêmes produits, l'UE souhaite demander au pays de: clarifier les modalités liées aux vérifications dans les pays exportateurs, aux inspections des établissements, aux contrôles frontaliers et aux certificats sanitaires associés à l'enregistrement des établissements étrangers de fabrication d'aliments, et préciser si et quand ces prescriptions seront rendues obligatoires par une autorité indienne; fournir des lignes directrices par écrit aux entreprises et pays exportateurs sur la manière dont ils doivent enregistrer les établissements et envoyer les listes d'établissements à l'Inde, et les tenir à jour; s'efforcer d'éviter que les autorités compétentes des pays exportateurs signent plus d'un certificat avec les mêmes mesures sanitaires. L'UE demande de nouveau à l'Inde de notifier au Comité SPS de l'OMC ces modifications ainsi que les futures mesures liées à l'enregistrement des établissements de fabrication d'aliments. Enfin, elle rappelle qu'elle est disponible pour coopérer avec les autorités compétentes de l'Inde afin de renforcer la compréhension mutuelle et d'éviter les perturbations non nécessaires et injustifiées du commerce.

3.73. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite réitérer les préoccupations soulevées aux précédentes réunions du Comité OTC au sujet du projet de Règlement modificatif concernant les normes de sécurité sanitaire des produits alimentaires (Importation) de l'Inde, qui porte sur l'enregistrement, l'inspection et/ou la vérification des établissements étrangers de fabrication de produits alimentaires fabriquant des aliments destinés à l'Inde, et qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2023. Si le Canada reconnaît le droit de l'Inde de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité publiques, plusieurs éléments figurant dans les modifications proposées demeurent ambigus. Comme indiqué précédemment, on ne voit pas clairement quels critères seraient utilisés pour déterminer le niveau de risque que peuvent présenter les produits alimentaires importés en Inde ni quelles circonstances donneraient lieu à une vérification ou à une inspection des établissements étrangers de fabrication. Le Canada reste préoccupé et souhaite obtenir des éclaircissements au sujet des mesures prises par l'Inde concernant les produits ciblés, des taux de vérification, des mesures de mise en conformité, des recours et du plan de mise en œuvre. Nous sommes d'avis que l'approche adoptée par l'Inde dans ces domaines risque de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

3.74. Le Canada remercie l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) pour la rapidité avec laquelle elle a enregistré les établissements de fabrication d'aliments du Canada et publié la liste d'établissements. Si des réponses ont été

apportées à certaines questions du Canada, un certain nombre d'interrogations demeurent au sujet de ces prescriptions et nous attendons avec intérêt la réponse de l'Inde aux observations adressées à son point d'information en janvier 2023. Enfin, le Canada demande de nouveau à l'Inde de notifier ces modifications au Comité SPS, car le règlement qu'elle propose vise des mesures de sécurité sanitaire des produits alimentaires destinées à protéger la santé et la sécurité des personnes.

3.75. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande tient à remercier la FSSAI pour la souplesse dont elle fait preuve dans la mise en œuvre de cette nouvelle prescription. Nous croyons comprendre que l'exigence d'enregistrement, ainsi que les nouvelles exigences en matière de certification et la réponse à un questionnaire adressé aux pays, constituent la nouvelle approche de la FSSAI pour garantir que les fabricants des pays exportateurs respectent les exigences en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Bien que nous soyons favorables à cette approche pour assurer à la fois la sécurité sanitaire des produits alimentaires et un dédouanement plus rapide aux frontières de l'Inde, nous estimons que les exigences en matière d'enregistrement pourraient être plus simples, tout en restant solides. Actuellement, les pays doivent enregistrer/lister les fabricants et les produits spécifiques que chacun d'entre eux souhaite exporter vers l'Inde. La Nouvelle-Zélande indique que, étant donné que les pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires d'un fabricant seront les mêmes pour tous les produits qu'il fabrique, l'Inde pourrait n'exiger que la liste des fabricants pour le type de marchandises qu'ils fabriquent, sans qu'il soit nécessaire de spécifier chaque type de produit et les codes du SH correspondants.

3.76. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon souhaite exprimer ses préoccupations concernant l'ordonnance de l'Inde qui prescrit l'enregistrement des établissements étrangers de fabrication d'aliments. Selon la notification OTC de l'Inde, la date limite pour la formulation des observations était fixée à la mi-janvier 2023, et la date proposée pour l'adoption et l'entrée en vigueur de l'ordonnance était le 1<sup>er</sup> février 2023, soit deux semaines seulement après la date limite pour la formulation des observations. Nous doutons fortement que l'autorité indienne ait suffisamment de temps pour examiner les observations formulées avant l'entrée en vigueur de la mesure. En outre, bien que le Japon ait présenté des listes d'établissements de fabrication d'aliments conformément à l'ordonnance du 10 octobre 2022, l'Inde n'a pas encore enregistré tous les établissements figurant sur la liste.

3.77. Le Japon demande à l'Inde de prendre les mesures suivantes: suspendre la mise en œuvre de l'ordonnance, donner aux Membres exportateurs suffisamment de temps pour s'adapter aux exigences nouvellement introduites et, dans l'intervalle, autoriser les importations de certains produits alimentaires sans enregistrement des établissements; préciser les codes du SH pour les catégories de produits alimentaires visées par l'ordonnance, à savoir le lait et les produits laitiers, la viande et les produits à base de viande, y compris la volaille, le poisson et leurs produits, les œufs en poudre, les aliments pour enfants en bas âge et les produits nutraceutiques; préciser les modalités de demande d'enregistrement des établissements étrangers de fabrication d'aliments; et répondre aux questions du Japon encore en suspens.

3.78. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit du gouvernement indien de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique. Elle souhaite remercier l'Inde d'avoir accepté la fourniture de renseignements simplifiés et allégés relatifs aux établissements pour la validation de l'enregistrement, cela ayant permis de réduire la charge administrative qui pesait sur les autorités compétentes pour respecter les nouvelles exigences en matière d'enregistrement. Comme cela a été indiqué dans de précédentes déclarations, l'Australie souhaiterait obtenir des renseignements à propos de l'évaluation des risques sur la base de laquelle l'Inde a conclu à la nécessité de mesures supplémentaires exigeant l'enregistrement des établissements de fabrication d'aliments auprès de la FSSAI, en particulier pour ceux qui n'étaient pas tenus de s'enregistrer auparavant pour pouvoir exporter vers l'Inde. Les systèmes d'exportation et de production alimentaire nationale de l'Australie s'appuient sur un cadre législatif solide, qui garantit aux partenaires commerciaux que les produits exportés sont sûrs, traçables et conformes aux exigences du pays importateur.

3.79. L'Australie remercie l'Inde d'avoir agi rapidement et publié la liste des établissements enregistrés, ainsi que d'avoir permis aux opérateurs du secteur alimentaire de poursuivre leurs exportations en attendant que les demandes d'enregistrement soient achevées. Toutefois, elle continue de craindre que ce règlement constitue un obstacle non nécessaire au commerce de produits pour lesquels l'enregistrement des établissements de fabrication n'avait jusque-là pas été

exigé. L'Australie salue la précision fournie par l'Inde au sujet de l'utilisation de la liste d'enregistrement des établissements et de la manière dont les pays exportateurs pourront modifier cette liste à l'avenir. Elle est disposée à travailler avec l'Inde pour favoriser une approche de la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui soit davantage fondée sur les risques et les résultats.

3.80. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde est un organe de réglementation chargé d'établir des normes fondées sur des données scientifiques applicables aux produits alimentaires, de réguler la fabrication, l'entreposage, la distribution, la vente et l'importation de ces produits, d'assurer la disponibilité d'aliments sûrs et sains pour la consommation humaine, et de questions connexes. Conformément à l'article 25 de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires, la FSSAI réglemente et assure la sécurité sanitaire des aliments importés dans le pays. En outre, l'article 22 de cette loi prévoit qu'aucune personne ne fabriquera, ne distribuera, ne commercialisera, ni n'importera de nouveaux produits alimentaires, de produits alimentaires génétiquement modifiés, etc. ou tout autre produit alimentaire que le gouvernement central pourrait désigner comme tel.

3.81. En conséquence, pour établir un système solide de sécurité et de surveillance des produits alimentaires, la FSSAI a notifié, en date du 3 novembre 2021, le Règlement modificatif de 2021 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), qui fixe le cadre juridique régissant l'enregistrement et l'inspection des établissements étrangers de fabrication d'aliments. De plus, en vertu du Règlement, l'enregistrement et l'inspection de ces établissements dépendront du risque correspondant à chaque catégorie d'aliments, conformément aux indications périodiques de l'Autorité chargée des produits alimentaires. Ce règlement vise à garantir la traçabilité des établissements étrangers fabriquant des produits alimentaires à haut risque, y compris l'accès aux opérations, afin de vérifier la mise en œuvre, dans l'établissement d'origine, de mesures appropriées pour renforcer la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le projet de règlement a également été notifié au Comité OTC de l'OMC afin que des observations puissent être formulées. Plusieurs Membres ont présenté des observations concernant les procédures et la liste de produits pour lesquels les établissements de fabrication doivent fournir des détails afin d'être enregistrés.

3.82. Pour répondre à toutes ces questions, la FSSAI, en vertu de l'ordonnance du 10 octobre 2022, a indiqué que les établissements étrangers de fabrication d'aliments relevant des catégories du lait et des produits laitiers, de la viande et des produits à base de viande, y compris la volaille, le poisson et leurs produits, des œufs en poudre, des produits nutraceutiques et des aliments pour enfants en bas âge, ainsi que les fabricants désireux d'exporter de tels produits vers l'Inde, devaient s'enregistrer auprès de l'Autorité chargée des produits alimentaires avant d'exporter vers l'Inde. Aux fins de l'enregistrement, qui sera effectué par la FSSAI, il est demandé aux autorités compétentes des pays exportateurs de fournir la liste des fabricants existants et de ceux qui envisagent d'exporter ces produits alimentaires vers l'Inde. La pratique consistant à recenser/enregistrer les établissements étrangers existe déjà dans plusieurs pays et d'autres procédures analogues sont en vigueur. L'Inde étant une nation en développement et l'un des premiers marchés alimentaires du monde, il est absolument indispensable d'y garantir la sécurité et la qualité des aliments, conformément à la Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires. Cette disposition permettra d'assurer la sécurité et la qualité des produits alimentaires fabriqués afin d'être importés en Inde et contribuera aussi à réduire le temps que prennent les inspections et le dédouanement aux ports.

3.83. La FSSAI a notifié l'exigence d'enregistrement des produits à haut risque afin de faciliter les échanges. L'enregistrement ou le listage des établissements étrangers de fabrication d'aliments ne vise pas à interdire le commerce, mais à créer une base de données des établissements qui exportent des produits alimentaires de ces catégories vers l'Inde. En outre, il convient de noter qu'à ce jour, parmi ces établissements, ceux qui ne sont pas enregistrés ou listés sur le portail de la FSSAI sont également en mesure d'exporter leurs produits alimentaires vers l'Inde sans aucune entrave commerciale. La FSSAI a donc entrepris de dresser une liste de ces établissements dans le but de faciliter les échanges commerciaux.

### 3.1.3.2 Canada – Projet de Règlement sur certaines substances toxiques interdites, 2022, [G/TBT/N/CAN/673](#) (ID 753<sup>20</sup>)

3.84. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne le projet de Règlement sur certaines substances toxiques interdites du Canada, qui avait été notifié aux Membres de l'OMC le 18 mai 2022 sous la cote [G/TBT/N/CAN/673](#), la Corée a adressé des observations au Canada en juillet 2022, lui demandant de reporter et de reconsidérer la mise en application de ce projet, et exprimé son soutien à la préoccupation commerciale spécifique soulevée par le Japon à la précédente réunion du Comité, en mars 2023. Nous remercions le Canada d'avoir répondu à nos observations d'août dernier, ainsi qu'à la PCS lors de la réunion OTC de mars de cette année, mais ajoutons que les entreprises coréennes concernées restent préoccupées par le projet de restriction du décabromodiphényléthane (DBDPE); c'est pourquoi nous tenons à réitérer nos déclarations antérieures. En raison de son bon rapport coût-efficacité et de ses excellentes caractéristiques ignifuges, le décabromodiphényléthane, ou DBDPE, est utilisé comme matériau intermédiaire dans divers secteurs industriels, notamment dans la fabrication de produits électriques et électroniques, l'automobile, les véhicules pour matériel de construction, les machines agricoles, etc., en remplacement du décaBDE couramment utilisé autrefois.

3.85. La Corée partage l'avis du Canada sur la nécessité de prendre des mesures de protection de l'environnement. Toutefois, si la restriction visant le DBDPE est appliquée sans tenir compte de la disponibilité et de la mise au point de solutions de remplacement pour cette substance, elle craint vivement que de telles mesures soient non seulement plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, mais aussi préjudiciables à la sécurité des personnes. Nous sommes conscients que le règlement proposé comprend des exemptions spécifiques limitées dans le temps pour les produits électriques et électroniques, les pièces détachées de véhicules et les pastilles ou flocons utilisés dans la fabrication de fils et de câbles. Toutefois, si aucune solution de remplacement adéquate n'était trouvée, même à l'issue de la période d'exemption, les risques pour la sécurité sanitaire des consommateurs augmenteraient considérablement en raison de l'absence de retardateurs de flamme ou de la faible qualité ignifuge des produits. Par conséquent, la Corée demande au Canada de réexaminer de façon approfondie l'innocuité des produits avant d'appliquer la restriction relative au DBDPE et de reporter indéfiniment l'application du règlement jusqu'à ce que des solutions de remplacement équivalentes au DBDPE en termes de coût et de performance soient mises au point à l'intention des fabricants.

3.86. En outre, le Ministère Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) a conclu que le DBDPE était nocif pour la vie marine, notamment les orques et les bélugas, en faisant valoir qu'il sert de substitut au décaBDE selon le même principe ignifuge. Toutefois, les deux substances ont des structures chimiques différentes et les conclusions du gouvernement du Canada diffèrent de celles des recherches internationales, y compris de l'étude de l'Académie nationale des sciences (NAS) qui classe le DBDPE et le décaBDE dans des sous-classes différentes de retardateurs de flamme. De ce fait, la Convention de Stockholm et l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (AQEGL) n'ont pas désigné le DBDPE comme une substance interdite. En outre, le Canada a également indiqué dans ses fiches de renseignements sur les substances chimiques que le DBDPE n'était pas nocif pour la santé humaine. Par conséquent, pour aider les fabricants à clarifier la question, la Corée demande au Canada de fournir, outre les études citées dans la proposition de règlement, des données étayées scientifiquement et acceptées au niveau international prouvant que le DBDPE et le décaBDE présentent les mêmes risques.

3.87. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon salue les observations formulées par le Canada à la précédente réunion du Comité OTC en mars, selon lesquelles "la proposition de règlement prévoit des exemptions limitées dans le temps pour les pièces de rechange et produits de certains secteurs industriels, tels que le secteur automobile et les équipements électroniques et électriques", et "les observations et les préoccupations de toutes les parties prenantes concernant les contrôles proposés pour le DBDPE sont prises en compte dans l'élaboration du règlement définitif". Toutefois, il reste préoccupé par la restriction relative au DBDPE proposée dans le projet de révision du règlement, en particulier par ses incidences sur les branches de production et la vie des citoyens au Canada.

3.88. Le DBDPE est largement utilisé pour remplacer le décaBDE, un retardateur de flamme bromé qui est interdit à l'échelle internationale dans le matériel électrique et électronique, les automobiles,

---

<sup>20</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 753](#).

les aéronefs, le matériel médical, les équipements industriels, les équipements d'infrastructure sociale, les machines agricoles, industrielles et de construction ainsi que les véhicules industriels. L'utilisation du DBDPE n'est pas limitée par des conventions internationales ni restreinte dans d'autres pays ou régions. En ce qui concerne l'interdiction de cette substance, il existe de nombreux cas d'utilisation dans lesquels aucun retardateur de flamme n'équivaut actuellement au DBDPE. Par conséquent, la durée d'exemption proposée en mai 2022 n'est pas suffisante pour mettre au point des solutions de remplacement au DBDPE et procéder à la substitution dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Aussi, il y aura très probablement des incidences importantes et sérieuses sur le commerce et la distribution au Canada des différents types d'équipements susmentionnés. Le matériel médical et les équipements industriels, en particulier, sont importants non seulement pour le soutien qu'ils apportent aux branches de production et aux infrastructures canadiennes, mais aussi pour l'effet qu'ils ont sur la vie des citoyens du pays. En conséquence, nous demandons à nouveau la mise en place d'une période de grâce suffisante pour permettre l'examen et l'introduction de solutions de remplacement au DBDPE, dans le cadre de consultations additionnelles avec les parties prenantes et d'une réflexion approfondie.

3.89. Le Canada indique que les restrictions visant le DBDPE ont pour principal objectif de contribuer à la protection de l'environnement et de la faune sauvage du pays. Nous comprenons les objectifs du règlement, mais le DBDPE contenu dans les produits présente, d'après les branches de production du Japon, un très faible risque d'effets néfastes sur les personnes et l'environnement, y compris sur la faune sauvage. L'évaluation préalable publiée par Environnement et Changement climatique Canada précise ce qui suit: "Dans un rapport de l'OCDE (2009), la volatilité potentielle dans l'atmosphère au cours de la durée de vie utile de produits ignifuges organiques génériques présents dans des matières plastiques a été estimée à 0,05% pour une utilisation à l'intérieur ou à l'extérieur. Cependant, cette valeur générique pourrait être surestimée pour un produit ignifuge organique très peu volatil comme le DBDPE. Le rejet dans l'environnement de la substance provenant de polymères plastiques par lixiviation est jugé possible, quoique faible. Le potentiel de rejet de produits ignifuges organiques dans l'eau par des matières plastiques au cours de leur vie utile est estimé à 0,05% si la substance est utilisée à l'intérieur et à 0,16% si la substance est utilisée à l'extérieur (OCDE 2009). La grande majorité des produits [contenant du DBDPE] serait emmurée ou destinée à une utilisation à l'intérieur; par conséquent, le taux de rejet de 0,05% s'applique très bien et peut être une surestimation puisque l'on ne s'attend pas à un contact avec l'eau." Nous serions reconnaissants au Canada de préciser pourquoi le champ d'application du règlement s'étend au DBDPE contenu dans les produits. Compte tenu de ce qui précède, afin de garantir que le projet de révision du Règlement ne soit pas plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes, le Japon demande au Canada: 1) de procéder à une évaluation des risques plus approfondie concernant les effets du DBDPE contenu dans les produits sur la santé humaine et l'environnement; 2) de s'efforcer d'être cohérent avec les résultats de l'évaluation des risques réalisée dans d'autres pays et régions; et 3) de réexaminer la nécessité de restrictions relatives au DBDPE dans les articles et d'une période de grâce pour leur mise en œuvre en procédant à une étude de faisabilité pratique sur les solutions permettant de remplacer le DBDPE.

3.90. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. L'interdiction du DBDPE par le Canada est dépourvue de fondement scientifique, ne permet pas de réaliser des objectifs légitimes, crée des obstacles non nécessaires au commerce et est incompatible avec l'Accord OTC. La Chine indique que l'interdiction relative au DBDPE devrait être suspendue. Premièrement, l'interdiction ne repose pas sur une base scientifique et ne contribue pas à la réalisation d'objectifs légitimes. Il a été prouvé scientifiquement que le DBDPE ne produit pour ainsi dire pas de substances potentiellement toxiques et qu'il est peu toxique pour les mammifères et espèces marines. En outre, l'une des principales raisons pour lesquelles le DBDPE figure sur la liste des substances dangereuses est que le décaBDE est utilisé comme substitut du DBDPE dans les évaluations des risques, ce qui est problématique. En 2019, l'Académie nationale des sciences (NAS) des États-Unis a publié un rapport d'étude indiquant que les produits ignifuges organiques utilisés dans les produits de consommation ne devraient pas être considérés comme appartenant à un seul groupe de substances dangereuses; ils devraient plutôt être classés en 14 sous-groupes en fonction de leur structure chimique, leurs propriétés physico-chimiques et leur activité biologique prévue. Il convient de noter que, dans l'étude, la NAS plaçait le DBDPE et le décaBDE dans des sous-classes distinctes. L'interdiction du DBDPE et des produits en contenant ne permettrait pas de réaliser les objectifs légitimes de l'organe de réglementation canadien.

3.91. Deuxièmement, la technologie de substitution du DBDPE n'est pas encore au point et le cycle de remplacement est long. L'utilisation de solutions de remplacement dont l'élaboration n'est pas

aboutie pourrait réduire l'efficacité des retardateurs de flamme, ce qui augmenterait le risque d'incendie et menacerait la vie et les biens des consommateurs. Troisièmement, la pratique internationale devrait être suivie, et il n'existe aucun précédent, à travers le monde, de mise en œuvre d'une réglementation distincte pour le DBDPE. L'évaluation de cette substance au titre du Règlement REACH de l'UE est toujours en cours et devrait suivre une approche globale tenant compte des risques, de la faisabilité de technologies de remplacement et des effets sur la branche de production.

3.92. En réponse, le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. L'organisme compétent en matière de réglementation procède actuellement à l'analyse des observations reçues pendant la période de consultation dans le but de publier une version finale du règlement à l'été 2024. Depuis le lancement du Plan de gestion des produits chimiques (PGPC) en 2006, le Canada a adopté une approche solide en matière d'évaluation des risques afin de déterminer si une substance présente ou peut présenter un risque pour l'environnement ou la santé des personnes. Les décisions sont prises selon l'approche de poids de la preuve et le principe de précaution afin de déterminer le risque potentiel posé par une substance; les propriétés dangereuses de la substance (telles que sa toxicité pour les organismes aquatiques ou ses propriétés cancérogènes) ainsi que la nature et l'ampleur de l'exposition des Canadiens ou de l'environnement à la substance sont examinées. En 2019, le gouvernement du Canada a publié l'évaluation préalable du décabromodiphényléthane (DBDPE), laquelle conclut à un risque d'atteinte à l'environnement en raison de la persistance et de la présence généralisée du DBDPE dans l'environnement, ainsi que du potentiel de bioaccumulation et de la toxicité de ses produits de transformation. Les conclusions de l'évaluation préalable du DBDPE sont basées sur le principe de poids de la preuve, qui tient compte d'éléments de preuve, de la pertinence et de la solidité des informations disponibles ainsi que des incertitudes. Toutes les informations reçues par le gouvernement du Canada, y compris les études sur la transformation du DBDPE, ont fait l'objet d'une évaluation et d'un examen attentifs conformément au principe de poids de la preuve.

3.93. L'évaluation préalable a tenu compte de données relatives à des substances analogues pour certaines caractéristiques du DBDPE au sujet desquelles les renseignements disponibles sont limités. La sélection des analogues était fondée sur des jugements scientifiques et conforme à la deuxième édition du document internationalement reconnu de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) contenant des lignes directrices pour le groupement des substances chimiques (Guidance on Grouping of Chemicals, Second Edition). Le 14 mai 2022, le Canada a publié, dans la partie I de la Gazette du Canada, le projet de règlement sur certaines substances toxiques interdites (2022). La publication du projet de règlement a ouvert une période de 75 jours pendant laquelle les parties prenantes ont pu formuler des observations. La mesure a été notifiée au Comité OTC de l'OMC le 18 mai. Le projet de règlement a pour objectif de réduire les risques posés par les substances toxiques qui pénètrent dans l'environnement canadien, contribuant ainsi à la protection de l'environnement et de la faune du Canada. Il abrogerait et remplacerait le Règlement sur certaines substances toxiques interdites (2012), qui interdit la fabrication, l'utilisation, la vente, la mise en vente et l'importation de certaines substances toxiques, ainsi que des produits qui contiennent ces substances, sauf pour un nombre limité d'exemptions.

3.94. En ce qui concerne le DBDPE, le projet de règlement prévoit des exemptions limitées dans le temps pour les pièces de rechange et produits de certains secteurs industriels, tels que le secteur automobile et celui des équipements électroniques et électriques. Les observations et les préoccupations de toutes les parties prenantes concernant les contrôles proposés pour le DBDPE sont prises en compte dans l'élaboration du règlement définitif, qui devrait être publié à l'été 2024. Le Canada ne mentionne pas de substances ignifuges de remplacement pouvant être utilisées par la branche de production. Il appartient à celle-ci d'identifier les solutions de remplacement appropriées et de s'orienter progressivement vers ces solutions. Les retardateurs de flamme tels que le DBDPE sont généralement employés pour répondre aux exigences en matière d'inflammabilité. Ces prescriptions ne précisent pas quels produits chimiques ignifuges doivent être utilisés, mais un produit ou une composante peut devoir subir un essai en laboratoire tel que l'essai de résistance à la combustion lente d'une cigarette ou l'essai de combustion à la flamme nue (ASTM, 2014). L'ajout d'une substance ignifuge telle que le DBDPE dans leurs produits n'est qu'un moyen pour les entreprises de satisfaire aux exigences d'inflammabilité applicables à leurs produits. Des technologies substitutives ainsi que des substituts non chimiques peuvent aussi être utilisés pour remplacer le DBDPE en tant que retardateur de flamme dans divers contextes.



### **3.1.3.3 Chine – Norme nationale recommandée (GB/T) pour les équipements de bureau (technologie de sécurité de l'information – spécification relative à la sécurité pour les équipements de bureau) (ID 761<sup>21</sup>)**

3.95. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Comme le Japon l'a souligné lors de réunions successives des comités, il a entendu dire que la norme nationale proposée prescrit que les équipements de bureau, y compris leurs composants achetés par les exploitants d'infrastructures d'information essentielles, soient conçus et fabriqués en Chine, et qu'elle exige également la divulgation de renseignements prouvant qu'ils sont conçus et produits dans le pays. Si la norme nationale comprenant les exigences susmentionnées est adoptée et appliquée à titre obligatoire dans les faits, l'importation et l'utilisation de produits finis et de composants d'imprimantes multifonctions, etc. ne seront pas autorisées, et l'utilisation de composants fabriqués en Chine sera imposée. On peut donc craindre que les produits étrangers, y compris les produits japonais, subissent un traitement discriminatoire et que le commerce soit restreint plus que nécessaire. Cela peut constituer une violation des articles 2.1, 2.2 et 5.1.2 de l'Accord OTC, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article III:4 du GATT. On peut également craindre que, selon son mode d'application, la norme nationale force un transfert de technologie *de facto* si, par exemple, elle demande aux entreprises de fournir des renseignements techniques à la Chine à des fins de conception et de fabrication. Cela pourrait être contraire à l'article 7.3 du protocole d'accession de la Chine à l'OMC.

3.96. Le Japon croit comprendre que le processus de révision est toujours en cours, sous la direction du Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (TC260). Toutefois, il souhaiterait que la Chine communique les renseignements relatifs au projet de norme nationale, y compris l'état d'avancement de l'examen, la période ménagée pour le processus de consultation publique, le calendrier à adopter, le champ d'application de la mesure, la définition d'exploitants d'infrastructures d'information essentielles, l'exigence relative à la conception et à la production d'équipements de bureau et de leurs composants en Chine, et celle relative à la divulgation de renseignements démontrant le respect de cette exigence. Le Japon aimerait que la Chine apporte une réponse sincère à ses questions. La Chine n'a pas fourni d'explication convaincante en réponse aux préoccupations spécifiques soulevées par le Japon et les pays partageant sa préoccupation lors des réunions successives du Comité OTC, du Conseil du commerce des marchandises, du Comité de l'accès aux marchés, du Comité des MIC et du Comité des marchés publics. En ce qui concerne le projet de révision, le Japon espère que les préoccupations formulées à ce sujet pendant la réunion en cours seront sérieusement prises en considération, et qu'une période suffisante sera ensuite ménagée pour le processus de consultation publique afin que les parties prenantes puissent présenter l'ensemble de leurs observations. Le Japon demande instamment à la Chine de ne pas adopter, sous une forme suscitant des préoccupations, la norme nationale, qui prévoit un traitement discriminatoire des produits étrangers et la possibilité d'un transfert forcé de technologie *de facto*. En outre, il exhorte la Chine à ne pas prendre de mesures identiques ou similaires dans d'autres secteurs industriels ou pour d'autres produits.

3.97. Le représentant des Philippines a communiqué la déclaration suivante. Les Philippines partagent les préoccupations exprimées par le Japon et l'Union européenne à propos de la norme nationale de la Chine recommandée pour les équipements de bureau. Elles prient également la Chine de notifier le projet de mesure et de fournir des précisions, en particulier au sujet: 1) de la définition d'exploitants d'infrastructures d'information essentielles, et 2) du traitement discriminatoire que pourraient subir les produits étrangers en lien avec la prescription pour les exploitants d'infrastructures d'information essentielles d'acheter des équipements de bureau et composants connexes produits en Chine.

3.98. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à faire écho aux préoccupations exprimées par le Japon et les Philippines concernant le projet de norme nationale chinoise recommandée pour les équipements de bureau. Selon les renseignements reçus concernant les prescriptions révisées, en cas d'adoption, celles-ci excluraient la possibilité pour les fournisseurs étrangers d'équipements de bureau de participer aux marchés publics en Chine, puisque la plupart de leurs produits dépendent fortement de composants d'origine étrangère. L'UE tient à insister sur le fait que tous les équipements de bureau ne peuvent pas être classés comme des infrastructures d'information essentielles. Il apparaît donc d'autant plus urgent de définir, de manière claire et spécifique, la notion d'exploitant d'infrastructure d'information essentielle. L'UE

---

<sup>21</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 761](#).

exhorte également la Chine à ne pas prendre de mesures similaires dans d'autres secteurs ou pour d'autres produits.

3.99. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. L'Administration chinoise de normalisation (SAC) a approuvé le projet de révision de cette norme. Nous n'avons reçu aucune observation, en particulier du Japon, pendant la période ménagée pour la présentation d'observations au sujet du projet de révision. Les travaux de révision sont actuellement à la phase de rédaction et le contenu de la norme est en cours d'étude et de discussion, notamment afin d'assurer le respect des réglementations de l'OMC; ainsi, dès que la rédaction sera terminée, le projet entrera en phase de consultation publique et il sera envisagé de le notifier aux Membres de l'OMC. Toutes les observations concernant cette norme seront les bienvenues, y compris celles qui seront présentées par des parties prenantes du Japon. Comme nous le savons, une norme est un outil très utile pour améliorer l'ordre sur le marché et encadrer une concurrence saine, et son élaboration suppose une vaste coordination; ainsi, nous nous félicitons que les parties prenantes japonaises gardent un œil sur cette norme et nous sommes disposés à aider les entreprises nippones à communiquer avec le TC260 de la SAC afin d'améliorer la communication.

3.100. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. La Chine a exposé le processus antérieur aux consultations publiques pour ce qui est de la révision de cette norme nationale, lequel a été mené du 22 décembre 2022 au 5 janvier 2023. Toutefois, le Japon ne dispose d'aucune information concernant ce processus. La Chine a indiqué qu'il n'y avait pas d'observations contenant d'opposition au projet de révision de la norme. Toutefois, d'après les parties prenantes, les agences présentes en Chine, et pas seulement les agences japonaises, ne trouvaient aucune information sur les sites Web pertinents de la Chine. Par conséquent, le Japon encourage la Chine à être plus transparente à cet égard.

3.101. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. J'aimerais ajouter ce qui suit pour répondre à la préoccupation du Japon. En Chine, l'élaboration d'une norme comporte plusieurs phases, y compris les phases d'approbation, de rédaction, de consultation, etc., conformément aux directives ISO/CEI. Ainsi, dès que la phase de rédaction d'une norme débute, un comité technique de la SAC est chargé de l'organisation, le même que pour l'ISO. Si vous souhaitez en savoir plus à ce sujet, il est préférable de contacter le comité technique de la SAC pour répondre aux demandes de renseignements car il est possible que ceux-ci soient mis à jour très prochainement et les renseignements actualisés vous seront fournis si vous contactez le TC260.

#### **3.1.3.4 Afrique du Sud – Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine, G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1 (ID 733<sup>22</sup>)**

3.102. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE remercie l'Afrique du Sud d'avoir notifié en décembre 2021 les modifications qu'elle propose d'apporter à son Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des boissons alcooliques. Elle a envoyé des observations écrites le 16 février 2022 ainsi que des lettres en octobre 2022. Nos principales préoccupations portent sur les catégories suivantes: les apéritifs à base de spiritueux, le gin ainsi que la description de l'eau-de-vie de distillation et de l'eau-de-vie millésimée. Le Règlement modifié relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine a été publié le 15 juillet 2022. Bon nombre des modifications apportées au titre du nouveau règlement entreront en vigueur en décembre 2025 pour les produits déjà approuvés sur le marché sud-africain, et des dérogations pourront être accordées jusque-là pour les produits qui n'ont pas été approuvés avant le 15 juillet 2022. Si certaines de nos préoccupations concernant la nouvelle catégorie des apéritifs à base de spiritueux ont été prises en compte (y compris les garanties concernant les modalités d'utilisation et d'affichage du nom du spiritueux entrant dans la production de cette boisson sur l'étiquette, ainsi que les observations relatives au gin), les nouvelles règles posent des problèmes importants qui entraînent l'exclusion de certains produits du marché sud-africain. Alors que les producteurs locaux pourront reformuler leurs produits conformément aux nouvelles règles, les producteurs de l'UE ne pourront pas en faire autant, pour des raisons économiques.

3.103. Le titre alcoométrique volumique maximal fixé pour les apéritifs à base de spiritueux (30%) semble être l'élément le plus problématique pour les producteurs de spiritueux de l'UE. De nombreux

---

<sup>22</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 733](#).

produits, tels que la vodka aromatisée, les apéritifs ou le pastis, ne seront plus acceptés, étant donné que leur titre alcoométrique volumique est compris entre 30% et 43% et qu'ils n'entrent dans aucune des catégories prévues par la législation sud-africaine. La meilleure manière de résoudre ces lacunes serait que l'Afrique du Sud crée une catégorie générale de boissons spiritueuses pour les produits qui n'appartiennent à aucune autre catégorie, comme cela existe dans la législation de l'UE. Si cela n'est pas fait, le titre alcoométrique volumique maximal pour les apéritifs à base de spiritueux devrait être relevé bien au-dessus des 30%; à cet égard, nous tenons à insister sur le fait que l'augmentation à 35% proposée serait tout à fait insuffisante pour les produits de l'UE tels que la vodka aromatisée (dont le titre alcoométrique volumique peut, en règle générale, atteindre jusqu'à 38%). L'Afrique du Sud a également proposé trois classes de gin. Cependant, l'utilisation de colorants ne serait autorisée que pour le gin composé. Cela n'est pas conforme aux normes internationales. La meilleure solution serait d'autoriser l'utilisation de colorants pour toutes les classes de gin, à l'exception de la dénomination "London gin" ou "London dry gin" (dénominations autorisées au sein de la classe "gin distillé").

3.104. En outre, nous avons émis les recommandations suivantes aux fins de l'amélioration des définitions des catégories de brandy, de brandy distillé en alambic à repasse et de brandy millésimé, ainsi que pour lever les obstacles à l'accès aux marchés du cognac: demander à abaisser la période minimale de vieillissement à deux ans au lieu de trois; relever le plafond de teneur en cuivre à 6mg/l; relever le plafond de teneur en sucre à 20g/l. Nous serions reconnaissants à l'Afrique du Sud de bien vouloir prendre en compte ces préoccupations. La reformulation n'est pas possible pour les spiritueux importés, et les règles doivent donc être adaptées pour permettre aux spiritueux de l'UE d'être commercialisés en Afrique du Sud après décembre 2025.

3.105. En réponse, le représentant de [l'Afrique du Sud](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Afrique du Sud remercie l'UE de son intérêt soutenu pour la modification du Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine. Elle réexamine actuellement le contenu de la notification au regard des préoccupations commerciales spécifiques et des observations présentées par les Membres de l'OMC, notamment des conséquences involontaires liées à la modification du règlement. Des propositions de modification ont été rédigées, mais les consultations domestiques sont toujours en cours. Dans l'intervalle, tous les importateurs qui veulent continuer d'importer leurs produits alcooliques au titre de l'ancienne catégorie "apéritif à base de spiritueux" ont déposé une demande de concession jusqu'au 31 décembre 2025. Pour le moment, ces modifications n'ont pas d'effet négatif sur le commerce.

**3.1.3.5 Brésil – Arrêté MAPA n° 208 du 26 février 2021 – Révision du Décret n° 6.871 du 4 juin 2009 sur la normalisation, la classification, l'enregistrement, l'inspection, la production et la surveillance des boissons alcooliques, [G/TBT/N/BRA/1145](#), [G/TBT/N/BRA/1145/Add.1](#), [G/SPS/N/BRA/2033](#) (ID 712<sup>23</sup>)**

3.106. Le représentant de [l'Union européenne](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier le Brésil pour la présentation des notifications [G/TBT/N/BRA/1145/Add.1](#) et [G/SPS/N/BRA/2033](#), et pour la possibilité qui lui a été donnée de formuler des observations sur les projets de textes. L'Union européenne a présenté des observations écrites au sujet de la notification le 13 juillet 2022 et serait reconnaissante si celles-ci pouvaient être prises en compte et si elle pouvait recevoir une réponse, avant l'adoption du projet notifié. Elle a demandé des précisions concernant, d'une part, les exigences en matière de teneur maximale en alcool des spiritueux et, d'autre part, des définitions telles que celles de liqueur, de rhum, de whisky, de vodka, de gin et d'aquavit. L'UE a aussi fait des propositions visant spécifiquement à mieux aligner les prescriptions et définitions en question sur la pratique internationale afin d'éviter d'éventuels obstacles non nécessaires au commerce. Elle continue de suivre la situation de près et invite le Brésil à notifier au Comité OTC tout nouveau texte éventuel à l'issue des consultations OTC. Elle tient à remercier une nouvelle fois le Brésil pour sa coopération sur cette question.

3.107. En réponse, le représentant du [Brésil](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil tient à remercier l'UE pour sa déclaration et les observations qu'elle a formulées en réponse à la notification [G/TBT/N/BRA/1145/Add.1](#). Nous nous félicitons également des contributions d'autres pays à notre consultation publique. Les autorités brésiliennes sont en train de toutes les examiner et assurent qu'elles seront dûment prises en considération. Nous apprécions l'engagement de nos

<sup>23</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 712](#).

partenaires commerciaux et les assurons que l'élaboration de ce règlement demeurera transparente et conforme aux engagements que nous avons pris dans le cadre de l'OMC.

**3.1.3.6 Union européenne – Projet de règlement de la Commission établissant des exigences d'écoconception pour les téléphones mobiles, les téléphones sans fil et les tablettes électroniques conformément à la Directive n° 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, [G/TBT/N/EU/918](#) (ID 768<sup>24</sup>)**

3.108. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée souhaite faire part de ses observations sur le projet de mesures d'écoconception pour les téléphones mobiles, les téléphones sans fil et les tablettes électroniques de l'UE, notifié aux Membres de l'OMC le 1<sup>er</sup> septembre 2022 sous la cote [G/TBT/N/EU/918](#) et dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 6 janvier 2024. La Corée aimerait remercier l'UE d'avoir examiné et accepté certaines de nos précédentes demandes, présentées dans une lettre datée du 26 septembre ainsi que dans le cadre de la PCS soulevée à la réunion OTC de novembre 2022. Toutefois, nos demandes de suivi, formulées cette année au titre de la PCS abordée à la précédente réunion OTC et dans une lettre datée du 21 mars, sont restées sans réponse, la dernière réponse de l'UE en date du 24 mai ne concernant que les demandes antérieures déposées en 2022. En conséquence, nous demandons à l'UE de réexaminer attentivement les quatre demandes suivantes. Premièrement, en ce qui concerne les appareils repliables, il est demandé que les pièces de rechange pour le mécanisme de repliement (ensemble charnière, mécanisme mécanique de repliement de l'écran d'affichage et batterie(s)) soient fournies avec l'ensemble écran d'affichage. Si l'appareil satisfait à l'essai de durabilité de pliage/dépliage de plus de 150 000 cycles, obtient l'indice IP47, et que sa batterie affiche au moins 83% de la capacité nominale après 500 cycles complets de charge/décharge, la fourniture des pièces de rechange correspondantes associée à la précision d'un assemblage de haut-niveau permettront de mieux assurer la durabilité et la fiabilité de la fonction de pliage.

3.109. Deuxièmement, pour les appareils repliables, il est demandé que l'exigence en matière d'étanchéité à la poussière soit abaissée à l'indice IP47. En raison des fentes indispensables à la mobilité, les appareils repliables commercialisés actuellement peuvent garantir une étanchéité à la poussière jusqu'à un indice IP4x. Troisièmement, il est demandé que le critère minimal pour assurer le processus de remplacement des pièces et batteries soit assoupli afin que les exigences passent à "environnement d'atelier" et à "généraliste", respectivement. Afin de réparer correctement les équipements électriques et électroniques conçus avec des batteries intégrées, tels que les smartphones et tablettes, il est essentiel de posséder un environnement de travail et des compétences techniques adaptés. Quatrièmement, en ce qui concerne les mises à jour de la fonctionnalité des systèmes d'exploitation, il est demandé que la période de fourniture obligatoire soit raccourcie à trois ans, ou que la date de début de la période obligatoire soit changée pour correspondre à la date de mise sur le marché. Des exigences excessives en ce qui concerne la période de mise à jour du système d'exploitation pourraient retarder l'introduction de nouvelles technologies innovantes ou provoquer des hausses de prix superflues de l'appareil physique, limitant ainsi le droit des consommateurs à choisir parmi les nombreux produits et services les plus récents.

3.110. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. Les paragraphes B 1.1 5) a) et D 1.1 5) a) de l'annexe II exigent que le remplacement de l'ensemble écran d'affichage puisse être effectué, au minimum, par un non-spécialiste, alors que l'alinéa 1.1 5) b) prescrit que le remplacement des pièces de rechange visées au point 1 c), à l'exception des batteries, doit pouvoir être accompli par un profane, et la liste des pièces de rechange figurant au point 1 c) contient de nouveau l'ensemble écran d'affichage. Les deux prescriptions sont contradictoires. Nous recommandons à l'UE de les clarifier et, compte tenu des compétences nécessaires pour le remplacement de l'ensemble écran d'affichage, nous lui recommandons de suivre les prescriptions de l'alinéa 1.1 5) a). 2. Pour ce qui est des paragraphes B 1.1 6) et D 1.1 6) de l'annexe II, le terme "accessible" n'est pas défini dans le projet, ce qui peut aisément donner lieu à des malentendus. Les fabricants ont des doutes sur les formes de représentation qui peuvent être considérées comme "accessibles". Pour faciliter la mise en conformité des entreprises, veuillez préciser. 3. Les paragraphes B 1.2 6) a) et D 1.2 5) a) de l'annexe II énoncent ceci: "Mises à jour du système d'exploitation: a) à partir de la date de mise sur le marché et pendant au moins cinq ans après cette date, les fabricants, les importateurs ou leurs représentants habilités, s'ils apportent des mises à jour de sécurité, des mises à jour correctives ou des mises à jour de la fonctionnalité à un système d'exploitation, veillent à ce que ces mises à jour soient accessibles sans frais pour toutes

<sup>24</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 768](#).

les unités d'un modèle du produit utilisant le même système d'exploitation". Cette clause porte à confusion pour les entreprises.

3.111. 1) Nous suggérons à l'UE de préciser, si c'est bien le cas, qu'il n'est pas obligatoire pour les fabricants de fournir des mises à niveau du système d'exploitation, mais que si ces mises à jour existent, elles doivent être accessibles sans frais. 2) En ce qui concerne le libellé "des mises à jour de sécurité, des mises à jour correctives ou des mises à jour de la fonctionnalité", il est recommandé à l'UE de préciser si le fabricant peut ne fournir que l'un de ces services de mise à jour pour satisfaire aux prescriptions. 3) Nous suggérons à l'UE de mieux définir la formule "utilisant le même système d'exploitation". Le projet définit seulement "système d'exploitation", mais le sens de "le même" n'est pas clair. En outre, pour le système Android, dans la pratique, même si différents modèles d'un produit utilisent la même version du système d'exploitation, les mises à jour ne sont pas disponibles pour tous les produits en raison de différences de logiciel et de matériel. Nous suggérons à l'UE de remplacer cette formule par "pouvant bénéficier de la mise à niveau gratuite". 4) Le service de mise à jour peut être fourni par les professionnels d'assistance technique pour le système d'exploitation et les jeux de puces. Il est recommandé à l'UE de préciser si le règlement en matière d'écoconception est également contraignant pour les fournisseurs de systèmes d'exploitation et de jeux de puces.

3.112. 4. En ce qui concerne les paragraphes B 1.2 6) f) et D 1.2 5) f) de l'annexe II et la question du maintien des mêmes performances après la mise à niveau, le matériel de l'appareil vieillira inévitablement au cours du cycle de vie. Une fois la mise à jour installée, le logiciel exige davantage du matériel, et il est irréaliste de demander que les performances restent les mêmes. Par conséquent, il est recommandé de supprimer cette clause et d'exiger uniquement que l'appareil mis à jour respecte les prescriptions de l'UE. 5. S'agissant des paragraphes B 1.1 1) et D 1.1 1) de l'annexe II, le dernier projet de règlement prolonge la période de disponibilité des pièces de rechange de cinq à sept ans après la date de fin de mise sur le marché, ce qui permet d'améliorer la durabilité des produits. Toutefois, le délai de sept ans prescrit suppose que les fabricants devront entreposer un grand nombre de pièces de rechange. Du fait de la durée de conservation de ces pièces, les entreposer longtemps les rendra inutilisables, ce qui ne fera qu'augmenter la quantité de déchets électroniques. Il est recommandé que l'UE réduise le délai de mise à disposition des pièces de rechange. 6. Les paragraphes B 1.3 et D 1.3 de l'annexe II prescrivent l'utilisation d'un marquage conforme aux normes appropriées pour les composants en matières plastiques. Il est recommandé à l'UE de préciser quelles sont les normes pertinentes afin de faciliter la mise en œuvre par la branche de production.

3.113. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à remercier les délégations de la République de Corée et de la Chine pour l'intérêt soutenu qu'elles portent aux mesures d'écoconception pour les téléphones mobiles, les téléphones sans fil et les tablettes électroniques conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil. Les observations additionnelles reçues étant détaillées et exigeant une interprétation technique, il serait difficile et long d'y répondre ici devant le Comité OTC. Toutefois, l'UE répondra assurément aux questions de suivi reçues et reste par ailleurs à disposition pour expliquer la mesure dans un cadre bilatéral. De fait, après la publication de la mesure en matière d'écoconception au Journal officiel de l'Union européenne (actuellement prévue pour le troisième trimestre de l'année en cours), elle organisera probablement un dialogue avec les fabricants afin de répondre à toutes les interrogations relatives au règlement. Les entreprises coréennes et chinoises sont invitées à participer à cette discussion.

### **3.1.3.7 Chine – Règlement intérimaire sur la gestion radioélectrique des équipements de charge sans fil (transmission de puissance), [G/TBT/N/CHN/1711](#) (ID 784<sup>25</sup>)**

3.114. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis souhaiteraient aujourd'hui faire part de leurs préoccupations persistantes concernant le règlement intérimaire de la Chine sur la gestion radioélectrique des équipements de charge sans fil. Ils croient comprendre que ce règlement énonce les exigences techniques et les fréquences radioélectriques qui devront être obligatoirement respectées pour divers équipements de charge sans fil, produits ou employés en Chine, notamment pour les dispositifs mobiles, les montres intelligentes ainsi que les véhicules électriques. La branche de production des États-Unis nous a informés que la Chine avait publié le règlement final ce mois-ci, ce qui est préoccupant compte tenu de nos questions en suspens. Est-il prévu d'adopter des mesures d'application supplémentaires? Les États-Unis et leur

<sup>25</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 784](#).

branche de production souhaitent souligner une nouvelle fois plusieurs de leurs préoccupations, compte tenu des effets importants que cette mesure pourrait avoir sur le commerce international.

3.115. Premièrement, la notification OTC de la Chine indique que l'objectif et la raison d'être de ce projet de règlement tiennent aux exigences de qualité et à l'harmonisation. Toutefois, l'une des gammes de fréquences que la Chine a proposé d'adopter n'est pas incluse dans la norme correspondante (SM.2129) du secteur des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT-R). La Chine peut-elle expliquer pourquoi elle a inclus cette gamme de fréquences supplémentaire (13 553-13 567 kHz) qui ne figure pas dans la norme internationale publiée? En mars, la Chine a indiqué qu'une des raisons pour lesquelles elle avait autorisé uniquement les trois bandes de fréquences spécifiées était qu'aucune analyse de la compatibilité de ces bandes avec d'autres n'avait été réalisée et qu'elle voulait éviter tout brouillage préjudiciable, mais que le règlement serait ajusté par la suite en fonction des avancées de l'industrie et de la technologie. L'UIT-R ainsi que le Wireless Power Consortium ont examiné les questions d'interférences dans le cadre du processus d'élaboration des normes SM.2129 et Qi 2.0, respectivement. La Chine s'engage-t-elle à réenvisager d'autres gammes de fréquences qui pourraient être incluses dans ces normes une fois celles-ci mises au point? Nous sommes préoccupés par le fait que la Chine avance dans son projet en dépit des questions des Membres de l'OMC non résolues sur les raisons motivant la sélection de ces gammes de fréquences pour le règlement.

3.116. Deuxièmement, nous notons que le projet de règlement visait le matériel autre que le matériel radio qui émet des ondes radioélectriques, y compris les émetteurs d'énergie connectés à l'alimentation électrique et les récepteurs qui agissent sur la charge. Nous croyons comprendre que les appareils de réception n'entrent plus dans le champ d'application du règlement final. La Chine peut-elle confirmer cela? Nous nous félicitons de cette modification, qui répondrait à l'une de nos préoccupations. Troisièmement, en ce qui concerne les équipements de charge sans fil pour véhicules électriques, nous notons que SAE International a élaboré la norme J2954 et la norme J2954/2. La Chine pourrait-elle expliquer comment elle a pris en compte ces normes lors de l'élaboration de son projet de mesure? Nous demandons au pays d'utiliser ces deux normes comme base de son règlement. Quatrièmement, la Chine a-t-elle procédé à une évaluation de l'impact réglementaire afin de déterminer quels effets négatifs la limitation des gammes de fréquences pourrait avoir sur l'environnement et le climat? Il nous semble que les chargeurs qui fonctionnent dans la bande de fréquences 315-400 kHz et 1,7-1,9 MHz pour les dispositifs portables, qui ne seraient pas conformes à la mesure proposée, sont en mesure de consommer globalement moins d'énergie en raison de leur capacité de charge rapide et sont déjà utilisés par des millions de dispositifs sur de nombreux marchés. Cinquièmement, s'agissant de l'étiquetage des produits, la Chine a indiqué, dans sa réponse de mars, qu'elle autoriserait une "identification spéciale" sur l'emballage extérieur ou dans les instructions du produit sous certaines conditions. Cela est bienvenu, mais nous exhortons la Chine à envisager d'indiquer ces renseignements au format électronique.

3.117. Sixièmement, la Chine indique également, dans sa réponse de mars, qu'elle ménagera une période de transition raisonnable et continuera d'autoriser la vente des produits existants fabriqués ou importés jusqu'à la fin de cette période de transition. Nous nous félicitons de ce délai supplémentaire, dont l'échéance est désormais fixée à septembre 2024, et remercions la Chine pour cette décision. Cela étant, la branche de production des États-Unis signale qu'une mise en conformité pour septembre 2024 demeure un défi considérable au vu de la complexité de la réorganisation qui sera nécessaire, de l'étendue des produits concernés, de la nature des chaînes d'approvisionnement pour ces produits et de la divergence par rapport aux normes internationales. Nous espérons que la Chine tiendra compte de ces réalités et fera preuve de souplesse dans son calendrier pour les entreprises prenant des mesures de bonne foi en vue de se conformer au Règlement. Nous nous félicitons d'avoir la possibilité de poursuivre ces discussions.

3.118. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par le Règlement intérimaire de la Chine sur la gestion radioélectrique des équipements de charge sans fil (transmission de puissance). Ce règlement prescrit les fréquences que les équipements de charge sans fil (transmission de puissance) doivent utiliser. Il s'agit de trois bandes de fréquence: 100-148,5 kHz, 6 765-6 795 kHz et 13 553-13 567 kHz. Le Japon salue les observations présentées par la Chine à la réunion précédente du Comité OTC, selon lesquelles elle avait spécifié ces bandes de fréquences sur la base de recommandations de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pertinentes et compte tenu du niveau de développement de la branche de production. Toutefois, étant donné que les préoccupations du Japon ne sont toujours pas réglées, celui-ci soulève



de nouveau cette PCS. Tout d'abord, bien que la norme internationale Qi2.0 élaborée par le Wireless Power Consortium (WPC) ait été publiée dès avril 2023 et qu'elle inclue 360 kHz parmi les fréquences de charge sans fil, le Règlement intérimaire de la Chine ne mentionne pas cette bande de fréquence. De plus, ce règlement ne contient aucune des multiples bandes de fréquences, telles que 315-400 kHz et 1700-1800 kHz, que l'UIT a décidé d'inclure dans ses normes internationales révisées. En conséquence, il est difficile de conclure que la Chine utilise de manière adéquate les normes internationales pertinentes comme base du Règlement intérimaire; elle va ainsi à l'encontre de l'article 2.4 de l'Accord OTC.

3.119. De plus, la Chine a expliqué que le Règlement intérimaire est introduit afin de réglementer l'utilisation des équipements de charge sans fil (transmission de puissance), d'éviter les brouillages préjudiciables aux services conformes à la loi et de maintenir l'ordre relatif aux ondes radioélectriques. Cependant, la norme Qi2.0 du WPC et la directive révisée de l'UIT-R, en tant que normes internationales, sont établies sur la base d'un consensus entre les Membres, Chine incluse, afin de maintenir légitimement l'ordre relatif aux ondes radioélectriques; ainsi, en appliquant les normes internationales, les objectifs du Règlement intérimaire de la Chine pourraient être considérés comme étant atteints. Par conséquent, comme cela a été indiqué précédemment, étant donné que les produits conformes aux normes internationales peuvent permettre d'atteindre les objectifs du Règlement intérimaire, ce texte, qui interdit l'importation, la commercialisation et l'utilisation de produits conformes aux normes internationales, est susceptible de constituer une mesure inutilement restrictive pour le commerce et d'enfreindre l'article 2.2 de l'Accord OTC. Le Japon demande de nouveau à la Chine de s'appuyer sur les normes internationales pour formuler le Règlement intérimaire sur la gestion radioélectrique des équipements de charge sans fil (transmission de puissance) afin que celui-ci ne devienne pas plus restrictif que nécessaire pour le commerce.

3.120. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite soutenir les délégations du Japon et des États-Unis. Elle aimerait renvoyer à la déclaration qu'elle a présentée à ce sujet au cours de la réunion précédente du Comité OTC. Le 13 janvier 2023, l'UE a communiqué ses observations sur la notification [G/TBT/N/CHN/1711](#), auxquelles la Chine a répondu le 20 mars 2023. Le 20 avril 2023, l'UE a envoyé des observations de suivi. À ce jour, elle n'a pas reçu de réponse de la Chine à celles-ci, et elle souhaite donc rappeler les principales préoccupations qu'elle y a exprimées. S'agissant des aspects techniques relatifs à la charge des téléphones mobiles et des équipements portables, le règlement chinois prévoit que les équipements de charge sans fil mobiles et portables doivent fonctionner dans les bandes de fréquences 100-148,5 kHz, 6 765-6 795 kHz et 13 553-13 567 kHz, que la puissance nominale transmise ne doit pas excéder 50 W et que les paramètres de rayonnement doivent être conformes aux spécifications applicables aux équipements de charge sans fil (transmission de puissance). Au vu des résultats de l'étude réalisée à la demande de la Commission européenne sur les technologies de charge sans fil pour les téléphones mobiles et les équipements portables similaires, la limitation de la plage de fréquences inférieure à la bande 100-148,5 kHz (au lieu de 87-205 kHz) rendrait un certain nombre de chargeurs et de dispositifs existants non conformes. En outre, l'UE tient à rappeler que la technologie Qi, qui est la principale technologie utilisée dans le monde, a une portée plus large que celle proposée par la Chine.

3.121. En outre, étant donné que la technologie de charge sans fil est encore en pleine évolution, lui imposer des restrictions excessives (notamment en ce qui concerne la gamme de fréquences) pourrait freiner l'innovation. C'est pour cette raison que la Directive (UE) 2022/2380 introduit des exigences techniques uniquement pour la charge filaire. En ce qui concerne l'article 11, l'UE souhaite rappeler que la tendance en matière de dispositifs de charge sans fil portables est à la miniaturisation. L'exigence imposée par la Chine d'afficher la phrase "wireless charging equipment" (équipement de charge sans fil) pourrait être problématique en raison des contraintes d'espace. Dans l'UE, les fabricants sont tenus de faire figurer divers renseignements sur le produit, mais cela se fait généralement sous la forme d'un pictogramme ou d'un élément visuel, et non d'une phrase ou d'un libellé. L'UE se félicite que l'article 11 du Règlement intérimaire autorise l'étiquetage dans le manuel d'instructions en raison de la petite taille du produit. Cependant, étant donné qu'il n'existe pas de règlement spécifique sur la taille du produit lui-même, cette disposition pourrait conduire à des litiges non nécessaires à l'issue des contrôles réalisés après l'entrée en vigueur du règlement. L'UE souhaite donc suggérer à la Chine soit d'afficher la phrase sous la forme d'un autocollant apposé sur le produit ou sur l'emballage, soit de prévoir une exemption concernant l'affichage de la phrase pour les produits de petite taille, en indiquant clairement leur taille, soit d'autoriser que le renseignement demandé (équipement de charge sans fil) soit apposé sur l'emballage plutôt que



directement sur le dispositif. La dernière option a été retenue dans la Directive (UE) 2022/2380 pour l'indication des caractéristiques de charge (étiquette) et de la présence ou non d'un chargeur dans la boîte (pictogramme).

3.122. En ce qui concerne l'article 14 du Règlement intérimaire, l'UE a demandé que le délai de transition soit porté à deux ans, afin de permettre une transition sans heurt. La chaîne d'approvisionnement mondiale a été touchée par la pandémie et de nombreuses entreprises, y compris des entreprises chinoises, sont actuellement confrontées à des pénuries de composants. En outre, la modernisation des produits existants ou le développement de nouveaux produits prend généralement des années et le déstockage est également un processus à long terme. L'UE saisit cette occasion pour rappeler que ces considérations ont motivé la décision de ménager un délai de transition de deux ans dans le cadre de la proposition relative au chargeur universel pour les téléphones mobiles et les équipements similaires, au titre de la Directive 2014/53/UE relative aux équipements radioélectriques, garantissant ainsi que la branche de production dispose d'un délai suffisant pour s'adapter. L'UE souhaite également proposer un délai de grâce supplémentaire de deux ans pour les composants destinés aux services après-vente, ce qui se traduirait par un délai de grâce total de quatre ans pour les fabricants et les importateurs de composants destinés aux services après-vente. Sans l'introduction de ce délai de grâce supplémentaire, de nombreux utilisateurs seraient desservis par l'indisponibilité des services après-vente. Si le Règlement intérimaire interdisait aux entreprises de fabriquer des composants de produits anciens pour les services après-vente disponibles, il en résulterait une augmentation des déchets ainsi que des obstacles supplémentaires à l'accès au marché.

3.123. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. En ce qui concerne les gammes de fréquences des équipements de charge sans fil, le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information a spécifié que les équipements de charge sans fil mobiles et portables fonctionnaient dans les bandes de fréquences 100-148,5 kHz, 6 765-6 795 kHz et 13 553-13 567 kHz, en se basant sur les recommandations pertinentes de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et sur le développement de l'industrie des équipements de charge sans fil. Pour l'heure, les gammes de fréquences extérieures à ces trois bandes n'ont pas fait l'objet d'études de partage et de compatibilité suffisantes et pourraient causer des brouillages préjudiciables aux services en place et aux systèmes déployés. Par la suite, les dispositions du "Règlement intérimaire" concernées seront ajustées en temps voulu en fonction du développement de l'industrie et de l'évolution de la technologie. 2. Étant donné que la charge sans fil (transmission de puissance) comporte à la fois l'émission et la réception d'énergie, le Règlement intérimaire inclut "récepteur" dans la définition d'équipement de charge sans fil, mais ne fixe que la fréquence de l'émetteur et non celle du récepteur.

3.124. 3. L'article 11 du Règlement intérimaire dispose ceci: les entreprises qui produisent ou importent des équipements de charge sans fil devront apposer l'"identification spéciale" correspondante de manière bien visible sur le produit ou l'indiquer sous forme électronique. Si l'"identification spéciale" ne peut pas être apposée ou affichée en raison de la petite taille du produit, elle devra être inscrite sur l'emballage extérieur indépendant de l'équipement ou sur le mode d'emploi. Par ailleurs, les prescriptions concernant l'"identification spéciale" seront formulées séparément. 4. Compte tenu du cycle de recherche-développement et de production des entreprises, le Règlement intérimaire fixe la période de transition à plus de 15 mois et sera mis en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024. La commercialisation et l'utilisation des dispositifs de charge sans fil déjà produits ou importés pourront se poursuivre jusqu'à ce que ces dispositifs soient mis au rebut. 5. S'agissant de la méthode d'essai pour les équipements de charge sans fil, le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information procède actuellement à l'élaboration des normes applicables, qui serviront de base aux essais.

### **3.1.3.8 Union européenne – Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux transferts de déchets et modifiant les Règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056, [G/TBT/N/EU/893](#) (ID 783<sup>26</sup>)**

3.125. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie tient à remercier l'Union européenne pour sa notification, sous la cote [G/TBT/N/EU/893](#), de la proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux transferts de déchets et modifiant les Règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 (COM(2021) 709 final) (ci-après "la

<sup>26</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 783](#).

proposition"), qui a été présentée le 25 mai 2022, dans un premier temps. En l'absence de réponse à la demande envoyée par l'Indonésie le 23 décembre 2022, celle-ci a pris l'initiative d'engager un dialogue avec la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne et les associations concernées de l'UE afin d'obtenir davantage de précisions au sujet de certaines des dispositions contenues dans la proposition. Ainsi, l'Indonésie se félicite que le dialogue avec les représentants de la Commission européenne ait eu lieu, le 13 avril 2023 à Bruxelles (Belgique). Même si la mise au point de la proposition est presque achevée et que celle-ci ne répond pas à bon nombre des préoccupations de l'Indonésie, le pays demande à l'UE de bien vouloir fournir des réponses écrites à ses préoccupations concernant les renseignements pour le processus d'audit, le dépôt des demandes pour faire partie des pays figurant sur la liste et le contrôle par l'UE de l'application des règlements relatifs au traitement des déchets dans les pays tiers.

3.126. En outre, l'Indonésie se félicite aussi d'apprendre que, s'agissant des réglementations nationales strictes que doivent respecter ses branches de production pour pouvoir importer des déchets figurant sur la liste verte, l'UE estime qu'il serait plus simple pour l'Indonésie de satisfaire aux prescriptions en matière d'audit et de demande qui seront définies dans le cadre du règlement de l'UE sur les transferts de déchets. L'Indonésie reconnaît que la proposition contient des mesures sérieuses de l'UE destinées à réduire autant que possible les risques qui peuvent peser sur la santé publique ainsi que tout effet environnemental qui pourrait résulter de l'absence de gestion des transferts de déchets. On sait, par ailleurs, que la proposition remplacera l'actuel Règlement (CE) n° 1013/2006 concernant les transferts de déchets. Ce projet de règlement établit les procédures et le régime de contrôle applicables aux transferts de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets transférés et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination. Il énonce les règles de procédure relatives au transfert de déchets au sein, au départ et à destination de l'Union européenne. Toutefois, l'Indonésie tient à faire écho aux dispositions de l'Accord OTC, selon lesquelles les mesures mises en place en vue d'atteindre des objectifs légitimes ne sont pas censées créer d'obstacles non nécessaires au commerce international.

3.127. D'après un communiqué de presse de l'EuRIC, l'Europe a recyclé en moyenne 54,4 millions de tonnes de papier en 2020 et en a utilisé 47,9 millions sur son territoire. Toutefois, comme cela a été observé au cours des dernières années, il existe une disparité persistante, d'environ 7 millions de tonnes, entre l'offre et la demande de papier recyclé en Europe. Ainsi, les exportations sont essentielles pour l'industrie du recyclage de papier en Europe étant donné que 7 millions de tonnes de papier recyclé produit en Europe n'ont pas de marché final. L'approche unique introduite par cette proposition prescrirait les mêmes restrictions à l'exportation pour tous les flux de déchets, sans distinction entre les déchets non traités et le papier recyclé conforme à la norme européenne EN643. Cela pourrait avoir des effets négatifs à long terme sur le secteur du recyclage de l'UE et freiner le développement d'une économie circulaire dans l'UE ainsi que dans les pays tiers. Le secteur du papier et de la pâte à papier sera l'un des plus touchés par le règlement proposé car sa matière première essentielle, le papier recyclé, entre aussi dans le champ d'application du texte proposé. L'Indonésie utilise du papier recyclé, dont une partie est importée de l'UE en raison de sa disponibilité insuffisante dans le pays, afin de répondre à la demande en matière première de l'industrie nationale du papier tout en assurant la durabilité environnementale. Le papier recyclé importé est ensuite retransformé en papier par des procédés responsables et écologiquement rationnels, conformément aux pratiques et règlements en vigueur.

3.128. L'Indonésie adhère à cet objectif de protection de l'environnement, qui a pris une dimension mondiale, à la nécessité d'intensifier la mise en œuvre de l'économie circulaire, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) (émissions nettes nulles) et à d'autres mesures destinées à atteindre cet objectif. Le gouvernement indonésien s'est fermement engagé à gérer les questions liées au changement climatique, à réduire les émissions et à être plus respectueux de l'environnement. Progressivement, l'Indonésie s'emploie sans réserve à augmenter son objectif de réduction des émissions de GES, dans le droit fil de la politique basée sur la Stratégie à long terme pour une faible intensité de carbone et une résilience aux changements climatiques (LTS-LCCR 2050), qui vise à atteindre des émissions nettes nulles d'ici à 2060. L'objectif de réduction des émissions de GES envisagé par l'Indonésie avec ses moyens propres, qui figure dans sa contribution déterminée au niveau national (CDN) actualisée, est porté à 31,89% dans le cadre de la CDN renforcée, tandis que l'objectif fixé sous réserve d'un soutien international dans la CDN actualisée est porté à 43,20% dans le cadre de la CDN renforcée. Cet engagement est concrétisé par une mise à jour des politiques nationales liées au changement climatique, telles que les politiques sectorielles pertinentes comme le plan visant à créer un puits de carbone net d'ici à 2030 pour la sylviculture et

les autres utilisations des terres en Indonésie, l'accélération de l'utilisation des véhicules électriques, la politique B40, le renforcement des mesures dans le secteur des déchets notamment par le recours aux installations d'évacuation des eaux usées par les boues activées (IPAL), l'accroissement des objectifs dans les secteurs agricole et industriel, la mise en œuvre de l'industrie verte, le développement à faible intensité de carbone, parmi tant d'autres. Compte tenu de ces mesures et en vue de réduire autant que possible les obstacles techniques potentiels au commerce causés par la proposition de règlement de l'UE relatif aux transferts de déchets, l'Indonésie est disposée à collaborer avec l'UE afin d'atteindre les objectifs du projet de règlement. Nous espérons qu'une communication et un dialogue soutenus permettront notamment d'obtenir des directives d'application transparentes et applicables en ce qui concerne le règlement de l'UE relatif aux transferts de déchets, afin que nous puissions faire partie des pays figurant sur la liste et être exemptés de la bureaucratie, des formalités administratives ainsi que des procédures de certification longues et coûteuses.

3.129. Le représentant de la Türkiye a communiqué la déclaration suivante. Nous tenons tout d'abord à remercier l'UE pour sa coopération. Nous avons eu l'occasion de rencontrer la délégation de l'UE en marge de la réunion du Comité OTC de novembre 2022 et même de manière bilatérale au cours de la période qui a suivi. Cela dit, nous avons encore des préoccupations au sujet de ce règlement et nous souhaitons les exprimer aujourd'hui. De fait, la Türkiye partage l'objectif déclaré de l'UE concernant ce règlement, qui est de soutenir la transition vers une économie verte et circulaire. Cependant, nous estimons que les exigences et les mesures de contrôle et d'inspection envisagées dans le projet de règlement pour les transferts de déchets de matières premières spécialement recyclées de certaines industries vont au-delà des objectifs environnementaux légitimes déclarés. À cet égard, nous pensons que la nature restrictive de ces mesures pour le commerce pourrait être incompatible avec les engagements internationaux de l'UE.

3.130. Premièrement, le projet ne fixe pas de conditions claires en ce qui concerne "le suivi des exportations et la procédure de sauvegarde" ainsi que les exigences d'inspection des installations des importateurs. Cela pourrait entraîner une restriction des exportations de déchets et imposer une charge et des coûts supplémentaires aux importateurs tout en créant des obstacles techniques au commerce. Deuxièmement, le projet de législation ne distingue pas les flux de déchets potentiellement dangereux, tels que les déchets composites contenant des matières plastiques, des matières premières secondaires utilisées comme matières premières dans certaines industries. Cette approche compromet les avantages du commerce de certaines matières premières secondaires, qui contribue à une production à faible intensité de carbone et favorise ainsi la circularité au niveau mondial. En ce sens, nous pensons que le projet de législation peut mettre en péril l'approvisionnement en matières premières des installations de recyclage des pays tiers, entravant ainsi l'économie circulaire qui est déjà en place dans ces pays. Par exemple, si l'on considère que 53,4% des déchets ferreux et 52,8% des déchets non métalliques de la Türkiye sont importés depuis l'UE, l'industrie du recyclage et la production d'acier de ce pays sont fortement tributaires de l'approvisionnement en provenance de l'UE. D'autre part, il est important de souligner que, dans le cadre de l'Accord de Paris, la réduction notable des émissions de carbone s'inscrit dans le contexte d'un effort collectif international. La coopération à l'échelle mondiale est donc importante à cet égard.

3.131. En outre, la Convention de Bâle et la décision de l'OCDE s'y rapportant fixent déjà les règles applicables aux mouvements transfrontières de déchets dangereux. En ce sens, le projet de règlement notifié pourrait être incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord OTC. À cet égard, la Türkiye souhaiterait demander à l'UE des renseignements concernant les effets néfastes sur l'environnement qui justifient la nécessité de mettre en œuvre des exigences supplémentaires dans le projet de règlement. Sur quelle base se fonde l'imposition de certaines mesures visant à contrôler et, le cas échéant, restreindre le commerce des déchets de métaux ferreux et des déchets non métalliques non dangereux à des fins de protection de l'environnement? En outre, la Türkiye a harmonisé sa législation en matière de gestion des déchets avec celle de l'UE. Dans le pays, les installations qui gèrent, recyclent et importent des déchets sont déjà astreintes à des exigences en matière d'autorisation et d'audit. Par conséquent, les exigences prévues par la législation entraîneront une charge supplémentaire pour nos installations. À cet égard, la Türkiye souhaiterait savoir si des exigences supplémentaires similaires en matière de contrôle et d'audit seront également introduites pour les États membres de l'UE.

3.132. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne (UE) tient à remercier l'Indonésie et la Türkiye pour l'intérêt qu'elles ont manifesté à l'égard de la proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux

transferts de déchets et modifiant les Règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 (COM(2021) 709 final). Comme indiqué dans la notification, celle-ci a été présentée à des fins de transparence et ne préjuge pas la position de l'UE en ce qui concerne l'applicabilité de l'Accord OTC.<sup>27</sup> Le volume des exportations de déchets issus de l'UE est considérable (33 millions de tonnes en 2020) et a nettement augmenté au cours de la dernière décennie (+75% depuis 2004). Les déchets transférés à l'étranger peuvent présenter un risque pour la santé humaine et l'environnement, particulièrement lorsqu'ils ne sont pas convenablement contrôlés. Le projet notifié, qui est conforme aux engagements souscrits par l'UE au titre du Pacte vert pour l'Europe, du Plan d'action pour une économie circulaire et du Plan d'action "Pollution zéro", vise à garantir que l'UE n'exporte pas ses problèmes liés aux déchets vers des pays tiers, à lutter contre les transferts illicites de déchets et à contribuer à l'économie circulaire en facilitant les transferts de déchets en vue de leur réemploi et de leur recyclage dans l'UE. Celle-ci se félicite de la déclaration de l'Indonésie indiquant qu'elle souscrit également à l'idée qu'une transition vers une économie verte et circulaire et une gestion des déchets menée de manière écologiquement rationnelle est importante.

3.133. L'UE rappelle que le projet de mesure notifié n'interdit pas les transferts internationaux de déchets. Afin d'éviter que les déchets importés en provenance de l'UE ne nuisent à l'environnement ou à la santé publique dans les pays tiers, le projet de règlement notifié comporte des dispositions visant à assurer que ces importations n'aient lieu que lorsqu'il existe des garanties suffisantes que ces déchets seront gérés de manière écologiquement rationnelle dans le pays de destination. Les déchets traités dans l'UE sont déjà assujettis à des règles strictes destinées à protéger l'environnement et la santé humaine. En outre, les autorités nationales compétentes des États membres de l'UE procèdent à des inspections des installations de traitement des déchets de l'UE et appliquent des mesures de contrôle de la mise en œuvre. Dans ce contexte, le projet de mesure notifié comprend des dispositions qui visent à garantir que les déchets exportés en dehors de l'UE soient gérés dans les pays de destination dans des conditions qui sont, "pour l'essentiel, équivalentes" à celles de l'UE, afin de favoriser une gestion des déchets écologiquement rationnelle. Il vise donc à atteindre les objectifs de l'UE en matière d'environnement et de santé publique en assurant une approche cohérente en matière de réglementation des déchets traités dans l'UE et des déchets exportés par l'UE vers des pays tiers. Lors de l'évaluation des conditions "pour l'essentiel, équivalentes", la pleine conformité avec les exigences découlant de la législation de l'UE n'est pas requise, mais il convient de démontrer que les exigences appliquées dans le pays tiers de destination assurent un niveau de protection de la santé humaine et de l'environnement similaire à celui garanti par les exigences contenues dans la législation de l'UE.

3.134. Le principe selon lequel tous les déchets doivent être gérés dans des conditions "pour l'essentiel, équivalentes" à celles de l'UE lorsqu'ils sont exportés en dehors de son territoire est déjà inscrit dans la législation actuelle de l'UE sur les transferts de déchets.<sup>28</sup> Le projet de règlement notifié a été mis au point pour garantir la pleine mise en œuvre des dispositions relatives aux "conditions, pour l'essentiel, équivalentes", et il est conçu pour remédier aux difficultés d'application persistantes liées à l'absence de critères clairs sur ce point dans le règlement actuel. À cet égard, il est nécessaire pour garantir la conformité avec le régime réglementaire de l'UE en matière de gestion des déchets. L'UE rappelle que le projet notifié conserve la distinction entre les déchets dangereux et les "déchets figurant sur la liste verte" en ce qui concerne les procédures respectives applicables à ces déchets, mais qu'elle considère également que les objectifs environnementaux ne peuvent être atteints que si les exigences relatives à une gestion des déchets écologiquement rationnelle s'appliquent à tous les types de déchets exportés par l'UE. Ce principe est traduit dans la législation en vigueur. À cet égard, l'UE note que les "déchets figurant sur la liste verte" peuvent également causer des dommages à l'environnement s'ils ne sont pas pris en charge d'une manière écologiquement rationnelle. Les critères conçus pour démontrer qu'ils sont pris en charge ainsi sont définis dans le projet de règlement notifié.

---

<sup>27</sup> Le projet de règlement en question a également été notifié au Comité de l'environnement le 2 juin 2022.

<sup>28</sup> Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ; J.O. L 190 du 12/07/2006, pages 1 à 98.  
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1670254090535&uri=CELEX%3A02006R1013-20210111>.

**3.1.3.9 Union européenne – Approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations, [G/SPS/N/EU/166](#), [G/SPS/N/EU/166/Add.1](#), [G/SPS/N/EU/263](#), [G/TBT/N/EU/383](#), [G/TBT/N/EU/383/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/384](#), [G/TBT/N/EU/384/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/495](#) (ID 393<sup>29</sup>)**

3.135. Le représentant du [Kenya](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Kenya souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a faite précédemment au sujet de cette préoccupation commerciale spécifique. Il tient à s'associer aux autres délégations qui ont soulevé cette question. Il prend note de la réponse présentée par l'UE à la réunion du Comité OTC de mars 2023. L'UE fait référence à des directives de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA). Toutefois, celles-ci doivent être recoupées avec d'autres directives internationales ainsi que d'autres publications scientifiques. La mesure proposée par l'UE concerne une approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations, tandis que dans sa réponse présentée à la réunion de mars 2023 du Comité OTC, l'UE fonde son évaluation sur des principes d'analyse des risques appliqués au cas par cas, ce qui constitue une approche subjective. Il convient d'adopter une démarche conforme aux directives du Codex et globale en matière d'analyse des risques afin d'assurer la cohérence et la prévisibilité.

3.136. L'adoption par l'UE d'un système fondé sur les dangers pourrait créer des obstacles non nécessaires au commerce en limitant la disponibilité de produits de protection des cultures. Cela est considéré comme contraire à l'article 2.2 de l'Accord OTC. En outre, les règlements techniques ne doivent pas être plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait. Le Kenya réaffirme que l'approche fondée sur les risques est la meilleure pratique mondiale qui répond à l'objectif poursuivi. La mesure proposée irait à l'encontre de l'article 12.3 de l'Accord OTC qui dispose que "dans l'élaboration et l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité, les Membres tiendront compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en développement Membres, pour faire en sorte que ces règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité ne créent pas d'obstacles non nécessaires aux exportations des pays en développement Membres". Le Kenya demande à l'UE de retirer cette mesure.

3.137. Le représentant de l'[Australie](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reste préoccupée par la grande incertitude qui entoure les mécanismes de fixation des tolérances à l'importation pour les substances visées par les critères d'exclusion fondés sur les dangers. Nous estimons que l'abaissement des limites de résidus autorisées dans les produits importés à la limite de détermination imposerait une interdiction de fait de l'utilisation de ces produits aux partenaires commerciaux qui souhaiteraient exporter vers l'UE. L'organisme australien chargé de la réglementation des pesticides – la Direction australienne des pesticides et médicaments vétérinaires (APVMA) – doit tenir compte, dans ses évaluations des produits pour enregistrement, de leurs effets sur des espèces non ciblées. Les décisions de l'APVMA tiennent compte des pratiques et contextes propres aux exploitations agricoles australiennes ainsi que des conditions environnementales du pays. L'Australie soutient que le recours aux limites de résidus dans les produits alimentaires pour réaliser dans des pays tiers des objectifs de politique environnementale fixés au niveau interne est inadapté et ne tient pas compte des variations du risque dues aux différences entre les espèces pollinisatrices, entre les conditions environnementales et entre les pratiques d'utilisation des produits chimiques dans le monde. Ainsi, elle demande que l'UE maintienne les LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables et que les tolérances à l'importation ne soient accordées que sur le seul fondement des risques alimentaires.

3.138. L'Australie réaffirme sa position, exprimée lors de précédentes réunions, concernant l'importance d'adopter une approche fondée sur les risques pour réglementer les produits phytopharmaceutiques plutôt que de se contenter d'évaluer les effets nocifs potentiels découlant des propriétés intrinsèques d'une substance chimique. Nous restons disposés à discuter de notre approche de la réglementation des pesticides avec l'UE et espérons poursuivre un dialogue constructif sur cette question, y compris devant le Comité SPS.

---

<sup>29</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 393](#).

3.139. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica tient à exprimer sa reconnaissance pour l'occasion qui lui est donnée de soulever cette préoccupation commerciale une nouvelle fois, car il est sincèrement préoccupé par l'approche fondée sur les dangers adoptée par l'UE pour fixer ses tolérances à l'importation applicables aux produits issus de partenaires commerciaux extérieurs à l'UE. En vertu des obligations du système multilatéral, toutes les prescriptions techniques doivent être alignées sur une norme internationale de référence ou fondées sur une évaluation des risques qui constitue la base scientifique de la mesure. Le Costa Rica exhorte une nouvelle fois l'UE à veiller à ce que l'application de sa réglementation soit fondée sur des évaluations des risques conformes à des critères reposant sur des preuves scientifiques suffisantes, conformément aux obligations inscrites dans l'Accord OTC.

3.140. Le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde réitère les préoccupations qu'elle a soulevées précédemment au sujet de l'approche fondée sur les dangers appliquée par l'UE en ce qui concerne les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations. Elle note que la mise en œuvre par l'UE de l'approche fondée sur les dangers pour les critères d'exclusion fait peser lourdement sur le déclarant la charge de la preuve, celui-ci devant démontrer que la substance active n'a pas d'effets cancérogènes, mutagènes ou perturbateurs pour la reproduction ou le système endocrinien, et qu'il ne s'agit pas d'un polluant organique persistant. En conséquence, les déclarants sont tenus de prouver formellement que leurs pesticides ne correspondent à aucun des critères d'exclusion, indépendamment du degré d'exposition du consommateur à ce pesticide s'il était appliqué sur une culture traitée. Sans identifier le risque réel en question, cette approche déroge aux principes fondamentaux de l'évaluation scientifique des risques pour la prise de décisions réglementaires.

3.141. Comme cela a été indiqué précédemment, une telle approche fondée sur les dangers n'améliorerait pas la santé publique ou la protection de l'environnement, mais pourrait avoir des conséquences défavorables pour la production agricole durable en raison du retrait du marché d'outils de protection des cultures, malgré leur sécurité d'utilisation établie. À cet égard, l'Inde rappelle à l'UE les principes de l'Accord SPS, y compris l'article 5:1 qui exige que les Membres de l'OMC fassent en sorte que leurs mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation des "risques". De plus, l'Inde réaffirme la pertinence de l'article 5:4, au titre duquel l'UE est obligée de tenir compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'elle détermine le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire. Compte tenu de cela ainsi que de l'importance d'une approche fondée sur les risques s'agissant de réglementer les produits phytopharmaceutiques, comme l'ont également souligné d'autres Membres de l'OMC, l'Inde demande à l'UE de revoir son approche fondée sur les dangers en matière de produits phytopharmaceutiques et de fixation de limites de tolérance pour les importations.

3.142. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil souhaite renvoyer à ses déclarations précédentes au sujet de la PCS n° 393. Il souligne que les règlements relatifs aux perturbateurs endocriniens devraient être fondés sur des principes scientifiques solides et tenir compte de toutes les données disponibles. Des évaluations sérieuses doivent permettre de distinguer les substances chimiques susceptibles de causer des préjudices en raison de leur mode d'action endocrinien de celles qui ne présentent aucune menace pour la santé humaine. Une solide analyse des risques, conforme aux directives du Codex, est importante pour garantir la transparence et la prévisibilité des processus réglementaires concernant les produits phytopharmaceutiques et les LMR. L'UE affirme que l'octroi de tolérances à l'importation rendrait son système de réglementation conforme au principe d'analyse des risques. Ce principe est en effet l'une des questions qui ont été soulevées dans cette PCS au cours des dernières années. L'UE accorde des autorisations d'urgence à ses États membres et refuse les tolérances d'importation aux pays tiers où les mêmes conditions prévalent. Le Brésil estime que l'approche européenne visant à limiter l'utilisation des pesticides est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes dans le cadre de l'Accord OTC. Elle ne tient pas compte non plus des analyses des risques pour l'établissement de mesures réglementaires qui peuvent avoir de graves répercussions sur le commerce.

3.143. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous tenons à remercier les délégations d'avoir inscrit cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour de la réunion et nous demandons que le soutien de l'Argentine soit consigné. Celle-ci réitère, une fois de plus, sa préoccupation, et souligne l'importance de faire en sorte que tous les Membres mettent en œuvre des mesures fondées sur des évaluations des risques, en tenant compte des techniques mises au point par des organismes internationaux de référence en la matière, y compris des principes pour

l'établissement de limites maximales de résidus de pesticides, ainsi que des nombreuses analyses des risques que le Codex Alimentarius a conduites au fil des décennies afin de garantir la sécurité en termes de recommandations de LMR pour différentes substances et cultures. L'Argentine se joint aux autres délégations et demande une nouvelle fois à l'Union européenne de veiller à ce que la mise en œuvre de sa réglementation soit fondée sur le recours à des évaluations des risques par l'application de critères reposant sur des preuves scientifiques suffisantes, conformément aux engagements établis dans l'Accord OTC.

3.144. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réitère sa position et renvoie à ses précédentes déclarations, tout en soulignant l'importance d'adopter, en matière de réglementation des produits phytopharmaceutiques, une approche scientifique fondée sur les risques et non pas seulement sur les dangers découlant des propriétés intrinsèques d'une substance chimique. À cet égard, il demande de nouveau à l'Union européenne de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les agences spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius; de revoir son approche et de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux pertinents; de prévoir des périodes de transition suffisantes, le cas échéant; et de garantir des tolérances à l'importation.

3.145. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Nous réitérons la préoccupation relative à l'utilisation d'une approche fondée sur les dangers au détriment de la reconnaissance des normes internationales, qui sont essentielles à l'harmonisation de ce type de réglementation au niveau international, en particulier car leurs résultats sont fondés sur une analyse des risques qui offre une base scientifique pour les mesures. Nous remercions l'UE pour son explication des directives de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). Toutefois, nous l'invitons instamment à prendre en considération les données scientifiques existantes qui émanent des organismes internationaux de référence reconnus par l'OMC, comme le Codex Alimentarius, lequel dispose de données pertinentes sur les pesticides. Cela permettra d'éviter que les mesures soient plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, conformément à l'article 2.2 de l'Accord OTC. L'approche de précaution a abouti au retrait de l'autorisation de principes actifs faute de données et à l'abaissement des LMR au seuil de détection. Par conséquent, nous serions reconnaissants à l'EFSA de ne pas formuler de recommandation sur les LMR lorsque les données scientifiques sont insuffisantes, car les décisions relatives aux mesures réglementaires doivent être fondées sur des analyses des risques concluantes qui assurent véritablement les conditions de la protection de la santé pour ne pas devenir un obstacle technique au commerce.

3.146. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. Comme il l'a fait à de précédentes occasions, l'Équateur réaffirme son soutien à cette préoccupation commerciale et convient de l'importance de protéger la santé humaine et l'environnement. Toutefois, nous considérons que les décisions réglementaires adoptées sur la base de critères fondés sur les dangers sont incompatibles avec la pratique internationale en matière d'évaluation des risques, car l'exposition n'est pas prise en compte. Selon nous, l'approche de précaution de l'Union européenne a abouti au retrait de l'autorisation de principes actifs faute de données et à l'abaissement des LMR au seuil de détection. À cet égard, l'Équateur demande de nouveau à l'Union européenne, lorsque des analyses des risques menées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) sont inconcluantes en ce qui concerne les effets potentiels sur la santé, de recommander à l'EFSA de procéder à des examens plus approfondis afin d'obtenir des données concluantes en faveur de l'interdiction ou de la réduction des LMR. En conséquence, il invite une nouvelle fois l'UE à veiller à ce que, en l'absence de données scientifiques suffisantes, l'EFSA ne formule pas de recommandation concernant les LMR, car les décisions relatives aux mesures réglementaires doivent être fondées sur des analyses des risques concluantes qui assurent véritablement les conditions de la protection de la santé, de manière à ne pas constituer un obstacle technique au commerce. Ma délégation encourage vivement l'Union européenne à tenir compte des preuves scientifiques relatives aux pesticides, conformément aux engagements pris au titre de l'Accord OTC, de manière à ce que ses mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre un objectif légitime, comme cela est indiqué à l'article 2.2 de l'Accord.

3.147. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation chilienne fait écho aux déclarations précédentes et, comme lors de réunions précédentes de ce Comité, elle réaffirme l'importance d'adopter une approche scientifique et fondée sur les risques pour



réglementer les produits phytosanitaires, au lieu de considérer uniquement la dangerosité des produits agrochimiques.

3.148. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. L'Uruguay s'associe aux observations formulées par les autres délégations et exprime sa préoccupation commerciale et systémique à propos de l'utilisation par l'Union européenne d'une approche fondée sur les dangers plutôt que sur des évaluations scientifiques complètes des risques pour la prise de décisions en matière de réglementation concernant l'autorisation accordée pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et l'établissement de limites de tolérance pour les importations de substances qui relèvent des critères d'exclusion établis dans le Règlement n° 1107/2009. Nous réaffirmons la nécessité de fonder ces décisions sur des preuves scientifiques concluantes, recueillies à partir d'une évaluation des risques réels, afin d'éviter l'imposition de restrictions injustifiées concernant les substances actives, qui restent des composantes importantes des systèmes de lutte contre les parasites et sont utilisées en toute sécurité. En effet, une approche fondée sur les dangers et non sur les risques réels pourrait avoir une incidence négative et disproportionnée sur la production, tout en ne contribuant pas ou que très peu à la réalisation de l'objectif de protection de la santé publique dont il est question. Comme de coutume, l'Uruguay continue de soutenir tout effort multilatéral entrepris par le Codex Alimentarius afin de mettre au point une approche harmonisée et fondée sur les risques en matière de traitement des produits phytopharmaceutiques et des LMR applicables aux aliments, qui garantirait la protection de la santé tout en facilitant le commerce international. Dans l'intervalle, nous exhortons une fois de plus l'UE à écouter et à prendre en considération les préoccupations exprimées par de nombreux Membres, et à reconsidérer son approche réglementaire en vue d'éviter la prolifération injustifiée d'obstacles au commerce international des produits agricoles et les conséquences socioéconomiques potentielles d'une telle approche pour d'autres Membres.

3.149. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie les Membres de l'OMC de leur intérêt pour les travaux qu'elle mène actuellement en vue d'identifier les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques. L'UE rappelle que les critères scientifiques visant à identifier les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques au sens de la définition de l'OMS sont applicables depuis le 10 novembre 2018 et sont inclus dans le Règlement (UE) n° 2018/605 de la Commission.<sup>30</sup> Le Règlement est complété par une directive de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), qui fournit plus de détails sur la manière d'interpréter ces critères.<sup>31</sup> Les produits phytopharmaceutiques et les résidus présents sur ou dans ces produits sont encadrés dans l'UE par le Règlement (CE) n° 1107/2009 et le Règlement (CE) n° 396/2005. Ces deux règlements sont complémentaires et leur mise en œuvre est coordonnée afin d'éviter les risques et les dangers liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques pour les humains, les animaux et l'environnement. Le cadre réglementaire de l'UE tient compte des questions de protection de l'environnement et s'applique aux résidus de pesticides. Pour la prise de décisions en matière de gestion des risques, tous les facteurs pertinents au titre de la question examinée doivent être pris en considération, conformément aux dispositions de la législation de l'UE applicable.<sup>32</sup>

3.150. Cela comprend notamment les facteurs environnementaux, lorsqu'ils sont lus conjointement avec l'article 11 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui indique que "les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de l'Union, en particulier afin de promouvoir le développement durable". Nous sommes conscients des préoccupations générales concernant la politique de l'UE en matière de produits phytopharmaceutiques pour ce qui est de la définition des critères scientifiques permettant d'identifier les perturbateurs endocriniens et de la mise en place de tolérances à l'importation pour des substances qui ne sont pas autorisées dans l'UE, en raison des critères dits "d'exclusion" figurant dans le Règlement (CE) n° 1107/2009<sup>33</sup> sur les produits phytopharmaceutiques. Comme expliqué précédemment, l'Union européenne a décidé de suivre les procédures définies dans le Règlement

<sup>30</sup> Règlement (UE) 2018/605 de la Commission du 19 avril 2018 modifiant l'annexe II du Règlement (CE) n° 1107/2009 en établissant des critères scientifiques pour la détermination des propriétés perturbant le système endocrinien. J.O. L 101 du 20/04/2018, page 33.

<sup>31</sup> <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2018.5311>.

<sup>32</sup> Règlement (CE) n° 396/2005 et Règlement (CE) n° 178/2002.

<sup>33</sup> Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives du Conseil 79/117/CEE et 91/414/CEE. J.O. L 309 du 24/11/2009, page 1.

(CE) n° 396/2005 pour la gestion des demandes de tolérances à l'importation concernant les substances actives répondant à ces critères d'exclusion, qui comprennent une évaluation des risques par un État membre de l'UE et un avis scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'octroi d'une tolérance à l'importation est ensuite examiné conformément aux principes d'analyse des risques, au cas par cas et compte tenu de tous les éléments pertinents. Au cours de la séance thématique sur les approches des LMR de pesticides qui facilitent les échanges, organisée en marge du Comité SPS du 22 mars 2022, l'UE a fourni un aperçu de la méthode qu'elle utilise pour évaluer les risques liés aux résidus de pesticides.<sup>34</sup> L'UE réitère son engagement à agir en toute transparence et à tenir les Membres dûment informés de l'évolution de la situation.

**3.1.3.10 Union européenne – Périodes de transition pour les limites maximales de résidus et les consultations internationales, [G/TBT/N/EU/682](#), [G/TBT/N/EU/683](#), [G/SPS/N/EU/360](#) (ID 580<sup>35</sup>)**

3.151. La délégation du Kenya a communiqué la déclaration suivante. Le Kenya souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a faite précédemment au sujet de cette préoccupation commerciale spécifique, dont il a fait état à la précédente réunion du Comité des obstacles techniques au commerce (Comité OTC) et qui continue de lui poser problème. Il a pris note de la réponse fournie par l'Union européenne à la réunion de mars 2023 du Comité à propos des périodes de transition pour les limites maximales de résidus (LMR) et des consultations internationales. Les périodes de transition pour les LMR établies par l'UE sont courtes et ne tiennent pas compte des besoins et des capacités d'adaptation des pays en développement, en violation de l'article 12.3 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. À l'évidence, les périodes de transition doivent être rallongées. Le Kenya appelle donc à leur réexamen et poursuivra aussi ces discussions au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité SPS).

3.152. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Comme indiqué à de multiples reprises lors de réunions antérieures du Comité OTC, les États-Unis sont préoccupés de longue date par les pratiques de l'Union européenne (UE) relatives à l'application et à la réduction des LMR. Nous avons plusieurs fois noté qu'à la suite d'une décision d'approbation restreinte ou de non-renouvellement de l'approbation de nombre de substances actives, l'UE a abaissé ou réduit les LMR, y compris celles fondées sur les limites du Codex ou les tolérances à l'importation. Nous continuons de constater que l'UE réduit souvent les LMR sans une évaluation complète des risques. Les États-Unis demandent à nouveau à l'UE de suivre des processus scientifiques et fondés sur les risques et de mener à bien des évaluations des risques fondées sur la science et prenant en compte un ensemble complet d'éléments de preuve avant de réduire ou retirer des LMR relatives aux pesticides. Ils attendent aussi de l'UE qu'elle prenne en considération les observations des Membres de l'OMC avant de finaliser les LMR. Ils ont observé que la période entre la présentation des observations à l'OMC et le vote de la Commission européenne sur les projets de résolution concernant le renouvellement de l'approbation des substances et les LMR peut être brève. Nous attendons avec impatience de débattre avec l'UE de la possibilité de mettre en place des modalités supplémentaires pour permettre aux pays tiers de présenter des données et d'autres analyses avant la période formelle de présentation d'observations concernant les notifications à l'OMC. L'UE pourrait ainsi tenir compte de tous les éléments de preuve disponibles avant de finaliser une décision sur les LMR.

3.153. Les États-Unis demandent à nouveau que l'UE conserve les niveaux de LMR existants tant que les tolérances à l'importation sont en cours d'examen. Un récent projet de règlement prévoit que l'UE n'examinera les demandes de tolérance à l'importation qu'au cas par cas et à condition qu'elles respectent les "critères environnementaux" qu'elle a définis. Toutefois, l'absence de prévisibilité résultant de l'examen au cas par cas des demandes de tolérance à l'importation accroît inutilement les incertitudes des agriculteurs de façon générale ainsi que leur aptitude à protéger les récoltes contre les maladies et les parasites. Les États-Unis ont aussi déjà fait part à l'UE de leur préoccupation concernant l'application des LMR. Pour éviter les pertes et le gaspillage alimentaires et pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale, ils lui demandent de prolonger les périodes de transition concernant les LMR tant qu'elle n'a pas mis en évidence de risque pour les consommateurs sur la base de l'exposition alimentaire. Les producteurs des États-Unis et des pays tiers pourront ainsi disposer d'un délai suffisant pour que leurs produits alimentaires conformes, y compris les produits à longue durée de conservation, aillent jusqu'au bout de la filière commerciale. La politique

<sup>34</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/sps\\_f/thematicsession220322\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/thematicsession220322_f.htm).

<sup>35</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 580](#).

de l'UE consistant à appliquer les LMR correspondant au moment de l'importation des produits et non au stade de leur production comme c'est le cas pour les produits internes à l'UE, n'est pas appliquée de manière cohérente et provoque des perturbations dans le commerce des produits destinés au marché de l'UE. Sur la base des règlements tels qu'actuellement rédigés, les produits agricoles et alimentaires de l'UE peuvent être vendus dans les pays de l'Union même s'ils ne respectent plus les LMR les plus récentes. Les États-Unis demandent que les LMR visant tous les produits, importés ou non, soient appliquées à la date de production, ce qui résoudrait les incohérences dans l'application des LMR aux produits agricoles venant de l'intérieur ou de l'extérieur de l'UE.

3.154. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica réitère son soutien à cette préoccupation commerciale et demande à nouveau une prolongation des périodes de transition pour la mise en conformité avec les nouvelles tolérances qui sont établies pour les produits agrochimiques dont l'approbation de l'utilisation n'a pas été renouvelée, compte tenu de l'importante incidence qu'elles ont sur sa production agricole et celle d'autres pays du monde. La période d'environ six mois habituellement accordée par l'UE est insuffisante pour remplacer un produit agrochimique utilisé. Il convient donc d'examiner la possibilité de périodes de transition plus longues pour les pays qui produisent et exportent des fruits et légumes.

3.155. La délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde se joint aux autres Membres de l'OMC pour exprimer ses préoccupations concernant les consultations internationales et les périodes de transition pour la fixation des LMR qui sont prévues par l'UE. Les LMR et les tolérances à l'importation de l'UE sont souvent réduites ou retirées à la suite d'une décision de non-approbation ou d'approbation restreinte, avec des consultations internationales insuffisantes et une période de transition limitée pour les exportateurs d'autres pays. En premier lieu, l'Inde demande à l'UE de veiller à ce que l'évaluation des risques en question soit pleinement achevée avant la fixation d'une nouvelle LMR. Deuxièmement, elle l'invite à accorder une période de transition plus longue et plus raisonnable dans le cadre du processus de fixation des LMR. Une période de transition suffisante est nécessaire pour permettre au commerce de se poursuivre sans interruption, tout en laissant aux producteurs et aux exportateurs le temps de s'adapter aux nouvelles prescriptions.

3.156. En outre, l'Inde demande à l'UE de veiller à ce que des consultations intensives avec les parties prenantes soient menées avant toute révision majeure des LMR, que les observations formulées par les Membres de l'OMC au cours des consultations des parties prenantes soient prises en compte et que la manière dont la révision envisagée est modifiée eu égard aux contributions reçues à la suite des consultations des parties prenantes soit rendue publique. L'Inde rappelle à l'UE que si les LMR et les tolérances à l'importation sont abaissées sans justification scientifique suffisante, cette approche sera considérée comme plus restrictive que nécessaire du point de vue commercial et pourra être remise en question aux termes des règles de l'OMC. Compte tenu de ce qui précède, l'Inde demande à l'UE de reconsidérer son approche globale de la fixation des LMR, notamment en prévoyant un délai adéquat pour les consultations internationales et des périodes de transition suffisantes.

3.157. La délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. Il s'agit de sujets que nous avons soulevés à plusieurs reprises au sein de ce Comité et nous réitérons aujourd'hui ces préoccupations car il n'y a pas eu jusqu'ici de modifications adéquates de la période de transition et la manière dont les modifications réglementaires ont été introduites sur la base des informations présentées au cours des consultations internationales n'est pas claire. Le problème est exacerbé lorsque les limites maximales de résidus et les tolérances à l'importation sont réduites ou supprimées et que la période de transition est insuffisante pour les exportateurs d'autres pays. Il convient de rappeler que l'accès aux marchés internationaux est essentiel à la subsistance de nombreuses familles rurales et à la génération de revenus des producteurs agricoles, notamment parce que l'Union européenne est l'un des principaux marchés pour les producteurs de bananes, de café et de fruits exotiques, entre autres produits. La Colombie demande à l'Union européenne de tenir compte des observations formulées avant de prendre des mesures concernant le niveau de détection d'une substance active, de procéder à des évaluations complètes des risques avant d'établir une nouvelle limite maximale de résidus et de veiller à ce que les périodes de transition soient suffisamment longues. Autrement, nous nous retrouverons dans une situation où des mesures restreindront et entraveront inutilement le commerce. Nous invitons donc l'UE à suivre les recommandations des bonnes pratiques réglementaires, selon lesquelles les règles doivent être fondées sur des informations claires et objectives, et un dialogue ouvert avec les parties prenantes, la transparence et la réduction des distorsions du marché doivent être encouragés, dans l'intérêt non seulement des

pays en développement mais aussi du système commercial multilatéral, qui a déjà été durement touché par cette mesure et d'autres.

3.158. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Les règlements relatifs aux LMR ont été élaborés pour atténuer les obstacles inutiles au commerce. Toutefois, ces mesures peuvent involontairement devenir trop restrictives et entraver les échanges lorsqu'un pays impose une suppression soudaine des LMR sans donner à ses partenaires commerciaux suffisamment de temps pour s'adapter. Le Canada tient donc à exprimer de nouveau les préoccupations que lui inspire l'approche suivie par l'UE en matière de périodes de transition pour les LMR. Il est d'avis que cette approche ne tient toujours pas compte de la réalité des chaînes d'approvisionnement agricoles, notamment les délais nécessaires à l'expédition des produits, les stocks pluriannuels et la longue durée de conservation. Des périodes de transition suffisantes permettront au commerce de se poursuivre sans interruption, tout en laissant suffisamment de temps aux producteurs et aux exportateurs pour s'adapter aux nouvelles prescriptions européennes. À une époque où la sécurité alimentaire constitue une préoccupation majeure, le Canada exhorte l'UE à accorder aux pays tiers des périodes de transition plus longues, comme elle l'a fait pour ses producteurs nationaux, en tenant compte de la nécessité pour les exportateurs de s'adapter aux nouvelles prescriptions.

3.159. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil partage les préoccupations soulevées au titre de la PCS n° 580 et voudrait renvoyer aux déclarations qu'il a faites précédemment au titre de ce point de l'ordre du jour. Il appelle respectueusement l'attention de l'UE sur ses obligations au titre de l'article 2.12 de l'Accord OTC, qui ont trait à l'instauration d'un intervalle raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, sauf en cas de problèmes urgents concernant la sécurité, la santé, la protection de l'environnement ou la sécurité nationale. Il est primordial que l'UE prévoie des périodes adéquates de transition, surtout dans les cas où les avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) sur la toxicité des substances sont "non concluants" ou n'indiquent que l'existence d'une "suspicion de risque". Les périodes de transition doivent en outre être compatibles avec les processus de production, de manière à permettre aux producteurs – et notamment aux petits agriculteurs – de s'adapter aux nouveaux règlements. Le Brésil souhaiterait que l'UE explique comment ses autorités gèrent l'incertitude, en indiquant si des données probantes non concluantes entraînent la suspension ou la prohibition de substances et quelles mesures sont prises pour réexaminer ces décisions, puisqu'elles sont fondées sur des avis non concluants.

3.160. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous voudrions remercier les délégations d'avoir inscrit cette préoccupation à l'ordre du jour du Comité et nous serions reconnaissants qu'il soit pris note du soutien de l'Argentine. Nous réitérons une fois de plus notre préoccupation au sujet de la politique de l'UE consistant à supprimer les tolérances à l'importation pour les substances qui ne sont plus utilisées dans l'UE, ce qui est clairement une mesure plus restrictive que nécessaire du point de vue commercial et qui va au-delà du niveau de risque acceptable fixé par l'UE. L'approche adoptée par l'UE pour établir des périodes transitoires pour les LMR est hâtive et ne tient pas compte des besoins et des capacités d'adaptation des pays tiers. De toute évidence, les périodes de transition doivent être plus longues et l'Argentine appelle donc à leur révision.

3.161. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Comme pour la préoccupation précédente, nous demandons instamment à l'UE de réévaluer son approche et, lorsque des réductions des LMR sont dûment justifiées, de prévoir des périodes de transition adéquates qui tiennent compte des réalités des processus de production et de la géographie, y compris de l'éloignement, de ses partenaires commerciaux. En ce qui concerne les consultations internationales, nous remercions l'UE pour la notification des mesures. Nous réitérons néanmoins nos questions sur la manière dont l'UE a tenu compte des observations communiquées par les Membres à différents stades du processus de consultation et sur le point de savoir s'il y a des cas dans lesquels des changements ou ajustements réglementaires ont effectivement été introduits sur la base des renseignements présentés par les parties prenantes au processus, car les nombreuses occurrences de délais limités entre la fin de la période de présentation des observations et l'approbation des projets sans modification nous conduisent à penser que ces notifications et périodes de présentation des observations sont de simples formalités, qu'il n'est pas tenu compte des observations et qu'il n'est pas même prévu d'en tenir compte.

3.162. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala remercie les Membres qui ont soulevé cette préoccupation commerciale à laquelle il réitère son

soutien. Nous répétons la position que nous avons exprimée précédemment. Les périodes de transition restent insuffisantes pour ajuster les processus de production et les adapter aux conditions locales (par exemple, elles ne tiennent pas compte des conditions climatiques et géographiques très variables, ni du temps nécessaire pour réaliser des évaluations techniques et économiques et des formations). De nombreux tests doivent être effectués pour déterminer qu'un produit est efficace pour traiter un parasite ou une maladie spécifique d'une culture, dans des conditions climatiques variables et dans les limites du budget disponible. Les résultats doivent être utilisés pour établir des valeurs statistiquement valables. L'UE n'a pas tenu compte de ces facteurs, qui varient en fonction du type de culture et de récolte. Chaque culture a un cycle de production différent, ce qui signifie qu'il n'est pas possible de fixer une période fixe pour toutes les cultures en général. En outre, de nombreux composés utilisés n'ont pas de substituts établis qui répondent aux exigences nécessaires en termes, entre autres, d'efficacité et de coût. Cette situation est plus critique pour les petits agriculteurs et les coopératives des différentes régions du pays. Il n'est pas possible de demander aux producteurs de modifier leur utilisation des substances aux différentes phases de la production sans leur donner une date exacte de modification des LMR, en particulier lorsque le nombre de produits de remplacement disponibles sur le marché diminue. Comme il nous a été indiqué que de telles décisions doivent être prises lorsque l'UE soumet une notification OTC, ce processus n'offre pas de certitude aux producteurs. Nous espérons trouver une solution satisfaisante.

3.163. La délégation de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur continue d'appuyer cette préoccupation commerciale soulevée par le Kenya, les États-Unis, le Costa Rica, la Colombie et l'Inde et il partage les préoccupations des Membres de l'OMC qui ont pris la parole plus tôt. Comme il l'a fait lors de précédentes réunions du Comité, il fait part à nouveau de ses inquiétudes concernant les procédures relatives aux périodes de transition adoptées par l'Union européenne pour la mise en œuvre de ses mesures concernant le non-renouvellement de l'approbation des substances et la réduction des tolérances. Pour définir des périodes de transition raisonnables, il est nécessaire de tenir compte des périodes de récolte et des moments où les produits agrochimiques sont appliqués. L'Équateur demande donc à l'Union européenne d'envisager l'octroi d'une période adéquate, d'un minimum de cinq ans, afin que les pays en développement puissent adapter leur production aux nouvelles conditions établies dans les règlements européens et que les agriculteurs aient plus de temps pour s'adapter aux prescriptions en matière de limites maximales de résidus. Il importe que l'Union européenne prenne en considération le fait qu'il faut en moyenne 10 ans pour mettre au point ou enregistrer un nouveau produit phytosanitaire de lutte contre les parasites, lorsque de nouvelles solutions de remplacement ont été identifiées. Elle doit aussi prendre en considération les observations des pays tiers, en particulier lorsque l'utilisation des substances est essentielle pour lutter contre les parasites ou les maladies typiques des climats tropicaux et subtropicaux, dont les conditions diffèrent de celles des membres du bloc économique européen.

3.164. La délégation de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Compte tenu des périodes de récolte, des phases d'application des produits phytopharmaceutiques et du temps nécessaire à la mise au point et à l'enregistrement de substances de remplacement, les périodes de transition accordées par l'Union européenne dans les dispositions modifiant les LMR de substances actives sont, dans la plupart des cas, insuffisantes dans la pratique pour procéder aux ajustements nécessaires de la production et pour assurer la conformité des produits agricoles avec les nouvelles LMR, après modification, en particulier dans le cas des produits transformés ou congelés. Comme nous l'avons dit précédemment, six mois ne suffisent pas pour s'adapter. Selon nous, tout changement doit être progressif, et un délai raisonnable doit être accordé pour sensibiliser les producteurs et les conseillers techniques et pour s'assurer que des substituts efficaces des ingrédients actifs pour lesquels une réduction des LMR est demandée sont disponibles sur le marché. Il ne convient pas de changer radicalement les règles au milieu d'une saison de récolte, étant donné l'impact que cela peut avoir sur la commercialisation des produits. La délégation de l'Uruguay demande une nouvelle fois aux Membres d'adopter des décisions de réglementation qui soient fondées sur des normes internationalement reconnues ou de fournir des preuves scientifiques concluantes lorsqu'il leur est strictement nécessaire de s'écarter de ces normes pour atteindre leurs objectifs légitimes, conformément aux accords de l'OMC pertinents.

3.165. L'Uruguay invite instamment l'UE à prendre en considération la nécessité d'accorder des périodes de transition suffisamment longues pour procéder aux ajustements requis lorsqu'elle prend des décisions visant la réduction des LMR pour des substances actives utilisées dans la production agricole d'autres Membres. Enfin, il partage les préoccupations soulevées sur le fonctionnement pratique du processus de consultation internationale de l'UE s'agissant des LMR, et, tout en regrettant que la délégation de l'UE n'y ait pas encore répondu, il reprend à son compte les questions

posées par la Colombie et le Paraguay quant à la question de savoir comment et dans quelle mesure elle a activement pris en compte les observations des autres Membres dans son processus réglementaire, et si elle peut donner des exemples de cas où ses propositions originales ont été modifiées en réponse aux observations reçues de pays tiers.

3.166. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE a donné des renseignements détaillés sur les périodes de transition pour les limites maximales de résidus lors de précédentes réunions du Comité OTC, en particulier celles de mai 2020 et de juillet 2021. Elle estime que les mesures visant à abaisser les limites maximales de résidus en raison de préoccupations pour la santé humaine relèvent de la compétence du Comité SPS et sont des questions dont il convient de discuter dans ce contexte. Néanmoins nous voudrions aussi informer les Membres du Comité OTC que toutes les mesures prises en matière de LMR dans l'UE sont fondées sur une évaluation scientifique des risques réalisée à la fois par un État membre évaluateur et par l'Autorité européenne de sécurité des aliments, en utilisant les données scientifiques et les preuves les plus récentes disponibles. À l'évidence, la science est en constante évolution et de nouvelles données et méthodologies d'évaluation des risques deviennent disponibles. C'est pourquoi l'UE dispose de procédures lui permettant de réexaminer toute mesure à tout moment si cela se révèle nécessaire. En revanche, toutes les mesures relatives à la non-approbation ou à la restriction des substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques dans l'UE, ainsi qu'un nombre limité de mesures très spécifiques visant à abaisser les LMR en raison de préoccupations environnementales d'intérêt mondial (par exemple la clothianidine et le thiaméthoxame), sont notifiées au Comité OTC. Ces mesures n'ont pas de conséquences directes sur les questions sanitaires et phytosanitaires.

3.167. Dans un souci de transparence et à la suite des demandes de certains Membres, lorsqu'elle notifie ces mesures par le biais du système des notifications OTC de l'OMC, l'UE en informe également le Comité SPS. Dans la pratique, les deux Comités sont informés des projets de mesures relatives à la non-approbation ou à l'approbation restreinte d'une substance active dans l'UE. Les observations doivent cependant être présentées uniquement via le système des notifications OTC dans ces cas. L'UE tient à souligner à cet égard que les délais pour la présentation des observations sont toujours respectés et que les observations reçues dans les délais sont dûment prises en compte dans son processus décisionnel. Dans l'intérêt de l'efficacité des travaux des deux Comités, et conformément aux accords correspondants, l'UE souhaite inviter les Membres à soulever les questions relatives à l'approbation des substances actives et aux mesures relatives aux LMR en lien avec des questions environnementales exclusivement au sein du Comité OTC, tandis que les questions liées aux LMR pour les pesticides en lien avec des préoccupations relatives à la santé des personnes doivent être soulevées exclusivement au sein du Comité SPS. Les questions relatives aux périodes de transition pour les LMR doivent donc, en règle générale, être soulevées au sein du Comité auquel la notification initiale a été adressée, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, le Comité SPS.

#### **3.1.3.11 Chine – Projet de mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés, [G/TBT/N/CHN/1522](#) (ID 611)<sup>36</sup>**

3.168. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent profondément préoccupés par cette mesure, publiée sous la forme du Décret n° 248 en avril 2021 et mise en œuvre en janvier 2022. Ils continuent de s'interroger sur ses avantages en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de santé publique et se demandent si la mesure en question est motivée par la science ou par les risques. Ils demandent à la Chine de bien vouloir fournir plus de renseignements à ce sujet afin d'étayer et d'expliquer son objectif légitime. Ils font observer que l'absence d'indications fournies par la Chine et la façon imprévisible dont la mesure est mise en œuvre et contrôlée continuent d'entraîner une confusion considérable parmi les exportateurs et les autorités compétentes. En outre, l'Administration générale des douanes de Chine (GACC) exige, semble-t-il, des autorités compétentes des pays exportateurs qu'elles gèrent elles-mêmes le processus d'enregistrement dans son système en ligne pour chacun de leur établissement produisant certaines catégories de produits. De telles exigences représentent une très lourde charge administrative pour les autorités étrangères compétentes sans lien clair avec les résultats en matière de sécurité des aliments. La GACC devrait plutôt veiller à ce que tous les

---

<sup>36</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 611](#).

établissements puissent s'enregistrer eux-mêmes sans intervention de l'autorité compétente étrangère.

3.169. Nous notons que la GACC à la fois requiert des déclarations de conformité des autorités compétentes reposant sur les systèmes de sécurité alimentaire du pays exportateur et demande des renseignements de fabrication spécifiques à l'établissement, une approche redondante qui rend excessivement lourdes les procédures d'enregistrement. En outre, le fait que la GACC exige également des établissements qu'ils fournissent des renseignements détaillés supplémentaires, notamment sur les diagrammes des processus de fabrication et les points de contrôle critiques, établissement par établissement, n'est pas cohérent avec les orientations internationales en faveur d'une approche systémique de la sécurité alimentaire. La GACC tient-elle compte de ses connaissances, de son expérience et de sa confiance dans les systèmes de sécurité alimentaire d'autres pays lors de la mise en œuvre de cette mesure? Nous attendons avec impatience la réponse de la Chine à ces demandes et commentaires particuliers.

3.170. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie respecte le droit des Membres de l'OMC de traiter la question de la sécurité et de la qualité des produits alimentaires importés conformément à l'Accord OTC et sans restreindre inutilement les échanges. Elle se félicite des récentes modifications apportées au système chinois d'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés (CIFER) et espère qu'elles aboutiront au résultat souhaité, à savoir une procédure d'enregistrement simplifiée. Bien que nous n'ayons pas encore pleinement compris l'impact de ces récents changements, nous pensons que ceux permettant aux établissements suspendus de conserver leur enregistrement et donnant la possibilité aux établissements de modifier des coordonnées telles que leur adresse et leurs représentants légaux se traduiront par une plus grande efficacité du système. L'Australie est consciente des difficultés éprouvées par la Chine dans la mise en œuvre du système CIFER dans le cadre du déploiement du Règlement sur l'enregistrement et l'administration des producteurs étrangers d'aliments importés (Décret n° 248). Elle apprécie la coopération entre le Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche et l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC) pour résoudre les nombreux problèmes liés au système CIFER. Elle reste disposée à continuer de travailler avec la Chine pour réduire autant que possible les perturbations du commerce. Elle est préoccupée par les coûts, en termes de ressources et de main-d'œuvre, que doivent supporter les exportateurs et les autorités compétentes des pays exportateurs pour se conformer aux obligations en matière d'enregistrement dans le système CIFER.

3.171. Cette charge est exacerbée par les nombreux problèmes techniques, les retards et le manque de clarté du système CIFER. L'Australie encourage la Chine à améliorer les échanges avec les partenaires commerciaux sur ce système, à fournir des documents d'orientation détaillés et régulièrement mis à jour, à progresser dans la reconnaissance des systèmes des partenaires commerciaux et à garantir la continuité du commerce pour tous les établissements actuellement enregistrés jusqu'à ce que les problèmes informatiques du système CIFER soient résolus. Elle rappelle à la Chine que ses réglementations ne doivent pas être discriminatoires à l'égard des produits importés. Les retards dans le traitement des renouvellements d'enregistrement, la levée des suspensions et l'approbation des nouvelles demandes des producteurs de denrées alimentaires d'outre-mer se traduisent par un traitement moins favorable des denrées alimentaires importées que des produits nationaux chinois.

3.172. La délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Étant donné que cette mesure risque de toucher un large éventail de secteurs et qu'aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne cette préoccupation commerciale spécifique, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu souhaite réitérer les préoccupations qu'il a exprimées lors des précédentes réunions du Comité OTC en ce qui concerne l'application des mesures visées ci-dessus depuis qu'elles sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Premièrement, la transparence reste un problème, alors que l'insuffisance ou le manque de renseignements concernant les prescriptions relatives à l'enregistrement et l'absence de lignes directrices opérationnelles et de mises à jour sur les étapes de la procédure figurent parmi les principales difficultés rencontrées notamment par les établissements qui doivent remplir la demande eux-mêmes auprès de l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC). Pour que les obstacles que doivent surmonter ces établissements afin de parvenir à finaliser leur enregistrement ne perturbent pas les échanges, un point d'information doit être mis en place pour fournir une assistance effective et en temps opportun. En outre, bien que la Chine ait indiqué que des orientations techniques, des interprétations de la réglementation et des documents d'appui avaient



déjà été fournis, nous demandons instamment que ces éléments d'information soient postés sur un site Web accessible au public afin que les établissements à l'étranger puissent y accéder directement.

3.173. Deuxièmement, l'examen et la procédure d'approbation de la mesure suscitent aussi des préoccupations. La durée normale et la durée prévue du processus ne sont pas connues, pas plus que l'état d'avancement des demandes et certains de nos établissements se sont vu opposer un refus par la GACC sans autre forme d'explication. En vertu de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC, les Membres doivent entre autres faire en sorte que la durée normale de chaque procédure d'évaluation de la conformité soit publiée, que les résultats de l'évaluation soient communiqués de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure. L'article 5.2.8 prévoit en outre qu'un mécanisme doit être en place pour examiner les plaintes concernant l'application d'une procédure d'évaluation de la conformité. Ces deux dispositions sont essentielles pour garantir la transparence et exigent au minimum que les établissements dont les demandes ont été rejetées reçoivent une explication des motifs de ce rejet et aient la possibilité de faire réexaminer leur demande. Nous demandons donc instamment à la GACC de respecter les obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord OTC afin de garantir l'efficacité et la transparence des procédures d'examen et d'approbation des demandes soumises dans le cadre de ces mesures.

3.174. Troisièmement, l'ambiguïté de la catégorisation du code SH et le champ des produits soumis à cette mesure figurent parmi les autres difficultés que nous rencontrons. Certains de nos établissements ont indiqué que le dédouanement de leurs produits avait été suspendu sans raison. Quatrièmement, nous voudrions réitérer les préoccupations exprimées par d'autres concernant les charges inutiles et injustifiées imposées aux autorités compétentes des Membres exportateurs en ce qui concerne 18 catégories de produits alimentaires. Si nous convenons que des exigences plus strictes sont justifiées pour des produits à haut risque tels que les produits laitiers, la viande et les produits de la pêche, nous demandons instamment à la Chine d'envisager de les éliminer pour les produits à risque moyen (GACC-II). Le fait de limiter ces exigences aux produits à haut risque garantira une utilisation efficace des ressources administratives tout en permettant un processus d'enregistrement plus efficace. En conséquence, et comme indiqué ci-dessus, nous demandons instamment à la Chine de mettre en place un point d'information pour les questions relatives au processus d'enregistrement et de fournir des orientations techniques détaillées et d'autres documents pertinents sur un site Web accessible au public. Enfin, étant donné que la mise en œuvre de mesures de cette ampleur exige nécessairement beaucoup de temps et d'efforts de la part des Membres exportateurs, nous aimerions nous faire l'écho des appels lancés par d'autres Membres en faveur d'un délai de grâce plus long, de façon que les produits provenant d'établissements enregistrés soient autorisés à entrer temporairement sur le marché chinois afin d'éviter toute perturbation inutile des échanges.

3.175. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE doit soulever à nouveau cette question pour souligner les préoccupations qui subsistent concernant la mise en œuvre du Décret n° 248 de l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). Plus d'un an après l'entrée en vigueur de ce Décret, l'UE estime que l'ensemble des modalités de mise en œuvre restent encore très contraignantes et ne sont pas transparentes. Comme mentionné précédemment, les requérants de l'UE sont toujours confrontés à de nombreux problèmes dans le cadre du processus d'enregistrement, principalement en raison de problèmes techniques récurrents avec le système basé sur le Web (CIFER), rendant la présentation électronique des documents fastidieuse, chronophage et incertaine, que ce soit pour demander de nouveaux enregistrements ou pour modifier ou corriger des enregistrements existants. À cet égard, les requérants de l'UE sont préoccupés par le délai à venir de juin 2023 pour la communication de renseignements complémentaires concernant des enregistrements existants. En raison de problèmes techniques récurrents avec le système CIFER, il est peu probable que tous les établissements soient en mesure d'effectuer leur enregistrement à temps. Les requérants de l'UE ont aussi fait face à des difficultés concernant les renouvellements d'enregistrements antérieurs, en raison d'une procédure contraignante, y compris, premièrement, une demande de "modification", suivie d'une demande de "prolongation".

3.176. Afin d'éviter les perturbations du commerce des produits alimentaires, l'UE demande instamment à la Chine de résoudre les problèmes techniques de logiciel du système CIFER, de faciliter le processus de modification/correction des enregistrements existants, de simplifier la procédure de renouvellement des enregistrements antérieurs et de s'abstenir d'appliquer toute nouvelle prescription devant entrer en vigueur après le 30 juin jusqu'à ce que les problèmes soient

résolus. L'UE tient à remercier la Chine pour le dialogue constructif qu'elle a tenu avec elle, qui a permis jusqu'ici de répondre à plusieurs questions liées à la mise en œuvre du Décret n° 248. Toutefois, d'importants problèmes restent à résoudre.

3.177. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Comme d'autres Membres, le Japon souhaite exprimer de nouveau ses préoccupations s'agissant de la mise en œuvre par la Chine du Décret n° 248 concernant les mesures administratives sur l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Tout d'abord, il apprécie la volonté de la Chine de répondre aux préoccupations qu'il a exprimées à de précédentes occasions et il la remercie également pour son effort récent de collaboration bilatérale. Cela étant, il reste préoccupé par le fait que les procédures demeurent incertaines et manquent de prévisibilité; en particulier, des changements fréquents et inattendus ont été apportés au système CIFER sans que les Membres n'en aient été informés au préalable. Le Japon invite la Chine à améliorer le fonctionnement de ce système et à rendre transparentes les procédures de mise en œuvre du Décret n° 248. Il lui demande expressément de maintenir le statut de producteur enregistré pour un établissement qui soumet les renseignements supplémentaires avant la date limite du 30 juin, même si la procédure d'enregistrement du producteur par la partie chinoise n'est pas achevée avant la fin du mois de juin, afin qu'il n'y ait pas d'impact négatif sur les exportations de produits alimentaires du Japon vers la Chine.

3.178. Le Japon demande également à la Chine: 1) d'établir une durée normale d'évaluation des demandes faites par l'intermédiaire du système CIFER (autrement dit, un échéancier type à suivre de la demande jusqu'à l'enregistrement) et de faire connaître cette durée d'évaluation aux Membres et aux producteurs étrangers; 2) d'expliquer d'une manière satisfaisante les raisons pour lesquelles une demande est rejetée par le biais du système CIFER; 3) de notifier aux Membres, dans les moindres délais, tout changement dans l'application du règlement ou du système CIFER, y compris les modifications des codes de produit (SH, CIQ) utilisés dans le cadre du système, qui aurait ou pourrait avoir une incidence sur les exportations – en cas de changement, nous demandons également à la GACC de ménager une période de transition raisonnable; 4) de corriger les défauts du système CIFER le plus rapidement possible, y compris: a) les retards considérables actuels dans le processus d'enregistrement; b) le fait que le système n'accepte pas la soumission de lettres de procuration; c) le fait que certains codes de produits (SH, CIQ) manquent dans la liste des codes de produits affichée dans le système; et 5) de donner suite aux questions restées sans réponse dans un délai raisonnable. Le Japon souhaiterait pouvoir établir une communication étroite avec la Chine afin de parvenir à une réponse globale à nos préoccupations.

3.179. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada remercie la Chine pour la séance d'information qu'elle a organisée à l'intention des Membres de l'OMC le lundi 19 juin sur le Décret 248 et le système CIFER. Il se félicite également des récentes modifications apportées par la Chine à ce système afin de faciliter le processus d'enregistrement et de renouvellement en remédiant à certains problèmes, tels que l'incertitude et les retards, auxquels sont confrontés les établissements étrangers. Bien que le Canada apprécie les efforts déployés par les autorités chinoises pour faciliter le processus d'enregistrement et de renouvellement, il demande à la Chine de continuer à faire preuve de souplesse afin que le système CIFER ne devienne pas un obstacle technique et ne perturbe pas le commerce. En outre, il invite la Chine à prendre en compte de manière appropriée le risque relatif des différents produits, en particulier ceux classés comme "à risque moyen", afin de s'assurer que a) le niveau d'information demandé aux établissements étrangers est proportionnel au risque du produit et b) l'efficacité du processus est améliorée en permettant à davantage d'établissements étrangers de soumettre leurs demandes directement dans le système CIFER sans étapes supplémentaires requises des autorités compétentes étrangères.

3.180. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Nous voudrions remercier la Chine d'avoir débattu de cette question de manière bilatérale et d'avoir essayé de clarifier certaines questions que nous nous posons. Nous apprécions également la présence d'experts de la capitale et l'organisation de la session d'information. Le Brésil tient à soutenir, une fois de plus, la PCS n° 611 concernant les nouvelles prescriptions pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Le gouvernement chinois n'a pas encore précisé quelle analyse des risques a motivé des prescriptions si disproportionnées pour un large éventail de produits alimentaires. À notre avis, ces prescriptions constituent des obstacles inutiles, non seulement pour notre secteur privé mais aussi pour nos organismes de réglementation, lesquels doivent agir en tant qu'autorité nationale compétente pour un éventail de produits beaucoup plus large. Non seulement les organismes de réglementation sont confrontés à une augmentation déraisonnable de leur charge de travail mais certains d'entre eux doivent également formuler des recommandations sur des produits ou des

producteurs qui sont soumis de fait à des inspections par les autorités à d'autres niveaux de gouvernement. En avril 2021, l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC) a publié les Décrets n° 248 et 249, qui portent respectivement sur l'administration de l'enregistrement des établissements étrangers et sur la gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés et exportés. L'article 5 du Décret n° 248 exige que le système de gestion de la sécurité alimentaire du pays où se trouve le producteur ait fait l'objet d'une évaluation ou d'un examen d'équivalence de la part de la GACC. La Chine pourrait-elle expliquer comment et quand elle a l'intention de procéder à ces évaluations? Pourrait-elle indiquer les critères et les procédures qui seront utilisés pour établir cette équivalence, en particulier pour les organismes de réglementation des aliments transformés et des "aliments de santé"?

3.181. La délégation des Philippines a communiqué la déclaration suivante. Les Philippines partagent les préoccupations exprimées par les Membres qui ont pris la parole avant elles sur le projet de mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Elles souhaitent également remercier la Chine pour la session d'information qu'elle a organisée afin de partager des renseignements supplémentaires sur la mise en œuvre du Décret 248. Nos exportateurs sont toujours confrontés à des difficultés liées à l'enregistrement auprès de la GACC, telles que le traitement à accorder aux groupes et aux négociants, la GACC ne couvrant que l'enregistrement des producteurs de denrées alimentaires, des transformateurs et des installations de stockage. Ces prescriptions sont assez contraignantes pour les producteurs étrangers de denrées alimentaires. Outre les points soulevés par les intervenants précédents, nous demandons à la Chine de prendre également en considération ses engagements au titre de l'article 10.1.1 b) de l'Accord sur la facilitation des échanges, qui prévoit que les Membres examinent les formalités et les prescriptions en matière de documents requis de manière à ce que des mesures soient adoptées pour réduire le temps et le coût nécessaires pour le respect des exigences par les négociants et les opérateurs.

3.182. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée se fait l'écho des préoccupations exprimées par l'Australie, le Japon, l'Union européenne, le Taipei chinois et les États-Unis au titre de cette préoccupation commerciale spécifique. La Corée respecte les efforts de la Chine pour assurer la sécurité de ses consommateurs face aux risques causés par les produits alimentaires et apprécie la coopération qu'elle poursuit par des voies bilatérales. Toutefois, elle reste préoccupée par le fait que les mesures prises par la Chine incluent toujours des produits alimentaires à faible risque visés à l'article 7 du Décret n° 248, ce qui crée des obstacles non nécessaires au commerce. Bien que la Corée enregistre les catégories de produits nouvellement ajoutées conformément aux prescriptions de la GACC, l'enregistrement prend un temps considérable. En outre, des établissements se voient opposer un refus sans explication, ce qui a des répercussions négatives sur le commerce. La Corée demande également à la Chine de revoir la norme d'enregistrement et d'envisager de la fonder sur les différents établissements de fabrication plutôt que sur les catégories de produits. Les prescriptions actuelles sont source d'inefficacité, par exemple avec l'obligation, pour les établissements, de déposer une demande pour chaque catégorie qu'ils souhaitent enregistrer et de présenter des données faisant double emploi, étant donné qu'ils sont tenus d'effectuer la demande d'enregistrement sur la base des catégories de produits. Si la Chine adopte la suggestion de la Corée, elle sera en mesure de traiter rapidement les demandes d'enregistrement. En outre, la Corée demande à la Chine d'utiliser les données examinées précédemment afin que les établissements enregistrés puissent être autorisés à exporter tous leurs produits. De plus, l'obligation faite aux établissements d'enregistrer des produits alimentaires clairement étiquetés comme échantillons gratuits, qui ne sont ni vendus ni consommés, est une mesure qui entrave la croissance mutuelle des branches de production coréenne et chinoise de produits alimentaires. De nombreux autres pays n'appliquent pas de telles mesures aux échantillons de produits et la Corée demande donc à la Chine d'assouplir la réglementation en la matière. Étant donné que les nouvelles mesures affecteraient considérablement le commerce bilatéral, la Corée souhaite demander à la Chine de répondre à sa déclaration.

3.183. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La révision des mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Grâce à la solide coopération établie avec les autorités chargées de la sécurité alimentaire de tous les Membres, plus de 80 000 producteurs étrangers de 165 économies ont été enregistrés en Chine, et 229 autorités compétentes étrangères de 130 économies ont rejoint le système CIPHER. La coopération des Membres a également permis de stabiliser progressivement la mise en œuvre de la disposition. Pour faciliter le respect des règlements, la GACC a successivement publié leur texte interprétatif ainsi que les lignes directrices,

les documents d'appui et les formulaires de demande d'enregistrement et a lancé le système d'information sur l'enregistrement pour les entreprises étrangères. Afin d'aider les autorités compétentes et les entreprises des Membres à mieux comprendre ces règlements, la GACC a organisé des séances d'information et de formation auxquels plus de 100 Membres ont participé. La semaine dernière encore, la GACC a publié une démonstration vidéo du fonctionnement du système CIFER sur son site Web officiel. Elle a également optimisé son système CIFER afin d'offrir une plus grande flexibilité pour résoudre les problèmes techniques particuliers rencontrés par les autorités compétentes et les entreprises.

3.184. Outre le renforcement de la supervision de la sécurité alimentaire, la mesure prend aussi pleinement en compte la facilitation des échanges. Le 29 septembre 2021, la GACC a envoyé une lettre à toutes les autorités chargées de la sécurité alimentaire des Membres, indiquant que 18 catégories de producteurs étrangers d'aliments importés exportant traditionnellement vers la Chine avant la mise en œuvre du Décret n° 248 pourraient être rapidement examinées et enregistrées dans le système CIFER et que ces entreprises devraient se connecter au système CIFER pour compléter les formulaires d'enregistrement au cours de la période de transition de 18 mois ou avant le 30 juin 2023. Il s'agit là d'une mesure de facilitation des échanges visant à garantir des activités commerciales sans heurt pour les producteurs étrangers d'aliments importés. Jusqu'ici, les autorités compétentes des Membres de l'OMC ont exhorté la plupart des producteurs concernés à fournir les renseignements supplémentaires demandés, mais nous comprenons que certains d'entre eux rencontrent des difficultés ou ont des raisons objectives les empêchant de fournir ces renseignements et les documents correspondant dans les temps. Dans ce cas, nous avons confirmé que leurs produits pouvaient continuer à être exportés vers la Chine normalement après le 30 juin 2023, même si nous souhaitons que les autorités compétentes puissent donner à la GACC des explications sur la situation à l'avance. Enfin, la Chine voudrait souligner que le renforcement des communications et des contacts entre la Chine et les Membres lorsque des problèmes d'interprétation se présentent contribue grandement à éliminer les malentendus et à aplanir les obstacles rencontrés pour l'enregistrement. Nous avons remarqué que les questions relatives à l'enregistrement soulevées ici avaient parfois été résolues par des canaux de communication bilatéraux. C'est pourquoi la Chine a organisé une session d'information le 19 juin 2023. Lors de cette session, elle a réitéré la légitimité et la transparence des règlements et expliqué que ceux-ci étaient fondés sur la science et l'évaluation des risques et facilitaient l'exportation de produits alimentaires vers la Chine. Elle a également partagé des renseignements sur la mise en œuvre du Décret n° 248 de la GACC, présenté les différents aspects du fonctionnement et de l'optimisation du système CIFER et donné des explications sur les questions communes posées par les Membres. Si les Membres ne comprennent toujours pas les règlements et le système d'enregistrement, ils sont invités à poser des questions à tout moment à la GACC, qui leur répondra sans tarder et leur fournira une assistance technique.

### **3.1.3.12 Pérou – Décret suprême n° 015-2019-SA modifiant le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (ID 618<sup>37</sup>)**

3.185. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica réitère sa préoccupation commerciale concernant le processus de mise en œuvre du projet de règlement établi au titre du Décret suprême n° 015-2019-SA, qui modifie le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA du Pérou. Le Costa Rica souhaite remercier le Pérou d'avoir prolongé le délai d'utilisation des étiquettes adhésives. Toutefois, comme il a été indiqué en de précédentes occasions, cette solution temporaire ne permet pas de remédier de façon efficace et définitive aux préoccupations de nos exportateurs exportant vers le marché péruvien. Le maintien temporaire de l'utilisation des étiquettes adhésives laisse nos exportateurs sans aucune certitude juridique ni clarté au sujet des règlements s'appliquant au commerce des produits alimentaires au Pérou. De l'avis du Costa Rica, il faut obtenir des progrès concernant une modification du règlement final, qui permettrait l'utilisation d'étiquettes autocollantes pour une période illimitée. Il s'agit d'une pratique qui est largement acceptée au niveau international, car ces étiquettes permettent d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que les étiquettes permanentes. Sur le plan des normes de référence internationales du Codex Alimentarius, les articles 8.1.1 et 8.2.1 de la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1-1985) permettent l'utilisation d'étiquettes supplémentaires ou adhésives, à condition qu'il soit garanti qu'elles ne se détacheront pas du récipient ou si la langue employée sur l'étiquette originale ne

<sup>37</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 618](#).

convient pas au consommateur à qui le produit est destiné. Compte tenu de ce qui précède, le Costa Rica prie les autorités péruviennes de bien vouloir envisager d'autoriser l'utilisation des étiquettes adhésives sur une base réciproque, étant donné que ces étiquettes peuvent être utilisées sur les produits alimentaires péruviens destinés à être commercialisés en Amérique centrale. Nous remercions les autorités péruviennes pour les renseignements qu'elles nous ont fournis en mars, par suite de quoi nous leur demandons de fournir des renseignements sur l'état d'avancement actuel de ce règlement, d'indiquer si elles comptent toujours interdire l'utilisation d'autocollants sur les étiquettes, et de communiquer le délai prévu pour l'entrée en vigueur du règlement.

3.186. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne (UE) tient à remercier le Pérou pour le dialogue mené jusqu'ici sur cette question, et pour l'octroi de prorogations permettant d'utiliser des autocollants pour se conformer aux prescriptions en matière d'étiquetage des produits alimentaires transformés importés. L'Union européenne relève cependant que la dernière prorogation en date expire le 30 juin 2023. L'UE aimerait de nouveau inviter instamment le Pérou à prévoir une possibilité permanente d'utiliser des autocollants sur les produits importés. Dans l'UE et la plupart des pays du monde, les autocollants sont autorisés pour les produits alimentaires, pour autant que les renseignements soient exacts et que les autocollants ne se détachent pas facilement. À cet égard, l'UE met aussi en exergue la récente décision du Tribunal péruvien pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle (INDECOPI), qui a déclaré que l'interdiction d'utiliser des étiquettes adhésives de forme octogonale pour les produits alimentaires transformés importés constituait un obstacle non tarifaire au commerce. Nous invitons une fois de plus le Pérou à travailler au niveau bilatéral avec l'UE sur cette question.

3.187. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie fait de nouveau part au Comité de cette préoccupation commerciale concernant l'utilisation d'autocollants comme messages d'avertissement. Dans le cadre de ce comité, il a été suggéré à de précédentes occasions que l'utilisation d'étiquettes adhésives était une pratique courante au niveau international, car elles permettent d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que les étiquettes permanentes. Nous saluons les discussions qui se sont tenues à différents niveaux et les prolongations de la période d'utilisation des étiquettes adhésives, et nous croyons savoir que le délai actuel expire le 30 juin 2023. Il est cependant essentiel de trouver une solution permanente pour apporter de la certitude juridique et de la clarté au sujet des règlements s'appliquant au commerce des produits alimentaires sur le marché péruvien. Il est donc dans notre intérêt, et certainement aussi celui d'autres pays, d'aller de l'avant au moyen d'un règlement autorisant l'utilisation d'étiquettes adhésives sans fixer de date d'expiration, ce qui permettrait d'éviter des obstacles au commerce non nécessaires.

3.188. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil regrette de devoir une nouvelle fois faire part de ses préoccupations au sujet des prescriptions en matière d'étiquetage figurant dans le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (notifié sous la cote [G/TBT/N/PER/97/Add.1](#)) et modifié par le Décret suprême n° 015-2019-SA (non notifié). L'utilisation d'autocollants est une pratique largement répandue au niveau international, car elle n'entrave pas la communication de renseignements fiables aux consommateurs. L'article 8.1.1 et 8.1.2 de la norme du Codex relative aux produits préemballés (CODEX STAN 1-1985) prévoient expressément la possibilité d'utiliser des étiquettes ou autocollants supplémentaires, à condition qu'ils soient fixés sur l'emballage et si la langue de l'étiquette originale n'est pas nécessairement celle du consommateur à qui le produit est destiné. Le Brésil adhère à l'action menée par le Pérou en vue de garantir les normes sanitaires les plus élevées par l'adoption d'une réglementation technique qui contribue à une meilleure information des consommateurs. Malgré les préoccupations légitimes du Pérou au sujet des pratiques de nature à induire en erreur, les progrès réalisés en matière de technologie d'étiquetage permettent d'apposer les étiquettes de façon sûre. Nous prenons acte du fait que, selon le Décret suprême n° 022-2022-SA, l'entrée en vigueur de l'interdiction des autocollants a été reportée au 30 juin 2023. Toutefois, le Brésil serait reconnaissant au Pérou de bien vouloir aligner de manière permanente ses prescriptions en matière d'étiquetage sur les normes internationales actuelles établies dans le cadre du Codex et de lever l'interdiction des autocollants pour les produits visés par le Manuel sur les messages d'avertissement. Le Brésil considère qu'un tel report est une solution provisoire et continuera de soulever cette PCS jusqu'à ce que le Pérou supprime définitivement ses lourdes prescriptions relatives à l'étiquetage des produits alimentaires.

3.189. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Les préoccupations et points de vue du Paraguay concernant cette mesure demeurent inchangés. Nous demandons donc que l'intégralité de la déclaration que nous avons faite à la réunion précédente soit consignée dans le compte rendu de la réunion, et je me contenterai de réitérer les questions posées et observations récemment formulées. Compte tenu de l'expiration imminente de la période de prorogation temporaire, quand le Pérou pense-t-il voir s'achever l'évaluation de son Ministère de la santé concernant l'utilisation de ce type d'étiquettes adhésives supplémentaires? Le Pérou peut-il indiquer le mandat de l'étude entreprise et la méthode utilisée? Nous aimerions également comprendre la portée de la décision rendue par le Tribunal de l'Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle (INDECOPI), évoquée par l'Union européenne.

3.190. *Déclaration faite à la réunion de mars 2023, dans son intégralité.*<sup>38</sup> Nous remercions le Brésil, le Costa Rica, la Colombie et l'Union européenne d'avoir fait inscrire cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour et demandons qu'il soit pris acte de l'appui du Paraguay. Comme indiqué lors des précédentes réunions, le Paraguay approuve l'objectif de protection de la santé publique visé par le Pérou et considère que la fourniture de renseignements aux consommateurs au moyen de l'étiquetage constitue une stratégie appropriée. Néanmoins, nous partageons et appuyons les préoccupations exprimées par d'autres Membres au sujet du délai fixé pour l'utilisation des étiquettes supplémentaires. Il convient de noter que l'utilisation d'étiquettes de ce type est largement acceptée au niveau international, ces étiquettes permettant d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que les étiquettes permanentes. Leur non-acceptation est donc plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif légitime. Nous regrettons qu'une fois de plus, le Pérou ait décidé de ne prolonger que temporairement, jusqu'au 30 juin de cette année, sa législation autorisant l'utilisation d'étiquettes supplémentaires, ce qui constitue la quatrième prolongation temporaire. Nous réaffirmons donc que les prolongations temporaires n'offrent pas aux exportateurs la certitude juridique dont ils ont besoin. En conséquence, nous demandons au Pérou d'autoriser l'utilisation de ce type d'étiquettes adhésives pour une durée indéfinie et de garder à l'esprit les dispositions de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Compte tenu de la nouvelle évaluation du Ministère de la santé du Pérou concernant l'utilisation de ce type d'étiquettes adhésives, quand le Pérou pense-t-il qu'elle sera achevée? Le Pérou peut-il indiquer le mandat de l'étude entreprise et la méthode utilisée?

3.191. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili souhaite remercier les délégations du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica et de l'Union européenne d'avoir inscrit cette préoccupation commerciale spécifique à l'ordre du jour. Notre délégation reconnaît que l'étiquetage nutritionnel est une politique fondée sur des considérations sanitaires et sur l'information des consommateurs, et elle remercie le Pérou d'avoir prorogé l'acceptation des étiquettes adhésives sur l'emballage des produits alimentaires. Nous prions instamment l'autorité de réglementation du Pérou d'autoriser à titre permanent l'utilisation d'étiquettes adhésives sur l'emballage des produits alimentaires et, ainsi, d'éviter de créer un obstacle technique non nécessaire au commerce.

3.192. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Comme il a été indiqué en de précédentes occasions, nous reconnaissons au Pérou le droit de protéger la santé et la vie des consommateurs, tout en informant le public sur le contenu des aliments. Le Décret suprême n° 022-2022-SA, publié le 31 décembre 2022 dans l'édition spéciale du Journal officiel *El Peruano*, a prolongé jusqu'au 30 juin 2023 le délai pour l'utilisation d'étiquettes adhésives comportant des messages d'avertissement sur les produits importés, comme le prévoit le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé par le Décret suprême n° 012-2018-SA, dans le cadre de la Loi n° 30021 sur la promotion d'une alimentation saine chez les enfants et les adolescents, et ses règlements d'application approuvés par le Décret suprême n° 017-2017-SA. Nous remercions le Pérou de l'attention qu'il a prêtée à la question des étiquettes adhésives, mais nous sommes préoccupés par le fait que le délai d'utilisation de ces étiquettes expire dans 10 jours. En conséquence, nous demandons au Pérou de réexaminer la mesure, que nous tenons pour un obstacle non tarifaire au commerce car il existe d'autres solutions moins restrictives, comme l'utilisation d'étiquettes supplémentaires qui doivent refléter fidèlement les renseignements figurant sur l'étiquette originale, conformément à ce qui est établi par le Codex Alimentarius dans la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985). L'échéance du délai se rapprochant, nous demandons que ce dernier soit prolongé et que la possibilité d'utiliser des

---

<sup>38</sup> [G/TBT/M/89](#), paragraphe 2.213.

étiquettes adhésives soit autorisée pour une durée indéterminée. Nous réitérons les déclarations que nous avons faites aux précédentes réunions du Comité.

3.193. En réponse, le représentant du Pérou a communiqué la déclaration suivante. Comme nous l'avons indiqué à de précédentes occasions, le Pérou s'engage à atteindre ses objectifs consistant à protéger la santé de ses citoyens et des groupes les plus vulnérables tels que les enfants et les adolescents. Il s'efforce donc de veiller à ce que les renseignements contenus dans le Manuel sur les messages d'avertissement parviennent aux consommateurs de manière claire et efficace, afin qu'ils puissent faire des choix éclairés. S'agissant des préoccupations soulevées par certains Membres, j'aimerais souligner que le Pérou est en train de mettre au point les dispositions appropriées et qu'il espère, en temps voulu, trouver une solution définitive qui réponde de façon satisfaisante aux demandes faites par les autres pays, considérant que les étiquettes adhésives ne pourront pas être utilisées après le 30 juin. Enfin, nous aimerions répéter que le Pérou souhaite honorer ses engagements dans le cadre de l'OMC et réaffirme donc sa détermination à ne pas élaborer, adopter ou appliquer des règlements techniques susceptibles de créer des obstacles non nécessaires au commerce international.

**3.1.3.13 Inde – Ordonnances sur le contrôle de la qualité de substances chimiques et pétrochimiques,**

[G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/121](#), [G/TBT/N/IND/122](#),  
[G/TBT/N/IND/123](#), [G/TBT/N/IND/124](#), [G/TBT/N/IND/125](#), [G/TBT/N/IND/126](#),  
[G/TBT/N/IND/127](#), [G/TBT/N/IND/128](#), [G/TBT/N/IND/129](#), [G/TBT/N/IND/130](#),  
[G/TBT/N/IND/132](#), [G/TBT/N/IND/133](#), [G/TBT/N/IND/134](#), [G/TBT/N/IND/135](#),  
[G/TBT/N/IND/136](#), [G/TBT/N/IND/137](#), [G/TBT/N/IND/138](#), [G/TBT/N/IND/139](#),  
[G/TBT/N/IND/140](#), [G/TBT/N/IND/141](#), [G/TBT/N/IND/142](#), [G/TBT/N/IND/144](#),  
[G/TBT/N/IND/150](#), [G/TBT/N/IND/151](#), [G/TBT/N/IND/152](#), [G/TBT/N/IND/153](#),  
[G/TBT/N/IND/154](#), [G/TBT/N/IND/175](#), [G/TBT/N/IND/176](#), [G/TBT/N/IND/177](#),  
[G/TBT/N/IND/186](#), [G/TBT/N/IND/187](#), [G/TBT/N/IND/191](#), [G/TBT/N/IND/193](#),  
[G/TBT/N/IND/199](#), [G/TBT/N/IND/201](#), [G/TBT/N/IND/202](#), [G/TBT/N/IND/203](#),  
[G/TBT/N/IND/204](#), [G/TBT/N/IND/205](#), [G/TBT/N/IND/206](#), [G/TBT/N/IND/208](#);  
[G/TBT/W/774 \(ID 630<sup>39</sup>\)](#)

3.194. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à faire part de nouveau de ses préoccupations concernant l'ordonnance du Ministère indien des produits chimiques et des engrais sur l'anhydride phtalique, l'acrylate de n-butyle et l'acide téréphtalique, qui a été notifiée dans les documents [G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/123](#) et [G/TBT/N/IND/124](#). Nous comprenons parfaitement que la mise en œuvre par l'Inde des ordonnances de contrôle de la qualité (OCQ) vise à garantir la qualité des produits fabriqués en Inde et leur innocuité pour les consommateurs. Toutefois, la mise en œuvre des OCQ par l'Inde doit encore être mise en conformité avec l'Accord OTC de l'OMC, compte tenu notamment de leur incidence sur le commerce international et des contraintes non nécessaires imposées à la branche de production. De plus, dans le cadre du système des OCQ, des agents du Bureau indien de normalisation (BIS) doivent être désignés pour effectuer des inspections d'usines sur place et prélever des échantillons. Nos fabricants ont à plusieurs reprises exprimé leurs préoccupations quant au manque de personnel et de ressources du BIS, qui a entraîné des retards inattendus dans des inspections d'usine sur place précédemment programmées, ce qui a engendré une perturbation des opérations commerciales et porté atteinte aux droits et intérêts de nos entreprises.

3.195. Nos prescriptions en matière de quarantaine ont été levées en octobre de l'année dernière pour tous les visiteurs internationaux. En ce qui concerne les demandes de nos fabricants, nous remercions la partie indienne d'avoir repris ses inspections d'usines sur place. Il n'en reste pas moins que le processus de certification continuera de prendre beaucoup de temps; nous espérons que la partie indienne pourra accélérer le processus d'examen nécessaire à la délivrance des certificats et envisager de reporter les dates de mise en œuvre. Ce faisant, nous pensons que les entreprises indiennes profiteront également de la compétitivité de leurs produits sur le marché international en ayant un accès rapide à des matières premières et à des produits semi-finis nécessaires de qualité en provenance de nos entreprises.

3.196. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous croyons comprendre que, en mars 2023, le Département indien des produits chimiques et pétrochimiques

<sup>39</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 630](#).



(DCPC) s'est réuni avec plusieurs parties prenantes de la branche de production pour discuter de l'éventuelle adoption de normes de contrôle de la qualité obligatoires spécifiques à l'Inde visant 76 produits chimiques, dont beaucoup diffèrent de ceux qui figuraient dans l'avis de convocation à la réunion d'octobre 2019. L'Inde peut-elle donner des précisions sur le fondement, les critères et la justification sur lesquels repose le degré de priorité accordé à ces 76 produits chimiques? L'Inde a-t-elle l'intention de tenir des consultations publiques sur ce degré de priorité? La branche de production des États-Unis a indiqué que, pour certaines substances telles que le tétrachlorure de carbone, le chloroforme, l'acétate de n-butyle et le perchloroéthylène, les normes actuelles du Bureau indien de normalisation (BIS) n'étaient pas conformes aux normes internationales applicables et ne prévoyaient pas de méthodes d'essai plus récentes et plus précises. L'Inde peut-elle expliquer ce qui justifie l'obligation de mise en conformité avec les normes établies par le BIS pour ces substances, par opposition avec l'encouragement d'une mise en conformité volontaire, la reconnaissance d'autres normes internationales, ou l'inclusion de renvois aux normes internationales dans les normes du BIS?

3.197. Nous croyons en outre comprendre, d'après ce qu'indique la branche de production des États-Unis, qu'une période de transition raisonnable, courant jusqu'à environ 5 ans après l'adoption définitive de tout règlement technique afférent aux 76 produits chimiques désignés, est nécessaire pour que les fabricants adaptent leurs produits ou leurs méthodes de production. L'Inde peut-elle indiquer plus clairement sous quels délais ces règlements techniques seront probablement mis en œuvre? Nous demandons également à l'Inde de notifier tout règlement technique ou règlement d'application au Comité OTC de l'OMC, de ménager un délai d'au moins 60 jours pour la présentation d'observations par les parties prenantes, et de tenir compte des observations formulées avant d'établir la version définitive de la ou des mesure(s). Nous saluons enfin la prorogation de six mois que l'Inde a dernièrement accordée, en mars 2023, pour l'application de l'Ordonnance sur le contrôle de la qualité du polyéthylène pour moulage et extrusion (OCQ sur le polyéthylène). Même si nous accueillons cette récente prorogation avec intérêt, nous demandons de nouveau à l'Inde de prolonger le délai d'application jusqu'en avril 2024. Les États-Unis renvoient à leurs précédentes interventions à ce sujet, y compris aux préoccupations soulevées lors de la réunion du Comité OTC de l'OMC de mars 2023.

3.198. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite soutenir les délégations des États-Unis, du Taipei chinois, de l'Indonésie et du Canada. L'UE continue de prendre systématiquement note de toutes les notifications OTC de l'Inde concernant les ordonnances de contrôle de la qualité pour les substances chimiques et pétrochimiques. Comme cela a déjà été dit dans ce comité, certaines de ces notifications ne comportent pas de date d'entrée en vigueur déterminée. L'UE réitère une nouvelle fois la demande qu'elle a faite à l'Inde de fournir des renseignements précis concernant le calendrier prévu pour l'adoption de ces mesures ainsi que de fournir une liste actualisée des substances chimiques et pétrochimiques pour lesquelles des mesures ont déjà été mises en œuvre et de celles pour lesquelles cela n'a pas encore été le cas, ainsi que les copies des ordonnances correspondantes. L'Union européenne rappelle la demande qu'elle a faite à l'Inde de préciser les raisons pour lesquelles elle établit des ordonnances de contrôle de la qualité spécifiques à l'Inde et des normes qui lui sont propres alors que les produits chimiques et pétrochimiques visés sont déjà conformes aux normes internationalement reconnues. Conformément à l'Accord OTC, les normes sont considérées comme facultatives et, lorsqu'elles sont obligatoires, il s'agit de règlements techniques. Aux termes de l'article 2.2 de l'Accord OTC, les Membres doivent faire en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. L'UE voudrait également encourager l'Inde à aligner les normes du BIS sur des approches et des meilleures pratiques bien établies et reconnues au niveau international.

3.199. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Lors de précédentes réunions du Comité, le Canada et d'autres Membres ont soulevé des préoccupations concernant l'approche adoptée par l'Inde pour rendre obligatoire l'utilisation de normes indiennes pour la réglementation d'une série de substances chimiques. Le Canada demeure toujours d'avis que le processus de notification suivi par l'Inde pour informer les parties intéressées de ses "ordonnances sur le contrôle de la qualité" (OCQ) est problématique et qu'un certain nombre de problèmes systémiques persistent en ce qui concerne le cadre de ces ordonnances dans de nombreux secteurs. On dénombre actuellement 40 notifications de l'Inde consacrées aux OCQ des substances chimiques et pétrochimiques, dont la plupart manquent de clarté et de transparence au niveau des renseignements de fond et du calendrier de mise en œuvre. Une telle manière d'envisager les

notifications, de l'avis du Canada, va à l'encontre de l'esprit des dispositions de l'Accord OTC relatives à la transparence. À la réunion du Comité de novembre 2022, le Canada s'est associé aux auteurs du document de séance [G/TBT/W/774](#), qui sert à mettre en évidence des préoccupations essentielles concernant le cadre des OCQ de l'Inde et l'approche que le pays suit à cet égard. L'Inde a indiqué que le document de séance était en cours d'examen par les autorités de la capitale. Alors que le Canada espérait voir l'Inde répondre à certaines de ces préoccupations à la réunion du Comité de mars, nous avons été déçus de constater qu'elle a renvoyé aux questions soulevées dans le document [G/TBT/W/774](#); au lieu de cela, l'Inde a fourni une réponse très brève centrée sur le fait que le BIS effectuait des inspections matérielles dans les cas où les conditions le permettaient. Le Canada espère que l'Inde commencera à dialoguer de manière constructive, au sein de ce comité, sur les questions soulevées par de nombreux Membres au sujet du cadre de ses OCQ, et qu'elle s'attachera à faire en sorte que la mise en œuvre des ordonnances soit conforme à ses obligations concernant les obstacles techniques au commerce dans le cadre de l'OMC.

3.200. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Madame la Présidente, nous souhaitons réitérer nos observations sur cette question. Le Bureau indien de normalisation (BIS) effectue les inspections matérielles correspondant aux demandes reçues de fabricants étrangers lorsque le pays à visiter facilite la venue d'agents du BIS entièrement vaccinés, sans qu'aucune quarantaine ne soit exigée. Le processus d'élaboration des normes du BIS est conforme aux meilleures pratiques acceptées au niveau international qui sont fondées sur les principes fondamentaux d'ouverture, de transparence, d'impartialité et de consensus. Un volet entier du processus d'élaboration des normes indiennes consiste à analyser la pertinence des normes internationales existantes (même autres que les normes ISO/CEI) au regard de la situation indienne, conformément au Code de pratique de l'Accord OTC de l'OMC et en tant que politique. Le BIS s'efforce toujours d'aligner les normes indiennes sur les normes internationales de l'ISO et de la CEI, lorsqu'elles sont disponibles et dans la mesure du possible, en gardant à l'esprit les conditions climatiques/environnementales spécifiques et le développement technologique dans le pays. Environ 88% des normes indiennes, pour lesquelles il existe des normes ISO ou CEI correspondantes, sont harmonisées avec leurs équivalents ISO/CEI.

**3.1.3.14 Indonésie – Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 – Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois), [G/TBT/N/IDN/152](#) (ID 724<sup>40</sup>)**

3.201. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent gravement préoccupés par le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 de l'Indonésie, qui est le Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (GR28/2021). Nous remercions l'Indonésie pour la réponse que nous avons reçu ce mardi, mais malheureusement, bon nombre de nos préoccupations de longue date restent sans réponse et ne sont pas traitées dans cette réponse récente. Nous ferons un point plus détaillé par écrit, et demandons à l'Indonésie d'essayer de dialoguer avec les Membres pour remédier de manière effective aux préoccupations exprimées par écrit et au sein de ce comité. Il est notamment indiqué dans la réponse de l'Indonésie qu'elle demeure résolue à respecter le principe de transparence énoncé dans l'Accord OTC de l'OMC. Toutefois, le pays n'a pas ménagé aux Membres la possibilité de formuler des observations sur un projet de mesure, étant donné qu'il a notifié un règlement d'application du Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 sous la cote [G/TBT/N/IDN/152](#) en janvier 2023, alors que sa signature et son entrée en vigueur sont intervenues en novembre 2022. Par ailleurs, l'Indonésie n'a pas encore expliqué quelles dispositions elle avait prises pour tenir compte des observations des Membres, eu notamment égard au fait que la période de présentation des observations a été prévue après l'entrée en vigueur de la mesure.

3.202. En outre, nous demandons de nouveau à l'Indonésie de bien vouloir justifier la prescription selon laquelle les essais d'évaluation de la conformité doivent être effectués par des fonctionnaires indonésiens résidant en Indonésie. Comment ces prescriptions sont-elles liées à la capacité de mener des évaluations de la conformité? Pourquoi l'Indonésie n'autorise-t-elle pas les inspections d'usines à distance, sachant que les restrictions de voyage et les perturbations peuvent empêcher les inspections sur place? Nous renvoyons une fois encore l'Indonésie à nos déclarations antérieures de novembre 2021, de mars, juillet et novembre 2022, ainsi que de mars 2023. Sans les répéter, les

---

<sup>40</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 724](#).

États-Unis demandent à l'Indonésie de fournir une réponse qui traite expressément des préoccupations soulevées par les Membres.

3.203. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne reste grandement préoccupée par le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 et les nouvelles prescriptions en matière de certification relative aux normes nationales indonésiennes (SNI). Ce règlement est l'un des règlements d'application de la Loi générale sur la création d'emplois (Loi n° 11 de 2020). Le Règlement gouvernemental n° 28/2021 vise à accroître la compétitivité de la branche de production nationale indonésienne et énonce principalement des mesures relatives aux matières premières. Il établit également de nouvelles prescriptions en ce qui concerne les organismes de certification des produits. Celles-ci affectent en principe tous les produits soumis à la certification SNI, ce qui rend très complexe l'exportation vers l'Indonésie. À cela s'ajoute qu'en raison de l'absence d'orientations, la situation ne s'améliore pas. Certains secteurs sont particulièrement concernés (tel que ceux des jouets, des pneumatiques et des machines). La branche de production européenne indique toujours que différentes prescriptions de cette mesure continuent de représenter un obstacle non nécessaire au commerce. L'Union européenne souhaite renvoyer aux déclarations qu'elle a précédemment faites à de récentes réunions du Comité OTC et fait observer que la majorité des questions qui y sont soulevées restent sans réponse. L'Union européenne invite l'Indonésie à répondre aux préoccupations qu'elle a soulevées précédemment et, en particulier, à s'assurer que les organismes d'évaluation de la conformité poursuivent le processus de certification pour les produits étrangers. L'UE reste disposée à discuter de cette question au niveau bilatéral.

3.204. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Une fois de plus, le Canada réitère les points suivants qu'il a formulés lors de précédentes réunions du Comité, expressément énoncés dans la déclaration qu'il a faite à la réunion du Comité OTC de juillet 2022, laquelle est reproduite aux paragraphes 2.402 à 2.404 du document [G/TBT/M/87](#), et auxquels nous faisons de nouveau référence aujourd'hui pour qu'ils soient inscrits au compte rendu: les parties prenantes de la branche de production canadienne avaient indiqué que les différentes prescriptions de cette mesure demeuraient inchangées et continuaient donc de représenter un obstacle non nécessaire au commerce. Aux réunions du Comité OTC de novembre 2022 et mars 2023, l'Indonésie s'était engagée à répondre aux préoccupations des Membres au moyen d'une lettre écrite officielle qui serait envoyée à nos points d'information respectifs. Le Canada remercie l'Indonésie de la réponse à sa lettre d'observation reçue le 20 juin, réponse qu'il est en train d'examiner, et saisit aussi cette occasion pour réitérer ce qui suit: les préoccupations concernant des dispositions importantes relatives à la reconnaissance des résultats de l'évaluation de la conformité et la nécessité de parvenir à un accord de reconnaissance mutuelle entre les pays dans le domaine des règlements techniques, conformément aux dispositions réglementaires de la législation; ainsi que les demandes visant à ce que l'Indonésie explique pourquoi elle n'a pas ménagé un délai raisonnable pour permettre aux autres Membres de présenter leurs observations par écrit, discuter de ces observations si demande lui en était faite et tenir compte de ces observations écrites et des résultats de ces discussions, conformément aux articles 2.9.2 et 5.6.4 de l'Accord OTC, ainsi qu'un délai raisonnable entre la publication du règlement technique et son entrée en vigueur, conformément aux articles 2.12 et 5.9 de l'Accord OTC.

3.205. En réponse, le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie remercie les États-Unis, l'Union européenne et le Canada de l'intérêt qu'ils continuent de porter au Règlement gouvernemental n° 28 de 2021. L'Indonésie souhaite rappeler que le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 vise à clarifier et à compléter les prescriptions précédentes énoncées dans le Règlement gouvernemental (PP) n° 2 de 2017 sur le développement des installations et des infrastructures industrielles. Le règlement d'application relatif à la mise en œuvre obligatoire de la norme nationale indonésienne pour certains produits sera établi par d'autres règlements du Ministère de l'industrie. Nous continuerons de nous attacher à respecter le principe de transparence énoncé dans l'Accord OTC de l'OMC en notifiant les règlements techniques pertinents. À ce jour, l'Indonésie a notifié le Règlement du Ministère de l'industrie n° 45 de 2022 relatif à la normalisation industrielle au moyen du document [G/TBT/N/IDN/152](#) ainsi que plusieurs règlements tels que i) le Projet de décret du Ministère de l'industrie concernant la mise en œuvre obligatoire de la norme nationale indonésienne pour les matières plastiques à l'état brut ([G/TBT/N/IDN/151](#)); et ii) le Projet de décret du Ministère de l'industrie concernant la mise en œuvre obligatoire de la norme nationale indonésienne pour les extincteurs portatifs ([G/TBT/N/IDN/150](#)), à titre de Règlement d'application n° 28 de 2021.

3.206. Le processus de certification concernant les règlements techniques fondés sur la norme nationale indonésienne dans le secteur industriel obéit aux dispositions du règlement ministériel applicable. Toutes les dispositions relatives à la norme et aux systèmes d'évaluation de la conformité s'appliquent de la même manière aux fabricants nationaux et aux fabricants étrangers. Le Règlement du Ministère de l'industrie n° 45 de 2022 renferme des procédures concernant notamment la manière dont le Ministre de l'industrie évaluera l'organisme d'évaluation de la conformité sur la base du Règlement gouvernemental n° 28 de 2021, qui stipule que: les procédures d'évaluation de la conformité sont menées à bien par un organisme d'évaluation de la conformité accrédité par l'Organisme national d'accréditation de l'Indonésie (KAN) et nommé par le Ministre de l'industrie. Le Règlement du Ministère de l'industrie n° 45 de 2022 établit également que les procédures d'évaluation de la conformité doivent continuer à être mises en œuvre conformément au règlement précédent jusqu'à ce qu'il soit amendé. L'Indonésie accepte les résultats d'essais de laboratoires d'essais étrangers lorsque ceux-ci sont accrédités dans le cadre d'accords de reconnaissance mutuelle et qu'il existe des accords de réglementation technique entre l'Indonésie et ses pays partenaires.

**3.1.3.15 Union européenne – Projet de règlement de la Commission modifiant les annexes II et V du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiaméthoxame présents dans ou sur certains produits, [G/TBT/N/EU/908 \(ID 763<sup>41</sup>\)](#)**

3.207. La délégation du Kenya a fait la déclaration suivante. Le Kenya réitère les déclarations qu'il a déjà faites sur cette préoccupation commerciale spécifique. Le Kenya a soulevé cette question en tant que préoccupation commerciale spécifique lors d'une réunion antérieure du Comité OTC et reste préoccupé à cet égard. Il prend note de la réponse que l'UE a donnée à la réunion du Comité OTC de mars 2023. Compte tenu de cette réponse, il attend avec intérêt les renseignements complémentaires que l'UE pourrait avoir sur cette question. Il souhaite exprimer sa préoccupation quant au fait que les mesures ont été adoptées en dépit des préoccupations soulevées par les Membres.

3.208. La délégation de l'Australie a fait la déclaration suivante. L'Australie réitère ses préoccupations concernant les modifications au règlement n° 396/2005 découlant du règlement n° 2023/334 de la Commission en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiaméthoxame présents dans ou sur certains produits. Les modifications tiennent compte des incidences environnementales dans les pays exportateurs lors de l'établissement des limites maximales de résidus (LMR) et de l'évaluation des demandes de tolérances à l'importation. L'Australie reconnaît le droit des Membres de l'OMC de réglementer les importations agricoles de manière à protéger la santé des personnes et des animaux ainsi que l'environnement, et à préserver les végétaux. Toutefois, les Membres sont également liés par les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui est de réaliser des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques et de veiller à ce que les mesures prises ne soient pas plus restrictives que nécessaire pour le commerce. L'Australie n'est pas favorable à l'utilisation des LMR concernant les produits importés qui vise à atteindre des objectifs environnementaux en dehors des frontières de l'UE. Cette approche extraterritoriale a une incidence sur la capacité des pays tiers de mettre en œuvre des politiques environnementales compatibles avec leur situation environnementale unique.

3.209. Les autorités nationales des pays tiers sont les mieux placées pour faire en sorte que l'application des pesticides soit réalisée d'une manière responsable et durable dans chaque pays, et en fonction des conditions environnementales qui sont propres à celui-ci. L'Australie est préoccupée par les insuffisances des évaluations des risques effectuées en 2018 par l'Autorité européenne de sécurité des aliments, citées par l'UE dans le projet de règlement. Ces études ont été utilisées pour corroborer un lien entre l'abaissement des LMR à la limite de détermination et la santé des pollinisateurs. Nous demandons à l'UE de fournir des données scientifiques solides à l'appui de cette conclusion. L'Australie demande également à l'UE de fournir des renseignements sur la santé des pollinisateurs dans tous les pays commerçants où les nouvelles LMR sont susceptibles de s'appliquer. L'UE souhaitera peut-être envisager d'appliquer les nouvelles LMR uniquement aux pays pour lesquels elle dispose d'éléments de preuve solides à l'appui de son objectif de politique générale. Nous attendons avec intérêt de poursuivre le dialogue avec l'UE sur ce sujet important.

---

<sup>41</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 763](#).

3.210. La délégation des États-Unis a fait la déclaration suivante. Les États-Unis expriment une nouvelle fois leur profonde préoccupation au sujet du règlement de l'Union européenne (règlement n° 2023/334 de la Commission) concernant la réduction des limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiaméthoxame, notifié au Comité OTC sous la cote [G/TBT/N/EU/908](#) le 6 juin 2022. Les États-Unis sont préoccupés quant au fait que cette mesure ne présente pas de justification technique suffisante pour réaliser son objectif environnemental, conteste le savoir-faire des autorités nationales compétentes, compromet les bonnes pratiques agricoles et crée un dangereux précédent d'utilisation non justifiée d'un paramètre de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour atteindre de prétendus objectifs environnementaux. Compte tenu de l'importance cruciale de ces pesticides pour les récoltes que les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC exportent vers l'Union européenne, nous craignons que l'abaissement de ces LMR à la limite de détermination ne constitue un obstacle important au commerce.

3.211. Les États-Unis appellent l'attention sur le fait que les efforts qu'ils déploient pour protéger les abeilles et autres pollinisateurs sur leur territoire sont bien établis, et ils apprécieraient d'avoir la possibilité de faire part de renseignements sur leur recherches et initiatives concernant les pollinisateurs. Comme l'Union européenne l'a déjà reconnu, les défis environnementaux mondiaux ne peuvent pas être atteints par des approches normatives et uniques étroitement adaptées aux conditions d'un pays ou d'une région. Une fois encore, les États-Unis demandent instamment à l'UE d'appliquer une approche collaborative de la protection des pollinisateurs, en tirant parti des enceintes internationales appropriées pour promouvoir une meilleure compréhension commune de ce défi mondial. Nous rappelons à l'UE que les considérations environnementales n'entrent pas dans le cadre du processus d'évaluation du Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) pour l'établissement des LMR, et nous sommes déçus et consternés par la décision de l'UE d'utiliser les LMR de pesticides comme un outil de gestion de la sécurité environnementale. Les États-Unis demandent instamment à l'UE de ne pas utiliser les LMR à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées, à savoir la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les États-Unis rappellent que, dans le cadre de son examen des LMR le plus récent, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a examiné les LMR de clothianidine et de thiaméthoxame et a recommandé des LMR qui présentaient une innocuité pour les consommateurs.

3.212. Les États-Unis renouvellent leurs préoccupations antérieures au sujet des évaluations des risques réalisées par l'EFSA en 2018 et notent qu'il importe de mener à bien, dans leur intégralité, des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques avant de réduire ou de retirer les LMR en vigueur. Nous demandons respectueusement à l'UE de fournir les renseignements scientifiques et techniques évalués par l'EFSA qui permettent de démontrer en quoi l'abaissement de ces LMR à la limite de détermination pour les produits fabriqués en dehors de l'UE protège les pollinisateurs, y compris les abeilles. Faute de consensus mondial sur les facteurs qui affectent négativement la santé des pollinisateurs, y compris celle des abeilles, et en l'absence de renseignements scientifiques ou techniques indiquant comment l'abaissement des LMR à la limite de détermination pour les produits fabriqués en dehors de l'UE contribue à l'objectif de protection des pollinisateurs, y compris des abeilles, les États-Unis demandent à l'UE de s'abstenir de toute nouvelle tentative d'obtenir des résultats environnementaux au niveau mondial par le biais des LMR de pesticides et de rétablir les LMR antérieures pour la clothianidine et le thiaméthoxame.

3.213. La délégation de l'Indonésie a fait la déclaration suivante. L'Indonésie souhaite une fois de plus rappeler que le projet de règlement de la Commission en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiaméthoxame, notifié sous la cote [G/TBT/N/EU/908](#) et qui modifie le Règlement (CE) n° 396/2005, aura un impact sérieux sur les agriculteurs des pays en développement produisant des produits exportés vers l'Union européenne, car il empêchera les agriculteurs d'utiliser certaines technologies utiles pour produire des denrées agricoles de manière économique. Les limites maximales de résidus (LMR) sont liées aux normes de sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la protection des consommateurs. L'imposition de LMR pour protéger l'environnement s'écarte de l'objet des LMR elles-mêmes. L'abaissement de la LMR applicable à l'ingrédient actif des néonicotinoïdes dans le but de résoudre un problème environnemental mondial, à savoir le déclin de pollinisateurs dans le monde, ne fournit pas, de l'avis de l'Indonésie, un fondement juridique solide pour prendre des mesures qui réglementent et affectent l'utilisation de produits phytopharmaceutiques homologués en dehors du territoire et de la juridiction de l'Union. Il paraît donc aller à l'encontre de la compétence et de l'autorité d'autres États souverains, entraînant l'application extraterritoriale de la législation de l'Union européenne, ce qui risque d'être incompatible avec les traités et les accords internationaux auxquels l'Union et ses États membres



sont parties, et avec les engagements qu'ils ont pris, en particulier dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

3.214. Le déclin des pollinisateurs est multifactoriel et ne peut être associé exclusivement à l'utilisation de pesticides, et en particulier à une seule classe de pesticides. L'Indonésie est fermement attachée à la protection des pollinisateurs et de l'environnement. Des études sur les évolutions scientifiques récentes concernant les pollinisateurs ont permis de conclure que le risque lié aux ingrédients de la classe des néonicotinoïdes pour les abeilles et d'autres invertébrés est acceptable dans les juridictions à l'examen, c'est pourquoi les autorités réglementaires de plus de 80 pays continuent d'utiliser et d'homologuer les principes actifs de cette classe. Ce constat est également étayé par les données de la plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)<sup>42</sup>, qui confirment qu'un unique facteur ne peut pas à lui seul expliquer le mode de déclin des colonies d'abeilles observé dans certains pays, alors que celles-ci se développent dans d'autres pays. Les auteurs du rapport de l'IPBES ont même été contestés par des ONG qui soulignent l'absence de lien probant entre l'utilisation de certains pesticides et le déclin des abeilles sauvages. En outre, une tendance positive a également été signalée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui montrent une augmentation notable des colonies d'abeilles mellifères dans les principaux pays agricoles entre 2012 et 2019, y compris ceux où les deux substances en question sont homologuées et utilisées.<sup>43</sup>

3.215. Chaque pays, y compris l'Indonésie, a des objectifs et des difficultés uniques en matière d'agriculture durable. Outre les problèmes liés au climat, l'agriculture de notre pays est soumise à une forte pression des ravageurs et des maladies en raison de la combinaison de la chaleur, de l'humidité et de la pression des organismes nuisibles aux plantes provenant de divers ravageurs, maladies et plantes adventices. Afin de surmonter ces problèmes, des méthodes, outils et technologies divers sont nécessaires pour permettre à l'agriculture de répondre de manière durable aux besoins croissants de la planète en matière de produits alimentaires et d'aliments pour animaux. Par conséquent, conformément aux réglementations mises en œuvre par le gouvernement, nous continuons à promouvoir des pratiques agricoles et des systèmes alimentaires plus durables et de meilleure qualité en mettant l'accent sur la combinaison des meilleures méthodes et techniques pour parvenir à une production adéquate et plus durable. Les décisions réglementaires relatives à la protection des pollinisateurs devraient donc tenir compte du caractère unique de l'écologie et du paysage agricole de chaque pays et être évaluées par les autorités réglementaires de chaque pays sur la base d'une approche scientifique. L'Indonésie comprend que ce projet de règlement n'oblige pas les pays tiers à interdire l'utilisation de la clothianidine et du thiaméthoxame sur leurs territoires respectifs et que l'objectif est que les produits alimentaires et les aliments pour animaux consommés dans l'UE ne contribuent pas au déclin mondial des pollinisateurs. Toutefois, l'abaissement des LMR à la limite de quantification (LoQ) est une mesure indirecte visant à éviter l'utilisation de la clothianidine et du thiaméthoxame par les pays qui ont des pratiques agricoles différentes pour lutter contre les parasites, ce qui se traduit par des niveaux de résidus différents mais sûrs. Nous estimons que les pays tiers ont leurs propres cadres réglementaires qui tiennent compte de la sécurité d'utilisation de ces produits.

3.216. L'Indonésie a adopté les normes du Codex Alimentarius pour la fixation des LMR par les normes nationales indonésiennes (SNI), et toutes les autres cultures ont des LMR actuellement fixées à un niveau supérieur à 0,01 mg/kg, à l'exception de l'huile de palme et des produits à base de cacao. Toutefois, l'introduction de toute nouvelle LMR mettra le commerce en péril, car même de faibles dépassements, parfaitement sûrs pour les personnes, pourront entraîner le refus d'entrée de lots dans l'UE, leur renvoi ou leur destruction. Il en résultera des coûts élevés pour nos producteurs et l'incertitude rendra la situation moins attrayante, le risque de rejet étant bien plus élevé. Nous aimerions porter une appréciation sur les données issues du programme annuel de surveillance de l'UE pour 2019 concernant les résidus de pesticides, tous les échantillons analysés provenant d'Indonésie avaient des niveaux de clothianidine ou de thiaméthoxame inférieurs à la limite de quantification, sauf pour les produits à base de thé. Nous soulignons un abaissement très important des LMR pour les produits à base de thé, prescrit dans les normes du Codex et le règlement de l'UE. Les LMR pour le thiaméthoxame et la clothianidine sont de 20 mg/kg et 0,7 mg/kg, alors qu'aux termes du nouveau règlement de l'UE, la LMR devrait être de 0,05 mg/kg. Il s'agit d'un obstacle important pour les producteurs de thé indonésiens, qui pourrait entraîner des pertes d'exportations de thé indonésien vers l'UE. L'Indonésie espère que l'Union européenne pourra en tenir compte et

<sup>42</sup> IPBES 2016, <https://ipbes.net/assessment-reports/pollinators>.

<sup>43</sup> <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QCL>.

se référera aux LMR des normes internationales en vigueur pour fixer les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame présents dans ou sur certains produits.

3.217. La délégation du Costa Rica a fait la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite s'associer une nouvelle fois à cette préoccupation commerciale, initialement soulevée par le Kenya, et relative à l'intention de l'UE d'utiliser des limites maximales de résidus (LMR) pour la clothianidine et le thiaméthoxame comme mécanismes visant à atteindre des objectifs environnementaux. Le Costa Rica rappelle que, d'une manière générale, sa politique nationale est alignée avec l'objectif de l'UE d'accorder la priorité à la protection de l'environnement, à la lutte contre le changement climatique et au développement économique durable, ce qui constitue la seule voie viable pour l'avenir de notre planète. Cependant, la réalisation de ces objectifs ne doit en aucun cas se faire au prix du multilatéralisme et des obligations essentielles qui sous-tendent cette Organisation. L'Accord sur les obstacles techniques au commerce énonce clairement les objectifs que les réglementations et normes techniques et les procédures d'évaluation de la conformité peuvent légitimement poursuivre. Du point de vue du Costa Rica, il n'est pas clair quel objectif légitime pourrait justifier de réviser une LMR, qui est liée à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la protection de la santé des personnes, et relève de l'Accord SPS. À cet égard, nous peinons à comprendre la notification [G/TBT/N/EU/908](#) de l'UE qui, bien qu'elle propose d'abaisser les LMR applicables à la clothianidine et au thiaméthoxame, a été soumise au Comité OTC et non au Comité SPS. Le Costa Rica ne partage pas l'avis de l'UE selon lequel la notification susmentionnée est justifiée par une "préoccupation environnementale de nature mondiale". Au nombre des objectifs légitimes énoncés dans l'Accord OTC, nous ne voyons pas de préoccupations environnementales mondiales en tant que justification d'une mesure relevant de l'Accord. Apporter une réponse à des préoccupations environnementales de nature mondiale est de la plus grande importance pour le Costa Rica également. Cependant, on ne voit pas bien en quoi cet objectif relève des Accords SPS et OTC. Enfin, le Costa Rica remercie l'UE pour ses explications au sujet de cette préoccupation.

3.218. La délégation de la Colombie a fait la déclaration suivante. Cette déclaration fait référence aux préoccupations commerciales spécifiques (PCS) 763, 579 et 627, relatives aux substances chlorothalonil, mancozèbe, clothianidine et thiaméthoxame. La Colombie est consciente de l'importance de consommer des produits alimentaires exempts de résidus de pesticides en excès, conformément aux recommandations internationales en matière de sécurité sanitaire. À cette fin, nos autorités sanitaires déploient d'importants efforts, en collaboration avec les secteurs productifs, pour faire en sorte que les produits alimentaires répondent à ces exigences et à ces normes. Cependant, l'interdiction et, ultérieurement, le non-renouvellement de l'approbation de substances actives telles que le chlorothalonil, le mancozèbe, la clothianidine et le thiaméthoxame touchent durement le secteur des exportations agricoles de notre pays. La recherche de solutions de remplacement aux substances interdites, ou à celles dont l'approbation est en cours de modification, nécessite nécessairement du temps et des investissements, d'autant plus que les solutions de remplacement potentielles se raréfient également en raison des modifications apportées par l'UE aux réglementations phytosanitaires, par exemple dans le cadre du Pacte vert ou de la stratégie "De la ferme à la table". Lors du non-renouvellement ou de la modification de l'approbation des substances actives, il est essentiel de prendre en compte les processus et les méthodes de production dans les pays qui pourraient être affectés. Ne pas le faire constituerait une violation de l'Accord OTC, qui dispose que les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Nous invitons donc l'Union européenne à soutenir des solutions qui permettraient à nos producteurs agricoles de continuer à répondre à la demande européenne en produits alimentaires, dans l'intérêt non seulement des pays en développement, mais aussi du système commercial multilatéral, qui a déjà été durement touché par cette mesure et d'autres.

3.219. La délégation de l'Inde a fait la déclaration suivante. L'Inde réitère ses préoccupations concernant l'abaissement par l'UE des LMR en vigueur applicables à la clothianidine et au thiaméthoxame. Comme indiqué précédemment, l'Inde fait observer que cette approche consistant à abaisser les LMR applicables aux pesticides qui ne sont plus approuvés dans la juridiction de l'UE en raison de préoccupations environnementales ne se limite pas à cette notification, et que pour de nombreux produits les limites de résidus de pesticides ont été fixées à 0,01 mg/kg. La fixation de LMR par défaut suscite de vives inquiétudes, car elle impose aux importations en provenance d'autres pays une norme qui doit être suffisamment justifiée d'un point de vue scientifique. Compte tenu des préoccupations exprimées, l'Inde demande à l'Union européenne de réévaluer son approche et d'assurer que des normes arbitraires en matière de LMR ne soient pas imposées afin de ne pas perturber de manière non nécessaire le commerce de produits sûrs.



3.220. La délégation du Canada a fait la déclaration suivante. Le Canada, comme d'autres Membres, regrette la décision prise par l'UE d'adopter le règlement CE n° 396/2005 visant à abaisser les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame au seuil de quantification. Nous tenons à souligner que cette décision n'est pas fondée sur le risque alimentaire, mais plutôt sur des préoccupations environnementales perçues relatives à la population mondiale de pollinisateurs, ce qui ne tient pas compte des mesures d'atténuation des risques dans les pays exportateurs ou des résidus dans les matrices pertinentes pour les pollinisateurs, telles que celles relatives au pollen et/ou au nectar. Cette approche est restrictive pour le commerce de manière non nécessaire et ne prend pas en considération les circonstances uniques (par exemple le climat et les conditions de culture) et les mesures de gestion des risques des pays exportateurs. Si un pesticide ne présente pas de risque alimentaire, il n'y a pas de preuve de risques pour la santé des consommateurs de l'UE. À cette fin, si l'EFSA ne peut conclure une évaluation des risques en raison de lacunes dans les données, l'UE devrait maintenir les LMR ou s'aligner sur le Codex (CXL). Le Canada a un système réglementaire solide, axé sur la science et les données probantes, et a confiance en la capacité de nos mécanismes à protéger les consommateurs et l'environnement.

3.221. Nous protégeons la santé des personnes et l'environnement en menant des évaluations scientifiques rigoureuses des risques associés aux produits antiparasitaires, une démarche essentielle pour permettre l'accès aux outils de lutte contre les parasites nécessaires pour répondre à la pression parasitaire propre au climat canadien et aux conditions de culture du Canada. Le Canada estime qu'en abaissant les LMR de néonicotinoïdes jusqu'aux valeurs par défaut, alors qu'aucun risque alimentaire préoccupant n'a été détecté, l'Union européenne applique de manière injustifiée sa législation interne sur une base extraterritoriale, et nous espérons que cette tendance ne se poursuivra pas.

3.222. La délégation du Paraguay a fait la déclaration suivante. Le Paraguay réaffirme sa préoccupation quant à la prétention de l'UE d'utiliser les LMR applicables à la clothianidine et au thiaméthoxame, non pour protéger les consommateurs européens, mais comme moyen de réglementer l'utilisation de néonicotinoïdes dans les processus et méthodes de production dans les pays tiers. Pour gagner du temps, je demande que l'intégralité de la déclaration faite lors de la réunion précédente soit consignée dans le compte rendu. Je me contenterai de faire quelques observations et de répéter les questions: tout d'abord, étant donné qu'une référence incorrecte au Paraguay dans le règlement était incluse dans la déclaration de la réunion précédente, je voudrais remercier l'UE de l'avoir supprimée. L'UE a attiré l'attention sur le fait qu'en raison de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 19 janvier 2023 dans l'Affaire C-162/21, les États membres ne pouvaient plus accorder d'autorisations d'urgence pour les produits contenant des néonicotinoïdes faisant l'objet d'une restriction. Nous constatons cependant qu'une série d'autorisations d'urgence ont été approuvées avant l'arrêt mais restent applicables après celui-ci. Au moins une autorisation d'urgence pour le thiaméthoxame a été accordée même après l'arrêt. Cette autorisation a été délivrée par la République tchèque le 4 avril 2023 pour la période allant du 20 avril au 16 juillet 2023. Elle contient quelques éléments intéressants que je voudrais souligner: dans la section 15 du formulaire relative à la justification, il est indiqué que le produit ne sera utilisé que pour la récolte destinée à l'exportation vers des pays extérieurs à l'Union européenne. Bien que la section 16 relative aux mesures d'atténuation comprenne certaines mesures d'atténuation des risques, avec lesquelles nous sommes d'accord, elle indique également que, comme mécanisme d'atténuation, le produit traité n'est pas destiné à la consommation en Europe.

3.223. Je voudrais savoir en quoi la consommation à l'étranger protège les pollinisateurs européens et en quoi cela est compatible avec l'obligation de non-discrimination, étant donné que le Paraguay et d'autres membres ne seront pas en mesure de bénéficier de ce mécanisme. L'UE insiste sur le fait que les autorisations d'urgence ne sont pas des mesures de facilitation du commerce, contrairement aux tolérances à l'importation, mais nous aimerions comprendre quel rôle joue le Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux (SCoPAFF) dans l'autorisation des tolérances à l'importation dans les cas où l'EFSA estime qu'une demande "est entièrement étayée par des données et [est] sûre pour les consommateurs". L'UE rejeterait-elle une demande présentée sur recommandation du SCoPAFF, refusant ainsi de prendre en compte les données scientifiques émanant de sa propre autorité scientifique en la matière? Pour conclure, Monsieur le Président, ce serait négligence de ma part que de ne pas mentionner la longue liste de questions soulevées lors de la précédente réunion de ce comité, dont je ne ferai pas lecture une nouvelle fois, comme je l'ai dit précédemment, compte tenu des contraintes de temps, puisqu'elle sera consignée dans le compte rendu. J'espère que l'UE fournira

une réponse suffisante, autrement nous nous verrons contraints d'en faire une lecture intégrale aux prochaines réunions.

3.224. *Déclaration de la réunion de mars 2023, dans son intégralité.*<sup>44</sup> Le Paraguay réaffirme sa préoccupation quant à la prétention de l'UE d'utiliser les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame, non pour protéger les consommateurs européens, mais comme moyen de réglementer l'utilisation de néonicotinoïdes dans les processus et méthodes de production dans les pays tiers. Pour le Paraguay, l'Accord OTC n'a pas été conçu pour intégrer des mesures dont les objectifs sont manifestement extraterritoriaux. Le Paraguay est aussi particulièrement préoccupé par la compatibilité de la mesure notifiée par l'UE avec les obligations relatives à l'accès aux marchés et à la non-discrimination dans le cadre des règles de l'OMC. Le Paraguay a lui aussi un intérêt sincère pour la préservation de l'environnement et de la biodiversité, et il accorde la primauté à la protection de la santé des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux, y compris la protection des pollinisateurs, qui jouent aussi un rôle essentiel dans la production alimentaire mondiale et contribuent à un meilleur rendement de cultures importantes sur le plan agronomique. Cependant, chaque pays a des besoins particuliers quant à sa production agricole, du fait de sa géographie, de son écosystème et des capacités scientifiques locales, et rencontre des difficultés spécifiques dans sa quête pour mettre en place et maintenir une agriculture durable. Cette situation est prise en compte dans les cadres réglementaires fondés sur des éléments de preuve qui s'appliquent aux processus d'enregistrement pour évaluer les risques de pesticides et leurs utilisations, y compris l'évaluation des risques pour l'environnement et les pollinisateurs.

3.225. Mon pays, comme plusieurs autres Membres, a soumis des observations concernant la notification [G/TBT/N/EU/908](#) dans les délais impartis, mais le 27 septembre 2022, seulement 23 jours après la fin de la période de présentation, le Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux de l'UE a approuvé la proposition visant à réduire les LMR pour ces substances sans modification, ce qui, là encore, nous conduit à penser que les délais concernant les notifications et les observations sont de simples formalités, qui ne sont pas censées être suivies d'effet. À cela s'ajoute que les réponses écrites aux observations supposément prises en compte n'ont été communiquées que plusieurs mois plus tard, le 26 janvier 2023, c'est-à-dire une semaine seulement avant l'approbation du règlement (UE) n° 2023/334 de la Commission (3 février 2023). Permettez-moi d'ajouter que ce règlement mentionne mon pays parmi les divers pays non membres de l'UE ayant également restreint l'utilisation de ces produits dans le but de protéger les pollinisateurs, y compris les abeilles. Cela n'est pas exact. La résolution mentionnée dans la note de bas de page 19 N'EXISTE PAS DANS MON PAYS et le nom du ministère indiqué ne correspond pas à celui du ministère responsable de la question.

3.226. Concernant les questions déjà soumises lors de la précédente réunion de ce comité, j'ajouterais une demande de rectification de cette mention erronée de mon pays. Par ailleurs, nous posons à nouveau les questions suivantes: Comment l'UE compte-t-elle tenir compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en développement Membres, conformément à l'article 12.3 de l'Accord OTC? Dans le champ 7 de la notification [G/TBT/N/EU/908](#), l'UE déclare que l'un des objectifs de la mesure est de "faire en sorte que les denrées importées en Union européenne ne contiennent pas non plus de résidus résultant de bonnes pratiques agricoles ayant recours à l'utilisation en extérieur de la clothianidine et/ou du thiaméthoxame". L'UE pourrait-elle préciser comment elle identifiera les produits pour lesquels les LMR sont supérieures au seuil de quantification en raison d'une utilisation en intérieur ou d'autres méthodes qui n'affectent pas les pollinisateurs? Imposer des restrictions au commerce international rendra, dans les faits, les agriculteurs du Paraguay et de la région moins compétitifs que les agriculteurs européens qui n'ont pas à faire face aux mêmes nuisibles et aux mêmes conditions climatiques pour produire des denrées alimentaires, et qui peuvent aussi bénéficier d'autorisations d'urgence pour continuer d'utiliser ces substances. Cela ressort des autorisations d'urgence qui ont été accordées pour ces substances depuis l'interdiction et la fin de la période de grâce concernant leur utilisation dans l'Union européenne.

3.227. En quoi ces autorisations d'urgence sont-elles compatibles avec l'obligation de non-discrimination? Quel est le délai moyen d'approbation d'une autorisation d'urgence? Quel est le coût moyen de la procédure d'approbation d'une autorisation d'urgence? Ces questions ont été soulevées à plusieurs reprises devant d'autres comités, mais la réponse de l'UE s'est limitée à indiquer que les autorisations d'urgence sont délivrées par les États membres de l'UE, et que chaque

<sup>44</sup> [G/TBT/M/89](#), paragraphes 2.297 à 2.301.

État membre détermine la durée du processus d'évaluation et ses coûts. Nous posons toutefois de nouveau ces questions, et nous espérons obtenir des réponses, en particulier compte tenu du fait que les membres de l'UE sont aussi des Membres de l'OMC à part entière, et qu'il pourrait être nécessaire de commencer à leur poser des questions séparément. L'UE soutient que, bien que les autorisations d'urgence soient du ressort des Membres, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) les examine et définit si elles sont dûment justifiées. Toutefois, nous constatons qu'aucune restriction ne vise les membres qui continuent d'approuver des autorisations d'urgence pour les mêmes substances, pour la lutte contre les mêmes nuisibles, et pour les mêmes cultures pour lesquelles l'EFSA a estimé que l'autorisation n'était pas dûment justifiée. La réponse de l'UE aux observations du Paraguay concernant la notification [G/TBT/N/EU/908](#), indique que, lorsque l'EFSA considère que l'autorisation d'urgence n'est pas justifiée, l'UE prend des mesures pour éviter la répétition des autorisations d'urgence, mais seuls deux cas spécifiques sont mentionnés.

3.228. À ce sujet, nous souhaiterions savoir comment fonctionnent ces mesures adoptées par l'UE? L'avis de l'EFSA n'est-il pas contraignant? Des règlements sont-ils nécessaires pour rendre ces mesures contraignantes? En effet, comme indiqué précédemment, nous avons recensé un certain nombre de cas dans lesquels ces mesures sont encore autorisées. L'EFSA considère en outre que les autorisations d'urgence sont justifiées lorsque la nécessité d'éviter la résistance des ravageurs est établie et qu'il n'existe pas d'alternatives chimiques de lutter contre un ravageur particulier. Les mêmes arguments sont utilisés par le Paraguay et par d'autres membres pour lesquels il n'est pas possible d'obtenir une autorisation d'urgence. Enfin, nous souhaiterions recevoir plus de renseignements sur la récente décision de la Cour européenne de justice qui a confirmé que les pays membres de l'UE ne pouvaient pas prévoir d'exceptions à l'utilisation de semences traitées avec des produits phytopharmaceutiques expressément interdits par la législation de l'UE portant spécifiquement sur certaines de ces substances. Cela tient particulièrement compte, par exemple, de la récente autorisation d'urgence pour la substance thiaméthoxame accordée par la Roumanie, le 21 décembre 2022, pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2023 au 30 mai 2023 concernant le traitement des semences.

3.229. La délégation du Japon a fait la déclaration suivante. Le Règlement de la Commission abaissant les limites maximales de résidus ("LMR") de clothianidine et de thiaméthoxame dans les denrées alimentaires est entré en vigueur en mars 2023. Le Japon est déçu par la décision de l'UE d'adopter et d'appliquer les mesures sans qu'il ait été dûment tenu compte des préoccupations exprimées par le Japon et par d'autres Membres lors des précédentes réunions du Comité OTC. Le Japon a communiqué étroitement avec l'UE sur cette question et nous remercions l'UE d'avoir fourni des réponses. Ces réponses nous ont permis de comprendre la position de l'UE et nous espérons poursuivre la communication avec elle pour que des réponses soient apportées à nos préoccupations dans un esprit de coopération. Les préoccupations spécifiques du Japon sont les suivantes: premièrement, la mesure proposée par l'UE, qui consiste à abaisser les LMR pour protéger les pollinisateurs en dehors de l'UE, dévie manifestement des principes actuels de détermination des LMR pour la protection de la vie ou de la santé des personnes, ainsi que de la tendance à l'harmonisation internationale des LMR. Bien que l'UE soutienne que la mesure n'a pas de lien direct avec la santé des personnes, lorsqu'une nouvelle approche concernant des mesures ayant un effet sur des pays tiers, telles que les LMR, est adoptée, elle devrait être discutée de manière approfondie avec ces pays tiers devant les enceintes internationales pertinentes, y compris devant le Comité SPS.

3.230. Deuxièmement, au paragraphe 20 du préambule du règlement adopté, il est indiqué que des tolérances à l'importation peuvent être fixées si le demandeur apporte des preuves scientifiques que l'utilisation de ces deux substances actives n'a pas d'incidence négative sur les pollinisateurs. Comme on ne sait pas au juste quel type d'éléments de preuve sera requis dans le processus de demande, ni selon quels critères le risque inacceptable pour les pollinisateurs est évalué, nous souhaiterions que l'UE apporte des éclaircissements sur ces points dès que possible. Alors que l'UE indique, dans ses réponses aux observations du Japon, que l'utilisation des substances actives dans les serres permanentes serait un exemple de conditions spécifiques pour l'application de tolérances à l'importation, le Japon considère qu'autoriser l'application de tolérances à l'importation dans ces seuls cas limités n'est pas approprié compte tenu de la diversité des conditions environnementales, de l'utilisation des pesticides et des pratiques de production agricole dans les pays non membres de l'UE. Nous souhaiterions également que l'UE précise si une valeur type établie pour une culture spécifique à la suite d'une demande de tolérance à l'importation présentée par un pays tiers s'appliquerait également au produit importé dans l'Union européenne en provenance d'autres pays tiers. Enfin, le Japon souligne que les conditions environnementales diffèrent dans chaque pays et que l'utilisation des pesticides est réglementée par les autorités de chaque pays sur la base de

preuves scientifiques tenant compte de conditions environnementales propres à celui-ci. Le Japon réaffirme sa position selon laquelle, en imposant les mesures adoptées, l'UE ne devrait pas porter de jugements sur le caractère approprié de l'utilisation de certains pesticides spécifiques dans les conditions propres aux différents pays tiers. Le Japon réaffirme sa position selon laquelle, en imposant les mesures adoptées, l'UE ne devrait pas porter de jugements sur le caractère approprié de l'utilisation de certains pesticides spécifiques dans les conditions propres aux différents pays tiers.

3.231. La délégation du Brésil a fait la déclaration suivante. Le Brésil remercie l'Union européenne pour cette occasion de formuler des observations sur la proposition notifiée dans le document [G/TBT/N/EU/908](#), qui a abouti à la publication du règlement de la Commission qui retire l'approbation des substances actives thiaméthoxame et clothianidine et restreint les limites maximales de résidus présents dans ou sur certains produits. Nous souhaitons renvoyer aux observations que nous avons communiquées à l'UE. Le Brésil croit comprendre que la proposition actuelle de l'UE va à l'encontre de l'engagement pris au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC, car le soutien à des mesures unilatérales visant à protéger l'environnement dans des pays tiers ne relève pas du champ d'application de cet accord. Outre la nécessité d'une discussion plus approfondie, et reposant sur des bases scientifiques solides, sur les risques auxquels la clothianidine et le thiaméthoxame pourraient exposer les populations d'abeilles dans le monde, le Brésil croit comprendre qu'on ne pourrait pas s'attendre à voir étendues à tous les pays des mesures restrictives pour le commerce qui ne tiennent pas compte de la diversité des conditions locales, y compris le climat et les sols. De surcroît, la production agricole de chaque pays est caractérisée par des besoins et des défis différents. En outre, les besoins et les défis posés par la production agricole diffèrent d'un pays à l'autre. En outre, les besoins et les défis liés à la production agricole diffèrent d'un pays à l'autre.

3.232. L'UE affirme que sa mesure restrictive chercherait à éviter que les effets néfastes sur les abeilles de la production alimentaire de l'UE ne se propagent à la production alimentaire de pays hors de l'UE. Toutefois, aux yeux du Brésil, cette approche ne tient pas dûment compte du fait que de nombreux pays, y compris le Brésil, ont des procédures techniques strictes pour l'approbation des substances. De plus, le Brésil estime que, du fait de ses effets extraterritoriaux, le projet de règlement de l'UE va à l'encontre des règles et de la jurisprudence du système commercial multilatéral. Pour illustrer à quel point le Brésil voit mal en quoi les restrictions commerciales proposées par l'UE seraient justifiées, le thiaméthoxame tient un rôle important dans les stratégies de lutte contre certains ravageurs, tels que le psylle des agrumes, un insecte qui transmet la maladie du verdissement des agrumes. Reconnu par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) comme un organisme de quarantaine prioritaire dans la Liste des organismes de quarantaine prioritaires d'octobre 2019, le verdissement est une cause majeure de perte de production d'oranges, non seulement au Brésil, mais dans le monde entier. Au Brésil, l'État de São Paulo est le principal producteur de jus d'agrumes; 84% de la production de miel y est également concentrée. Dans cet État, il n'y a aucune preuve d'un déclin du nombre de pollinisateurs. Au contraire, la production de miel dans cette région a augmenté de 136% ces 15 dernières années.

3.233. Nous sommes aussi préoccupés par le fait que si la proposition actuelle de restriction de l'utilisation de thiaméthoxame et de clothianidine servait de base à d'autres restrictions similaires, les agriculteurs du Brésil et du monde entier pourraient rencontrer de graves difficultés qui affecteraient leur productivité et leur capacité à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale. En outre, il n'existe aucune base scientifique ni aucun concept convenu au niveau multilatéral permettant à l'Union européenne d'utiliser la notion de LMR en rapport avec l'environnement. La base scientifique de l'utilisation du concept de LMR en lien avec les questions de santé humaine est bien établie par le Codex Alimentarius, mais le concept de LMR en lien avec les questions environnementales n'est établi ni au niveau multilatéral ni sur le plan scientifique. Par conséquent, la mesure a été adoptée avant d'être étayée au niveau multilatéral et sur le plan scientifique et, en ce sens, elle devrait être considérée comme un obstacle au commerce, jusqu'à ce que l'Union européenne établisse la relation entre les LMR et l'environnement. Cette relation doit être défendue dans les forums environnementaux multilatéraux appropriés, étant donné que le Codex Alimentarius ne traite pas des questions environnementales. Le Brésil apprécie cette occasion de débattre de cette question avec l'UE et appelle la Commission européenne à envisager une approche plus équilibrée et harmonisée avec les recommandations du Codex Alimentarius concernant les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame. Le Brésil apprécie également de recevoir des réponses à ses observations mais regrette qu'elles n'aient pas été prises en compte pour la publication du règlement de la Commission n° 2023/334.

3.234. La délégation de l'Argentine a fait la déclaration suivante. L'Argentine réitère ses préoccupations quant à la compatibilité de cette mesure avec les règles de l'OMC. Nous considérons que la mesure est inappropriée et disproportionnée et que la décision de l'UE constitue une application extraterritoriale du droit en ce qu'elle a manifestement une incidence sur les décisions des pays tiers et un effet totalement négatif sur le commerce puisqu'elle signifie, soit la perte du marché européen pour certains produits exportés, soit la fin de l'utilisation de ces pesticides sur le territoire des pays exportateurs, alors même qu'elle est nécessaire en raison des conditions climatiques, de production, etc., pour préserver le marché, et que les abeilles ne sont pas affectées par ces pesticides. Nous sommes d'avis que si l'UE n'avait pas l'intention de parvenir à une application de sa mesure en dehors de l'UE, elle aurait dû envisager d'autres mesures. Nous réaffirmons que l'UE a fixé une LMR au seuil de détection pour protéger les abeilles, alors que les LMR sont en fait adoptées pour garantir la sécurité alimentaire, et non pour protéger l'environnement. Le Codex Alimentarius a récemment adopté de nouvelles LMR pour les néonicotinoïdes, démontrant qu'ils sont sans danger pour les consommateurs. L'Argentine considère que la mesure adoptée par l'UE pour fixer les LMR de ces néonicotinoïdes au seuil de quantification n'est pas clairement justifiée et constitue une restriction déguisée au commerce international au sens de l'article 2.2, car elle est disproportionnée au regard de l'objectif qu'elle prétend protéger et restreint indûment le commerce, puisqu'elle empêche la commercialisation de tout produit traité avec ces néonicotinoïdes susceptibles de dépasser le seuil de quantification, alors même que l'UE ne peut pas démontrer que les LMR, au niveau établi par le Codex, peuvent affecter la santé des consommateurs, ce qui est en définitive l'objectif d'une LMR.

3.235. La délégation de la Nouvelle-Zélande a fait la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres à la suite de l'adoption par l'UE de la proposition visant à abaisser les LMR de néonicotinoïdes particuliers à la limite de quantification afin de lutter contre le déclin des pollinisateurs. Le déclin des pollinisateurs, compte tenu de leur rôle essentiel dans l'appui au fonctionnement des écosystèmes et à la production alimentaire est source de préoccupation pour la Nouvelle-Zélande également. Toutefois, l'ampleur de ce déclin des pollinisateurs varie considérablement selon les régions du monde et peut être associée à une série de causes différentes. La Nouvelle-Zélande estime que les autorités nationales sont les décideurs les plus appropriés en ce qui concerne l'utilisation durable des pesticides dans leur pays. Cela permet de tenir compte de la situation particulière des pays en ce qui concerne les parasites et les maladies, le climat et des conditions géographiques lors de l'application de mesures visant à enrayer le déclin des pollinisateurs. La Nouvelle-Zélande fait également écho aux préoccupations soulevées par d'autres Membres, à savoir que l'imposition unilatérale de mesures normatives à l'importation pour faire face à un problème environnemental mondial pourrait avoir des effets pervers et créer des obstacles injustifiés au commerce. La Nouvelle-Zélande encourage l'UE à traiter plutôt les questions environnementales mondiales, y compris l'utilisation durable des pesticides, en travaillant avec des partenaires commerciaux dans des instances multilatérales dotées d'un mandat de protection de l'environnement. Enfin, la Nouvelle-Zélande encourage les Membres à utiliser les mesures les moins restrictives pour le commerce et à reconnaître que d'autres approches de réglementation adaptées au contexte de production spécifique d'un pays peuvent également produire des résultats souhaités.

3.236. La délégation du Guatemala a fait la déclaration suivante. Nous remercions les Membres qui ont inscrit ce point à l'ordre du jour. Nous partageons l'intérêt sincère de l'Union européenne pour l'importance des pollinisateurs pour l'environnement mondial, la protection des écosystèmes et la biodiversité. Nous sommes préoccupés par le fait que cette initiative se fonde sur des évaluations des risques utilisées dans des territoires situés en dehors de l'UE, et il semblerait que l'objectif soit de réglementer l'utilisation des néonicotinoïdes dans la production des pays tiers. Il est important de noter que pour être exportés sur les marchés internationaux, les produits agricoles se conforment à différentes normes et bonnes pratiques agricoles, y compris l'utilisation et la manipulation sûres des intrants agricoles. En outre, il existe des programmes visant à atténuer tout risque d'empoisonnement et/ou de contamination qui se conforment à toutes les mesures et pratiques nécessaires pour garantir le bon usage des produits et un environnement adapté dans les installations de production, y compris une gestion intégrée des nuisibles et une formation solide des agriculteurs sur l'utilisation et les effets des produits agrochimiques. Il est aussi important de noter que les pollinisateurs sont essentiels à la phase de production des produits agricoles, tels que le café, en particulier pendant l'étape de la floraison. Nous estimons que l'Union européenne n'est pas juridiquement fondée à appliquer des mesures environnementales concernant des produits en dehors de l'UE, ou à modifier les LMR pour certaines substances, sans preuve scientifique ni analyse des risques.

3.237. La modification des LMR est liée au fait de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires, et la question environnementale n'est pas compatible avec cet objectif légitime énoncé dans l'Accord OTC. En dehors de cela, il y a aussi l'aspect SPS relatif à l'abaissement des LMR. Nous apprécierions des précisions de la part de l'UE sur cette question. Le Guatemala réaffirme l'importance qu'il y a à protéger l'environnement et les ressources naturelles, ainsi que l'importance de la reconnaissance par l'UE de l'utilisation de bonnes pratiques agricoles impliquant un niveau de production durable au moyen de méthodes de production et de la grande diversité des caractéristiques climatiques de chaque région à l'échelle mondiale. Nous serions reconnaissants à l'UE de préciser comment elle appliquera l'arrêt de la Cour européenne de justice sur les autorisations d'urgence dans les mesures actuelles et celles précédemment autorisées.

3.238. La délégation de l'Équateur a fait la déclaration suivante. Nous remercions l'Union européenne pour sa réponse aux observations présentées en temps utile par l'Équateur. Cependant, l'Équateur souhaite réitérer sa préoccupation concernant le projet de règlement modifiant les annexes II et V du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil, qui traite de la réduction des limites maximales de résidus (LMR) applicables aux néonicotinoïdes (clothianidine et thiaméthoxame). L'Équateur réaffirme qu'il apparaîtrait que le projet de réglementation de l'UE ne soit pas conforme aux dispositions de l'Accord OTC de l'OMC et porte atteinte aux prérogatives en matière de politique réglementaire des partenaires commerciaux de l'UE, lesquels fixent souverainement les conditions de la production alimentaire et de l'activité agricole sur leur propre territoire, en fonction de leurs caractéristiques géographiques propres, des conditions de leur écosystème, de leur production agricole, de leurs capacités scientifiques et de leur développement. Le Thiaméthoxame est efficace contre les nématodes et les pucerons noirs dans la production de bananes. Il laisse beaucoup moins de résidus dans l'environnement et se décompose beaucoup plus rapidement que d'autres produits. Le risque lié à l'utilisation de cette substance dans la culture de la banane a été atténué et il n'y a pas eu de signalements de dommages directs causés à des populations d'abeilles.

3.239. L'Équateur demande instamment à l'Union européenne de tenir compte de différentes études indiquant que l'obtention d'une seule substance en vue de son utilisation comme pesticide peut nécessiter plus de 11,3 années de recherche et de développement en moyenne et d'importants investissements privés pour permettre son utilisation. Enfin, comme il s'agit d'une mesure qui s'applique aux pays tiers, l'UE doit procéder à une analyse de l'impact qu'elle aurait sur les agriculteurs des pays tiers, car l'absence de ces substances comme moyen de protéger leurs cultures aurait un effet négatif sur les petits producteurs. L'UE est invitée à répondre aux préoccupations exprimées par un certain nombre de Membres sur cette question, afin d'éviter des restrictions non nécessaires au commerce.

3.240. La délégation de l'Afrique du Sud a fait la déclaration suivante. L'Afrique du Sud souhaite remercier l'Union européenne (UE) pour la réponse qu'elle a reçue concernant ses préoccupations quant au projet de règlement de la Commission modifiant les annexes II et V du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiaméthoxame présents dans ou sur certains produits. Référence de la réponse: 607785 du 26/01/2023. Nous apprécions également l'analyse des produits originaires d'Afrique du Sud et l'assurance que, sur les 1 742 échantillons analysés originaires d'Afrique du Sud et couvrant une variété de produits exportés (divers fruits, légumes, thés, vins), 99,8% présentaient des niveaux de clothianidine ou de thiaméthoxame inférieurs à la limite de quantification (LoQ).

3.241. Lors de la réunion du Comité OTC de mars 2023, nous avons indiqué que nous examinions la réponse et nous avons formulé une observation préliminaire en ce qui concerne le délai moyen de demande de tolérance, qui est estimé en moyenne à deux ans selon la qualité et l'exhaustivité des données. Nous avons suggéré de réduire la période à environ six mois. L'Afrique du Sud note que le Règlement est adopté et publié au Journal officiel de l'Union européenne. Il sera applicable à partir du 7 mars 2026. Nous ne savons pas exactement comment les observations des Membres de l'OMC ont été prises en compte et incorporées dans le règlement adopté. Les parties prenantes de notre branche de production ont dûment pris en considération les réponses apportées par l'UE à nos préoccupations. L'Afrique du Sud prend note de la déclaration de l'UE selon laquelle, d'après les évaluations scientifiques de la clothianidine et du thiaméthoxame menées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments il n'existe pas de bonnes pratiques agricoles (BPA) pour les utilisations extérieures du thiaméthoxame et de la clothianidine qui ne présenteraient pas un risque inacceptable pour les abeilles.

3.242. L'Afrique du Sud souhaite appeler l'attention sur le fait que, si l'argument ci-dessus peut être valable dans certaines circonstances, ce n'est pas le cas en Afrique du Sud en raison du calendrier d'application de ces substances tel qu'il est indiqué sur les étiquettes des produits. Cela signifie notamment qu'aucune application ne peut avoir lieu après le débourrement ou avant la chute de 100% des pétales, ni lorsque les pollinisateurs sont actifs à quelque moment que ce soit dans les champs concernés. L'Afrique du Sud estime donc que ces produits, lorsqu'ils sont appliqués conformément aux instructions figurant sur l'étiquette, y compris les mesures de sécurité sanitaire recommandées, peuvent être conformes aux BPA. Il convient de noter qu'en Afrique du Sud il est illégal d'appliquer un produit de manière contraire à son étiquette, car cela constitue une infraction au règlement n° R1716 du 26 juillet 1991 en vertu de la Loi n° 36 de 1947. Les agriculteurs sud-africains sont tributaires de nombreuses espèces autres que les abeilles mellifères pour la pollinisation, telles que les abeilles sans dard, les guêpes, les mouches, les papillons de nuit, les coléoptères, etc. Les abeilles mellifères ne sont pas les pollinisateurs les plus efficaces pour de nombreux types de cultures en Afrique du Sud. Sur la base de la réponse de l'UE, selon laquelle il n'existe pas de BPA pour les utilisations extérieures de ces substances qui ne présenteraient pas un risque inacceptable pour les abeilles en particulier, il semble que la réponse concerne uniquement les abeilles mellifères en tant que pollinisateurs et ne prend pas en compte les diverses autres sources de pollinisation en Afrique du Sud, qui sont tout aussi importantes.

3.243. La branche de production agricole de l'Afrique du Sud comprend le rôle important de tous les pollinisateurs, et divers acteurs, y compris des groupes d'agriculteurs, des associations d'apiculteurs et la branche de production de produits phytosanitaires, ont signé une charte des pollinisateurs<sup>45</sup> pour s'assurer que toutes les parties adhèrent à ces bonnes pratiques. L'Afrique du Sud apprécie également que l'UE reconnaisse que les pays tiers font face à des conditions de production et à des pressions parasitaires différentes de celles de l'Europe, et qu'elle souligne que le projet de règlement n'exige pas des partenaires commerciaux qu'ils interdisent l'utilisation de la clothianidine et du thiaméthoxame sur leurs territoires respectifs. Une plus grande clarté est requise en ce qui concerne le règlement final sur les LMR applicable à la clothianidine et au thiaméthoxame, publié au Journal officiel de l'Union européenne (règlement (UE) n° 2023/334 de la Commission du 2 février 2023).

3.244. L'Afrique du Sud souhaiterait obtenir des éclaircissements sur ce que signifie exactement la production de tous les produits qui sont consommés dans l'Union européenne, ce qui inclura probablement des produits importés qui ne sont peut-être pas liés à la mortalité des pollinisateurs. L'UE considérera-t-elle toute application de ces deux substances par des pays tiers exportant vers l'UE comme un risque lié à la mortalité des pollinisateurs? Surtout si l'on tient compte de la lettre de réponse de l'UE à l'Afrique du Sud indiquant que, selon l'EFSA, il n'existe pas de BPA pour les utilisations extérieures de ces deux substances. Si ce n'est pas le cas, l'UE peut-elle confirmer à nouveau que les producteurs qui exportent vers l'UE peuvent continuer à utiliser ces deux substances si les produits sont dûment homologués, tant qu'ils ne contiennent pas de résidus détectables? (Ce point est mentionné dans la lettre de réponse mais reste ambigu dans l'interprétation du règlement final). -Nonobstant la réponse relative au point soulevé ci-dessus, il convient de souligner que la principale préoccupation relative à ces mesures concerne le processus qui a été suivi pour les deux substances et le précédent qu'il crée pour l'avenir. L'Afrique du Sud note que les limites maximales de résidus (LMR) sont une norme commerciale utilisée pour garantir que les produits alimentaires sont propres à la consommation humaine et que les tolérances à l'importation sont fixées sur la base des utilisations homologuées dans les pays tiers afin de permettre l'importation de biens/marchandises traités et de faciliter le commerce international. Toutefois, l'UE s'écarte des pratiques convenues au niveau international en prenant en compte les aspects environnementaux lors de l'évaluation des demandes de tolérances à l'importation pour les substances pesticides qui ne sont plus approuvées dans l'UE. Les LMR sont destinées à faciliter les échanges commerciaux et à protéger la santé des consommateurs, et elle devraient être fondées sur la science et les données probantes afin de garantir que les produits alimentaires présentent une innocuité pour les consommateurs, conformément au principe pour une "meilleure réglementation".

3.245. Les données montrent que lorsque le processus décisionnel suit une évaluation des risques fondée sur la science, les aliments destinés aux consommateurs sont sûrs. Les incidences sur l'environnement sont déjà prises en compte lorsque le produit est homologué en Afrique du Sud, où il est analysé par nos autorités compétentes qui connaissent les conditions agricoles locales. Ce changement d'approche porte atteinte au droit de l'Afrique du Sud à prendre ses propres décisions

<sup>45</sup> <https://croplife.co.za/Resources/Crop%20Protection/Pollinator-Charter-Final.pdf>.



concernant des pratiques agricoles sûres et efficaces qui respectent les normes environnementales et de santé humaine dans le pays, et compromet également le cadre réglementaire et les services associés qui exécutent ce mandat en Afrique du Sud. Si l'Afrique du Sud respecte pleinement le droit de l'UE de réglementer l'utilisation de ces substances au sein de l'UE, la nature de cette mesure semble vouloir influencer sur les normes de production au-delà du territoire de l'UE, ce qui indique qu'il s'agit d'une mesure à la frontière assujettie à l'article XI:1 du GATT de 1994. En outre, on peut en déduire que, parce que la mesure proposée n'aura aucune incidence sur la production ou les produits agricoles de l'UE, qui doivent déjà être exempts de ces substances, elle vise exclusivement les produits importés. Sur la base de cette logique et compte tenu des articles 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC, la mesure discrimine de manière disproportionnée les produits importés par rapport aux produits nationaux de l'UE, ce qui la rend hautement restrictive pour le commerce.

3.246. La délégation de l'Uruguay a fait la déclaration suivante. L'Uruguay regrette l'adoption sans modifications substantielles, le 2 février 2023, du règlement n° 2023/334 modifiant les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame, et ce en dépit des préoccupations de fond et observations formulées par de nombreux partenaires commerciaux, représentant des conditions géographiques et productives et des niveaux de développement différents, présentées dans le cadre du processus de consultation internationale ainsi que lors des récentes réunions du Conseil des marchandises, des Comités SPS et OTC et du Comité de l'accès aux marchés, et plus récemment encore de l'examen de la politique commerciale de l'Union européenne. Comme nous l'avons déjà dit, l'Uruguay croit comprendre que l'établissement des LMR pour les pesticides est un type de mesure visant à protéger la santé des consommateurs contre les risques découlant de l'ingestion et qu'il relève donc naturellement du champ d'application de l'Accord SPS. Pour ces questions, l'organe international de référence est la Commission du Codex Alimentarius, où les questions liées à la santé sont traitées de manière exhaustive relativement à l'adoption de LMR, mais il n'est nullement question d'aspects environnementaux dans les analyses des risques en cours.

3.247. Sans préjudice des autres normes européennes du cadre réglementaire européen, vaste et complexe, le Règlement (CE) n° 396/2005, article 3 d), qui est la règle principale portant spécifiquement sur les LMR pour les pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, définit les LMR comme suit: "une concentration maximale du résidu d'un pesticide autorisée dans ou sur des denrées alimentaires ou aliments pour animaux, fixée conformément au présent règlement sur la base des bonnes pratiques agricoles et de l'exposition la plus faible possible permettant de protéger tous les consommateurs vulnérables". Cette disposition juridique semble converger avec le point de vue exprimé par l'Uruguay et une écrasante majorité de Membres de l'OMC sur la nature des LMR, ce qui est conforme à l'affirmation répétée par l'UE elle-même – au moins jusqu'en mars 2022 – selon laquelle, par principe, les préoccupations relatives à la fixation de LMR pour les pesticides et toute question spécifique liée à leur mise en œuvre étaient examinées au sein du Comité SPS, et non du Comité OTC. L'Uruguay a encore des doutes, à la fois en ce qui concerne la pertinence et la base juridique, dans les règlements de l'UE et les normes de l'OMC, de l'abaissement des LMR à la limite de détection au nom "d'une préoccupation environnementale de nature mondiale" ou d'autres questions qui ne sont pas liées à la santé humaine. Tout en étant conscients de l'importance des aspects environnementaux, nous comprenons que ceux-ci ne sont pas inclus dans le processus d'établissement des LMR, car ils sont et doivent être traités par les pays individuellement sur leur territoire à l'aide d'outils appropriés, sur la base de leurs propres systèmes de production et de réglementation, de leurs conditions environnementales et de leurs politiques. À cet égard, nous souhaitons souligner qu'en Uruguay, les produits phytopharmaceutiques concernés par ce règlement sont déjà réglementés par l'autorité compétente afin de garantir une utilisation correcte, sûre et recommandée, dans le cadre d'un plan national pour l'environnement axé sur les bonnes pratiques agricoles.

3.248. L'Uruguay partage les préoccupations relatives à la promotion de la protection des pollinisateurs, conformément à la protection de l'environnement et de la biodiversité, et soutient la mise en place d'environnements réglementaires fondés sur des critères scientifiques, afin d'éviter de mettre en péril la sécurité alimentaire ou d'ériger des barrières commerciales. L'Uruguay réaffirme sa volonté de coopérer avec d'autres Membres, y compris l'UE, pour trouver des mécanismes permettant d'atteindre ces objectifs sans restreindre de manière non nécessaire le commerce, tout en assurant la préservation de l'environnement, la protection de la vie des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. Enfin, à l'instar d'autres délégations, nous sommes préoccupés par le fait que des autorisations d'urgence continuent d'être accordées aux producteurs des États membres de l'UE, ce qui semble contredire l'objectif affiché de l'UE lorsqu'elle a introduit cette mesure, et paraît discriminatoire par nature. À cet égard, nous souhaiterions recevoir de l'UE des

renseignements actualisés sur la manière dont elle s'attend que les autorisations d'urgence pour l'utilisation de ces substances et d'autres substances qui pourraient être soumises à des restrictions au niveau communautaire soient affectées par le récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), en date du 19 janvier 2023, selon laquelle ces autorisations sont illégales dans certains cas. Nous prenons note avec intérêt du cas mentionné par le Paraguay et nous avons hâte de voir les observations de l'Union européenne à ce sujet.

3.249. En réponse, la délégation de l'Union européenne a fait la déclaration suivante. L'UE souhaite remercier les Membres intervenants d'avoir soulevé cette question et présenté de nombreuses observations sur la notification [G/TBT/N/EU/908](#). Nous avons fait part de réactions détaillées et exhaustives à ces d'observations, dans le meilleur intérêt de la transparence et de la responsabilité vis-à-vis des partenaires internationaux de l'UE. Le règlement (UE) n° 2023/334 de la Commission a été adopté et publié<sup>46</sup> le 2 février 2023. Il entrera en vigueur le 7 mars 2026, afin de laisser suffisamment de temps aux opérateurs des pays tiers, en particulier ceux des pays les moins avancés et des pays en développement, ainsi qu'aux exploitants du secteur alimentaire, de se préparer à répondre aux nouvelles exigences. L'UE reconnaît que les pays tiers peuvent faire face à des conditions de production et à des pressions parasitaires différentes de celles de l'Europe. Elle souhaite rappeler que le Règlement (CE) n° 2023/334 ne régit pas l'utilisation de la clothianidine et du thiaméthoxame par les pays non membres de l'UE sur leur propre territoire.

3.250. Les mesures de l'UE relatives aux néonicotinoïdes utilisés comme pesticides, telles que le présent règlement, sont coordonnées avec d'autres programmes de l'UE et des activités internationales comme les suivantes: – l'initiative européenne sur les pollinisateurs, qui intègre des actions globales sur les pollinisateurs dans différentes politiques sectorielles, s'attaquant ainsi aux principales causes connues du déclin des pollinisateurs et renforçant la collaboration entre tous les acteurs concernés. Les collaborations actives avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, dans le cadre de son "Action mondiale en faveur des services de pollinisation pour une agriculture durable", et avec l'Union internationale pour la conservation de la nature, dans le cadre de projets visant à lutter contre le déclin des pollinisateurs. En outre, la promotion de la mise au point et de la mise en œuvre de solutions plus durables de remplacement aux pesticides chimiques est un élément essentiel de la transition mondiale vers des systèmes alimentaires plus durables. L'UE finance plusieurs projets de recherche, dans le cadre du programme Horizon Europe, visant à trouver des solutions de remplacement aux pesticides chimiques et des combinaisons d'outils et de technologies pour la lutte intégrée contre les ravageurs, y compris plusieurs produits innovants à faible risque.

3.251. En outre, l'UE finance plusieurs programmes visant à aider les pays tiers à se conformer à la législation européenne et à renforcer leurs capacités et leurs connaissances, tels que le nouveau programme Agrinfo (géré par le COLEAD – Comité de liaison entrepreneuriat, agriculture, développement), et étendre les programmes existants "Fit for Market" et "Plantwise Plus", pour ne citer que quelques exemples. L'UE organise également des cours de formation spécifiques sur la préservation des végétaux, la gestion intégrée des nuisibles et la sécurité sanitaire des produits alimentaires en ce qui concerne les résidus de pesticides. L'UE tient à remercier à nouveau les Membres intervenants pour l'intérêt qu'ils portent à ce sujet et est prête à poursuivre le dialogue sur la mise en œuvre du règlement en question.

### **3.1.3.16 Union européenne – Proposition de Règlement relatif aux emballages et déchets d'emballage modifiant le Règlement (UE) 2019/1020 et la Directive (UE) 2019/904 et abrogeant la Directive 94/62/CE, [G/TBT/N/EU/953](#) (ID 786<sup>47</sup>)**

3.252. La délégation du Mexique a fait la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le Règlement (UE) 2019/1020 et la Directive (UE) 2019/904, et abrogeant la Directive 94/62/CE (COM/2022/677 final), qui a été notifiée par l'UE aux membres de ce comité dans le document [G/TBT/N/EU/953](#). La proposition susmentionnée établit des exigences de durabilité pour la mise sur le marché de l'UE des emballages, qui concernent la composition et la

<sup>46</sup> RÈGLEMENT (UE) 2023/334 DE LA COMMISSION du 2 février 2023 modifiant les annexes II et V du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiaméthoxame présents dans ou sur certains produits. JO L 47 du 15.2.2023, pages 29 à 45.

<sup>47</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 786](#).

conception des emballages, en restreignant l'utilisation des formats d'emballage et en établissant des obligations pour les opérateurs économiques et les Membres, notamment des objectifs de réemploi des emballages et de prévention des déchets d'emballages. Bien que le gouvernement du Mexique convienne de l'importance d'encourager les pratiques durables, il est nécessaire de souligner que trois considérations relatives à cette législation doivent être prises en compte pour éviter tout impact sur les branches de production étrangères. La première tient au fait que la proposition de la Commission européenne exclut les boissons spiritueuses des objectifs de réemploi et de recharge énoncés à l'article 26 de la proposition. Toutefois, le projet de rapport du rapporteur de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen (ENVI) propose d'inclure les boissons spiritueuses dans le champ d'application des dispositions relatives au réemploi.

3.253. À cet égard, le Mexique estime qu'il ne devrait pas y avoir d'objectifs de réemploi obligatoires pour la tequila, étant donné que la législation mexicaine applicable établit une exigence obligatoire en vertu de laquelle, pour que la tequila soit considérée comme une "tequila 100% agave", elle doit être embouteillée dans l'usine contrôlée par le producteur agréé, qui doit être située sur le territoire spécifié dans la déclaration. En outre, la législation indique que la tequila doit être embouteillée dans de nouveaux contenants sanitaires. Compte tenu de ce qui précède, la production de contenants de tequila sur le territoire mexicain est une condition nécessaire à la production de tequila, de sorte que le Mexique estime que la présente mesure pourrait contrevenir à l'article 2.2 de l'Accord OTC de l'OMC en étant plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime. En fait, nous estimons que le fait d'imposer des objectifs de réemploi aux boissons spiritueuses aura un effet négatif et ne permettra pas de réaliser l'objectif d'amélioration de la durabilité des emballages. En outre, il est important de souligner que la différenciation dans l'emballage est essentielle pour prévenir sa falsification, raison pour laquelle les producteurs de boissons spiritueuses travaillent pour s'assurer que les matériaux et la conception des bouteilles répondent aux exigences en matière d'indications géographiques et d'appellations d'origine. Ce travail se complique lorsque les aspects relatifs à la mise sur le marché ne sont pas pris en compte et que les critères de performance applicables à l'emballage ne reconnaissent pas la différenciation dans la conception ou la présentation.

3.254. En conséquence, nous demandons que tous les produits protégés par des indications géographiques et des appellations d'origine, y compris la tequila, soient exemptés du respect des critères de performance concernant les emballages énoncés à l'annexe IV de la proposition. Enfin, la troisième considération est liée à un amendement présenté au Parlement européen par le rapporteur de l'ENVI, qui permettrait aux États membres de l'UE "[d]adopter les exigences supplémentaires nécessaires en matière de durabilité afin de réduire la quantité de déchets d'emballages par habitant ". Si cet amendement est maintenu dans la version finale du document, les "exigences supplémentaires [...] en matière de durabilité" pourraient entraîner une plus grande fragmentation du marché intérieur européen, ce qui engendrerait des coûts supplémentaires pour les producteurs-exportateurs de la branche de production mexicaine. Par conséquent, nous demandons à la Commission européenne et aux législateurs d'éviter d'inclure cet amendement dans la version finale du document, afin d'assurer la poursuite de l'harmonisation du marché intérieur européen et d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

3.255. La délégation de la Chine a fait la déclaration suivante. 1. S'agissant du paragraphe 5 de l'article 4 (chapitre 1), il est proposé de supprimer cette disposition. Elle établit ce qui suit: "Outre les exigences en matière d'étiquetage énoncées à l'article 11, les États membres peuvent prévoir des exigences en matière d'étiquetage supplémentaires aux fins de l'identification du système de responsabilité élargie des producteurs ou d'un système de consigne autres que ceux visés à l'article 44, paragraphe 1". L'article 11 du règlement sur la notification énonce clairement la mise en œuvre d'un étiquetage uniforme des emballages au niveau de l'UE. Si chaque État membre stipule en outre l'étiquetage de son propre système de responsabilité élargie des producteurs ou système de consigne au niveau de l'État membre, cela donnera lieu à des exigences de conformité non uniformes sur le marché et augmentera le coût supporté par les opérateurs économiques. 2. Pour ce qui est de l'article 6 (chapitre 2), il est suggéré d'élaborer un acte d'habilitation dès que possible, en prévoyant une période de transition d'au moins trois ans. Les paragraphes 4 et 6 de l'article 6 (chapitre 2) indiquent que la Commission élabore un acte d'habilitation pour la conception en vue du recyclage des emballages et les exigences en matière de recyclabilité à l'échelle. La chaîne d'approvisionnement des fabricants établis en dehors de l'UE est complexe et la mise sur le marché de l'UE des emballages est chronophage; il faut donc du temps pour satisfaire aux nouvelles normes. Le paragraphe 2 de l'article 6 (chapitre 2) indique que les points a) et e) sont applicables à partir du

1<sup>er</sup> janvier 2030 et du 1<sup>er</sup> janvier 2035, respectivement, afin de garantir que les produits mis sur le marché de l'UE satisfont aux exigences réglementaires. Il est recommandé de ménager une période de transition d'au moins trois ans, afin que les opérateurs économiques disposent de plus de temps pour faire face, par exemple, à la modification du système de conception, à la fabrication, à la consommation des stocks existants, etc. Il est donc suggéré d'élaborer un acte d'habilitation avant le 31 décembre 2026 et le 1<sup>er</sup> décembre 2031.

3.256. 3. S'agissant de l'article 7 (chapitre 2), il est recommandé de ne pas fixer d'exigences relatives au contenu en plastique recyclé pour les emballages en plastique des produits électroniques et électriques, en particulier les emballages en contact direct avec les produits. L'article 7 (chapitre 2) indique les contenus en plastique recyclé ci-après: 35% en 2030 et 65% en 2040. Les produits électroniques et électriques contiennent souvent de nombreux dispositifs sensibles. En raison de la complexité de la source, les plastiques recyclés peuvent apporter divers ions, ce qui peut entraîner une pollution ionique des composants électroniques et, en fin de compte, provoquer des défaillances fonctionnelles. Par conséquent, il est recommandé de ne pas fixer d'exigences en matière de contenu en plastique recyclé pour les emballages en plastique des produits électroniques et électriques, en particulier les emballages en contact direct avec les produits. 4. Pour ce qui est des paragraphes 1 et 2 de l'article 7 (chapitre 2), il est suggéré de simplifier la méthode de calcul des matériaux recyclés et d'ajuster la proportion de matériaux recyclés. Ces paragraphes fixent les exigences minimales de matériaux recyclés pour chaque unité d'emballage (par unité d'emballage). Les performances et l'aspect des emballages en plastique recyclé ne peuvent pas répondre aux exigences, comme c'est le cas pour la mousse, le film d'étanchéité en plastique, les sacs à bulles et les plateaux. Pour le type ou le poids du plastique, il est recommandé d'accorder une exemption ou une réduction des exigences relatives à la proportion de contenu recyclé.

3.257. Il est suggéré que l'Union européenne simplifie la méthode de calcul du contenu recyclé et ajuste les exigences concernant la teneur minimale en matériau recyclé pour la valeur moyenne des emballages sur le marché de l'UE au cours d'une période donnée. Étant donné que la technologie actuelle ne permet pas d'utiliser des matériaux recyclés pour tous les emballages en plastique, le calcul du contenu recyclé minimal sur la base de la valeur moyenne du fabricant peut offrir suffisamment de souplesse pour réaliser la teneur minimale en matériaux recyclés, mais aussi pour assurer une meilleure protection de l'environnement. 5. S'agissant de l'article 9 (chapitre 2), il est recommandé de modifier le contenu de l'évaluation de la réduction au minimum des emballages. Ce contenu, visé au paragraphe 3 de l'article 9 (chapitre 2), n'est pas suffisamment spécifique, et il est donc suggéré de le préciser davantage. 2. Le paragraphe 3 de l'article 9 (chapitre 2) dispose ce qui suit: "Aux fins de l'évaluation de la conformité avec le présent paragraphe, l'espace rempli avec des frises de papier, des coussins d'air, du film bulles, des mousses de calage et de rembourrage, de la laine de bois, du polystyrène, des particules de polystyrène expansé ou d'autres matériaux de remplissage est considéré comme de l'espace vide". Le remplissage susmentionné permet d'assurer une protection plus fiable du produit. S'il est réduit à l'état d'espace vide, il ne laisse au fabricant aucun moyen efficace de protéger les marchandises transportées, ce qui peut entraîner des dommages accidentels aux marchandises. 6. Pour l'article 11 (chapitre 3), il est recommandé que l'UE incorpore des renseignements sur la composition des matériaux et sur le contenu recyclé dans le code QR visé au paragraphe 2 de l'article 11, afin qu'ils soient affichés dans le code QR.

3.258. L'article 11 (chapitre 3) indique que les informations sur les matériaux qui composent les emballages (composition des matériaux) doivent être clairement indiquées sur ces emballages. Si le contenu recyclé visé à l'article 7 y figure également, il doit être clairement indiqué sur l'emballage. Il est recommandé que l'UE intègre des informations sur la composition des matériaux et sur le contenu recyclé dans le code QR visé au paragraphe 2 de l'article 11, afin qu'elles soient affichées dans le code QR. Dans la mesure où les informations sur la composition des matériaux et le contenu recyclé peuvent être intégrées dans le code QR, il est pratique pour les fabricants de maintenir et de mettre à jour ces informations, ce qui pourrait réduire leurs coûts de mise en conformité. Par ailleurs, l'identification numérique peut également renforcer la protection de l'environnement. Il peut être stipulé que le code QR doit être clairement indiqué sur l'emballage, et les consommateurs peuvent être guidés, par le biais d'une formation des consommateurs ou d'autres moyens, pour bien comprendre et utiliser ce code.

3.259. 7. S'agissant de l'article 21 (chapitre 4), il est suggéré de préciser le taux d'espace vide de l'emballage et de modifier sa méthode de calcul. Le paragraphe 1 de l'article 21 (chapitre 4), dispose que "Les opérateurs économiques qui fournissent des produits à un distributeur final ou à un utilisateur final dans des emballages groupés, des emballages de transport ou des emballages du

commerce électronique veillent à ce que le taux d'espace vide ne dépasse pas 40%". Il est recommandé de modifier ces termes comme suit: "les opérateurs économiques qui fournissent des produits aux distributeurs finaux ou aux utilisateurs finaux dans des emballages groupés, de transport ou de commerce électronique veillent à ce que le taux d'espace vide soit modéré, et les exigences spécifiques concernant le taux seront spécifiées en fonction des différents contenus d'emballage". 1. Pour réduire les coûts de transport et de stockage, le fabricant a une motivation en vue de la réduction au minimum des emballages. Si l'emballage comporte un espace vide, il est plus probable qu'il offre une protection supplémentaire aux marchandises telles que les marchandises fragiles ou vulnérables. Le taux d'espace vide prescrit ne fait qu'économiser de l'emballage, mais cause plus de dommages aux marchandises dans le transport lié à l'entreposage. Il ne s'agit pas de protection de nature économique ou environnementale. 2. Les emballages de transport ou les emballages du commerce électronique ne peuvent pas permettre d'assurer que le taux d'espace vide ne dépasse pas 40%. Pour les emballages du commerce électronique ou des envois express, si les consommateurs achètent plusieurs produits en même temps, la variété des produits et le nombre limité de formats d'emballage général entraînent souvent un taux d'espace vide important. Compte tenu de la forme irrégulière et de la taille différente des produits, de la zone de travail et de livraison, l'emballage de chaque produit ne peut répondre aux exigences en matière d'espace vide.

3.260. Dans le cadre d'une réglementation générale des emballages, les exigences doivent prendre en compte les différentes formes et propriétés des différents produits, plutôt que recourir à des exigences uniques. Il est donc nécessaire d'envisager l'élaboration de différents taux d'espace vide pour différentes catégories de produits et de contenus. Il est suggéré d'assouplir les exigences relatives à l'espace vide pour les emballages, ou d'en modifier la méthode de calcul, en l'établissant en tant qu'espace vide maximal en longueur, en largeur et en hauteur à l'intérieur de l'emballage. 8. Pour l'article 65 (chapitre 12), il est recommandé d'étendre la période de transition à 24 ou 36 mois. Cet article dispose que le présent règlement "est applicable à partir du [OP: veuillez insérer la date = 12 mois après la date d'entrée en vigueur du présent règlement]." Pour les biens dont la fréquence de mise à jour est moindre, ou dont la forme change peu, la production des emballages peut précéder celle des marchandises, ce qui signifie que la période de transition de 12 mois peut entraîner le gaspillage d'emballages déjà produits en raison de la non-conformité. Compte tenu de l'universalité de ce règlement, il est recommandé de ménager un délai suffisant pour se préparer et d'étendre la période de transition à 24 ou 36 mois.

3.261. La délégation de la Fédération de Russie a fait la déclaration suivante. La Fédération de Russie renvoie à la déclaration qu'elle a faite lors de la précédente réunion du Comité OTC concernant le projet de règlement relatif aux emballages et déchets d'emballage. Les Membres de l'OMC se souviendront que lors de la dernière réunion du Comité, nous avons soulevé certaines questions concernant la proposition de l'UE, telles que l'incohérence entre les exigences proposées et les normes internationales, l'absence de méthodes d'essai approuvées au niveau international confirmant qu'il est sûr d'utiliser des matériaux recyclés, ainsi que le fait que les exigences proposées ne sont étayées par aucune preuve scientifique. Toutes ces questions restent sans réponse. Outre les exemples de restrictions injustifiées figurant dans la proposition de règlement, que nous avons fournis à la dernière réunion du Comité, nous aimerions noter que l'UE cherche à interdire les formats d'emballages à usage unique ci-après: – Les emballages destinés à conditionner moins de 1,5 kg de fruits et légumes frais – Les emballages pour aliments et boissons à remplir et à consommer sur place dans les hôtels et restaurants – Les petits emballages hôteliers pour produits cosmétiques, d'hygiène et de toilette (de moins de 50 ml pour les produits liquides ou de moins de 100 g pour les produits non liquides) – Les emballages à portion unique ou individuelle dans le secteur de la restauration pour les condiments, les conserves, les sauces, la crème pour le café, le sucre et les épices. Nous soulignons qu'une telle interdiction est censée être établie indépendamment des matériaux utilisés dans l'emballage. L'interdiction proposée ne repose ni sur des normes internationales ni sur une quelconque justification scientifique. La Fédération de Russie souligne une fois de plus que le règlement proposé semble être incompatible avec les règles de l'OMC et qu'il peut créer une grande incertitude sur le marché de l'UE, ainsi que des obstacles non nécessaires au commerce international. Nous demandons instamment à l'UE de le réviser et de le mettre en conformité avec les règles de l'OMC.

3.262. La délégation de l'Inde a fait la déclaration suivante. L'Inde exprime sa préoccupation concernant la proposition de règlement de l'Union européenne relatif aux emballages et déchets d'emballage modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive 2019/104. Si l'Inde apprécie la volonté de l'UE de répondre aux préoccupations environnementales, elle estime toutefois que toute proposition en la matière devrait tenir compte de la complexité des secteurs d'activité concernés et

des solutions d'emballage appropriées. À cet égard, l'Inde demande à l'UE de communiquer la norme internationale pertinente qui a servi de base au règlement proposé. L'Inde demande également à l'UE de partager son analyse sur la prise en compte de la marge de manœuvre des opérateurs économiques.

3.263. La délégation du Guatemala a fait la déclaration suivante. Le Guatemala souhaite également souligner l'importance des efforts déployés sur le plan environnemental pour créer un cadre de vie plus sain. Toutefois, nous soulignons notre préoccupation quant au fait que de tels efforts peuvent conduire à des obstacles non nécessaires au commerce. En ce qui concerne cette préoccupation commerciale, nous estimons que certains éléments devraient être examinés de manière plus approfondie et plus précise. Le Guatemala apprécierait donc qu'il soit répondu à cette question et que les définitions contenues dans le projet de règlement soient soigneusement évaluées. Par exemple, les articles 30, 31, 32, 33 et 34 établissent les lignes directrices pour l'évaluation de la conformité des emballages. Toutefois, elles ne précisent pas l'autorité ayant compétence pour effectuer l'évaluation. Il semblerait qu'il y ait une incertitude concernant les critères pour cette évaluation, ce qui laisse ouverte la possibilité d'avoir de multiples critères. En outre, l'article 13.5 indique que l'emballage doit porter un numéro permettant son identification, tel qu'un numéro de lot. Toutefois, dans le cas d'emballages réemployables, sur lesquels le numéro de lot est imprimé au laser, le numéro de lot précédent ne peut pas être effacé, ce qui entraînera des problèmes concernant les nouveaux produits et peut créer une confusion lors de leur traçage. Nous demandons donc que soient pris en compte ces aspects et caractéristiques des emballages réemployables sur lesquels le numéro de lot a été imprimé au laser. L'article 11 mentionne l'exigence d'une étiquette, mais il n'est pas clair pour nous s'il est fait référence à une étiquette supplémentaire à celle portée par le produit, comme dans le cas où un produit déjà mis sur le marché est doté d'un code QR. Nous demandons également si le même code QR peut être utilisé pour fournir des renseignements sur les matériaux d'emballage. Nous souhaiterions que l'UE apporte des éclaircissements concernant nos préoccupations, afin de faire progresser le commerce et d'assurer qu'il soit également bénéfique pour les partenaires commerciaux.

3.264. En réponse, la délégation de l'Union européenne a fait la déclaration suivante. L'UE remercie les Membres de l'intérêt qu'ils portent à la Proposition de Règlement relatif aux emballages et déchets d'emballage modifiant le Règlement (UE) 2019/1020 et la Directive (UE) 2019/904 et abrogeant la Directive 94/62/CE. L'UE a notifié le règlement proposé au titre de l'Accord OTC, le 27 février 2023. Par conséquent, la date limite pour la présentation d'observations qui était fixée à 90 jours à compter de la notification a expiré. L'UE a reçu des observations sur cette proposition de la part de plusieurs Membres, dont la Chine, le Japon, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada. Nous remercions les Membres pour leur intérêt et leurs observations constructives, auxquelles nous répondrons dès que possible. Nous tiendrons également compte de ces observations et préoccupations dans le processus législatif et de codécision en cours. La plupart des questions que nous avons reçues portaient, par exemple, sur les points suivants: la manière dont la Commission compte procéder en ce qui concerne le non-respect actuel par les États membres de la directive en vigueur sur les emballages, et les flexibilités futures des États membres dans le cadre du règlement proposé; les objectifs de réemploi et leur incidence sur l'environnement et la branche de production; la recyclabilité (en mettant l'accent sur la nécessité d'accorder suffisamment de temps à la branche de production pour se mettre en conformité et en demandant comment les normes volontaires en vigueur seront intégrées dans le droit dérivé futur relatif aux critères de conception en vue du recyclage), les exigences minimales en matière de contenu recyclé et une flexibilité éventuelle accordée aux opérateurs économiques pour s'y conformer; la question de savoir si des droits de propriété intellectuelle autres que l'indication géographique pourraient être envisagés comme des motifs possibles d'exemption des exigences relatives à la réduction au minimum des emballages; les travaux pratiques des autorités de surveillance du marché.

3.265. La Commission souhaite remercier les Membres pour les questions soulevées, qui permettront d'améliorer la proposition actuelle. Nous voudrions donner aux Membres l'assurance que l'UE a examiné la plupart de ces questions avec la plus grande attention et que des solutions pratiques sont recherchées et examinées. Il est actuellement trop tôt pour prévoir la date exacte d'adoption de cette proposition. Les procédures internes de l'UE sont en marche pour aboutir à un accord en 2024, avant la fin du mandat de l'actuel Parlement. Le règlement final, une fois adopté, sera notifié au Comité OTC.

### **3.1.3.17 États-Unis – Chapitre 173-337 du Code administratif de Washington (WAC), Restrictions et déclarations concernant les produits de consommation plus sûrs, G/TBT/N/USA/1958 (ID 787<sup>48</sup>)**

3.266. La délégation de la République de Corée a fait la déclaration suivante. La Corée apprécie l'occasion qui lui est donnée de faire part des préoccupations de ses branches de production relatives aux Restrictions et déclarations concernant les produits de consommation plus sûrs; Code administratif de Washington (WAC)", qui ont été notifiées par les États-Unis sous la cote [G/TBT/N/USA/1958](#) le 6 janvier 2023. En ce qui concerne la restriction de vaste portée concernant les retardateurs de flamme présents dans les produits électriques et électroniques, énoncée dans la proposition de règlement, la Corée a communiqué ses observations écrites le 1<sup>er</sup> février comme suit. En vertu de la disposition du chapitre 173-337-112 du WAC, la restriction des retardateurs de flamme organohalogénés (RFO), applicable aux équipements électriques et électroniques (EEE) destinés à un usage intérieur et alimentés soit par des prises de courant standard de 120 volts soit par des batteries, réglementera pratiquement tous les EEE à usage intérieur. Étant donné qu'une restriction aussi étendue impose des exigences trop contraignantes, qui dépassent le champ d'action réglementaire du gouvernement fédéral des États-Unis et des gouvernements d'État, et qu'elle peut également poser des problèmes de sécurité sanitaire pour les consommateurs en affectant négativement les résultats en matière d'ignifugation des EEE, il a été demandé que la disposition susmentionnée soit retirée. La Corée demande une nouvelle fois qu'il soit envisagé de supprimer la restriction des retardateurs de flamme organohalogénés (RFO) et les dispositions d'application correspondantes dans la règle actuelle, étant donné qu'il est toujours difficile de se conformer à l'intégralité des exigences de restriction concernant les RFO. Si la demande de retrait ne peut être acceptée, nous demandons que l'État de Washington envisage d'appliquer les mesures suivantes: l'adoption d'un système de déclaration volontaire pour accumuler des données sur l'utilisation des RFO, avant la mise en œuvre de la restriction; la réduction de la gamme des RFO et des produits d'EEE à réglementer; et/ou l'octroi à titre temporaire de dérogations pour les produits d'EEE pour lesquels il ne peut être évité d'utiliser des RFO jusqu'à ce que des solutions de remplacement appropriées à ces substances soient mises au point.

3.267. La délégation de la Chine a fait la déclaration suivante. La Chine se félicite de constater que la nouvelle règle, adoptée par l'État de Washington le 31 mai 2023, a intégré des observations pertinentes formulées par des Membres. Elle apprécie cela et remercie les États-Unis pour la révision. La nouvelle règle reconnaît plusieurs utilisations essentielles de RFO et autorise – sous forme de dérogations – l'utilisation continue de ces substances dans un large éventail d'applications, y compris dans les produits électriques, les produits vendus comme pièces détachées, les dispositifs médicaux, l'aérospatiale, les véhicules motorisés, etc. En outre, la nouvelle règle établit une procédure spéciale pour les dérogations, et les parties prenantes peuvent demander des dérogations spécifiques supplémentaires selon que de besoin. La Chine note que la nouvelle règle restreint toujours l'utilisation de RFO ajoutés intentionnellement dans certains boîtiers à usage extérieur de produits d'EEE et met en œuvre une nouvelle exigence de déclaration pour les RFO utilisés dans les boîtiers et enveloppes pour certains produits d'EEE à usage extérieur.

3.268. Premièrement, la Chine suggère de ne pas réglementer les RFO en tant que classe, mais de spécifier quel sous-groupe de RFO fait l'objet de restrictions. Il existe au total plus de 100 types de RFO, mais conformément aux pratiques internationales en vigueur, telles que celles de la Convention de Stockholm et de la directive de l'UE sur les restrictions concernant les substances dangereuses (RoHS), pas plus de 10 types font actuellement l'objet de restrictions. Les National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine (NASEM) des États-Unis ont publié, en 2019, un rapport d'étude qui souligne que les RFO utilisés dans les produits de consommation ne peuvent pas être classés en un seul groupe; ils devraient plutôt être classés en 14 sous-groupes en fonction de la structure chimique, des propriétés physico-chimiques et de l'activité biologique prévue, puis ils devraient être évalués non pas seulement en termes de risques, mais aussi de faisabilité technique des solutions de rechange ainsi que les incidences sur la branche de production. Deuxièmement, la Chine suggère que les États-Unis reportent d'un an la mise en œuvre des restrictions et déclarations concernant les RFO, sur la base du calendrier actuel, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Il faut généralement un cycle de deux ou trois ans pour achever le remplacement intégral d'un retardateur de flamme, depuis la mise au point de la formulation, la confirmation des utilisateurs jusqu'au retour d'information sur la stabilité du marché. Si les fabricants de produits sont contraints d'utiliser des solutions de remplacement qui n'ont pas fait leurs preuves, cela compromettra les résultats en matière

<sup>48</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 787](#).



d'ignifugation des produits et mettra en danger la vie et les biens des consommateurs. Actuellement, la mise en œuvre des restrictions concernant les RFO aura lieu, au plus tôt, le 1<sup>er</sup> janvier 2025, soit seulement 18 mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023, date d'entrée en vigueur de la nouvelle règle.

3.269. La délégation du Japon a fait la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations ci-après au sujet des restrictions proposées concernant les retardateurs de flamme organohalogénés (RFO) dans les boîtiers à usage extérieur en plastique des équipements électriques et électroniques (EEE) grand public (ci-après dénommées "restrictions proposées concernant les RFO") pour un programme de mise en œuvre (connu sous le nom de "Safer Products for Washington" (Produits de consommation plus sûrs pour l'État de Washington)) du chapitre 70 A. 350 RCW, loi de l'État de Washington/des États-Unis. Les associations industrielles japonaises ont présenté des observations au Département de l'écologie à plusieurs reprises au cours des périodes de consultation publique, y compris sur la notification OTC. Les EEE grand public sont utilisés dans un large éventail de domaines, y compris l'électronique grand public, les équipements médicaux et les équipements de télécommunications, etc. Le terme RFO ne désigne pas une substance unique, mais plutôt le groupe de tous les retardateurs de flamme organohalogénés, dont le nombre s'élèverait à des dizaines de milliers ou plus. Les RFO sont couramment utilisés dans les boîtiers à usage extérieur en plastique des EEE pour empêcher le démarrage ou la propagation du feu et protéger des vies humaines. Si les restrictions proposées concernant les RFO étaient mises en œuvre rapidement, les fabricants d'EEE devraient renoncer aux expéditions de leurs produits non conformes vers les États-Unis. Ainsi, non seulement de nombreuses branches de production seraient gravement affectées, mais en outre de nombreux citoyens des États-Unis seraient considérablement désavantagés. Par conséquent, il convient d'examiner très attentivement la question avant de mettre en œuvre cette proposition de restrictions concernant les RFO.

3.270. Nous croyons comprendre que l'objectif du programme "Safer Products for Washington" (Produits de consommation plus sûrs pour l'État de Washington) est de protéger les citoyens contre l'exposition aux substances chimiques dangereuses. Toutefois, des associations industrielles japonaises nous ont informés que les boîtiers à usage extérieur en plastique des EEE grand public ne libèrent que peu de RFO durant leur utilisation et que le risque d'effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement est extrêmement faible. Les lois et réglementations d'autres États des États-Unis, d'autres pays ou régions, ainsi que les conventions internationales ne limitent pas de manière uniforme tous les RFO pour tous les boîtiers à usage extérieur en plastique des EEE grand public. Le Département de l'écologie de l'État de Washington (ci-après dénommé "le Département de l'écologie") s'est contenté de mener des recherches concernant uniquement 22 RFO considérés comme potentiellement dangereux. Toutefois, il ne semble pas prouvé que tous les RFO soient dangereux. Nous voudrions demander que le Département de l'écologie fournisse des données probantes indiquant que tous les RFO sont dangereux. En outre, le Département de l'écologie a affirmé que plusieurs retardateurs de flamme non halogénés sont disponibles pour remplacer les RFO. Toutefois, non seulement il faudra du temps pour confirmer que ces autres solutions peuvent être utilisées avec des propriétés et des profils de sûreté équivalents pour tous les types de boîtiers à usage extérieur en plastique des EEE grand public, mais aussi il ne sera pas toujours possible de remplacer tous ces boîtiers par ces autres solutions.

3.271. Nous croyons comprendre que le règlement vise à protéger la santé humaine et l'environnement. Toutefois, nous craignons que les restrictions proposées concernant les RFO ne soient plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs et ne soient contraires à l'article 2.2 de l'Accord OTC. Par conséquent, afin de garantir que ces restrictions sont compatibles avec l'Accord OTC le Japon souhaiterait demander aux États-Unis de prendre les mesures suivantes: 1) de mener une évaluation plus approfondie des risques liés aux effets sur la santé humaine et l'environnement que posent les RFO contenus dans les boîtiers à usage extérieur en plastique des EEE, y compris une analyse de la cohérence avec les résultats de l'évaluation des risques réalisée dans d'autres pays et régions; 2) sur la base des résultats de l'évaluation des risques, d'identifier le nom et le numéro d'enregistrement CAS des RFO ciblés, de restreindre le type d'EEE à réglementer et de fixer des seuils appropriés et réalisables pour la teneur en RFO; et 3) de mener une étude de faisabilité pratique quant aux solutions de rechange, et d'envisager un délai de grâce plus approprié pour les restrictions concernant les RFO.

3.272. En réponse, la délégation des États-Unis a fait la déclaration suivante. Le 6 janvier 2023, les États-Unis ont notifié le Code administratif de Washington relatif aux restrictions et déclarations concernant les produits de consommation plus sûrs. Cette mesure crée des exigences de déclaration ou de restriction applicables aux produits de consommation pour certaines substances chimiques.

Les États-Unis apprécient les observations présentées par la Chine, la Corée et le Japon en réponse à la notification concernée. La mesure finale a été publiée le 31 mai 2023 sous la cote [G/TBT/N/USA/1958/Add.1](#). Veuillez visiter la page Web consacrée à l'élaboration de la réglementation relative aux produits de consommation plus sûrs pour l'État de Washington<sup>49</sup> pour obtenir des renseignements relatifs à l'élaboration de la réglementation, y compris les documents justificatifs. Ceux-ci comprennent l'analyse réglementaire finale (Final Regulatory Analyses), la déclaration explicative concise (Concise Explanatory Statement), le plan de mise en œuvre de la réglementation (Rule Implementation Plan) et la détermination d'impact non significatif de la Loi sur la politique environnementale de l'État de Washington (SEPA Determination of Nonsignificance).

### **3.1.3.18 Inde – Ordonnance de 2022 sur les fibres discontinues de viscosse (contrôle de la qualité), [G/TBT/N/IND/234](#) (ID 790<sup>50</sup>)**

3.273. La délégation de l'Indonésie a fait la déclaration suivante. L'Indonésie réitère sa préoccupation concernant la mise en œuvre par l'Inde de l'Ordonnance de 2022 sur les fibres discontinues de viscosse (contrôle de la qualité), qui a été notifiée sous la cote [G/TBT/N/IND/234](#) le 1<sup>er</sup> septembre 2022. L'Indonésie apprécie que l'Inde ait suspendu l'application de ce règlement jusqu'au 29 mars 2023. Toutefois, nous estimons que le délai de transition prévu par l'Inde est encore insuffisant pour permettre aux entreprises de se conformer aux dispositions de ce règlement, en particulier en ce qui concerne le processus de certification mené par le BIS. Les entreprises indonésiennes peuvent satisfaire à toutes les exigences du règlement, y compris les exigences administratives fixées par le BIS. Depuis décembre 2022, elles ont déposé une demande de certification auprès du BIS, qui a programmé une inspection des usines en janvier 2023. Toutefois, le BIS a reporté le calendrier d'inspection des usines à février et, à ce jour, il n'a encore procédé à aucune inspection d'usine auprès d'entreprises indonésiennes. Nos entreprises ont fait part de leurs préoccupations concernant le manque de personnel et de ressources du BIS, qui a entraîné un retard dans les inspections sur place. L'Indonésie regrette profondément ce retard, car il a entraîné des pertes importantes pour la branche de production des fibres discontinues de viscosse. En 2022, l'Indonésie a pu exporter en moyenne 5 000 tonnes de produits de fibres discontinues de viscosse par mois vers l'Inde. Toutefois, en 2023 (de janvier à mars 2023), le volume des exportations de ces produits est tombé à 2 360 tonnes. En outre, depuis l'entrée en vigueur de l'Ordonnance de contrôle de la qualité (OCQ) sur les fibres discontinues de viscosse, le 29 mars 2023, les entreprises indonésiennes n'ont pas du tout été en mesure d'exporter vers l'Inde, car la certification n'a pas encore été effectuée. Cette situation est source d'incertitude dans les opérations commerciales et nuit aux droits et aux intérêts commerciaux de notre branche de production.

3.274. L'Indonésie s'interroge également sur le traitement différencié de ses entreprises, car il n'y a toujours pas de clarté sur le calendrier d'inspection des usines pour les entreprises indonésiennes. D'autre part, selon les informations obtenues par les entreprises indonésiennes, l'Inde a procédé à des inspections d'usines pour des entreprises situées en dehors de l'Indonésie. Nous attendons de l'Inde qu'elle soit en mesure d'accorder un traitement égal à toutes les entreprises qui seront certifiées. Nous lui demandons instamment de mettre en œuvre le système d'OCQ conformément aux articles 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC. Si la question de l'inspection des usines ne peut être résolue immédiatement, l'Indonésie demande instamment à l'Inde de reporter la mise en œuvre de l'OCQ sur les fibres discontinues de viscosse jusqu'à ce que le BIS puisse s'assurer que le personnel qui effectuera les inspections des usines est prêt et disponible. Une fois de plus, l'Indonésie demande à l'Inde d'envisager la possibilité d'une reconnaissance internationale, dans le cadre de l'Accord de reconnaissance mutuelle (ARM) et de l'Accord de reconnaissance multilatérale (ALM selon le sigle en anglais), des résultats d'évaluation de la conformité et/ou des organismes d'évaluation de la conformité du pays d'origine. Cela accélérera le processus de certification, évitera la duplication des procédures d'essai et de certification et peut réduire le coût de l'évaluation de la conformité.

3.275. La délégation de l'Union européenne a fait la déclaration suivante. L'UE reste vivement préoccupée par le nombre croissant d'OCQ émis par l'Inde dans de nombreux secteurs. Elle souhaite rappeler qu'il semble que la majorité des ordonnances adoptées par l'Inde ont une orientation protectionniste et suscitent des questions quant à leur conformité aux obligations souscrites au titre de l'Accord OTC de l'OMC. L'UE est profondément préoccupée par le fait que les ordonnances sur le contrôle de la qualité prescrivent généralement l'utilisation de normes propres à l'Inde alors que des normes internationales existent déjà. L'UE tient à rappeler à l'Inde que l'article 2.4 de l'Accord OTC

<sup>49</sup> [WAC 173-337 – Département de l'écologie de l'État de Washington](#).

<sup>50</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 790](#).

de l'OMC prescrit que les Membres utiliseront des normes internationales, lorsqu'elles existent, comme base de leurs réglementations techniques, sauf lorsque ces normes internationales, ou des éléments pertinents, seraient inefficaces ou inappropriés pour réaliser les objectifs légitimes recherchés, par exemple en raison de facteurs climatiques ou géographiques fondamentaux ou de problèmes technologiques fondamentaux. En outre, les OCQ prescrivent des procédures d'évaluation de la conformité qui sont plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour réaliser leur objectif légitime. Elles entraînent une charge et un coût économique supplémentaires pour la branche de production de l'UE en raison de procédures qui sont fastidieuses de manière non nécessaire, y compris des essais obligatoires dans des laboratoires indiens, en vue d'obtenir les permissions et/ou licences nécessaires pour des produits déjà testés et certifiés conformément aux normes et systèmes internationaux établis. Il n'existe aucune disposition prévoyant une procédure simplifiée qui s'appuie sur une certification établie délivrée par un organisme international.

3.276. L'UE est préoccupée par la tendance marquée à établir des normes nationales obligatoires en Inde qui s'écartent des normes internationales pour un nombre croissant de produits du secteur textile. Elle a également remarqué que l'Inde ne notifie pas bon nombre de ces mesures, comme l'exigent les articles 2.9 et 5.6 de l'Accord OTC de l'OMC. Étant donné qu'à ce jour, l'Inde n'a pas fourni de réponse aux questions soulevées par l'UE lors de la précédente réunion du Comité OTC, l'UE souhaite à nouveau faire une déclaration détaillée sur cette question. L'UE souhaiterait demander à l'Inde des éclaircissements sur les raisons de la mise en place d'une OCQ spécifique à l'Inde pour les fibres discontinues de viscose, alors que les exportations de l'UE sont déjà conformes à des normes internationalement reconnues telles que les normes ISO. L'OCQ sur les fibres discontinues de viscose est basée sur un processus d'enregistrement auprès du Bureau indien de normalisation (BIS). Les installations de fabrication dans le pays exportateur doivent faire l'objet d'une vérification en personne par une équipe d'agents du BIS. L'UE est profondément préoccupée non seulement par le coût élevé de cet enregistrement, mais aussi par l'exigence de révéler des informations commerciales sensibles en matière de prix et de production, ainsi que par l'obligation de fournir une garantie bancaire de 10 000 USD en faveur du BIS, qui est considérée comme une "garantie de performance de qualité".

3.277. Les mesures proposées pour les fibres discontinues de viscose exigent que les produits fassent l'objet d'essais à deux reprises, notamment au moyen de vérifications locales et d'essais dans un laboratoire désigné. Pour la branche de production de l'UE, cela représente une charge supplémentaire liée à l'enregistrement, à la garantie bancaire, aux essais et à la certification. Le processus de certification est coûteux, lourd et comprend des exigences de présentation d'informations commerciales sensibles. Les produits visés par cette législation ne présentent pas de risque pour la santé et la sécurité, car ils sont soumis à des tests approfondis de sécurité et de contrôle de la qualité dans l'UE avant d'être exportés. C'est pourquoi la certification obligatoire par le BIS est considérée comme non nécessaire. L'OCQ en question n'est pas conforme à l'article 2.2 de l'Accord OTC, qui dispose que les Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. En outre, dans la mesure où une garantie bancaire est exigée pour tous les produits importés, l'OCQ semble aller à l'encontre de l'article 2.1 de l'Accord OTC, selon lequel les Membres feront en sorte, pour ce qui concerne les règlements techniques, qu'il soit accordé aux produits importés en provenance du territoire de tout Membre un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays. Il convient de rappeler que les producteurs de fibres artificielles ou synthétiques établis dans l'UE se conforment déjà à une large gamme de certifications et de normes relatives à la qualité, à la sécurité et à la protection de l'environnement, telles que les normes ISO 9001, 14001 et 45001, le label écologique de l'UE et la pharmacopée européenne. L'UE souhaite demander à l'Inde de revoir les normes actuelles et les procédures d'évaluation de la conformité définies dans l'OCQ concernée et d'envisager d'aligner les normes et les procédures d'évaluation de la conformité du BIS sur les normes et les approches internationales, ainsi que d'accepter les certificats délivrés en dehors de l'Inde sur la base des normes ISO.

3.278. L'UE souhaite également faire observer que le processus obligatoire d'apposition de la marque ISI est superflu et entraîne des coûts de certification excessifs, tandis que les exigences strictes en matière d'emballage freinent l'innovation et limitent même l'utilisation de matériaux plus respectueux de l'environnement. En outre, l'UE souhaiterait également demander à l'Inde s'il serait possible de préciser l'étendue du/des produit(s) visé(s) par les ordonnances de contrôle de la qualité en indiquant clairement dans l'OCQ le(s) code(s) du Système harmonisé (SH) des produits concernés. L'UE regrette que l'entrée en vigueur de cet OCQ n'ait pas été différée et qu'elle ait eu

lieu le 29 mars 2023. L'article 2.12 de l'Accord OTC de l'OMC prescrit de ménager un délai raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, afin de laisser aux producteurs le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux nouvelles exigences. L'UE tient également à rappeler que, conformément à la Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, prise par l'OMC en 2001, les Ministres sont convenus que l'expression "délai raisonnable" sera interprétée comme signifiant normalement une période qui ne sera pas inférieure à six mois, sauf quand cela ne permettrait pas d'atteindre les objectifs légitimes recherchés". L'UE espère que l'Inde pourra fournir des éclaircissements sur les questions soulevées. Nous restons disposés à discuter de ces questions dans un cadre bilatéral au niveau des experts.

3.279. En réponse, la délégation de l'Inde a fait la déclaration suivante. L'Inde remercie les délégations de l'Union européenne et de l'Indonésie pour l'intérêt qu'elles portent à l'Ordonnance de 2022 sur les fibres discontinues de viscose (contrôle de la qualité). L'Ordonnance a été publiée dans le Journal officiel du 29 décembre 2022, indiquant qu'elle entrerait en vigueur 30 jours après la date de publication. En outre, une ordonnance portant modification de l'OCQ a été publiée le 27 janvier 2023, indiquant que l'OCQ entrerait en vigueur le 29 mars 2023, ce qui laisserait à la branche de production, à sa demande, un délai de transition suffisant. Il convient de noter que le BIS a déjà accordé quatre licences concernant les fibres discontinues de viscose conformément à la norme IS 17266:2019 à des fabricants nationaux ainsi que trois licences à des fabricants étrangers établis au Royaume-Uni (1) et en Autriche (2). Cinq demandes de fabricants étrangers sont actuellement examinées, et aucune demande de fabricants nationaux n'est en instance. S'agissant de la proposition d'envisager la reconnaissance internationale des résultats d'évaluation de la conformité ainsi que des organismes d'évaluation de la conformité, il convient d'indiquer que de telles dispositions ne peuvent être prises que dans le cadre d'un accord de reconnaissance mutuelle (ARM) de gouvernement à gouvernement avec les pays intéressés, avec l'approbation du gouvernement central.

3.280. Le système de certification BIS est essentiellement à caractère volontaire. Toutefois, pour un certain nombre de produits, la conformité aux normes indiennes est rendue obligatoire par le gouvernement central au titre de diverses considérations, à savoir l'intérêt public, la protection de la santé des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux, la sécurité de l'environnement, la prévention des pratiques commerciales déloyales et la sécurité nationale, qui sont compatibles avec les règles de l'OMC. Les projets d'OCQ prévoient le système I d'évaluation de la conformité aux termes du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS. Le système I de l'annexe II du Règlement de 2018 du BIS relatif à l'évaluation de la conformité est basé sur le système d'évaluation de la conformité de type 4 énoncé dans la norme internationale ISO/IEC 17067:2013, Évaluation de la conformité – Éléments fondamentaux de la certification de produits et lignes directrices pour les programmes de certification de produits. L'audit d'usine par le BIS est une prescription obligatoire dans le cadre de ce système aux fins de la certification par le BIS. Dans le cadre du système I, la conformité du produit à la norme concernée est établie au moyen d'essais effectués sur les produits dans l'usine, ou dans un laboratoire tiers reconnu par le BIS, ou par une combinaison des deux. Il convient également de noter que les exigences en matière d'évaluation de la conformité, telles qu'elles sont spécifiées dans le projet d'OCQ, s'appliquent aussi bien aux fabricants nationaux qu'aux fabricants étrangers qui ont l'intention d'exporter leurs produits vers l'Inde.

3.281. L'OCQ sur les fibres discontinues de viscose a été émise en application de la Loi de 2016 portant création du BIS. À cet égard, tout renseignement obtenu par un agent de certification ou par le BIS à partir d'une déclaration faite ou d'une information fournie, d'une preuve apportée ou d'une inspection effectuée en vertu des dispositions de cette loi est traitée de manière confidentielle. Une garantie d'exécution est exigée des fabricants après la délivrance de la licence du BIS lors de la signature d'une entente entre le BIS et le fabricant étranger. La présentation et le dépôt d'une garantie d'exécution par les fabricants étrangers ne devrait pas être considérée comme une forme de discrimination entre les sociétés nationales et étrangères. Pour les fabricants nationaux, en cas de violation de la Loi portant création du BIS, et des règles et règlements en découlant, y compris en cas de non-paiement des redevances de marque en souffrance, le BIS peut engager une procédure auprès des tribunaux indiens et chercher à obtenir une compensation. Toutefois, cette loi du pays ne peut être appliquée à l'étranger. Par conséquent, dans le cas des fabricants étrangers, une garantie d'exécution délivrée par une banque est demandée afin de s'assurer que les dispositions de la Loi portant création du BIS, et des règles et règlements en découlant, sont dûment respectées. La garantie d'exécution est destinée à protéger le BIS contre le non-respect des modalités et

conditions des licences exploitées par les fabricants étrangers. Elle n'est invoquée qu'en cas de manquement et couvre la responsabilité civile et la perte de revenus, le cas échéant, susceptible de survenir pendant et après la durée de validité de la licence. Le montant inscrit vis à vis de la garantie bancaire est déposé auprès de la banque concernée sous la forme d'une sûreté remboursable et ne devrait pas être considéré comme une dépense.

3.282. Il convient d'ajouter que les garanties bancaires sont aussi courantes dans le commerce international pour garantir la bonne exécution des marchés. Le gouvernement indien a encouragé l'industrie à fabriquer des produits de qualité en suivant des normes et ces normes doivent également s'appliquer aux importations pour protéger le marché des produits de fibres discontinues de viscose ne répondant pas aux normes, en imposant la certification BIS au moyen de la norme BIS pour les produits de fibres discontinues. Il convient de noter que les exigences en matière d'évaluation de la conformité (comme l'apposition de la marque ISI sur les marchandises et l'emballage), telles qu'elles sont spécifiées dans le projet de d'OCQ, s'appliquent de la même manière aux fabricants nationaux et aux fabricants étrangers qui ont l'intention d'exporter leurs produits vers l'Inde.

**3.1.3.19 Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles,**  
[G/TBT/N/IND/20](#), [G/TBT/N/IND/20/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/40](#),  
[G/TBT/N/IND/40/Rev.1](#) (ID 133<sup>51</sup>)

3.283. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. Le gouvernement indonésien aimerait demander au gouvernement indien des éclaircissements supplémentaires au sujet des restrictions visant les importations de pneumatiques et de l'imposition de redevances pour l'utilisation de la marque "Norme indienne" (IS) sur les produits pneumatiques fournis à des tiers. L'Indonésie regrette de ne pas avoir pu trouver la meilleure solution à ce problème. La Direction générale du commerce extérieur du Ministère indien du commerce et du commerce électronique a publié le 12 juin 2020 la notification n° 12/2015-2020 qui modifie la politique interdisant les importations de pneumatiques indiens de certaines tailles et de certains types. Le gouvernement indonésien a évalué cette notification. Le gouvernement indien a durci sa réglementation en matière d'importation, en interdisant l'importation de pneumatiques de certains types et de certaines tailles et en exigeant que chaque conteneur expédié vers l'Inde fasse l'objet d'un échantillonnage à des fins douanières et satisfasse à des prescriptions relatives à l'enregistrement de l'entrepôt dans lequel les produits pneumatiques importés en question seront stockés.

3.284. Depuis la mise en œuvre de cette politique, les importateurs doivent présenter par courrier électronique une déclaration concernant l'interdiction d'importer certains types et certaines catégories de pneumatiques de certaines dimensions qui ont été produits dans le pays; le manquement à cette obligation donnera lieu à des sanctions pénales au titre de la Loi de 1992 sur le commerce extérieur (développement et réglementation) (Loi FTDR). Ces renseignements ont été portés à la connaissance de l'Indonésie. Compte tenu du nombre important de types et de tailles de pneumatiques produits en Inde, l'un des principaux producteurs mondiaux, la mise en œuvre de cette réglementation a *de facto* restreint les types de produits pouvant être importés et créé des obstacles non nécessaires à l'exportation des produits pneumatiques indonésiens. L'Indonésie compte également demander des éclaircissements concernant l'imposition de redevances ou de frais de marquage pour les produits pneumatiques qui portent la marque IS et sont destinés à l'exportation vers d'autres parties. Selon elle, l'application de redevances pourrait faire peser une charge sur les opérateurs privés et créer des obstacles non nécessaires au commerce mondial. L'imposition de redevances pour l'utilisation de la marque IS n'est pas une pratique courante, n'a aucun fondement juridique et n'a aucun rapport avec la préservation du bien-être et de la sécurité des personnes et des animaux, des végétaux et de l'environnement, ni avec le fait de mettre fin aux pratiques commerciales déloyales. Eu égard aux dispositions de l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC de l'OMC, l'Indonésie estime que l'application de la politique aux produits pneumatiques importés est incompatible avec le principe de non-discrimination et risque d'entraver inutilement le commerce international. L'Indonésie espère que l'Inde clarifiera davantage la situation, notifiera au Comité OTC de l'OMC tout règlement pertinent et évaluera l'application de cette politique pour veiller à ce qu'elle soit conforme aux règles de l'OMC.

3.285. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite apporter son soutien à l'Indonésie et il est préoccupé par l'approche adoptée par l'Inde au sujet du

---

<sup>51</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 133](#).

système de certification pour les pneumatiques. Nous croyons comprendre que, pour ce qui est des normes applicables au marché intérieur, l'Inde, qui n'est pas partie à l'accord international pertinent – l'Accord de 1958 de la CEE-ONU, a adopté des règlements pour protéger son marché. Depuis le Décret de 2009 relatif au contrôle de la qualité (mis en œuvre en 2011), les pneumatiques sont soumis à une certification et un marquage spécifiques, ce qui entraîne un double contrôle, des frais spécifiques et des procédures administratives fastidieuses. En outre, le 17 mai 2021, l'Inde a publié un nouveau règlement, le Règlement AIS 142 sur les seuils de trois performances des pneumatiques (résistance au roulement, adhérence sur sol mouillé et bruit) applicables au marché des équipements d'origine. Nous croyons comprendre que ce règlement a été appliqué à tous les types de pneumatiques avec un calendrier différencié (octobre 2021 pour les nouveaux modèles, octobre 2022 pour les modèles existants). Les seuils proposés par ce règlement sont très proches de ceux du règlement de la CEE-ONU, ce qui est positif, mais la mise en œuvre du règlement soulève un certain nombre de questions, en particulier les suivantes: l'absence de notification à l'OMC et la brièveté de la période de mise en œuvre; la reconnaissance inédite de quatre centres d'essai en Inde et la non-reconnaissance des laboratoires internationaux; et enfin, bien que le règlement soit légèrement moins restrictif que celui de la CEE-ONU, aucun mécanisme de reconnaissance des pneumatiques conformes au règlement de la CEE-ONU n'est prévu. Le Canada est déçu que ce système continue de ne pas reconnaître les systèmes de certification internationaux existants, malgré les préoccupations persistantes soulevées par d'autres pays, et demande instamment à l'Inde d'envisager des solutions appropriées pour les importateurs.

3.286. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Nous avons déjà apporté des réponses à toutes les questions que l'Indonésie avait soulevées lors de précédentes réunions du Comité. Étant donné qu'aucune nouvelle question n'a été soulevée, nous demandons à la délégation de l'Indonésie de se référer aux réponses que nous avons fournies par le passé. Nous examinons actuellement les observations formulées par le Canada. Nous restons prêts à discuter de cette question au niveau bilatéral.

**3.1.3.20 Chine – Règlement sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État), [G/TBT/N/CHN/1022](#), [G/TBT/N/CHN/1023](#), [G/TBT/N/CHN/1024](#), [G/TBT/N/CHN/1025](#), [G/TBT/N/CHN/1026](#), [G/TBT/N/CHN/1029](#), [G/TBT/N/CHN/1313](#) (ID 428<sup>52</sup>)**

3.287. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée reconnaît l'objectif de la Chine qui consiste à simplifier le processus d'examen et d'approbation des dispositifs médicaux, à encourager l'innovation et le développement du secteur et à renforcer l'intégralité du processus de surveillance des dispositifs médicaux au moyen du Règlement sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux, comme la Chine l'a indiqué à la dernière réunion du Comité OTC. Nous pensons que l'inclusion des "laboratoires d'essai accrédités au niveau international" contribuera à un meilleur accès de la population chinoise à des dispositifs médicaux sûrs et de qualité car ces laboratoires sont dotés de ressources appropriées conformément aux normes et réglementations internationales pertinentes, ce qui améliorera la santé publique en Chine. Par conséquent, la Corée aimerait demander une fois de plus que les "laboratoires d'essai accrédités au niveau international" soient inclus dans la définition des "laboratoires d'essai qualifiés" donnée par la Chine à l'article 14 du Règlement sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État).

3.288. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Depuis la publication et la mise en œuvre du nouveau Règlement sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux en 2021, l'Administration nationale des produits médicaux (NMPA) a révisé un certain nombre de règlements d'application et de documents complémentaires tels que les mesures relatives à l'enregistrement des dispositifs médicaux et à la demande d'agrément pour ces produits, les mesures relatives à l'enregistrement des réactifs de diagnostic *in vitro* et à la demande d'agrément pour ces produits, les mesures relatives à la surveillance et à l'administration de la production de dispositifs médicaux, et les mesures relatives à la surveillance et à l'administration de la gestion des dispositifs médicaux, afin d'améliorer encore le système de surveillance et de réglementation des dispositifs médicaux. Le Règlement et les mesures établissent scientifiquement des prescriptions en matière d'évaluation clinique, simplifient le processus d'examen et d'approbation et encouragent davantage un développement du secteur qui soit innovant et de qualité. Après la publication du règlement, la NMPA a activement réalisé de la publicité, donné une

<sup>52</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 428](#).



interprétation des politiques sur les sites Web du gouvernement et d'autres plates-formes, et organisé des formations pertinentes, par exemple une formation à l'intention des déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement de dispositifs médicaux importés. Parallèlement, le système de déclarants est mis en place, la principale responsabilité des entreprises est renforcée et tout le processus de surveillance est consolidé. À l'étape suivante, la Chine continuera d'accorder de l'attention à la mise en œuvre du Règlement sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux, d'écouter les avis et les suggestions des acteurs du secteur, y compris des déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement de dispositifs médicaux importés et d'améliorer les mesures d'appui pertinentes.

**3.1.3.21 Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application, [G/TBT/N/IDN/123](#), [G/TBT/N/IDN/131](#), [G/TBT/N/IDN/131/Add.1](#), [G/TBT/N/IDN/134](#), [G/TBT/N/IDN/139](#), [G/TBT/N/IDN/140](#) (ID 502<sup>53</sup>)**

3.289. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis continuent d'essayer de collaborer avec l'Indonésie pour veiller à ce que la Loi indonésienne sur la garantie des produits halal soit mise en œuvre d'une manière qui soit conforme aux obligations contractées par l'Indonésie dans le cadre de l'OMC. Nous remercions l'Indonésie pour sa récente réponse à certaines de ces préoccupations, mais nous examinons encore les réponses étant donné que nous venons de les recevoir mardi. Cependant, après un premier examen, nous notons que nombre de nos préoccupations de longue date restent sans réponse. La récente réponse de l'Indonésie n'aborde pas les différents règlements d'application que nous avons signalés et qui n'ont pas été notifiés à ce Comité, y compris le Règlement n° 57 de 2021 du BPJPH et le Règlement n° 141 de 2021 du BPJPH, et cette réponse n'aborde pas non plus la tendance persistante de l'Indonésie à notifier les mesures après leur mise au point définitive, privant ainsi les parties prenantes et les partenaires commerciaux d'un accès équitable aux projets pour tenter d'éviter les obstacles au commerce. Nous renvoyons de nouveau l'Indonésie aux déclarations que nous avons faites lors de précédentes réunions du Comité OTC de l'OMC, ainsi qu'aux questions en suspens, reproduites dans le document [G/TBT/W/761](#). Malgré la réponse qu'elle a récemment apportée par l'intermédiaire du point d'information, l'Indonésie n'a pas dûment fourni de renseignements complémentaires ni les précisions nécessaires et nous lui demandons une fois de plus de répondre à toutes les questions et préoccupations que nous avons exposées dans le document de travail et dans des déclarations antérieures. Nous ne répéterons pas ici toutes nos préoccupations en suspens.

3.290. Nous sommes en outre déçus par le fait que l'Indonésie semble avoir publié le Règlement présidentiel n° 6/2023 sur la certification halal pour les médicaments, les produits biologiques et les dispositifs médicaux (PR 6/2023) en janvier 2023 sans le notifier au préalable à ce comité. Nous demandons à l'Indonésie de notifier ce règlement au Comité, d'accorder un délai raisonnable pour la présentation d'observations par les parties prenantes et de prendre en compte ces observations lorsqu'elle mettra en œuvre la mesure. Outre le Règlement PR 6/2023, l'Indonésie peut-elle confirmer les règlements d'application à venir et le délai projeté pour la notification? D'autres règlements d'application sectoriels seront-ils adoptés, par exemple en ce qui concerne la certification halal pour les cosmétiques et les services? Nous exhortons de nouveau l'Indonésie à notifier ces règlements dès que des projets seront disponibles, avant qu'ils n'entrent en vigueur, et à prendre en compte les observations des parties prenantes avant l'adoption et la mise en œuvre des projets de règlements. Nous avons espéré que les règlements sectoriels permettraient une certification halal ciblée, mais le Règlement PR 6/2023 n'a pas pleinement tenu compte des besoins et des réalités en matière de consommation du secteur des médicaments, des produits biologiques et des dispositifs médicaux. Par exemple, la mesure impose la certification halal pour les matières et les dispositifs, y compris les désinfectants, qui ne sont jamais en contact avec un organisme vivant et servent uniquement à réaliser des essais en laboratoire.

3.291. Nombre de nos préoccupations au sujet du Règlement PR 6/2023 font écho aux préoccupations que nous avons déjà exprimées: il y a un manque de clarté en ce qui concerne les produits pour lesquels une certification halal est exigée, la définition des ingrédients d'origine animale et de leurs dérivés, et les matières classées comme étant "haram" ou interdites. Ce règlement crée des prescriptions en matière de certification propres à l'Indonésie qui s'écartent des normes internationales. L'Indonésie continue d'exiger la certification halal pour divers services dans ce règlement, y compris la transformation, le conditionnement et l'entreposage, mais elle n'a pas

<sup>53</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 502](#).



encore suffisamment mobilisé les parties prenantes ni apporté d'éclaircissements sur la nécessité ou l'applicabilité de cette prescription. Nous avons récemment appris qu'au début de l'année dernière l'Indonésie a publié le Règlement présidentiel d'urgence n° 2 de 2022 qui, d'après ce que nous croyons comprendre, modifie la prescription imposant que les produits soient certifiés halal tous les trois ans, la certification étant désormais exigée uniquement en cas de modification de la composition. Nous demandons à l'Indonésie de notifier ce règlement à ce comité, d'accorder un délai raisonnable pour la présentation d'observations par les parties prenantes et de prendre en compte ces observations lorsqu'elle mettra en œuvre la mesure. Nous croyons comprendre que des organismes de certification halal étrangers sont en cours d'accréditation. D'après ce que nous comprenons, chaque organisme de certification halal négociera une liste de produits qu'il est en mesure de certifier avec le BPJPH. L'Indonésie peut-elle confirmer si des organismes de certification halal étrangers seront autorisés à certifier des produits finis? La réponse écrite que l'Indonésie a transmise par l'intermédiaire du point d'information était la suivante: "Le BPJPH déterminera l'éventail des produits visés par la certification halal qui pourront être certifiés par des organismes de certification halal étrangers en fonction de leurs compétences et de leurs ressources." Cela ne répond pas à la question fondamentale de savoir si des organismes de certification halal étrangers seront autorisés à certifier des produits finis ou si seul le BPJPH sera autorisé à réaliser cette certification. Nous restons déterminés à coopérer avec l'Indonésie pour donner suite aux préoccupations susmentionnées et à celles qui ont été exprimées par d'autres Membres au sein de ce comité, et pour faire en sorte que les mesures halal de l'Indonésie ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce international. Nous attendons donc avec intérêt de recevoir des renseignements actualisés sur ce que fait l'Indonésie pour répondre aux préoccupations soulevées au sein de ce comité, ainsi qu'une réponse aux questions précises posées aujourd'hui.

3.292. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne réaffirme ses vives préoccupations concernant la Loi indonésienne n° 33 de septembre 2014 sur la garantie des produits halal et ses dispositions d'application qui prévoient une certification halal et un étiquetage obligatoires pour un très large éventail de produits destinés au marché indonésien, ce qui crée d'importants obstacles au commerce entre l'UE et l'Indonésie. L'UE est en particulier préoccupée par la position et la politique de l'Indonésie qui ne tiennent pas compte du principe de marché unique adopté par l'Union, malgré l'appel que cette dernière a lancé à plusieurs reprises. Le marché unique a permis aux organismes de certification halal situés dans l'UE de certifier des entreprises d'autres États membres de l'UE. Elle encourage l'Indonésie à envisager des solutions moins restrictives que les très nombreuses obligations actuelles en matière de certification halal et d'étiquetage afin de réaliser l'objectif légitime consistant à assurer des renseignements fiables aux consommateurs sans entraver indûment les flux commerciaux. Les principaux sujets de préoccupation de l'UE vis-à-vis de la Loi halal et des mesures d'application sont, entre autres, la mention "non halal" requise pour les produits non halal ou l'extension des prescriptions halal à des produits autres que des produits alimentaires et des boissons.

3.293. En outre, afin de garantir la viabilité du système pour les opérateurs étrangers, davantage de précisions sur les prescriptions applicables en vue de la reconnaissance par l'Indonésie des certificats halal étrangers ainsi qu'une approche pragmatique à ce sujet sont nécessaires. En particulier, la signature d'un accord spécifique de reconnaissance mutuelle de gouvernement à gouvernement comme condition préalable à la reconnaissance par l'Indonésie des organismes de certification et certificats halal étrangers semblerait excessivement complexe et représenterait une charge excessive pour les opérateurs économiques. L'UE souligne qu'il importe de préserver la possibilité de commercialiser des produits non halal sur le marché indonésien. En particulier, elle demande instamment à l'Indonésie de limiter les prescriptions halal aux produits alimentaires et aux boissons; d'éviter d'imposer la prescription excessivement lourde exigeant pour les produits non halal la présence de renseignements sur leur qualité "non halal"; de clarifier son approche de la coopération internationale en matière de produits halal et de prévoir une procédure souple et pragmatique pour la reconnaissance des organismes étrangers de certification halal et l'acceptation des certificats étrangers, en s'appuyant sur les accords bilatéraux existants en matière de coopération et de modalités pratiques pour la certification halal; et de fournir des renseignements sur le calendrier d'adoption et de publication des mesures restantes pour mettre pleinement en œuvre la Loi halal. L'UE réaffirme sa volonté de poursuivre les discussions et la coopération avec l'Indonésie sur les questions relatives aux produits halal, afin de trouver une solution pratique et de régler les préoccupations commerciales.

3.294. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie se félicite des discussions en cours s'agissant de la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits

halal (Loi halal). Elle remercie l'Indonésie pour l'intéressant quatrième dialogue international sur les produits halal qui s'est tenu le 7 octobre 2022. Nous encourageons l'Indonésie à continuer de faciliter un dialogue ouvert et transparent avec ses partenaires commerciaux pour permettre aux entreprises étrangères et aux importateurs indonésiens, qui sont appréciés, de rester correctement informés des règlements d'application de la Loi halal. Nous apprécierions une aide de la part de l'Indonésie pour nous assurer que nos procédures de garantie halal existantes continueront d'être reconnues lorsque la période de grâce prévue par la Loi n° 33 de 2014 prendra fin en 2024. Il serait utile d'avoir d'autres occasions de dialogue avec l'organisme indonésien responsable de la garantie des produits halal (BPJPH) au sujet de l'accréditation et de la certification. Nous accueillons favorablement la liste des produits naturels exemptés de l'obligation de certification halal établie par l'Indonésie, qui comprend les fruits et légumes frais, les céréales et certains produits laitiers.

3.295. L'Australie apprécierait que l'Indonésie lui indique si elle lui fournira une liste actualisée des produits pour lesquels une certification halal n'est pas requise au titre de la Loi halal. À ce jour, les raisons pour lesquelles certains produits naturels sont inclus ou exclus ne sont pas claires. Il y a également une incertitude en ce qui concerne les produits transformés et les produits alimentaires issus d'animaux non abattus. Nous aimerions pouvoir poursuivre les discussions techniques avec l'Indonésie afin de comprendre clairement quels produits sont exemptés de la certification halal. L'Australie remercie l'Indonésie d'avoir confirmé récemment à la réunion du Comité mixte de l'Accord global de partenariat économique Indonésie-Australie que cet accord était un accord de gouvernement à gouvernement au regard des lois halal. Nous sommes prêts à poursuivre le dialogue sur la Loi halal afin de garantir que sa mise en œuvre soit claire et ne soit pas plus restrictive pour le commerce que nécessaire.

3.296. Le représentant des Philippines a communiqué la déclaration suivante. Les Philippines partagent les préoccupations soulevées par l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie et le Canada au sujet de la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal. Nous reconnaissons l'objectif légitime de l'Indonésie qui est d'imposer la certification halal obligatoire des produits pour prévenir les pratiques de nature à induire en erreur et renforcer la protection des consommateurs. Afin de garantir la prévisibilité et la transparence en ce qui concerne les engagements OTC pris par l'Indonésie, les Philippines lui demandent de fournir une liste des codes du SH des produits et des codes de la Classification centrale de produits (CPC) pour les services qui sont soumis à la certification obligatoire.

3.297. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite s'associer une fois de plus à d'autres Membres pour faire part de ses préoccupations au sujet de la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application, car elle reste un obstacle aux exportations canadiennes de produits halal vers l'Indonésie. Il approuve l'objectif de l'Indonésie qui consiste à donner aux consommateurs indonésiens l'assurance d'avoir accès à des produits certifiés halal au moyen d'un processus rigoureux et reconnu; néanmoins, le vaste champ d'application de la mesure et le manque de prévisibilité et de clarté de sa mise en œuvre continuent de poser des problèmes. Le Canada apprécie que l'Indonésie ait pris des mesures pour préciser l'éventail des produits pour lesquels la certification halal serait obligatoire. L'Indonésie a indiqué qu'elle n'avait pas utilisé les codes du SH dans le Règlement n° 1360 de 2021 ([G/TBT/N/IDN/140](#)) car les produits figurant dans la liste positive des produits halal n'ont pas tous un code du SH et les ingrédients relevant du même code du SH ne sont pas tous exemptés des prescriptions en matière de certification halal. Le Canada comprend le raisonnement de l'Indonésie, mais ne pas utiliser les codes du SH correspondant aux produits concernés pourrait entraîner une confusion et un manque de cohérence. Le Canada demande à l'Indonésie d'envisager d'utiliser les codes du SH lorsque cela est possible, par exemple dans le cas des produits pour lesquels une certification halal est exigée et qui relèvent d'une catégorie du SH ne faisant l'objet d'aucune exemption. En outre, nous croyons savoir que l'audit à distance est autorisé dans certaines circonstances. Nous demandons à l'Indonésie d'envisager de recourir à l'audit à distance à titre temporaire pour accréditer les organismes de certification étrangers jusqu'à ce qu'il soit possible de réaliser des audits complètement en présentiel. En attendant, le Canada espère une évolution positive s'agissant des audits de deux organismes de certification halal canadiens qui demeurent en suspens et constituent une étape essentielle de la reprise des exportations canadiennes de produits halal vers l'Indonésie. Il demande que ces audits soient réalisés aussi rapidement que possible, de sorte que le BPJPH et les organismes de certification halal canadiens puissent progresser dans la finalisation d'accords de reconnaissance mutuelle.

3.298. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. Comme lors de précédentes réunions du Comité OTC, la Suisse suit cette question avec intérêt. Nous remercions l'Indonésie pour sa réponse écrite reçue cette semaine. Néanmoins, nous partageons toujours les préoccupations exprimées par d'autres Membres en ce qui concerne la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application, qui prévoient une certification halal et un étiquetage obligatoires pour un large éventail de produits. La Suisse encourage l'Indonésie à envisager des solutions moins restrictives pour le commerce que les très nombreuses obligations actuelles en matière de certification halal et d'étiquetage afin de réaliser l'objectif légitime consistant à assurer des renseignements fiables aux consommateurs. Nous soulignons en particulier l'importance d'une procédure approfondie mais simplifiée pour la reconnaissance des organismes de certification halal étrangers et l'acceptation des certificats étrangers.

3.299. Le représentant de la Norvège a communiqué la déclaration suivante. La Norvège tient à remercier l'Indonésie pour le dialogue actuellement mené avec son ambassade à Jakarta au sujet de la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et de ses règlements d'application. Nous reconnaissons l'objectif légitime de l'Indonésie qui est de donner aux consommateurs un accès à des produits certifiés halal. Toutefois, la Norvège est préoccupée par le vaste champ d'application des mesures, par l'incertitude qui entoure les produits figurant sur la liste des produits exemptés de la certification halal et par l'expiration du délai de présentation des demandes pour l'approbation des organismes de certification étrangers à la fin de l'année 2022. Elle estime que l'ensemble de ces mesures font peser des charges excessives sur les opérateurs économiques et les gouvernements étrangers et créent des obstacles au commerce. La Norvège est un gros exportateur de produits de la mer et nous souhaitons poursuivre nos échanges avec l'Indonésie avec le moins de restrictions commerciales possible. Les autorités indonésiennes ont confirmé que les produits de la mer sont considérés comme des produits halal. Cependant, nous trouvons des renseignements contraires sur les catégories de poissons pour lesquelles la certification halal est obligatoire. L'Indonésie n'a pas utilisé les codes du SH pour classer les produits. De ce fait, l'éventail des produits soumis à la certification halal et des produits exemptés de la certification halal n'est pas clair. Si elle a bien compris, la Norvège se demande pourquoi, par exemple, les poissons congelés non abattus et pêchés en milieu naturel qui n'ont pas subi de transformation doivent être certifiés halal. La certification halal ne devrait pas être nécessaire pour des poissons pêchés en milieu naturel qui ont seulement été congelés avant l'exportation. En outre, l'abattage des poissons d'élevage, comme le saumon, est exclusivement réalisé dans des usines de transformation où sont manipulés des poissons. Aucune manipulation d'autres animaux n'est effectuée dans ces entreprises. La Norvège demande à l'Indonésie de fournir des renseignements plus détaillés sur les procédures d'exemption et le classement des produits, et d'envisager d'utiliser les codes du SH lorsque cela est possible. Nous espérons aussi poursuivre la coopération avec l'Indonésie afin de trouver, dans le secteur des produits de la mer, des solutions qui assurent le cadre le moins restrictif possible pour le commerce.

3.300. En réponse, le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie voudrait remercier les États-Unis, l'Union européenne, l'Australie, le Canada, la Suisse, la Norvège et les Philippines pour l'intérêt qu'ils continuent de porter à la mise en œuvre de la garantie des produits halal en Indonésie. Nous avons transmis une réponse écrite au point d'information du Membre de l'OMC qui avait soulevé cette question. La mise en œuvre de la garantie des produits halal vise à garantir les aspects liés à la sécurité et à l'innocuité des produits halal qui circulent en Indonésie et à accroître la valeur ajoutée de la branche de production produisant et distribuant des produits halal. Les produits pour lesquels la certification halal est obligatoire, qui sont énumérés dans le Règlement n° 748 de 2021 (notification [G/TBT/N/IDN/134](#), [G/TBT/N/IDN/134/Add.1](#)), doivent être étiquetés comme halal après l'octroi d'une certification halal par un organisme ou une autorité de certification halal reconnu. Les produits ou les matières qui relèvent du Règlement n° 1360 de 2021 du Ministre des affaires religieuses (notifié sous les cotes [G/TBT/N/IDN/140](#) et [G/TBT/N/IDN/140/Add.1](#)) n'auront pas à être certifiés halal. En ce qui concerne l'étiquetage non halal, il faut uniquement fournir des renseignements sur les matières non halal contenues dans le produit concerné.

3.301. Par conséquent, l'Indonésie est d'avis que la mention "non halal" est essentielle pour que les consommateurs disposent de renseignements suffisants pour prendre des décisions fondées sur leurs croyances. L'Indonésie fournit des renseignements sur les matières non halal contenues dans les produits concernés indiqués aux articles 92 à 94 du Règlement GR 39/2021 (notifié sous les cotes [G/TBT/N/IDN/131](#) et [G/TBT/N/IDN/131/Add.1](#)). Elle estime que la certification halal et les

organismes de certification halal ont fonctionné ainsi pendant des décennies mais elle a maintenant le BPJPH, rattaché au Ministère des affaires religieuses, qui réglemente la certification halal auparavant effectuée par le Conseil islamique indonésien; l'accord bilatéral doit donc être élargi. Toutes les demandes présentées par des organismes de certification halal étrangers pour développer la coopération avec le BPJPH entrent actuellement dans la phase d'évaluation. L'Indonésie a notifié le projet de règlement du Ministre des affaires religieuses n° 2 de 2022 concernant la coopération internationale en matière de garantie des produits halal (notifié sous les cotes [G/TBT/N/IDN/139](#) et [G/TBT/N/IDN/139/Add.1](#)) qui vise à développer la coopération internationale en matière de produits halal en Indonésie, y compris par un accord de reconnaissance mutuelle (ARM) concernant le certificat halal. Toutes les formes d'ARM sont précédées d'un mémorandum d'accord de gouvernement à gouvernement ou d'un accord bilatéral. Une fois que le mémorandum d'accord est disponible, l'ARM peut être mis en œuvre. Le BPJPH se félicite de la coopération menée dans le domaine de la reconnaissance mutuelle et de l'acceptation mutuelle de la certification halal depuis l'existence d'un accord de gouvernement à gouvernement entre l'Indonésie et ses partenaires. Le BPJPH se félicite également de la coopération internationale en matière de produits halal dans le cadre de la mise au point de systèmes d'évaluation de la conformité. L'Indonésie est déterminée à collaborer avec les autres Membres et ouvre des possibilités de poursuivre les discussions techniques sur la certification halal et de traiter les questions relatives à la certification halal en Indonésie.

### 3.1.3.22 Chine – Loi sur la cybersécurité (ID 526<sup>54</sup>)

3.302. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Comme nous l'avions précisé lors des précédentes réunions du Comité OTC, il s'agit d'une inquiétude grave pour les entreprises des États-Unis, étant donné l'enchevêtrement de prescriptions chinoises relatives aux systèmes d'évaluation de la conformité concernant les essais de sécurité, les règlements techniques, ainsi qu'un mécanisme de classification à plusieurs niveaux qui établit des prescriptions incluant des normes obligatoires et des essais pour l'achat de marchandises TIC dans un grand nombre de secteurs commerciaux. Nos nombreuses préoccupations de longue date sont clairement exposées dans nos déclarations antérieures devant ce Comité et ne sont toujours pas prises en compte. Nous renvoyons donc le Comité à nos déclarations précédentes.

3.303. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite tout d'abord faire observer que deux PCS soulevées précédemment sont désormais intégrées à cette PCS concernant la cybersécurité et le resteront. Ces deux PCS antérieures étaient les suivantes: i) Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (ID 294); et ii) Administration du cyberspace de la Chine – Projet de mesures d'application de l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseaux (ID 533). Nos préoccupations sur ces deux questions ne sont toujours pas réglées. L'UE souhaiterait rappeler les déclarations qu'elle a formulées lors de réunions précédentes du Comité OTC au sujet de la Loi sur la cybersécurité<sup>55</sup> et des textes législatifs et normes connexes. Les préoccupations soulevées dans ces déclarations antérieures subsistent et ont déjà eu un effet négatif sur la confiance des milieux d'affaires. Une incertitude demeure en ce qui concerne les définitions clés de la Loi et des textes législatifs et normes connexes, y compris, mais sans s'y limiter, les notions d'exploitant d'infrastructures d'information essentielles<sup>56</sup>, d'exploitant de plates-formes en ligne et de produits et services de réseau. En outre, il existe un chevauchement entre le champ d'application du Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles<sup>57</sup>, d'une part, et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) 2.0<sup>58</sup>, d'autre part. L'incertitude découlant de ce chevauchement est exacerbée par le fait que la version définitive du Règlement sur la protection du classement pour la cybersécurité<sup>59</sup> n'a pas encore été établie.

<sup>54</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 526](#).

<sup>55</sup> 网络安全法.

<sup>56</sup> 关键信息基础设施的运营者.

<sup>57</sup> 关键信息基础设施保护条例.

<sup>58</sup> 网络安全等级保护制度.

<sup>59</sup> 网络安全等级保护条例, également traduit par "Règlement sur le dispositif de protection à niveaux multiples".

3.304. Les mesures d'examen de la cybersécurité<sup>60</sup> continuent de susciter une incertitude considérable, en particulier en ce qui concerne l'examen de sécurité des produits et services de réseau qu'elles prescrivent. Les éléments déclencheurs de cet examen sont définis de manière très large et les examens eux-mêmes se sont révélés opaques et potentiellement longs. En outre, on ne sait toujours pas très bien quelles sont exactement les conséquences de l'échec d'un examen, en particulier pour les clients en aval. Ces incertitudes liées aux définitions clés et au chevauchement entre différents textes législatifs créent une incertitude considérable et coûteuse pour les entreprises de l'UE en ce qui concerne la législation qui leur est applicable. L'UE demande instamment à la Chine d'établir une distinction entre les obligations de conformité – notamment en ce qui concerne l'achat de produits et de services – applicables aux infrastructures d'information essentielles, d'une part, et aux réseaux dont le niveau est supérieur au niveau 3 du MLPS, d'autre part, car en réalité ces deux séries d'obligations ont tendance à devenir équivalentes. L'UE invite la Chine à mettre en œuvre sa législation de manière non discriminatoire, en respectant les principes de transparence, de proportionnalité, de nécessité et de neutralité technologique, et à garantir une protection adéquate de la propriété intellectuelle. Elle demande à la Chine de notifier à l'OMC les projets de mesures concernant toute mise en œuvre sectorielle.

3.305. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par la Loi sur la cybersécurité et ses règlements d'application. En septembre 2022, le projet de modification de la Loi sur la cybersécurité a été publié et le Japon a présenté ses observations. Il aimerait demander à la Chine de les prendre en compte. En particulier, l'article 65, qui a été modifié dans le projet de modification, prévoit des sanctions pour les exploitants d'infrastructures d'information essentielles qui utilisent des produits ou services de réseau qui n'ont pas fait l'objet d'un "examen de la cybersécurité" ou qui n'ont pas satisfait à cet examen. Nous comprenons que les mesures d'examen de la cybersécurité prévoient les procédures, les documents requis et le nombre de jours requis pour cet "examen de la cybersécurité". Toutefois, certains points restent flous, comme le champ d'application spécifique des produits de réseau, et peuvent créer des obstacles non nécessaires à l'entrée sur le marché des fournisseurs et prestataires de services étrangers concernés. Le Japon demande que les éléments imprécis susmentionnés soient éclaircis et que l'"examen de la cybersécurité" soit mis en œuvre d'une manière conforme à l'article 5 de l'Accord OTC en particulier.

3.306. Nous avons également des observations à formuler sur les mesures d'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de données qui sont entrées en vigueur en septembre 2022, le dispositif de protection à niveaux multiples pour la cybersécurité qui a été publié à des fins de consultation publique en 2018 et les spécifications de certification de sécurité pour les activités de traitement transfrontières des renseignements personnels qui ont été publiées en décembre 2022, en tant que règlement d'application de la Loi sur la cybersécurité ou de la Loi sur la protection des données personnelles. 1) En ce qui concerne les mesures d'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de données, le Japon a présenté des observations pendant la période de consultation publique. Si les mesures donnent les définitions de "données générales", de "données critiques" et de "données essentielles", elles ne fournissent pas de critères objectifs et spécifiques de classification de ces données. En février 2022, la directive sur l'identification des données critiques en matière de technologie de sécurité de l'information a été soumise à une consultation publique et, en septembre 2022, les exigences relatives à la classification et au classement des données de réseau en matière de technologie de sécurité de l'information ont fait l'objet de la même démarche. Le Japon aimerait demander à la Chine de préciser si elle a l'intention de définir de manière appropriée les critères de classification des "données générales", des "données critiques" et des "données essentielles" dans ces normes nationales. 2) Le Japon a présenté ses observations sur le dispositif de protection à niveaux multiples pour la cybersécurité pendant la période de consultation publique en 2018. Nous restons préoccupés par le manque de clarté de la terminologie, par exemple la différence entre "opérateur de réseau" et "fournisseur de services de réseau", et par la conformité de la norme nationale mentionnée dans le dispositif de protection à niveaux multiples pour la cybersécurité avec les articles 2 et 5 de l'Accord OTC. Lors des précédentes réunions du Comité OTC, la Chine avait indiqué que le processus en était à la phase d'élaboration. Le Japon aimerait demander à la Chine de fournir des renseignements sur l'état d'avancement de son examen et de mettre en place un système transparent.

3.307. 3) S'agissant des spécifications de certification de sécurité pour les activités de traitement transfrontières des renseignements personnels, ces normes exigent que les entreprises de

---

<sup>60</sup> 网络安全审查办法.

traitement des données personnelles qui exercent ces activités par-delà les frontières mettent en place un organisme de protection des données personnelles et évaluent les effets de la protection de ces données sur les activités dans lesquelles des renseignements personnels doivent être fournis à des destinataires étrangers. Ces obligations auront une incidence notable sur les entreprises étrangères qui ont fortement besoin de transmettre des données personnelles en dehors de la Chine et peuvent entraver la bonne marche des activités commerciales en fonction de leur nature spécifique. Étant donné que la prévisibilité est importante du point de vue des entreprises, le Japon aimerait demander que les avis qu'il a présentés dans le cadre de la consultation publique soient pris en compte et qu'une mise en œuvre transparente soit assurée.

3.308. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie réaffirme sa position antérieure au sujet de la Loi sur la cybersécurité de la Chine et des lois connexes, y compris la Loi sur la protection des renseignements personnels et la Loi sur la sécurité des données. Comme nous l'avons indiqué dans les observations de l'Australie lors de la consultation de la Chine sur les lois alors proposées, nous avons accueilli favorablement un certain nombre de révisions apportées à ces deux projets de loi. Néanmoins, l'Australie reste préoccupée par l'extraterritorialité, les représailles commerciales, les coûts de la mise en conformité pour les entreprises et la portée générale. Ces préoccupations n'ont toujours pas été prises en compte. À l'instar d'autres Membres aujourd'hui, nous restons préoccupés par le manque de clarté s'agissant des définitions, de la compétence et de plusieurs autres éléments fondamentaux. Nous continuons de demander instamment à la Chine de tenir compte des préoccupations des milieux d'affaires et des Membres dans la mise en œuvre de ces mesures et l'élaboration de futures mesures.

3.309. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite renvoyer aux déclarations qu'il a faites lors de précédentes réunions du Comité OTC et demeure très préoccupé par la série de lois et règlements d'application connexes de la Chine en matière de cybersécurité et de cryptographie/cryptage. La multiplication des mesures d'application crée une certaine confusion et rend la tâche plus difficile pour les entreprises devant s'y conformer, car leur portée, ainsi que leur interaction et leur compatibilité avec les principes de l'Accord OTC restent floues. Les mesures dont il est question sont les suivantes: le Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles; le projet de Règlement sur la sécurité des données de réseau; les mesures relatives à l'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de données; les mesures relatives au contrat type pour le transfert transfrontières d'informations personnelles; les Orientations pratiques des normes de cybersécurité – Spécifications techniques pour la certification du traitement transfrontières des informations personnelles; et les Règles régissant la mise en œuvre de la certification en matière de protection des renseignements personnels. Le Canada souhaite exhorter la Chine à reconnaître les préoccupations soulevées par les Membres au sujet de ces mesures depuis 2017 et réitère sa demande de longue date d'une notification de ces mesures, dont une seule a été dûment notifiée à ce jour à ce comité.

3.310. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Loi sur la cybersécurité est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2017. Il s'agit de la première loi-cadre fondamentale et complète de la Chine dans le domaine de la sécurité des réseaux. L'ensemble des 7 chapitres et 79 articles établit de manière complète et systématique les obligations et les responsabilités en matière de protection de la cybersécurité qui incombent aux autorités compétentes, aux opérateurs de réseaux et aux utilisateurs de réseaux. Des systèmes de base ont été mis en place pour garantir la sécurité des produits et services de réseau, du fonctionnement du réseau, des données de réseau, des informations de réseau, ainsi que la surveillance de la sécurité du réseau, l'alerte précoce et la réponse d'urgence. Le système de supervision et de gestion de la sécurité des réseaux a été clarifié. La Loi sur la cybersécurité fournit une base juridique pour le maintien de la sécurité et le développement du cyberspace et joue un rôle important pour assurer la sécurité du cyberspace, assainir son environnement et promouvoir le développement de la cyber-industrie. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi, le public est davantage sensibilisé à la cybersécurité, le système juridique de la cybersécurité a été amélioré, la capacité d'application de la loi dans le cyberspace a été renforcée et le cyberspace est devenu plus propre et plus ordonné.

### 3.1.3.23 Chine – Loi sur le cryptage de la République populaire de Chine par l'Office national de la cryptographie commerciale (OSCCA) (ID 534<sup>61</sup>)

3.311. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis renvoient à leurs déclarations antérieures et appuient les interventions des Membres au sujet de la Loi sur la cybersécurité.

3.312. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite tout d'abord faire observer qu'une PCS soulevée précédemment est désormais intégrée à cette PCS concernant le cryptage et le restera. Cette PCS antérieure concernait le Règlement administratif sur le cryptage commercial (ID 644). Nos préoccupations sur ce point ne sont toujours pas réglées. L'UE tient à exprimer de nouveau ses préoccupations relatives à la Loi sur le cryptage<sup>62</sup> et aux textes législatifs connexes. Elle demeure préoccupée par le vaste champ d'application de cette loi. Ces préoccupations ont déjà entamé la confiance des milieux d'affaires. Nous notons en particulier que la Loi ne reconnaît pas l'engagement pris par la Chine en vertu duquel la réglementation relative à la cryptographie ne s'appliquerait qu'aux produits dont la fonction principale est de fournir du cryptage.<sup>63</sup> L'UE demeure préoccupée par le Règlement administratif sur le cryptage commercial, en particulier par le vaste champ d'application de la loi, les mesures de sauvegarde insuffisantes pour la protection de la propriété intellectuelle, l'imposition de contrôles avant la mise sur le marché et à l'exportation, le manque de clarté des prescriptions en matière d'essais et de certification, le fait que les prescriptions en matière de certification dont l'application était facultative sont, *de facto*, devenues des conditions préalables à l'accès au marché, l'imposition d'examens aux fins de la sécurité nationale, l'utilisation de normes nationales et l'absence de véritable accès aux organismes chinois de normalisation.

3.313. L'UE se félicite que la version définitive publiée du Règlement administratif sur le cryptage commercial limite l'évaluation de la sécurité ainsi que les essais et la certification de produits aux exploitants d'infrastructures d'information essentielles. Toutefois, compte tenu de l'article 41 de ce règlement qui a été ajouté récemment, l'UE craint que des prescriptions semblables ne réapparaissent pour d'autres opérateurs dans d'autres textes législatifs, en particulier le Règlement sur la protection du classement pour la cybersécurité, qui est toujours en attente de publication. Elle demande à la Chine de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient non discriminatoires, ne favorisent pas une technologie en particulier, ne limitent pas l'accès au marché et ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. L'UE prie instamment la Chine de garantir aux entreprises étrangères la possibilité d'intervenir à égalité avec les entreprises nationales sur le marché des produits cryptographiques. En outre, elle exhorte la Chine à accorder aux entreprises étrangères un accès effectif, y compris le droit de vote et le droit de diriger l'élaboration des normes, aux organismes de normalisation, en particulier au Comité technique 260 et au Comité technique de normalisation dans le secteur de la cryptographie. L'UE demande que les candidatures à ces organes fassent l'objet d'une réponse en temps utile.

3.314. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par la Loi sur le cryptage, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Cette loi contient un article qui interdit, entre autres, les demandes de divulgation d'un code source. Nous aimerions demander à la Chine d'interdire les exigences en matière de divulgation d'algorithmes et de code source. Le Japon souhaite demander que l'application de cette loi ne soit pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire, conformément à l'article 2.2 de l'Accord OTC, et qu'elle n'empêche pas les activités des entreprises étrangères en Chine et l'accès de ces dernières au marché chinois.

3.315. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada note que la Chine a achevé les révisions du Règlement sur l'administration du cryptage commercial, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023. Toutefois, le Canada note également que le règlement révisé ne répond guère aux observations officielles présentées par le Canada au sujet du projet de règlement d'août 2020 ni aux points qu'il a soulevés à plusieurs réunions du Comité OTC de l'OMC. Par exemple, en ce qui concerne l'utilisation des normes internationales à l'article 10, le libellé reste exactement le même qu'il y a deux ans. En outre, bien que les révisions modifient le règlement antérieur de 1999 pour s'aligner sur les nouvelles procédures d'essai et de certification concernant le cryptage commercial qui figurent dans la Loi de 2020 sur le cryptage, aucun renseignement supplémentaire

<sup>61</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 534](#).

<sup>62</sup> 中华人民共和国密码法, également traduit par "Loi sur le cryptage".

<sup>63</sup> La "Clarification de l'an 2000" par l'Administration nationale de la cryptographie (SCA).



n'est donné sur la définition des termes clés et le champ d'application. Cette loi prévoyait un assouplissement des contrôles en matière de cryptage commercial par rapport à l'ensemble complexe de règlements sur le cryptage qui existait auparavant, mais le Canada est déçu que des obstacles techniques au commerce subsistent et que ce règlement révisé n'améliore pas la situation.

3.316. Par conséquent, le Canada réaffirme une fois de plus les points suivants qu'il a soulevés lors de précédentes réunions du Comité: nous demandons à la Chine de répondre aux observations que le Canada lui a présentées par écrit, en septembre 2020, au sujet du projet de règlement sur l'administration du cryptage commercial de l'Administration nationale de la cryptographie de la Chine; nous souhaitons également obtenir davantage de clarté, de transparence et de prévisibilité dans les règlements et lois de la Chine relatifs au cryptage et à la cryptographie, y compris la définition des termes, et nous voudrions qu'il soit spécifié que les normes internationales seront utilisées et que d'autres précisions soient apportées concernant le champ d'application des mesures; et, enfin, nous demandons instamment à la Chine de notifier le règlement révisé à ce comité et de ménager aux Membres un délai raisonnable pour l'examiner et formuler des observations.

3.317. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Elle dispose clairement que les autorités à tous les niveaux et les départements compétents pertinents doivent respecter le principe de non-discrimination et traiter toutes les organisations à égalité, y compris les entreprises à participation étrangère qui exercent des activités de recherche, de production, de vente, de service, d'importation et d'exportation, etc. dans le secteur du cryptage commercial. Dans ce secteur, la Chine encourage la coopération technique à titre volontaire et sur une base commerciale dans le processus d'investissement étranger. Les organismes administratifs et leur personnel ont interdiction de forcer un quelconque transfert de technologies de cryptage commercial par des moyens administratifs.

#### **3.1.3.24 Viet Nam – Mesures concernant la cybersécurité (ID 544<sup>64</sup>)**

3.318. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon continue de demander que les obligations en matière de garantie de la sécurité des dispositifs et des systèmes prévues par la Loi sur la cybersécurité et le Décret n° 53/2022/ND-CP (ci-après le "Décret 53") soient mises en œuvre conformément à l'Accord OTC. Nous croyons comprendre que la Loi sur la cybersécurité et le Décret 53 imposent aux entreprises nationales l'obligation de stocker des données au Viet Nam sans conditions, à la différence de l'obligation imposée aux entreprises étrangères en la matière. Si les entreprises nationales comprennent des filiales d'entreprises étrangères établies au Viet Nam en vertu des lois vietnamiennes, ces filiales ont l'obligation de stocker des données au Viet Nam même si leurs sociétés mères sont des entreprises étrangères. D'une manière générale, les entreprises étrangères recueillent et gèrent les données de manière intégrée, hors du Viet Nam. Ces entreprises étrangères risquent davantage d'encourir des charges telles que des coûts d'investissement additionnels, et de se retrouver de facto dans des conditions de concurrence défavorables par rapport aux entreprises nationales qui collectent et gèrent des données au Viet Nam. À la réunion précédente, le Viet Nam avait déclaré ce qui suit: "[n]ous prenons note de ces observations et les transmettrons à l'autorité compétente dans la capitale pour qu'elle les examine et nous fasse part de ses réactions". Le Japon aimerait connaître les réactions de l'autorité compétente.

3.319. En réponse, le représentant du Viet Nam a communiqué la déclaration suivante. Le Viet Nam remercie de nouveau le Japon pour l'intérêt qu'il porte à sa mesure. En vertu de la Loi sur les entreprises 2020 du Viet Nam, une entreprise nationale est une entreprise établie, ou enregistrée à des fins d'établissement, conformément aux lois et règlements du Viet Nam, et qui a son siège au Viet Nam et doit stocker des données au moment de l'entrée en vigueur du Décret. Les entreprises nationales doivent également assumer la responsabilité de se coordonner avec les organismes de réglementation pour prévenir, enquêter et traiter les actes de violation de la Loi sur la cybersécurité, à l'instar des entreprises étrangères. Les filiales établies par des entreprises étrangères doivent stocker des données et établir des succursales ou des bureaux de représentation au Viet Nam uniquement si les services qu'elles fournissent sont utilisés pour commettre des actes portant atteinte à la Loi sur la cybersécurité, qui ont été signalés par le Département de la cybersécurité et de la prévention et du contrôle de la criminalité de haute technologie du Ministère vietnamien de la sécurité publique, et si des demandes de coordination, de prévention, d'enquête et d'intervention leur ont été adressées par écrit mais qu'elles ne s'y conforment pas, ou pas entièrement, ou si elles

---

<sup>64</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 544](#).

empêchent, entravent, désactivent ou annulent les mesures de protection de la cybersécurité prises par les forces spécialisées dans la cybersécurité. Nous aimerions rappeler que la Loi sur la cybersécurité et le Décret n° 53/2022/ND-CP du Viet Nam donnent aux entreprises le droit de se prononcer sur cette question et qu'ils n'entravent pas le flux des données et n'imposent pas de charge supplémentaire si les entreprises respectent cette loi et ce décret.

**3.1.3.25 Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et Règlement sur la notification de cosmétiques non destinés à un usage spécial,** [G/TBT/N/CHN/1310](#), [G/TBT/N/CHN/1311](#), [G/TBT/N/CHN/1331](#), [G/TBT/N/CHN/1453](#), [G/TBT/N/CHN/1454](#), [G/TBT/N/CHN/1459](#), [G/TBT/N/CHN/1460](#), [G/TBT/N/CHN/1515](#), [G/TBT/N/CHN/1524](#), [G/TBT/N/CHN/1525](#), [G/TBT/N/CHN/1526](#), [G/TBT/N/CHN/1527](#), [G/TBT/N/CHN/1539](#), [G/TBT/N/CHN/1615](#), [G/TBT/N/CHN/1626](#) (ID 576<sup>65</sup>)

3.320. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée aimerait tout d'abord se féliciter que la coopération se soit poursuivie dans le cadre de consultations bilatérales entre le MFDS coréen et la NMPA chinoise. Elle reconnaît l'objectif politique de la Chine qui consiste à renforcer et mettre en œuvre les règlements relatifs aux cosmétiques pour assurer la qualité et la sécurité des cosmétiques chinois et protéger la santé des consommateurs. Cependant, la Corée aimerait s'associer aux États-Unis et au Japon et faire part de son inquiétude quant à la mise en œuvre du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et des mesures y afférentes, dans la mesure où les préoccupations soulevées par d'autres Membres de l'OMC et par la Corée n'ont pas été dûment prises en compte. Premièrement, conformément aux "Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques", le Règlement de la Chine prévoit que les rapports d'essai requis pour l'enregistrement des produits cosmétiques doivent être délivrés par les laboratoires d'essai qui ont obtenu l'accréditation de la Chine en métrologie (CMA). Lors de la dernière réunion du Comité OTC, la Chine a répondu qu'elle n'interdisait pas aux organismes d'inspection étrangers d'obtenir l'accréditation. La Corée demande à la Chine de faire preuve de souplesse en acceptant les rapports d'essai issus de laboratoires non chinois situés à l'étranger.

3.321. Deuxièmement, en ce qui concerne les "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques", nous demandons que les autres méthodes d'essai certifiées par des organisations internationales comme l'OCDE soient reconnues sans éléments de preuve provenant des essais de toxicité. Et en ce qui concerne les "Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques", la Corée demande que la Chine aligne sa prescription relative à la déclaration des ingrédients sur les étiquettes des cosmétiques sur les pratiques internationales. (Note: En Chine, les ingrédients qui constituent au moins 0,1% du produit doivent être étiquetés par ordre décroissant de teneur, et ceux qui constituent moins de 0,1% du produit sont étiquetés sous la rubrique "autres ingrédients mineurs". Au niveau international, la majorité des pays appliquant des règles d'étiquetage des ingrédients basées sur une teneur minimale de 1%, les autres ingrédients mineurs n'étant pas énumérés séparément.)

3.322. Troisièmement, dans les "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques", la Chine exige des entreprises qu'elles spécifient dans leurs demandes d'agrément les données relatives aux sources et à la qualité de tous les ingrédients, ce qui est excessivement strict par rapport aux pratiques internationales. Les renseignements requis contiennent souvent des secrets commerciaux et cette prescription va au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs légitimes de la Chine visant à garantir la sécurité des produits et à gérer le marché intérieur chinois. En outre, selon les appendices 13 et 14, les entreprises sont tenues de divulguer des renseignements sur l'innocuité des ingrédients. La Corée craint que la divulgation obligatoire de ces renseignements n'entraîne des problèmes en termes de protection de la propriété intellectuelle et des renseignements sensibles sur le plan commercial. À la réunion précédente du Comité OTC, la Chine a répondu qu'aucune atteinte n'était portée aux secrets commerciaux et à la propriété intellectuelle et que les secrets commerciaux étaient rigoureusement protégés. Cependant, nous demandons à nouveau que la communication de données soit limitée au niveau nécessaire. Dans le même contexte, en vertu des "Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques", il est toujours obligatoire pour les entreprises de divulguer le résumé des preuves scientifiques de l'efficacité annoncée des produits cosmétiques sur les sites Web désignés par la NMPA. Étant donné que ces renseignements peuvent contenir des

<sup>65</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 576](#).

secrets commerciaux susceptibles de toucher les entreprises, la Corée demande à la Chine de limiter ces prescriptions en matière de divulgation. À la réunion précédente, la Chine a répondu que les secrets commerciaux étaient protégés par la réglementation pertinente sur la divulgation d'informations gouvernementales et que la NMPA respecterait strictement la réglementation dans le cadre de l'enregistrement et de l'agrément des produits cosmétiques. La Corée est bien consciente des efforts déployés par la Chine pour protéger la propriété intellectuelle, y compris les secrets commerciaux. Nous demandons cependant une consultation avec les parties prenantes et d'autres pays au sujet des renseignements sensibles qui présentent moins d'intérêt pour les consommateurs.

3.323. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis maintiennent qu'ils sont très préoccupés par le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) et la probable incompatibilité de certaines de ses mesures d'application avec certaines obligations dans le cadre de l'OMC, notamment le traitement inéquitable des importations, les prescriptions trop lourdes et disproportionnées en matière d'information, l'absence de procédures garantissant la protection des renseignements confidentiels et des renseignements exclusifs, les essais redondants dans le pays et les difficultés persistantes en matière de transparence dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures du CSAR. Cela étant dit, nous aimerions toutefois souligner certains progrès. Nous remercions la Chine de son annonce n° 34 publiée en mars par l'Administration nationale des produits médicaux (NMPA) sur la gestion des renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques, qui a prolongé la période de transition pour la fourniture de renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients et réduit les exigences en ce qui concerne la documentation requise pour les demandes d'enregistrement déposées avant 2024. Ces mesures permettront d'alléger immédiatement la charge pesant sur les entreprises.

3.324. Nous prenons note du fait que la Chine a organisé en mai une période de consultation nationale au sujet de son projet de Lignes directrices techniques pour la saisie et la communication des renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques. La Chine pourrait-elle préciser le calendrier de mise en œuvre de ces lignes directrices, en particulier compte tenu de l'annonce n° 34? Comme nous l'avons fait à la dernière réunion du comité, nous demandons de nouveau à la Chine d'apporter des éclaircissements au sujet de l'annonce n° 13 de 2023, publiée par la NMPA en janvier, concernant des questions liées à la notification et à l'inspection des produits cosmétiques généraux. Nous croyons comprendre que les entreprises de fabrication en Chine auront la possibilité de procéder elles-mêmes à des essais pour les produits cosmétiques généraux, si elles disposent d'une licence de production de cosmétiques et qu'elles remplissent des conditions additionnelles. Veuillez confirmer si cela est correct. Nous demandons également à la Chine de préciser si les importateurs auront eux aussi la possibilité de réaliser eux-mêmes les essais. En outre, si ces exigences et procédures ne figuraient pas parmi les mesures précédemment notifiées, la Chine pourrait-elle les notifier au Comité OTC de l'OMC? Comme nous l'avons fait observer depuis longtemps, la branche de production des États-Unis fait face à des défis pressants en essayant de respecter les délais de mise en œuvre souvent irréalistes de la Chine pour le CSAR et ses divers règlements techniques, compliqués encore davantage par les fermetures liées à la COVID-19 au cours des trois dernières années et par les retards accumulés dans les laboratoires en Chine.

3.325. Lors de précédentes réunions, nous avons demandé à la Chine d'envisager de prolonger les délais de mise en œuvre du CSAR pour les mesures notifiées sous les cotes [G/TBT/N/CHN/1459](#), [G/TBT/N/CHN/1515](#), [G/TBT/N/CHN/1526](#) et [G/TBT/N/CHN/1525](#), y compris de prolonger les délais déjà entrés en vigueur. Nous nous félicitons que l'annonce faite par la Chine le 27 mars ait prolongé les délais pour les demandes d'agrément d'ingrédients cosmétiques, et nous prions vivement la Chine de ménager une plus grande flexibilité en ce qui concerne les prorogations pour toutes les autres mesures, compte tenu des répercussions de la pandémie et des prescriptions relatives aux essais dans le pays. Nous demandons également à la Chine d'examiner comment elle peut s'appuyer sur les systèmes de reconnaissance internationale pour l'évaluation de la conformité afin de réduire, pour les entreprises, les délais de mise en conformité. Nous croyons comprendre que la Chine est peut-être en train de rédiger des dispositions relatives aux inspections à l'étranger. La Chine est-elle en mesure de préciser quand celles-ci seront publiées aux fins de la présentation d'observations par le public? Les dispositions concernant la surveillance des méthodes d'échantillonnage et d'essai pour les produits cosmétiques suscitent également de graves préoccupations. Nous croyons savoir que la Chine a publié la mesure définitive le 12 janvier. Cette mesure publiée ne semble pas répondre aux préoccupations que les États-Unis et leur branche de production ont exprimées dans les observations écrites qu'ils ont présentées. Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que le délai de

sept jours accordé aux entreprises pour faire appel des résultats d'essais concluant à la non-conformité éventuelle de leurs produits aux exigences du CSAR n'est pas suffisant.

3.326. Des entreprises des États-Unis restent désireuses de trouver un moyen d'échanger avec la NMPA sur les questions liées à la mise en œuvre du CSAR, y compris en ce qui concerne les nouvelles prescriptions et l'utilisation des nouvelles plates-formes en ligne de la NMPA pour l'agrément des produits et ingrédients. La Chine a-t-elle prévu quelque chose à ce sujet? Enfin, nous renvoyons aux déclarations antérieures des États-Unis au sujet d'autres préoccupations non résolues et d'autres questions restées sans réponses. Nous demandons à la Chine de continuer de réfléchir à la manière dont ces préoccupations commerciales exprimées par les États-Unis et de nombreux autres Membres de l'OMC pourraient être résolues dans l'application du CSAR.

3.327. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon remercie la Chine pour la réponse qu'elle a apportée au sujet du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et des règles d'application détaillées lors des réunions précédentes du Comité. Toutefois, le Japon tient à exprimer de nouveau ses préoccupations, telles qu'il les a formulées lors des réunions précédentes du Comité et qu'il les a téléchargées dans l'eAgenda lors de la réunion du Comité en mars 2023. Le Japon demande à la Chine de continuer à traiter non seulement les questions figurant dans les déclarations faites lors des réunions, mais également toutes les questions téléchargées dans l'eAgenda. 1. "Les Règles de gestion des essais exigés pour procéder à l'enregistrement des produits cosmétiques et les notifier, qui sont entrées en vigueur le 10 septembre 2019, prévoient que les essais microbiologiques, physiques, chimiques et toxicologiques ainsi que les essais d'évaluation de la sécurité et de l'efficacité pour l'homme pertinents pour l'enregistrement et la notification des produits cosmétiques doivent être réalisés par des laboratoires d'essais situés en Chine et qui ont obtenu l'accréditation de la Chine en métrologie (CMA). La Chine a répondu plusieurs fois au Japon qu'elle n'interdisait pas aux laboratoires étrangers d'obtenir l'accréditation CMA et ne leur imposait pas de restriction. Toutefois, les articles 4 et 14, entre autres, des Mesures administratives de la Chine pour l'accréditation des organismes d'inspection et d'essai, qui sont citées comme constituant le fondement de la réglementation, stipulent explicitement que seuls les laboratoires d'essai situés sur le territoire chinois peuvent recevoir l'accréditation CMA. Le Japon pense donc que seuls les laboratoires d'essai à capital étranger installés en Chine peuvent obtenir l'accréditation CMA. En conséquence, cela ne satisfait pas la demande du Japon concernant l'acceptation des résultats d'essais obtenus par des laboratoires étrangers dont les capacités d'essais sont équivalentes à celles de laboratoires qui ont obtenu l'accréditation CMA. Comme le Japon l'a dit à de nombreuses reprises, si l'accréditation CMA vise à confirmer la capacité d'essai, le lieu d'implantation n'a, pour l'essentiel, pas d'importance pour la capacité d'essai. Le Japon souhaite demander de nouveau l'établissement d'un cadre plus souple dans lequel la Chine traitera sur un pied d'égalité les laboratoires étrangers dotés de capacités équivalentes à celles des laboratoires situés en Chine ayant obtenu l'approbation, et l'acceptation des résultats des essais de ces laboratoires étrangers comme étant équivalents, indépendamment de leur lieu d'implantation.

3.328. 2. Les Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques et les Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques prévoient que la priorité doit être donnée aux résultats d'essais conformes aux normes nationales chinoises ou aux règlements pertinents et que diverses restrictions et conditions sont imposées, telles que la vérification de l'équivalence avec les méthodes d'essai établies dans les normes et réglementations nationales, et le stockage des résultats des tests en vue de la préparation des inspections, en cas d'application d'une méthode d'essai qui n'est pas spécifiée dans les règlements. Au niveau international, il existe des méthodes d'essai confirmées de manière scientifique par l'OCDE et l'ISO qui doivent être utilisées pour l'évaluation de la sécurité. Le Japon souhaite demander à la Chine de traiter les méthodes reconnues sur le plan international, telles que celles établies par l'OCDE ou l'ISO, sur un pied d'égalité avec celles prévues dans les normes nationales chinoises ou les règlements pertinents, de manière à ne pas imposer de mesures plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et l'efficacité. Si elles ne sont pas considérées comme des méthodes d'essai équivalentes, le Japon souhaite demander à la Chine des explications quant aux raisons pour lesquelles elles ne sont pas considérées comme acceptables.

3.329. 3. S'agissant des méthodes d'évaluation imposées par les Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, la Chine a répondu à la dernière réunion du Comité OTC que "la méthode d'essai pour l'évaluation des allégations d'efficacité ne comporte pas beaucoup de limitations quant à la sélection des méthodes d'évaluation". Cependant,

le Japon considère que les points ci-après constituent des prescriptions plus rigoureuses que nécessaire pour garantir la validité et la fiabilité scientifiques de l'évaluation des allégations d'efficacité et la protection des intérêts juridiques des consommateurs. Le Japon réitère sa demande d'établissement d'un cadre souple qui tienne compte des pratiques internationalement reconnues. L'annexe 1 des Prescriptions concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques précise quatre types d'éléments de preuve et définit de façon détaillée quels éléments de preuve pourraient être utilisés pour chaque allégation relative à l'efficacité. Cependant, la validité scientifique de la limitation des preuves utilisées pour chaque élément d'efficacité n'a pas été démontrée. Les types d'éléments de preuve pour chaque allégation relative à l'efficacité devraient être déterminés individuellement par les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques sur la base du libellé spécifique des allégations, et de la méthode d'essai scientifiquement valable pour chacune d'entre elles, car les types d'éléments de preuve dépendent du libellé spécifique des allégations. – Le champ d'application des Principes directeurs de l'évaluation équivalente, tel que prévu dans les Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, est très étroit, étant donné qu'il se limite aux produits de maquillage. Même dans le cas des produits de maquillage, l'utilisation de données des essais d'évaluation de "l'allégation relative à l'efficacité commune" n'est autorisée que dans des circonstances exceptionnelles, telles que les cas dans lesquels seuls les colorants diffèrent dans la formule d'une série de produits de maquillage comportant plusieurs couleurs chez les mêmes déclarants ayant déposé une demande d'enregistrement ou d'agrément. En outre, comme il est interdit d'appliquer les "Principes directeurs de l'évaluation équivalente" aux produits de soins de la peau, aux produits de soins capillaires, etc., même si de légères modifications sont apportées à une formule pour des raisons de conformité réglementaire, de nouveaux essais sont nécessaires. Cela entraîne de lourdes charges pour les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques. Le Japon souhaite demander à la Chine d'envisager d'élargir le champ d'application des "Principes directeurs de l'évaluation équivalente" en tenant compte des tendances internationales et des opinions des parties prenantes. – En ce qui concerne les essais d'évaluation pour les produits antitaches/blanchissants, le Japon souhaiterait demander à la Chine d'expliquer clairement pourquoi la méthode des "références croisées", qui permet de ne pas effectuer les essais dans certaines conditions, comme cela a été proposé à l'article 16 (référence croisée de l'effet antitaches/blanchissant) des Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques (projet présenté aux fins d'observations) en septembre 2020, a été supprimée dans la version définitive du règlement. L'effet antitaches/blanchissant est obtenu par des ingrédients actifs contenus dans les cosmétiques et la méthode des références croisées permettra de raccourcir le processus depuis le dépôt de la demande jusqu'à l'agrément.

3.330. 4. L'annonce de l'Administration nationale des produits médicaux concernant les "Mesures d'optimisation de l'administration des renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques" (annonce n° 34 de 2023), datée du 27 mars 2023, a été promulguée et le délai de grâce pour la présentation des renseignements a été différé au 1<sup>er</sup> janvier 2024, pour tous les ingrédients contenus dans les nouveaux produits comme pour les ingrédients devant encore être déclarés pour les produits déjà existants. De plus, les entreprises de cosmétiques (ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément) peuvent désormais publier les renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques sur la base des renseignements qu'elles ont recueillis. Le Japon remercie la Chine d'avoir pris en considération ses requêtes. Conformément à l'annonce précitée, pour les produits ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement (de licence) ou d'agrément jusqu'au 31 décembre 2023, les renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques – excepté pour les ingrédients présentant un risque élevé – devraient être conservés par le déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément aux fins de l'inspection. Cependant, pour les produits faisant l'objet d'une demande d'enregistrement ou d'agrément à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, la communication des renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques continuera d'être exigée pour tous les ingrédients. Il incombe aux entreprises de cosmétiques de garantir l'innocuité des ingrédients et des produits finaux, y compris le type d'ingrédients utilisés. Le rapport d'évaluation de la sécurité des produits contenant les renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients et des produits finaux est requis au moment du dépôt de la demande d'enregistrement ou d'agrément, et il est redondant d'exiger que les renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques soient communiqués séparément. Ainsi, le Japon souhaite demander que le déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément conserve les renseignements relatifs à la sécurité de tous les ingrédients cosmétiques aux fins des inspections, indépendamment du niveau de risque – faible ou élevé – et de la date de présentation de la demande d'enregistrement ou d'agrément.

3.331. 5. Le Japon reconnaît qu'une période de transition est prévue dans tous les règlements pertinents. Toutefois, nous ne trouvons pas que chaque période de transition soit suffisamment longue. Le Japon souhaite demander instamment à la Chine de ménager un délai de grâce approprié, d'au moins un an, après la promulgation de tous les règlements et lignes directrices pertinents, afin de prévenir les turbulences sur le marché et de permettre aux déclarants qui ont présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques d'adapter les cosmétiques aux nouvelles prescriptions. 6. S'agissant des Mesures intérimaires relatives à l'administration des inspections des produits cosmétiques à l'étranger, le Japon souhaiterait de nouveau demander à la Chine d'examiner les points suivants. Il aimerait demander à la Chine de préciser les lois et règlements qui sont appliqués pour évaluer la conformité des inspections à l'étranger et de préciser la raison d'être de ces dernières. Le Japon demande également à la Chine de s'assurer que les inspections ne seront pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif de protection de la santé des personnes. En outre, les données relatives à la recherche et développement (R&D) sont les renseignements confidentiels les plus importants pour les entreprises, mais ce ne sont pas ces renseignements qui ont une incidence directe sur la garantie de la sécurité des produits. Qui plus est, les inspections en Chine se limitent au secteur de la production, et cela indique qu'il n'est pas nécessaire d'effectuer des inspections des départements de R&D. Le Japon prie donc la Chine de veiller à ce que les services de R&D susceptibles de détenir des renseignements confidentiels ne fassent pas l'objet d'inspections à l'étranger. Le Japon demande également que les renseignements confidentiels soient uniquement divulgués aux personnes qui en ont besoin dans le cadre de l'objectif légitime de l'inspection.

3.332. 7. Les certificats de vente prouvant que les produits ont été vendus sur le marché du pays de production sont imposés uniquement pour les cosmétiques importés. Le Japon demande que la Chine accorde aux produits importés un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits fabriqués en Chine, autrement dit, de supprimer l'obligation d'obtenir le certificat de vente relatif aux produits importés. S'agissant des Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques, promulguées le 3 juin 2021, le Japon souhaite de nouveau exprimer les trois préoccupations suivantes. 8. À la réunion du Comité OTC de novembre 2022, la Chine a expliqué que le contenu des étiquettes en chinois, notamment les renseignements relatifs uniquement à l'innocuité et à l'efficacité des produits, devait concorder avec celui des étiquettes originales. Le Japon souhaite demander à la Chine de préciser que les étiquettes prévues par la réglementation du pays d'origine ne doivent pas nécessairement concorder avec le contenu des étiquettes chinoises, y compris les renseignements relatifs à l'innocuité et à l'efficacité des produits. 9. L'article 7 prescrit que l'étiquette indique les mentions "producteurs", "déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques" ou, dans le cas de produits importés, "personne responsable en Chine". Le Japon craint que la multiplicité de noms et d'adresses d'entreprises indiqués sur l'étiquette n'occasionne des malentendus chez les consommateurs au lieu de servir les objectifs de cet article, qui sont d'informer les consommateurs au sujet des personnes responsables de la qualité et de l'efficacité du produit. Comme la Chine l'a indiqué aux précédentes réunions du Comité OTC, le "Règlement sur la supervision et l'administration des cosmétiques" prévoit clairement que les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques sont exclusivement responsables des allégations de qualité, de sécurité et d'efficacité des produits cosmétiques. Afin de préciser les responsabilités et d'éviter toute confusion chez les consommateurs, il aimerait demander que l'étiquette indique un seul responsable ("déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques", et, si nécessaire, une mention "personnes responsables en Chine" relative aux personnes de contact peut être ajoutée). Le Japon souhaite demander à la Chine de supprimer le contenu qui impose l'affichage des producteurs.

3.333. 10. Lors des précédentes réunions du Comité OTC, la Chine a expliqué que les ingrédients composant 0,1% du produit ou moins pouvaient figurer sur l'étiquette sous la rubrique "autres ingrédients résiduels, sans ordre particulier. Toutefois, le Japon s'inquiète de l'écart par rapport à la pratique internationalement reconnue. En ce qui concerne les règles relatives à la mention de tous les ingrédients sur les étiquetages de cosmétiques, il existe une pratique internationalement reconnue en matière d'établissement de listes, en vertu de laquelle les ingrédients qui forment 1% ou moins de la composition du produit peuvent être énumérés sans ordre particulier et sans description. Le Japon souhaite demander à la Chine de veiller à ce que les règles en matière d'étiquetage suivent les pratiques reconnues sur le plan international, de manière à ne pas être plus restrictives pour le commerce que nécessaire pour démontrer la sécurité et l'efficacité des produits aux consommateurs. 11. Les Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques et les Spécifications concernant l'enregistrement et la

demande d'agrément des produits cosmétiques traitent des nano-ingrédients. Pour appliquer ces réglementations, le Japon considère qu'une norme plus détaillée et plus concrète est nécessaire pour déterminer quels ingrédients entrent dans la définition des nano-ingrédients. En outre, il aimerait demander que la norme soit formulée de manière à tenir compte des tendances internationales et des observations de toutes les parties prenantes. 12. Le Japon comprend l'objectif du système d'échantillons de réserve, qui a été expliqué à la réunion du Comité OTC en juillet 2022. Il n'est pas contre les échantillons de réserve en soi. "L'Avis public (n° 140 de 2021) traitant de questions relatives aux dispositions concernant la surveillance et l'administration de la production et de la distribution des produits cosmétiques", promulgué le 26 novembre 2021, exige que les responsables en Chine de produits importés auprès de déclarants étrangers ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément doivent conserver des échantillons de chaque lot de cosmétiques. Pour l'essentiel, les déclarants étrangers ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément sont responsables des produits cosmétiques dans tous les cas. Même dans le cas de produits cosmétiques importés, le Japon aimerait demander à la Chine d'accepter que des échantillons ne soient pas systématiquement conservés sur son territoire pour autant que le système d'essai puisse être utilisé immédiatement en cas de problème.

3.334. 13. S'agissant de l'exemption de l'obligation de présenter des documents relatifs aux essais toxicologiques via des documents de certification de la qualification du système de gestion de la qualité ou des bonnes pratiques de fabrication, le Japon demande à la Chine de continuer d'envisager d'accepter les documents de certification de la qualification du système de gestion de la qualité ou des bonnes pratiques de fabrication délivrés par des organisations internationales compétentes ou des associations industrielles autorisées à délivrer les certifications provenant d'organismes gouvernementaux du pays ou de la région où se trouve le fabricant de cosmétiques.

3.335. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reste préoccupée par le fait que les mesures prévues par le règlement chinois sur la supervision et l'administration des cosmétiques (CSAR) et les divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2021, sont plus strictes et restrictives pour le commerce que nécessaire pour les cosmétiques à faible risque. Ces préoccupations portent notamment sur les prescriptions relatives aux essais, à l'enregistrement et à la certification par les pouvoirs publics ainsi que les obligations de fournir des renseignements détaillés sur les processus de production et d'autres aspects liés à la propriété intellectuelle. Le gouvernement australien est disposé à collaborer avec la Chine au sujet de la mise en œuvre du CSAR.

3.336. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE se félicite du fait que les autorités chinoises aient reporté l'échéance fixée pour l'enregistrement des matières premières et des produits finis cosmétiques au 1<sup>er</sup> janvier 2024, et de la modification annoncée des prescriptions limitées en matière de communication pour certains ingrédients. En parallèle, l'UE souhaite renvoyer à ses déclarations antérieures sur ce sujet, étant donné que les préoccupations qu'elle avait alors exposées restent inchangées. L'Union européenne a déjà confirmé qu'elle soutenait l'objectif du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) de garantir la sécurité des consommateurs. Toutefois, le CSAR et ses divers règlements d'application sont plus stricts qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et la qualité des produits cosmétiques importés. Cela concerne en particulier la sécurité des consommateurs et la traçabilité des ingrédients utilisés dans les produits cosmétiques. Les dispositions du CSAR s'éloignent aussi de la pratique internationale, puisque des renseignements aussi détaillés ne sont requis nulle part ailleurs dans le monde à des fins de notification et d'enregistrement.

3.337. L'obligation de transmettre des renseignements confidentiels sur les nouveaux produits et leurs ingrédients aux autorités chinoises reste l'une des principales préoccupations de l'UE. Selon l'UE, la divulgation obligatoire de renseignements commercialement sensibles requise dans le cadre du processus de notification et d'enregistrement, qui touche aux droits de propriété intellectuelle (DPI) des entreprises concernées, va bien au-delà de ce qui est exigé par les pratiques internationalement reconnues. Les mesures chinoises présentent des risques importants pour la propriété intellectuelle et les renseignements sensibles sur le plan commercial pour les entreprises et ne sont pas proportionnées aux objectifs recherchés. L'UE tient à rappeler que les prescriptions chinoises vont bien au-delà du règlement européen sur les produits cosmétiques, qui est considéré comme le plus strict au monde. En ce qui concerne les essais d'efficacité, les multiples prescriptions propres à la Chine exigeront de réaliser un nombre considérable de nouveaux essais sur des produits dont l'efficacité a déjà été établie dans un pays tiers. Elles affectent aussi des milliers de produits qui ont déjà été placés sur le marché en Chine et pour lesquels la justification des allégations doit



encore être finalisée. Ces préoccupations ont été communiquées aux autorités chinoises compétentes en janvier de cette année, dans une lettre conjointe émanant de plusieurs Membres de l'OMC. L'UE souhaite avoir un échange constructif avec les autorités chinoises pour trouver une solution satisfaisante permettant d'assurer la sécurité des cosmétiques sans faire peser inutilement une charge excessive sur les importateurs.

3.338. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande souhaite rappeler ses préoccupations concernant le système de réglementation chinois pour les cosmétiques, qui ont été bien documentées lors des précédentes réunions du Comité OTC. Nous demandons toujours instamment que la Chine envisage des mesures supplémentaires pour permettre: l'exemption des prescriptions en matière d'essais sur les animaux au moyen d'une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation non gouvernemental ou d'autres mécanismes de facilitation des échanges permettant de fournir des garanties concernant les produits; une certaine flexibilité en ce qui concerne les prescriptions relatives aux essais de produits. En particulier, nous encourageons la Chine à accepter les rapports d'essai émanant de laboratoires agréés installés hors du territoire chinois et à limiter davantage les prescriptions en matière de divulgation, en particulier celles qui concernent les renseignements sensibles, à ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité des produits sur le marché intérieur chinois, de manière à ne pas compromettre la propriété intellectuelle. La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec la Chine au sujet du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) pour régler ces questions.

3.339. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. S'agissant de l'inspection requise pour l'enregistrement et la notification des produits cosmétiques, le fait d'exiger que l'inspection aux fins de l'enregistrement des produits cosmétiques et de la notification soit effectuée par des organismes professionnels permet de protéger les droits des consommateurs et de garantir l'exactitude des résultats de l'inspection. Les organismes d'inspection doivent obtenir l'accréditation en matière d'inspection et d'essai (CMA) dans le domaine des cosmétiques. Toutefois, la Chine n'interdit pas aux organismes d'inspection étrangers d'obtenir l'accréditation, et les Mesures administratives de la Chine pour l'accréditation des organismes d'inspection et d'essai n'empêchent pas non plus les organismes d'inspection étrangers d'obtenir cette accréditation. 2. Conformément au principe de non-discrimination de l'OMC, les Dispositions régissant l'administration des données pour l'enregistrement et la notification des produits cosmétiques imposent exactement les mêmes prescriptions pour les cosmétiques ordinaires importés et nationaux s'agissant du programme pouvant remplacer les essais sur les animaux aux fins de l'évaluation de la sécurité. Pour les cosmétiques ordinaires nationaux et importés, les essais toxicologiques peuvent être remplacés par une évaluation des risques en matière de sécurité une fois qu'une certification des systèmes de gestion de la qualité a été délivrée par les autorités gouvernementales.

3.340. 3. Concernant l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques. La formulation des spécifications relatives à l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques vise à mieux garantir la scientificité, l'exactitude et la fiabilité de l'évaluation des allégations d'efficacité des cosmétiques, et à protéger les droits et intérêts des consommateurs. Sur la base du principe de l'équivalence, la méthode d'essai pour l'évaluation des allégations d'efficacité ne limite pas le choix des réglementations ou normes techniques étrangères reconnues au niveau international, telles que celles établies par l'OCDE ou l'ISO. 4. En ce qui concerne les questions liées à l'étiquetage des produits cosmétiques. Les renseignements sur les fabricants de produits cosmétiques comportent des données pertinentes sur les fabricants, leur emplacement, etc., ce qui constitue une mesure importante pour protéger les droits des consommateurs. Pour l'inscription des renseignements relatifs à l'entreprise, la langue d'information correspondante devrait être utilisée, et rien ne prêterait à confusion pour les consommateurs. Les mesures prévoient que les ingrédients dont le pourcentage du poids n'excède pas 0,1% (en poids) devraient être indiqués sur l'étiquette sous la mention "autres ingrédients résiduels". Elles n'exigent aucun ordre de présentation décroissant de la teneur en ingrédients ni aucun autre ordre spécifique. 5. En ce qui concerne la protection des secrets commerciaux et des droits de propriété intellectuelle, les procédures et les prescriptions en matière de données pour l'enregistrement et la notification des produits cosmétiques et des nouvelles matières premières sont décrites de manière claire et détaillée dans les textes réglementaires pertinents. Le fait d'exiger des déclarants qu'ils soumettent des documents relatifs à la sécurité est également une pratique courante visant à examiner la sécurité des produits liés à la santé dans différents pays. C'est précisément pour protéger les droits de propriété intellectuelle et les secrets commerciaux des entreprises que, dans le processus de formulation des documents techniques pertinents, les données d'évaluation requises pour les allégations relatives à

l'efficacité des produits cosmétiques ne comprennent que le résumé des documents à l'appui des allégations d'efficacité plutôt que le texte intégral. Les documents techniques exigés pour les nouvelles matières premières ne comprennent que les aspects fondamentaux, tels que le nom, le numéro d'enregistrement, la source, la composition, les propriétés physiques et chimiques, le but de l'utilisation, le champ d'application, la quantité sûre d'utilisation, les précautions, les conditions de stockage et le délai de péremption, et non les renseignements complets. Les autorités et le personnel administratif protégeront strictement les secrets commerciaux en procédant à l'enregistrement des produits cosmétiques, conformément à toutes les lois et réglementations en vigueur.

**3.1.3.26 Union européenne – Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) et Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR), [G/TBT/N/EU/71/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/72](#), [G/TBT/N/EU/72/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/845 \(ID 594<sup>66</sup>\)](#)**

3.341. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous souhaitons donner des renseignements actualisés sur la PCS que nous avons soulevée lors de réunions antérieures du Comité, concernant le Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux dispositifs médicaux, notifié sous la cote [G/TBT/N/EU/71/Add.1](#). Depuis la dernière réunion, l'UE a publié des modifications du Règlement, entrées en vigueur le 20 mars. Ces modifications prolongent la validité des certificats existants sous certaines conditions et suppriment le délai "d'entreposage" prévu dans les versions antérieures du Règlement. Nous apprécions grandement le fait que l'UE ait pris ces mesures pour faire en sorte que les dispositifs médicaux essentiels ayant déjà été autorisés sur le marché européen ne soient pas soumis aux perturbations du commerce auxquelles risquaient d'aboutir les difficultés de mise en œuvre du Règlement tel qu'il était prévu, en raison notamment des capacités insuffisantes de l'organisme notifié.

3.342. Nous signalons que nos préoccupations au sujet du système de nomenclature européenne des dispositifs médicaux (EMDN) demeurent, et nous espérons que l'UE reviendra sur sa position en optant pour le système de nomenclature mondiale des dispositifs médicaux (GMDN), qui est utilisé à l'appui de leurs activités par plus de 100 autorités nationales chargées de réglementer ces dispositifs. Les États-Unis poursuivront leur dialogue avec l'UE au sujet du GMDN dans le cadre de discussions techniques entre organismes de réglementation. Nous attendons avec intérêt de poursuivre les échanges avec l'UE à mesure qu'elle avance dans la mise en œuvre du Règlement relatif aux dispositifs médicaux.

3.343. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1) Suggestion est faite d'indiquer expressément quelle méthode permet de prouver la légalité des certificats expirés qui sont utilisés pendant les périodes de transition prolongées, par exemple en ajoutant des mentions sur les certificats. Cette suggestion s'explique comme suit: l'article 1.1) a) du Règlement (UE)2023/607 précise les conditions sous lesquelles les certificats expirés peuvent être utilisés pendant les périodes de transition prolongées, mais la méthode permettant de prouver la légalité des certificats expirés qui remplissent ces conditions et sont utilisés pendant les périodes de transition prolongées n'est pas indiquée, ce qui engendrera d'importants obstacles au niveau de la supervision, du lancement, de la vente et de l'utilisation des produits. 2) Suggestion est faite de préciser dès que possible les solutions pour les petites et moyennes entreprises de dispositifs médicaux sans services fournis par des organismes notifiés, par exemple en ajoutant des organismes notifiés. Cette suggestion s'explique comme suit: même si les organismes notifiés sont plus nombreux qu'avant, il leur est difficile de fournir des services pour toutes les entreprises de dispositifs médicaux du monde entier. Actuellement, les organismes notifiés ont tendance à donner la priorité aux certifications des produits des grandes entreprises de dispositifs médicaux; or la majorité des fabricants sont des petites et moyennes entreprises et il est difficile pour elles de souscrire des services de certification de produits auprès des organismes notifiés.

3.344. 3) Suggestion est faite de préciser les prescriptions réglementaires applicables aux fabricants d'équipements d'origine (OEM) et aux producteurs de concepts d'origine (ODM) et d'adopter dès que possible des lignes directrices relatives aux OEM et aux ODM. Cette suggestion s'explique comme suit: les modes de fabrication OEM et ODM sont deux modes efficaces permettant aux entreprises de communiquer entre elles, d'échanger des technologie et de promouvoir des circuits de commercialisation. Ce sont aussi des modes de production associés à des technologies matures et

---

<sup>66</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 594](#).

des modes de gestion. Mais les prescriptions réglementaires y relatives ne sont pas clairement exposées dans le Règlement relatif aux dispositifs médicaux, ni les lignes directrices pertinentes. Actuellement, les organismes notifiés disposent de prescriptions réglementaires différentes concernant les OEM et les ODM, ce qui engendre beaucoup de confusion et entrave les activités concernées des entreprises de dispositifs médicaux.

3.345. 4) Suggestion est faite de fournir les lignes directrices de mise concernant la reconnaissance et l'utilisation des données d'essais cliniques obtenues en dehors de l'UE. Cette suggestion s'explique comme suit: il n'y a pas d'instructions précises concernant l'utilisation des données d'essais cliniques obtenues en dehors de l'UE dans les directives et règlements européens existants, ce qui pourrait engendrer des divergences d'interprétation entre les différents organismes notifiés et entre les organismes notifiés et les fabricants. Cela compromet l'efficacité des évaluations cliniques. Le Forum international des autorités chargées de réglementer les dispositifs médicaux (IMDRF) a publié des prescriptions générales sur les essais cliniques et des lignes directrices concernant l'acceptation des données d'essais cliniques obtenues dans des pays étrangers; des principes généraux concernant les études cliniques figurent par exemple dans le chapitre 6 des Lignes directrices relatives aux essais cliniques de l'IMDRF.

3.346. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon se félicite de la mise en œuvre du Règlement (UE) 2023/607 modifiant le MDR et l'IVDR concernant la prorogation des mesures transitoires et la suppression des délais de distribution. Le MDR et l'IVDR présentent toutefois les problèmes à régler ci-après, à l'égard desquels nous demandons les améliorations suivantes.

3.347. 1. MDR 1.1 Certaines entreprises ont indiqué que leurs évaluations de la conformité ont progressé, mais pour de nombreuses entreprises, cette procédure n'est pas achevée. Aussi n'ont-elles pas été en mesure d'expédier de nouveaux produits vers l'Europe depuis le 26 mai 2021, c'est-à-dire la date de mise en œuvre du MDR. Plusieurs entreprises ont indiqué que plus de trois années se sont écoulées depuis le début de la procédure d'évaluation de la conformité. Lors des précédentes réunions du Comité OTC, le Japon a demandé à diverses reprises qu'il soit remédié à cette situation. En outre, l'UE a indiqué à la dernière réunion du Comité OTC qu'elle "rest[ait] très préoccupée par le niveau auquel se trouv[aient] actuellement les capacités des organismes notifiés et l'état de préparation des fabricants de dispositifs médicaux, et [qu']elle [était] déterminée à continuer de travailler en étroite collaboration avec tous les opérateurs économiques et partenaires concernés pour corriger davantage la situation et éviter les pénuries de dispositifs essentiels". Or la situation ne s'est pas améliorée. Le Japon demande à l'UE de continuer à surveiller la situation et d'apporter des améliorations en tant que régulateur.

3.348. 1.2 Le MDR requiert une évaluation clinique stricte, même pour les dispositifs médicaux à risque relativement faible relevant des classes I, IIa et IIb. Or cela est peut-être plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs légitimes. Pour que la réglementation ne devienne pas plus restrictive pour le commerce que nécessaire, le Japon continue de demander à l'UE de simplifier les prescriptions en matière d'évaluation, comme dans le cas de la réglementation relative à la certification pharmaceutique du Japon ou de la réglementation 510 k) des États-Unis, dans l'optique de favoriser l'harmonisation internationale de la réglementation. Par exemple, l'évaluation clinique pourrait être simplifiée pour les dispositifs médicaux à risque modéré ou faible équipés de technologies ayant déjà été éprouvées sur le marché.

3.349. 2. L'IVDR (UE) 2023/607, daté du 15 mars 2023, autorise les entreprises à fournir des dispositifs qui remplissent certaines conditions. Or comme cela a été dit lors des précédentes réunions du Comité OTC, le Japon est très préoccupé par le fait que pour de nombreux fabricants, les procédures d'évaluation de la conformité ne seront pas achevées avant la date limite, compte tenu de l'insuffisance de l'infrastructure nécessaire à ces évaluations. D'après les résultats de l'enquête sur la situation des dispositifs de diagnostic in vitro japonais au regard de l'évaluation de la conformité prévue par l'IVDR, réalisée par l'Association japonaise du secteur des réactifs cliniques, seulement 10% environ des dispositifs pour lesquels une évaluation de la conformité est requise au titre de l'IVDR étaient certifiés en janvier 2023, et la situation ne s'est pas améliorée. Le Japon demande donc que la période de transition relative à l'IVDR soit à nouveau prolongée, au moins jusqu'à la fin de 2027 ou de 2028, ou au-delà, comme cela a été fait pour le MDR.

3.350. 3. MDR et IVDR 3.1 Le Japon accueille avec satisfaction la publication d'orientations, conformément au Plan de publication d'orientations du GCDM. Toutefois, des fabricants japonais

nous ont fait savoir que l'obligation de se conformer aux orientations sans période de transition contribuait à allonger les évaluations de la conformité. Comme nous l'avons fait aux réunions précédentes du Comité OTC, nous continuons de demander que des consultations publiques soient menées avant la publication des orientations du GCDM, que ces orientations nouvellement publiées soient assorties d'une période de transition d'au moins un an, que les organismes notifiés s'en servent dans le cadre des examens après l'expiration de cette période de transition. Nous nous félicitons de la publication des orientations du GCDM 2022-21 sur les rapports de mise à jour périodiques de la sécurité, concernant la surveillance après mise sur le marché; toutefois, ces orientations indiquent que des orientations sur l'analyse des tendances seront publiées séparément, or celles-ci n'ont toujours pas été publiées. Nous demandons que les orientations sur l'analyse des tendances soient publiées rapidement puisque cela est nécessaire pour établir la procédure de mise en œuvre des rapports de mise à jour périodiques de la sécurité. 3.2 Dans le cas de certaines évaluations de la conformité effectuées par les organismes notifiés, la conformité peut être exigée même si les normes harmonisées relatives au MDR et à l'IVDR sont publiées au Journal officiel de l'UE juste avant les évaluations de la conformité. Nous demandons la mise en place d'une période de transition adéquate pour l'établissement des normes harmonisées.

3.351. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie se réfère aux déclarations qu'elle a précédemment faites au Comité OTC, et prend note de la décision récemment prise par le Parlement européen de prolonger les périodes de transition afférentes au Règlement de l'Union européenne sur les dispositifs médicaux (MDR de l'UE). L'Australie se réjouit de cette prolongation, car elle permettra de disposer d'un délai supplémentaire et de plus grandes possibilités d'accès aux organismes notifiés dûment désignés pour faire passer les dispositifs médicaux au nouveau cadre réglementaire. Le MDR de l'UE a une incidence non seulement sur l'accès des fabricants australiens aux marchés européens, mais aussi sur l'accès aux marchés australiens, car la certification européenne de la conformité sert souvent à favoriser l'obtention d'autorisations de mise sur le marché en Australie. Nous restons préoccupés par la discordance existant entre des éléments du MDR de l'UE et les orientations internationales dans le cas de certains dispositifs médicaux, qui est susceptible de se traduire par des obstacles au commerce et une charge pour les fabricants qui fournissent également leurs produits à d'autres pays, dont l'Australie. Celle-ci réaffirme aussi sa préoccupation concernant le passage de l'UE à la Nomenclature européenne des dispositifs médicaux (EMDN), qui est en cours d'élaboration et s'écarte de la Nomenclature mondiale des dispositifs médicaux (GMDN) établie au niveau international. L'Australie est préoccupée par les problèmes que cela pourrait poser dans le cadre d'un système d'identification unique des dispositifs (IUD) harmonisé à l'échelle mondiale, qui résulteraient du fait que l'EMDN serait utilisé en Europe, tandis que le GMDN serait employé sur plusieurs autres territoires. L'Australie reste préoccupée par l'absence de dispositifs effectifs d'interopérabilité (tels qu'un plan de correspondance entre les codes de l'EMDN et du GMDN), compte tenu du risque de chevauchement pesant sur la branche de production, et de l'incidence sur le partage de renseignements pratiqué dans le cadre du suivi et du traitement des préoccupations relatives à la sécurité des patients.

3.352. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été annoncé lors de précédentes réunions du Comité, le MDR est entré en vigueur officiellement le 26 mai 2021. Il est important de souligner que le passage des Directives au MDR est graduel et qu'il est facilité par des périodes de transition qui permettent de maintenir en circulation les dispositifs médicaux conformes aux Directives jusqu'en mai 2024, parallèlement aux dispositifs certifiés au titre du MDR. En ce qui concerne l'IVDR, en mai 2022, une série de périodes de transition échelonnées pour les dispositifs de diagnostic in vitro a été proposée. Une mesure expliquant les dispositions transitoires adaptées a également été notifiée au Comité OTC. La durée des périodes de transition dépend du niveau de risque des dispositifs (périodes de transition plus courtes pour les dispositifs à plus haut risque et périodes de transition plus longues pour les dispositifs à moindre risque). Parmi les changements révolutionnaires apportés par les deux nouveaux règlements figurent l'adoption de règles de classification adaptées à leur finalité, le renforcement des prescriptions relatives aux organismes notifiés et l'élévation des seuils concernant les éléments de preuve cliniques. Ces changements ont été jugés nécessaires pour remédier à plusieurs défaillances du système et prévenir la survenue de futures crises mettant sérieusement en danger les patients.

3.353. S'agissant des organismes notifiés, nous sommes heureux d'annoncer que nous comptons à ce jour 38 organismes notifiés désignés au titre du MDR, et 10 organismes notifiés au titre de l'IVDR. Avec les modifications visant à prolonger la période de transition pour la mise en conformité avec le MDR et l'IVDR, l'UE pense que la situation s'est améliorée et que la charge de travail des organismes

notifiés a été allégée. Néanmoins, l'état de préparation des fabricants de dispositifs médicaux reste capital et des efforts de mise en conformité rapide seront essentiels pour éviter les goulets d'étranglement dans le système. Au sujet de l'accès des PME aux organismes notifiés, l'UE a mis en place une série de mesures non législatives pour favoriser la disponibilité des capacités des organismes notifiés et permettre ainsi le traitement des nouvelles demandes et des demandes présentées par des PME. Un suivi continu de ces mesures est assuré et ces activités sont évaluées lors de discussions fréquentes avec les organismes notifiés. S'agissant de la Nomenclature, l'UE maintient qu'il est nécessaire de séparer les discussions y afférentes des discussions relatives à l'identification unique des dispositifs (IUD). Le système IUD mis en œuvre au sein de l'UE est fondé sur des principes convenus au niveau international mais la Nomenclature, également appelée langue d'usage, est différente. Cette décision a été prise à l'issue d'une évaluation et d'un examen minutieux. L'UE tient à souligner, une fois de plus, que son choix de créer la Nomenclature européenne des dispositifs médicaux repose sur la nécessité d'une nomenclature bien structurée, transparente, ouverte, complètement accessible au public et qui puisse être téléchargée gratuitement. Il n'existe actuellement pas d'autre système de nomenclature qui présente ces caractéristiques. L'UE maintient que le choix de la langue et du dictionnaire des dispositifs médicaux, c'est-à-dire de cette nomenclature, ne constitue pas un obstacle au commerce. L'UE est pleinement résolue à faire en sorte que le nouveau système assure un niveau plus élevé de protection des patients et compte sur les partenaires commerciaux pour encourager leurs fabricants à respecter ces nouvelles prescriptions afin de garantir la continuité des échanges.

### **3.1.3.27 Qatar – Circulaire du Ministère de la santé publique concernant la durée de conservation du fromage (ID 602<sup>67</sup>)**

3.354. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite faire de nouveau référence à la Circulaire du Ministère de la santé publique du Qatar du 30 mai 2019 établissant de nouvelles prescriptions en matière d'importation pour le lait traité à ultra-haute température (UHT) et le fromage blanc, dont l'entrée en vigueur remonte à 2019, et qui a ensuite été suivi d'autres circulaires établies par le Qatar sur cette question. Ces mesures restrictives pour le commerce sont encore en vigueur à ce jour. L'une des principales préoccupations de l'UE concernant ces conditions d'importation est suscitée par la courte durée de conservation imposée pour plusieurs produits laitiers, y compris le lait, le fromage et le beurre, qui ne semble pas être fondée sur des bases scientifiques ni sur des normes internationales. Les exportateurs de l'UE sont concrètement dans l'impossibilité de continuer à expédier certains produits laitiers vers le Qatar dans ces conditions. Parallèlement, les producteurs locaux de produits laitiers au Qatar sont favorisés car ils ne sont pas concernés par le long temps de transport qui est nécessaire à l'expédition de produits laitiers dans le pays par les exportateurs étrangers, et peuvent donc se conformer à des durées de conservation plus courtes. L'Union européenne souhaite rappeler que des échanges mutuels constructifs ont été consacrés à cette préoccupation importante; toutefois, malgré la tenue de ce dialogue suivi et positif, les mesures relatives aux importations sont toujours en vigueur. Dans le cadre de notre dialogue sur cette question, le Qatar a indiqué qu'il cherchait une solution et que cette dernière serait proposée dans un avenir proche. L'UE espère que le Qatar règlera cette question sous peu et nous sommes disposés à continuer de travailler de manière constructive avec ce pays.

3.355. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande continue de s'associer aux interventions de l'UE et demande quelles sont les preuves scientifiques sur lesquelles repose l'évaluation qui a abouti à ces prescriptions restrictives en matière de durée de conservation. La Nouvelle-Zélande reste fermement convaincue que les prescriptions du Qatar en matière de durée de conservation des fromages et autres produits laitiers importés sont restrictives pour le commerce, et qu'elles ne sont pas fondées sur des données scientifiques ni conformes aux normes du Codex. La Nouvelle-Zélande continue de demander au Qatar d'utiliser des normes reconnues au niveau international, comme celles du Codex, pour établir des prescriptions en matière de durée de conservation.

3.356. En réponse, le représentant du Qatar a communiqué la déclaration suivante. Le Qatar a pris note de la préoccupation persistante des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne concernant la Circulaire du Ministère qatarien de la santé publique sur les normes de qualité pour certains produits laitiers, et les remercie de l'intérêt qu'ils portent à cette question. Comme cela a déjà été dit, les mesures en question s'appliquent de la même manière aux produits d'origine nationale et aux produits importés et n'ont donc pas un caractère discriminatoire. Ces mesures n'ont

---

<sup>67</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 602](#).

pas un effet significatif sur le commerce, dans la mesure où les prescriptions par produit appliquées dans l'État du Qatar ne font pas obstacle à l'importation et à la vente de tout produit satisfaisant aux normes de qualité. Nous restons disposés à continuer de discuter de façon constructive avec les Membres intéressés pour leur fournir au besoin des explications supplémentaires.

**3.1.3.28 Colombie – Aliments prioritaires en raison de leur teneur en sodium, prescriptions en matière de certification, [G/TBT/N/COL/238](#), [G/TBT/N/COL/238/Add.1](#), [G/TBT/N/COL/246](#) (ID 609<sup>68</sup>)**

3.357. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica tient à réitérer sa préoccupation commerciale à l'appui d'une défense systémique des principes de l'Accord OTC en ce qui concerne l'adoption de mesures fondées sur des preuves scientifiques et l'harmonisation des règles par l'utilisation de règlements publiés par les organisations internationales de référence, tels que le Codex Alimentarius. Le Codex Alimentarius ne contient aucune norme pouvant servir de base à la fixation des pourcentages de la teneur maximale en sodium, en matières grasses ou en sucre (comme c'est le cas pour la liste des aliments prioritaires de la Colombie et les pourcentages maximaux de teneur en sodium). Par conséquent, il existe différents systèmes de réglementation pour le commerce international des produits alimentaires transformés, ce qui rend les secteurs moins compétitifs et restreint le commerce plus qu'il n'est nécessaire. Comme pour les autres préoccupations commerciales soulevées au cours de la présente réunion, le Costa Rica reste disposé à recevoir des renseignements supplémentaires au sujet des normes de l'organisation internationale de référence utilisées par les autorités colombiennes pour élaborer le règlement en question.

3.358. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay reconnaît et défend le droit qu'a la Colombie de protéger la santé de sa population en limitant la teneur en sodium de certains aliments dans le cadre d'efforts de protection contre les maladies chroniques non transmissibles. Le Paraguay craint cependant que la délivrance de certificats de conformité pour chaque lot soit contraignante et coûteuse pour les importateurs, et plus restrictive que nécessaire pour réaliser l'objectif légitime que la Colombie cherche à atteindre grâce à cette mesure. Par conséquent, nous demandons que le soutien du Paraguay à cette préoccupation soit consigné et que l'intégralité de la déclaration qu'il a prononcée à la réunion précédente soit restituée dans le compte rendu.

3.359. *Déclaration faite à la réunion de mars 2023, dans son intégralité.*<sup>69</sup> Nous remercions le Costa Rica d'avoir fait inscrire cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour et demandons qu'il soit pris acte de l'appui du Paraguay. Le Paraguay reconnaît et défend le droit de la Colombie de protéger la santé de sa population en limitant la teneur en sodium de certains aliments dans le cadre d'efforts de protection contre les maladies chroniques non transmissibles. Le Paraguay craint cependant que la délivrance de certificats de conformité pour chaque lot soit contraignante et coûteuse pour les importateurs, et plus restrictive que nécessaire pour réaliser l'objectif légitime que la Colombie cherche à atteindre grâce à cette mesure. En particulier, il craint que la déclaration de la première partie cesse d'être utilisée, étant donné qu'une entité était accréditée pour certifier la conformité et que le délai pour utiliser ce type de certification (deux ans à compter de l'accréditation de l'entité de certification) touchait à sa fin.

3.360. Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas encore suffisamment de laboratoires accrédités pour connaître de toutes les demandes de certification qui devront être traitées dès juillet, quand le délai d'utilisation de la déclaration de la première partie expirera, ce qui pourrait créer un goulet d'étranglement. Bien qu'il soit possible de recourir à un organisme de certification accrédité à l'étranger et reconnu par la Colombie, cette démarche entraînerait des coûts bien plus élevés, et ne serait pas accessible à certaines petites et moyennes entreprises paraguayennes. C'est pour ces raisons que le Paraguay demande à la Colombie de faire en sorte que davantage d'organismes de certification accrédités dans le pays soient accessibles, et de leur adjoindre, selon que de besoin, des organismes de certification accrédités dans d'autres pays de manière à augmenter le nombre d'organismes de certification disponibles, ce qui réduirait les goulets d'étranglement et contribuerait à réduire les coûts de certification.

<sup>68</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 609](#).

<sup>69</sup> [G/TBT/M/89](#), paragraphes 2.106 et 2.107.

3.361. En réponse, la délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. Je voudrais tout d'abord faire part de notre gratitude pour les observations formulées en de précédentes occasions et à la réunion de ce jour. Ensuite, lors de sessions précédentes et de réunions bilatérales antérieures, la Colombie a communiqué et commenté les documents justifiant la mesure relative à la teneur maximale en sodium des aliments transformés. De fait, lors de la précédente réunion du Comité, nous avons mentionné l'importance du travail que nous avons mené avec différents pays en vue de préciser certains aspects de la mesure et de répondre aux questions soulevées au sujet des mécanismes de certification autorisés et de l'acceptation des déclarations de la première partie, entre autres. Pour conclure, nous réaffirmons que nos autorités sont tout à fait disposées à poursuivre les discussions techniques avec les autorités des pays concernés en vue d'apporter des éclaircissements aux observations formulées et de trouver des moyens de résoudre cette préoccupation commerciale.

**3.1.3.29 Mexique – Projet de modification de la norme officielle mexicaine NOM-051-SCFI/SSA1-2010: "Spécifications générales pour l'étiquetage des aliments et des boissons non alcooliques préemballés", [G/TBT/N/MEX/178/Add.9](#) (ID 608<sup>70</sup>)**

3.362. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite réitérer cette préoccupation et souligner l'importance qu'il y a à harmoniser les systèmes d'étiquetage des produits alimentaires, notamment d'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages, en se fondant sur les normes du Codex Alimentarius (Directives concernant l'étiquetage nutritionnel CXG-2-1985, annexe 2, adoptées en 2021). Nous invitons le Mexique en l'occurrence à utiliser, à titre de référence, les orientations du Codex à cet égard pour veiller à ce que la réglementation soit compatible avec le consensus international et ne restreigne pas les échanges de manière non nécessaire. Le Costa Rica, comme il l'a fait pour des questions similaires soulevées lors de précédentes réunions du Comité, souhaite rappeler aux autres Membres présents l'importance des travaux entrepris dans le cadre du Codex Alimentarius ainsi que la nécessité que les mesures adoptées en matière d'étiquetage des denrées alimentaires soient fondées sur des preuves scientifiques et sur les normes du Codex, conformément aux dispositions de l'Accord OTC.

3.363. En réponse, la délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne la norme NOM-051-SCFI/SSA1-2010, le Mexique répète ce qu'il a exprimé aux réunions tenues en novembre 2022 et en mars 2023, à savoir que les autorités mexicaines compétentes ont parfaitement connaissance des systèmes internationaux d'étiquetage des denrées alimentaires, en particulier des dispositions de l'annexe 2 des Directives du Codex Alimentarius concernant l'étiquetage nutritionnel (CXG-2-1985), adoptées en 2021 par le Codex Alimentarius. Toutefois, la modification de la norme NOM-051-SCFI/SSA1-2010 a été publiée au Journal officiel de la Fédération le 27 mars 2020 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre de la même année, alors même qu'il n'existait aucune directive ou norme internationale pertinente pouvant servir de base à la mise en place de l'étiquetage sur la face avant des emballages. Il importe de souligner que, conformément à la Loi sur l'infrastructure qualité, les normes officielles mexicaines sont systématiquement réexaminées tous les cinq ans. La dernière modification de la norme NOM-051-SCFI/SSA1-2010 remonte au 27 mars 2020. Par conséquent, conformément à la législation mexicaine en vigueur, le délai imparti pour la réalisation de la prochaine révision systématique de la norme commence à courir le 28 mars 2025. C'est au cours de cette période d'examen systématique que les directives du CODEX en matière d'étiquetage ou toute autre norme internationale devront être analysées et examinées, ce qui permettra de déterminer la viabilité des modifications apportées à la norme NOM-051-SCFI/SSA1-2010 ou la nécessité de l'amender. En conclusion, le gouvernement mexicain réaffirme son engagement à respecter les engagements internationaux établis dans l'Accord OTC et ceux qui découlent des accords de libre-échange auxquels le Mexique est partie, tout en prenant en considération l'objectif légitime de politique publique consistant à protéger la santé de la population mexicaine.

---

<sup>70</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 608](#).



**3.1.3.30 Inde – Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité) (IND/131); Modification des conditions (n° 2 iii)) applicables au chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation) (IND/143), [G/TBT/N/IND/68](#), [G/TBT/N/IND/131](#), [G/TBT/N/IND/143](#), [G/TBT/W/774](#) (ID 632<sup>71</sup>)**

3.364. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis et d'autres délégations ont fait connaître leurs préoccupations de longue date lors des réunions précédentes. Nous déplorons qu'en dépit des inquiétudes exprimées par plusieurs Membres à ce sujet, l'Inde n'ait pas réussi à engager un dialogue constructif sur cette question, ni à prendre des mesures visant à répondre efficacement à l'ensemble des préoccupations soulevées par les Membres concernant le Décret relatif au contrôle de la qualité des jouets. Les préoccupations soulevées à cet égard portent notamment sur le recours croissant à des décrets relatifs au contrôle de la qualité pour imposer l'application de normes propres à l'Inde et à des prescriptions d'évaluation de la conformité à la fois lourdes, coûteuses et inutiles en lien avec l'octroi de licences ainsi que la réalisation d'essais dans le pays et les inspections d'usines. Nous avons demandé, sans obtenir de réponse, quelles mesures étaient prises par l'Inde pour offrir un accès au marché aux exportateurs dont les usines étaient situées dans des pays où les inspecteurs du BIS n'effectuaient actuellement pas d'inspections en personne. Force est de constater que le fait de soulever cette question au sein de cet organe n'a pas porté ses fruits et qu'il ne s'agit pas de l'unique secteur dans lequel la promulgation par l'Inde d'un décret relatif au contrôle de la qualité a créé des obstacles non nécessaires au commerce international. Nous rappelons à l'Inde l'ensemble des préoccupations mises en évidence dans le document [G/TBT/W/774](#) et nous continuerons à étudier d'autres moyens de répondre à ces préoccupations.

3.365. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'augmentation constante du nombre de décrets sur le contrôle de la qualité dans tous les secteurs envoie des signaux inquiétants aux acteurs industriels, aux investisseurs et aux États membres de l'UE, dans la mesure où la majorité de ces décrets adoptés par l'Inde semblent avoir une orientation protectionniste et suscitent des questions quant à leur conformité avec les obligations souscrites au titre de l'Accord OTC de l'OMC. L'UE demeure profondément préoccupée par le fait que ces décrets imposent généralement des normes indiennes spécifiques alors qu'il existe déjà des normes internationales. En outre, ils prévoient des procédures d'évaluation de la conformité plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour réaliser leur objectif légitime. Comme indiqué dans des réunions antérieures du Comité OTC, l'Union européenne reste préoccupée par le Décret de l'Inde relatif au contrôle de la qualité des jouets ([G/TBT/N/IND/131](#)) et par les prescriptions en matière de certification introduites par le Bureau indien de normalisation (BIS). L'UE renvoie à ses interventions précédentes, mais souhaite souligner que la branche de production européenne continue de faire état des problèmes qu'elle rencontre pour mettre en œuvre le Décret relatif au contrôle de la qualité.

3.366. Les branches de production européennes indiquent que le Décret relatif au contrôle de la qualité reste problématique et que le processus est toujours très contraignant et complexe. En outre, le fait que la politique d'importation ([G/TBT/N/IND/143](#)) est appliquée en sus du décret suscite de graves préoccupations. Les difficultés rencontrées par le BIS pour comprendre la complexité et la rapidité inhérentes à la fabrication de jouets constitue l'un des principaux obstacles pour la branche de production européenne. Par exemple, lorsqu'une usine fait l'objet d'un contrôle, seul le nombre limité d'articles produits à ce moment-là est prélevé à titre d'échantillon et envoyé pour être testé, avant d'être inclus dans la licence de fabrication. Or tout autre jouet produit dans cette usine à un stade ultérieur doit également être couvert par cette licence, ce qui implique de prendre part à un processus fastidieux puisque les sites de fabrication étrangers doivent présenter des demandes sur papier, tandis que les fabricants nationaux peuvent le faire en ligne. En outre, étant donné que les entreprises produisent une grande variété d'articles tout au long de l'année et innovent constamment, l'obligation d'ajouter chaque nouvelle UGS (unité de gestion des stocks) provenant d'une usine ayant été soumise à un contrôle peut entraîner des retards considérables dans l'importation de nouveaux articles et devrait plutôt être remplacée par une demande à effectuer en ligne, afin de garantir des conditions de concurrence équitables avec l'industrie manufacturière nationale. Selon l'UE, le processus de demande devrait être simplifié en réduisant le nombre de documents à fournir et en acceptant également les versions électroniques pour examen. Il s'agirait notamment d'étendre l'accès au système en ligne Manakonline aux fabricants étrangers pour la soumission des demandes d'inclusion, permettant ainsi d'obtenir un accès aisé, des informations sur l'état d'avancement et les références nécessaires aux fins du dédouanement. Le fait que la demande

<sup>71</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 632](#).

de licence en ligne n'est accessible qu'aux fabricants de jouets nationaux impose aux fabricants étrangers une charge plus lourde et des délais plus importants.

3.367. L'UE souhaite souligner que le délai de traitement des demandes (entre la présentation de la demande et la nomination d'un auditeur), qui s'établit actuellement à deux mois en moyenne (et peut parfois atteindre près de deux ans pour les fabricants étrangers), devrait être ramené à un mois afin d'améliorer l'efficacité de la procédure de demande. En ce qui concerne la préparation des audits, l'UE aimerait proposer de fixer un délai légal pour chaque étape, car cela donnerait une meilleure visibilité en ce qui concerne le début et la fin, rendrait le processus plus transparent et permettrait non seulement au demandeur d'obtenir la licence en temps opportun, mais également au BIS de garder une trace des demandes. En outre, les audits à l'étranger devraient pouvoir être externalisés et réalisés par des auditeurs tiers, en particulier pour ce qui est des renouvellements de licence, afin d'accélérer le processus. Afin d'améliorer le processus d'audit à proprement parler, il conviendrait de fixer un délai pour la délivrance des licences et de prévoir des ressources et des formations supplémentaires pour les auditeurs, y compris en établissant des listes de contrôle et une procédure normalisée. L'UE souhaiterait également obtenir des éclaircissements sur la procédure de renouvellement des licences. Bien que l'UE se félicite de l'accroissement de la transparence de la procédure, elle aimerait savoir si une période de renouvellement plus longue est accordée aux entreprises qui en font la demande expresse.

3.368. Afin de garantir que le régime indien de contrôle de la sécurité et de la qualité des jouets instauré par le Décret relatif au contrôle de la qualité reste efficace, l'Union européenne souhaiterait demander une nouvelle fois au gouvernement indien d'envisager de supprimer l'actuelle possibilité de chevauchement des essais au titre du Décret et au niveau des douanes dans le cadre de la notification de la DGFT pour les produits certifiés par le BIS. D'après des renseignements récents, l'UE croit comprendre que seul le Décret relatif au contrôle de la qualité est actuellement applicable et que l'ancien régime n'est plus en vigueur. Cela signifierait qu'il n'est plus nécessaire d'effectuer des essais additionnels en douane. Toutefois, l'UE souhaiterait obtenir une confirmation officielle de cette interprétation. L'Union européenne invite l'Inde à répondre aux préoccupations soulevées et à assouplir la prescription relative aux audits d'usines à l'étranger. Elle reste disposée à échanger au niveau bilatéral pour trouver une solution adéquate.

3.369. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. S'agissant du Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité): 1. Selon l'article 3 du Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité), la certification obligatoire concerne un large éventail de jouets, à savoir tous les jouets, produits ou matériels utilisés par les enfants de moins de 14 ans, y compris les balançoires et les toboggans, etc. Il est recommandé aux Indiens de gérer les jouets en fonction de leur niveau de risque et de procéder à une certification obligatoire pour les jouets présentant un risque plus élevé; les jouets présentant d'autres niveaux de risque et les jouets importés en petit nombre et en un seul lot étant exemptés. 2. Selon le Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité), le processus de certification est soumis à des essais de conformité effectués par des laboratoires de tierces parties. Nous remercions l'Inde pour l'augmentation du nombre de laboratoires accrédités. Cependant, à ce jour, tous les laboratoires accrédités par l'Inde sont sur son territoire et aucun laboratoire étranger n'a reçu d'accréditation. Il existe en outre un manque de clarté et de transparence au niveau des moyens permettant aux laboratoires étrangers d'obtenir une accréditation. Il est recommandé à l'Inde d'accepter les laboratoires étrangers (y compris les laboratoires accrédités par l'ILAC) et de fournir des orientations transparentes aux fins de l'obtention des accréditations. 3. Comme les technologies d'audit en ligne sont déjà plutôt abouties, il est recommandé d'autoriser les usines étrangères à effectuer des inspections d'usine en ligne. 4. En octobre 2020, le BIS a publié sur son site officiel le document présentant les 10 étapes nécessaires en vue de l'obtention d'une licence du BIS pour les jouets. Il y est précisé, au sujet de l'étape 4, que les usines fabriquant des jouets électriques doivent être équipées des instruments requis par les clauses 8, 9 et 10 de la norme IS 15644:2006. Cependant, certains essais requièrent un équipement coûteux et techniquement complexe que les petites et moyennes entreprises ont du mal à se procurer, et ces essais sont souvent effectués par des laboratoires de tierces parties. Ce type d'équipement doit être fourni par l'usine elle-même, ce qui n'est ni nécessaire ni raisonnable. Conformément à l'article 5.1.2 de l'Accord OTC, il est suggéré à l'Inde de supprimer les prescriptions relatives aux équipements pour les jouets électriques et d'annuler d'autres projets.

3.370. À propos des conditions (n° 2 iii)) applicables aux articles relevant du chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation): 1. Selon l'article 2 de la version récemment modifiée des conditions (n° 2 iii)) applicables aux articles relevant du chapitre 95

du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation), les échantillons de jouets importés doivent être envoyés de manière aléatoire à des laboratoires accrédités par le NABL pour faire l'objet d'essais aux fins du dédouanement, la mainlevée étant effectuée après que l'essai a été approuvé. Cela a grandement nui à l'efficacité du dédouanement et a fait augmenter les coûts d'entreposage pour l'importateur, ce qui est contraire à l'article 5.1.2 et 5.2.1 de l'Accord OTC. Il est recommandé à l'Inde de ne pas exiger d'essais pour les jouets accrédités. 2. Selon la version récemment modifiée des conditions (n° 2 iii) applicables aux articles relevant du chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation), les jouets importés doivent être envoyés à un laboratoire accrédité par le NABL, en Inde. Le NABL indien étant membre de l'ILAC, il est recommandé à l'Inde d'accepter les résultats des essais réalisés par les laboratoires étrangers accrédités par l'ILAC.

3.371. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Comme déclaré à de précédentes réunions du Comité OTC, l'objectif du Décret de l'Inde sur le contrôle de la qualité des jouets, ainsi que des décrets relatifs au contrôle de la qualité dans de nombreux secteurs, demeure fondamentalement flou. Le Canada note que l'Inde continue d'éviter d'aborder les problématiques et les questions soulevées par lui ainsi que par d'autres Membres dans ses réponses. Le Canada a relevé que l'Inde réitérait la même réponse que lors des réunions précédentes du Comité sur la manière dont le Décret relatif au contrôle de la qualité serait mis en œuvre, n'abordant pas les questions et préoccupations soulevées par le Canada et d'autres Membres. Le Canada souhaite une fois de plus demander à l'Inde de fournir une réponse de fond et d'expliquer quelles mesures particulières il est prévu de prendre à brève échéance pour assurer un retour à la normale des importations de jouets dans le pays.

3.372. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Le Bureau indien de normalisation (BIS) effectue les inspections matérielles correspondant aux demandes reçues de fabricants étrangers lorsque le pays à visiter facilite la venue d'agents du BIS entièrement vaccinés sans prescription de quarantaine. Aucune demande concernant des jouets n'a été reçue de la part des États-Unis dans le cadre du système de certification des fabricants étrangers du BIS. En ce qui concerne les demandes reçues de l'Union européenne, des visites sont organisées dans tous les cas où les formalités nécessaires, telles que le paiement des frais de demande, l'examen de la demande, etc., ont été accomplies. En raison de la pandémie de COVID-19, le BIS n'est pas en mesure de procéder à l'inspection préliminaire pour les fabricants chinois. Dans le cadre de son programme d'accréditation des laboratoires (LRS), le BIS octroie un agrément aux laboratoires soumissionnaires afin qu'ils procèdent aux essais des produits conformément aux normes indiennes pertinentes.

3.373. Le programme d'accréditation des laboratoires est régi par les dispositions de la section 13(4) de la Loi de 2016 portant création du BIS et de la règle 32 des Règles de 2018 sur le BIS. Ces dispositions statutaires confèrent au BIS la compétence d'accréditer tout laboratoire situé en Inde ou à l'étranger pour la réalisation des essais sur échantillons au titre de l'évaluation de la conformité, ainsi que pour d'autres fonctions que le Bureau pourrait lui assigner. L'article 12 du programme d'accréditation de laboratoires du BIS décrit la procédure complète en lien avec la reconnaissance des laboratoires étrangers. Le BIS prend toute décision d'accréditation de laboratoires étrangers en tenant compte des ARM (accords de reconnaissance mutuelle) avec les pays concernés. Le programme d'accréditation de laboratoires est disponible sur le site Web du BIS ([www.bis.gov.in](http://www.bis.gov.in)), sous l'onglet "laboratory services". À ce jour, aucune demande visant à obtenir l'accréditation du BIS conformément aux dispositions du programme d'accréditation de laboratoires n'a été déposée par un laboratoire étranger situé en dehors de l'Inde.

### **3.1.3.31 Inde – Décret relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM, [G/TBT/N/IND/168](#) (ID 651)<sup>72</sup>**

3.374. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Il s'agit de la neuvième réunion du Comité OTC au cours de laquelle les États-Unis soulèvent des préoccupations au sujet du Décret de l'Inde notifié le 2 septembre 2020 sous la cote [G/TBT/N/IND/168](#) prescrivant que certains produits agricoles importés en Inde soient accompagnés de "certificats attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM". Les États-Unis reconnaissent une nouvelle fois le droit de l'Inde de réglementer les produits alimentaires "génétiquement modifiés" conformément aux dispositions de la Loi sur la protection de l'environnement de 1986 et de son règlement

<sup>72</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 651](#).

d'application de 1989. Toutefois, les États-Unis continuent d'insister pour que l'Inde indique les raisons pour lesquelles elle exige un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés pour chaque lot de chacune des 24 cultures citées dans le Décret. En réponse à la demande de l'Inde visant à ce que les Membres mentionnent des problèmes commerciaux spécifiques en rapport avec le Décret, les États-Unis rappellent pour mémoire que, s'agissant des pommes en provenance des États-Unis, une perturbation du commerce immédiate et considérable a été constatée dès l'entrée en vigueur du Décret en mars 2021; cette perturbation a uniquement été résolue lorsqu'un État des États-Unis a délivré un certificat attestant que les produits n'étaient pas génétiquement modifiés. D'autres produits américains ont été affectés par le Décret, et les États-Unis continuent d'être confrontés à d'autres problèmes d'accès au marché, notamment en ce qui concerne les produits génétiquement modifiés. Bien que nous ayons continué à dialoguer avec l'Inde au sujet de ce Décret, nous n'avons pas été en mesure de réaliser des progrès substantiels en vue de résoudre ces préoccupations. Les États-Unis demandent à l'Inde d'abroger sans délai ce décret restrictif pour le commerce et de poursuivre le dialogue avec eux afin de trouver d'autres solutions mutuellement acceptables qui n'influent pas inutilement sur le commerce.

3.375. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait renvoyer à ses déclarations précédentes sur cette question. Elle invite l'Inde à expliquer pourquoi elle juge nécessaire d'imposer une telle charge à des partenaires commerciaux ayant une forte prévalence de produits non génétiquement modifiés sur leur marché intérieur et un solide cadre réglementaire régissant l'utilisation des OGM. L'UE tient à insister sur le fait que les coûts supplémentaires que la délivrance de ces certificats fait peser sur les exportateurs, en particulier étant donné qu'il est nécessaire de fournir un certificat pour chaque contenant de chaque lot de fruits et légumes frais exporté en Inde, ne sont pas négligeables. Cet aspect est d'autant plus important compte tenu du fait que ce coût est absolument non nécessaire étant donné qu'aucun fruit ou légume de l'UE ne peut être génétiquement modifié conformément à la législation européenne. L'UE souhaite demander à l'Inde de lever la prescription consistant à accompagner les produits alimentaires d'un certificat ou d'envisager l'adoption d'une approche moins contraignante pour atteindre les objectifs fixés par le Décret.

3.376. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'Inde pour son engagement et sa coopération constants au sujet du recours aux certificats attestant que les produits sont "non génétiquement modifiés et sans OGM", ainsi que pour les réponses précédentes fournies par l'Inde au Comité OTC. L'Australie partage le point de vue selon lequel l'utilisation des OGM dans l'agriculture doit être sûre et elle est une fervente partisane d'une réglementation des OGM solide et fondée sur les risques et la science. Elle réaffirme qu'il est de pratique internationale courante de maintenir une surveillance et des contrôles réglementaires sur les cultures agricoles faisant l'objet de modifications génétiques. Exiger des assurances concernant les OGM pour chaque expédition individuelle n'améliore pas les résultats réglementaires. Afin de s'assurer que le commerce n'est pas soumis à des coûts non nécessaires et à des charges réglementaires supplémentaires pour les exportateurs australiens et pour les importateurs indiens, l'Australie demande que des arrangements de remplacement reconnaissant les systèmes réglementaires mis en place par les pays pour contrôler les exportations d'OGM soient mis en œuvre. Elle maintient une réglementation appropriée des cultures d'OGM et est en mesure de fournir des garanties quant aux cultures qui sont ou ne sont pas soumises à des modifications génétiques. Elle apprécie la coopération de l'Inde visant à convenir d'une voie à suivre en la matière lors de la récente visite de la FSSAI en Australie. La voie convenue fait évoluer cette question vers des échanges commerciaux plus ouverts, conformément aux principes de l'Accord de coopération économique et commerciale entre l'Australie et l'Inde (AI-ECTA), qui a été conclu récemment. L'Australie se réjouit à l'idée de poursuivre sa collaboration avec l'Inde sur cette question.

3.377. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon, à l'instar d'autres Membres, réaffirme que la mesure qui prescrit que 24 produits agricoles importés en Inde doivent être munis d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et ne contiennent pas d'organismes génétiquement modifiés n'est pas fondée sur des principes scientifiques ni sur une évaluation adéquate des risques. Cette mesure est en outre plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire et pourrait avoir des effets négatifs sur le commerce agricole entre l'Inde et d'autres Membres de l'OMC. Au Japon, en vertu des lois nationales, l'importation, la distribution, la culture et les autres utilisations générales des produits agricoles génétiquement modifiés destinés à la consommation humaine sont soumises à des évaluations de sécurité, et les produits agricoles qui ne sont pas approuvés par le processus d'évaluation ne peuvent être ni importés ni distribués sur le territoire national. Si certains produits font déjà l'objet d'un contrôle approprié dans le pays d'origine,

aucune raison scientifique ne justifie d'exiger qu'ils soient accompagnés de certificats attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et sans OGM. Le Japon demande à l'Inde de retirer la prescription visant à joindre des certificats aux produits alimentaires qui font l'objet d'un contrôle approprié dans le pays d'origine.

3.378. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à réitérer les préoccupations qu'il a soulevées aux précédentes réunions du Comité OTC et du Comité SPS, ainsi qu'aux récentes réunions du Conseil du commerce des marchandises, concernant la mise en œuvre du Décret d'août 2020 de l'Inde, qui exige qu'un certificat accompagne les envois de 24 produits alimentaires importés attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés ou qu'ils ne contiennent pas d'OGM. L'Inde a déclaré que l'obligation de réglementer l'importation de produits alimentaires "génétiquement modifiés" n'était pas nouvelle, puisqu'elle avait notifié au titre de la Loi sur la protection de l'environnement (1986), et que cette obligation n'avait pas entraîné de perturbations des échanges. Le Canada n'a pas connaissance d'une application de cette prescription aux denrées alimentaires importées à ce jour. Il estime que le Décret indien a des effets restrictifs non nécessaires sur le commerce, qu'il a une incidence disproportionnée sur la capacité des pays producteurs d'aliments génétiquement modifiés à exporter vers l'Inde et qu'il pourrait compromettre la réalisation des objectifs de l'Inde en matière de sécurité alimentaire. Le Canada a exposé ses préoccupations dans les observations présentées par l'intermédiaire du point d'information OTC de l'Inde en octobre 2020. Nous attendons toujours la réponse de l'Inde. Bien que nous comprenions l'attachement de l'Inde à assurer la santé et la sécurité de sa population, le Canada ne voit toujours pas comment l'exigence par l'Inde d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés permettra d'atteindre son objectif affiché étant donné l'insuffisance de renseignements scientifiques disponibles et/ou de justifications à l'appui de sa mise en œuvre. Nous tenons à souligner que les aliments dérivés de sources génétiquement modifiées ont une longue histoire en matière de sécurité et de nutrition par rapport aux aliments non génétiquement modifiés et qu'ils sont soumis à des processus rigoureux d'évaluation des risques en vertu de cadres réglementaires solides gérés par de nombreuses autorités compétentes différentes dans le monde entier.

3.379. Nous appelons l'Inde à communiquer les renseignements scientifiques et techniques sur lesquels elle a fondé son approche afin de favoriser un environnement commercial transparent, prévisible, et fondé sur les risques et sur des données scientifiques, conformément aux engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC. Le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de suspendre immédiatement la mise en œuvre de cette mesure et de permettre la poursuite des échanges commerciaux sans la prescription d'un certificat attestant que les produits sont sans OGM. Nous prions instamment l'Inde d'envisager d'autres approches moins restrictives pour le commerce qui répondraient à ses objectifs. Le Canada se tient à disposition et serait heureux de pouvoir partager sa vaste expérience en matière de réglementation de la sécurité des aliments génétiquement modifiés, tout en encourageant l'innovation des produits alimentaires, ainsi que de poursuivre les discussions à ce sujet dans un cadre bilatéral. Enfin, le Canada réitère sa demande à l'Inde de notifier au Comité SPS le Décret sur les produits non génétiquement modifiés compte tenu de l'objectif déclaré du Décret, qui est de "garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés en Inde".

3.380. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Afin de gagner du temps, nous demandons que la déclaration faite à la réunion précédente soit reproduite dans son intégralité, et je me contenterai de réitérer la question relative aux mesures notifiées par l'Inde dans les documents [G/TBT/N/IND/240](#) et [G/SPS/N/IND/290](#) concernant le projet de Règlement de 2022 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Aliments génétiquement modifiés) et à leurs incidences sur la mise en œuvre du Décret du 21 août 2020. En particulier, il convient de garder à l'esprit que le paragraphe 2 du Décret stipule que la prescription en matière de certification est adoptée afin de garantir que seuls les produits alimentaires issus de cultures non génétiquement modifiées sont importés en Inde, tandis que les règlements concernant les produits issus du génie génétique ou faisant l'objet d'une modification génétique sont élaborés conformément à la Section 22 de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires.

3.381. *Déclaration faite à la réunion de mars 2023, dans son intégralité.*<sup>73</sup> Le Paraguay est préoccupé par le fait que cette mesure pourrait établir le principe injustifié selon lequel les produits alimentaires génétiquement modifiés qui sont évalués et autorisés sur le fondement de solides

---

<sup>73</sup> [G/TBT/M/89](#), paragraphe 2.448.

processus réglementaires sont moins sûrs que les produits alimentaires non génétiquement modifiés. Les produits génétiquement modifiés ont fait l'objet de rigoureuses évaluations scientifiques de sécurité conformément aux normes, lignes directrices et recommandations internationales afin de garantir qu'ils sont considérés aussi sûrs que leurs équivalents conventionnels. Nous demandons à l'Inde, au sein de cette Organisation et à New Delhi, de réexaminer cette politique étant donné qu'elle n'est pas compatible avec les obligations qu'elle a contractées au sein de cette organisation. Nous faisons également écho aux questions posées par l'Uruguay sur les récentes mesures notifiées par l'Inde et leur incidence sur la mise en œuvre du Décret du 21 août 2020.

3.382. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous nous félicitons de l'intérêt manifesté par le Costa Rica pour la loi n° 27.642 relative à la promotion d'une alimentation saine et nous réaffirmons qu'elle est compatible avec les règles énoncées dans l'Accord OTC. Lors des précédentes réunions du Comité, l'Argentine a fourni des explications détaillées sur le processus d'élaboration et de mise en œuvre de cette loi. Ces dernières années, des études démographiques essentielles ont été publiées en Argentine, qui permettent de décrire plus précisément la situation épidémiologique relative à la nutrition et à l'alimentation. Elle se caractérise par une consommation toujours plus importante de produits ultra-transformés et une augmentation des taux de malnutrition, dues en particulier à l'excès, dans tous les groupes sociaux. La consommation excessive de nutriments essentiels réglementés par l'étiquetage est associée à une augmentation des maladies cardiovasculaires et cérébrovasculaires, de l'obésité, du diabète, du cancer et de l'hypertension, entre autres, qui sont la cause de la plupart des décès en Argentine chaque année. En outre, des études menées dans 10 pays, dont l'Argentine, ont également conclu que la consommation de produits contenant un excès de nutriments essentiels, selon la définition de l'Organisation panaméricaine de la santé/OMS (qui a été adoptée dans la loi et dans ses règlements d'application en Argentine), est associée à un non-respect significatif des recommandations de l'OMS concernant la consommation d'éléments nutritifs. Enfin, nous réaffirmons que nous sommes prêts à poursuivre notre dialogue bilatéral avec la délégation du Costa Rica.

3.383. La délégation de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. L'Uruguay reconnaît le droit de l'Inde de prendre des mesures pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la santé de sa population. Toutefois, il devrait y avoir un lien logique entre la mesure proposée et l'objectif poursuivi, et, dans le cas présent, outre les réponses fournies par l'Inde jusqu'à présent, il ne semble pas exister de raison technique qui justifierait la mise en œuvre de la mesure de certification proposée, compte tenu de l'objectif légitime mentionné de garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés. Au vu de cet objectif, nous tenons à réaffirmer que, de notre point de vue, cette mesure devrait être notifiée au Comité SPS. Il nous semble qu'il convient de rappeler, une fois de plus, qu'il existe un consensus international selon lequel les produits génétiquement modifiés, qui sont approuvés par les pays exportateurs sur la base des recommandations du Codex relatives à la méthodologie d'évaluation des risques, sont équivalents aux produits classiques correspondants. De plus, l'Uruguay tient à souligner l'importance pour les Membres d'établir des mesures fondées sur des principes scientifiques et en particulier de veiller à ce que ces mesures soient mises en œuvre en s'efforçant de réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce, conformément aux Accords SPS et TBT. Enfin, nous tenons à réitérer les questions que nous avons posées lors des réunions de mars et avril 2023 des Comités SPS et OTC, ainsi que du Conseil du commerce des marchandises, reprises à son compte par le Paraguay, au sujet de la relation entre la mesure mentionnée dans cette préoccupation commerciale spécifique et la mesure notifiée par l'Inde aux Comités OTC et SPS le 5 janvier 2023 (dans les documents [G/TBT/N/IND/240](#) et [G/SPS/N/IND/290](#), respectivement) concernant le projet de Règlement de 2022 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Aliments génétiquement modifiés).<sup>74</sup> Nous restons attentifs à toute observation et réponse de la délégation

---

<sup>74</sup> "À cet égard, nous souhaiterions rappeler que le point 2 du Décret du 21 août 2020 établissant la prescription de certification pour l'importation de lots de chacune des 24 cultures figurant dans l'Annexe, indique que la prescription est adoptée afin de garantir que seules les cultures de produits alimentaires non génétiquement modifiés sont importées en Inde, tandis que les règlements concernant les produits issus du génie génétique ou faisant l'objet d'une modification génétique sont élaborés conformément à la Section 22 de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires.

Le projet de norme notifié le 5 janvier 2023 fait référence dans ses considérants, entre autres, à la Section 22 de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires, et le Décret du 21 août 2020 fait également référence à cette Section. À cet égard, conformément aux discussions bilatérales tenues en marge de cette réunion, nous souhaiterions demander à l'Inde de préciser le lien entre les



indienne en rapport avec les questions et les préoccupations des Membres, telles qu'elles sont soulevées par de nombreuses délégations depuis plus de deux ans, tant à Genève qu'à New Delhi.

3.384. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. À ce jour, l'importation de produits alimentaires génétiquement modifiés n'est pas autorisée en Inde (en vertu de la Loi de 1986 sur la protection de l'environnement et de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (loi FSSAI)). Par conséquent, afin de garantir que seules les cultures de produits alimentaires non génétiquement modifiés sont importées en Inde, l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) a notifié la prescription prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés, qui consiste en une simple garantie de la part de l'autorité compétente du pays exportateur que les cultures vivrières qui ne sont pas approuvées par le GEAC ne sont pas importées en Inde, et l'importateur doit fournir un certificat conforme au modèle notifié par la FSSAI. Dans le même esprit, l'Inde délivre ce type de certificat pour ses exportations vers d'autres pays. De plus, certains pays ont également établi des prescriptions en matière de tolérance et de traçabilité concernant la présence accidentelle d'OGM, tandis que d'autres procèdent actuellement à l'élaboration ou à l'adoption d'une législation en la matière. Le seuil d'étiquetage pour la présence accidentelle de matériel génétiquement modifié autorisé dans les céréales non génétiquement modifiées oscille entre 0,9% (par exemple dans l'UE) et 5% (par exemple au Japon).

3.385. Compte tenu de la restriction en matière de produits alimentaires génétiquement modifiés en Inde, le seuil de tolérance pour la présence accidentelle d'OGM de 1% est autorisé pour les cultures vivrières importées et ce seuil a été notifié en vertu du Décret de la FSSAI daté du 8 février 2021. En conséquence, l'importation est autorisée si le taux de présence accidentelle d'OGM est inférieur au seuil de tolérance notifié. De plus, le GEAC n'a à ce jour approuvé aucune des variétés de cultures génétiquement modifiées/d'origine génétiquement modifiée énumérées dans le Décret susmentionné. La prescription exigeant que l'importation de 24 cultures vivrières soit munie d'un certificat attestant qu'elles sont sans OGM est une assurance requise des autorités compétentes des pays exportateurs que les productions vivrières exportées vers l'Inde sont non génétiquement modifiées et sans OGM. À ce jour, plusieurs de nos partenaires commerciaux tels que les États-Unis, l'Australie, le Canada, la Türkiye, l'Iran, la Chine, la Thaïlande et l'UE – y compris l'Italie, l'Allemagne et la France – fournissent déjà le certificat requis et les échanges se déroulent sans heurt. La FSSAI est disposée à échanger avec les partenaires commerciaux afin d'examiner le problème en question en vue de faciliter les échanges.

### **3.1.3.32 République de Corée – Révision des critères de certification de la sécurité applicables aux produits textiles pour jeunes enfants, [G/TBT/N/KOR/678](#) (ID 652<sup>75</sup>)**

3.386. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaiterait remercier la République de Corée de son engagement sur cette question. Comme convenu, nous avons récemment fourni des informations à l'Office coréen des normes et de la technologie (KATS) concernant les organismes étrangers d'évaluation de la conformité souhaitant être désignés par les laboratoires coréens compétents. Nous espérons donc que la République de Corée pourra nous aider à procéder à cette désignation dans les meilleurs délais afin de mettre en place la reconnaissance mutuelle des résultats des essais, de sorte que les essais puissent être effectués à proximité des sites de production, réduisant ainsi les coûts environnementaux liés à l'expédition des vêtements en Corée pour la réalisation des essais.

3.387. En réponse, la délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne la certification de la sécurité applicable aux produits textiles pour jeunes enfants, la Corée souhaite informer l'UE que les informations fournies au KATS (Office coréen des normes et de la technologie) ont été transmises aux laboratoires d'essai coréens concernés, afin que ces derniers puissent prendre connaissance des attentes de l'UE. Le contrat de reconnaissance mutuelle

---

deux mesures, s'il y en a un, et d'indiquer si le projet récemment notifié correspond ou non à la norme à laquelle il est fait référence dans le Décret du 21 août 2020.

Si tel est le cas, cela signifie-t-il que la prescription de certification au titre dudit Décret cessera de s'appliquer lorsque le projet de norme notifié le 5 janvier 2023, modifié ou non, entrera en vigueur? Si tel n'est pas le cas, l'Inde pourrait-elle informer le Comité de l'état d'avancement du règlement relatif aux produits issus du génie génétique ou faisant l'objet d'une modification génétique comme le prévoit la Section 22 de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires?"

<sup>75</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 652](#).



est une question qui doit être réglée entre le laboratoire d'essai désigné et un laboratoire ou une institution d'essai étranger, et la Corée informe l'UE qu'une fois que les discussions entre les laboratoires d'essai en vue de la conclusion d'un contrat auront eu lieu, le gouvernement coréen remplira fidèlement son rôle au titre de la Loi spéciale sur la sécurité des produits pour enfants.

**3.1.3.33 Inde – Normes indiennes et restrictions à l'importation dans le secteur automobile (Ordonnances en matière de contrôle de la qualité): jantes, vitrages de sécurité, casques, [G/TBT/N/IND/147](#), [G/TBT/N/IND/167](#) (ID 649<sup>76</sup>)**

3.388. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Bien que l'UE se félicite du report de six mois, soit jusqu'au 22 décembre 2023, de la mise en œuvre de l'Ordonnance relative au contrôle de la qualité des jantes de roues, elle reste préoccupée par les procédures strictes d'évaluation de la conformité obligatoires visant le produit en question. L'UE souhaite à nouveau demander aux autorités indiennes d'envisager l'élaboration de règles pour la reconnaissance internationale des laboratoires par le BIS, comme le prévoit la législation en vigueur. Cela permettrait d'accélérer les audits et de réduire le coût des essais obligatoires effectués par des laboratoires reconnus par le BIS pour les fabricants étrangers. Étant donné que l'Ordonnance relative au contrôle de la qualité des vitrages de sécurité est déjà entrée en vigueur, l'UE croit comprendre que l'Inde ne la suspendra pas. Toutefois, nous tenons à souligner que cette question continue de constituer un facteur de dissuasion commerciale important pour les fabricants de jantes de l'UE qui exportent vers l'Inde. Cette question demeure donc un sujet de préoccupation commerciale pour l'Union européenne et nous tenterons de trouver d'autres canaux de coopération pour travailler avec l'Inde afin de promouvoir davantage l'acceptation, au moins provisoire, des homologations et des marquages de l'ONU.

3.389. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Le délai de mise en œuvre de l'Ordonnance sur les vitrages de sécurité (contrôle de la qualité) 2020 a fait l'objet de trois prorogations pour tenir compte des demandes reçues, ce qui indique qu'un délai suffisant a été accordé aux fabricants étrangers et nationaux. Deuxièmement, les préoccupations soulevées par l'UE ont déjà fait l'objet d'une réponse à la précédente réunion du Comité.

**3.1.3.34 Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018, "Fromage – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai" publiée le 31 janvier 2019, [G/TBT/N/MEX/465](#), [G/TBT/N/MEX/465/Rev.1](#) (ID 678<sup>77</sup>)**

3.390. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis ont présenté des observations concernant le document [G/TBT/N/MEX/465/Rev.1](#) le 3 mai 2022, et n'ont pas reçu de réponse. Ils restent préoccupés par la portée et la mise en œuvre de la mesure. Le Mexique pourrait-il fournir une indication de la date à laquelle il répondra aux observations des Membres de l'OMC? Merci de faire le point sur l'état d'avancement de cette mesure et de fournir une estimation de la date à laquelle la mesure révisée sera notifiée à l'OMC. En novembre 2022, le Mexique a indiqué que la mesure était au stade final d'examen par l'équipe juridique du Ministère mexicain de l'économie. Les États-Unis demandent à nouveau au Mexique d'envisager que l'analyse des acides gras soit facultative plutôt qu'obligatoire. À l'heure actuelle, il n'existe pas de biomarqueurs généralement reconnus au niveau international pour différencier les matières grasses du lait des matières grasses végétales, et il n'existe pas de méthodes d'essai pertinentes acceptées au niveau international pour ce type d'analyse. Les États-Unis craignent que cette mesure n'entre en conflit avec la refonte en cours de la norme correspondante s'appliquant au fromage. Comment le Mexique harmonisera-t-il la mise à jour de 2019 de la norme s'appliquant au fromage (NOM-223) avec les versions de cette norme issue de la procédure d'évaluation de la conformité (PEC) qui ont été élaborées en 2020/21 et avec une mise à jour prévue en 2022?

3.391. Une fois la mesure finalisée, sera-t-elle appliquée sur la base de la Loi mexicaine sur l'infrastructure qualité ou sur celle de la loi qu'elle a remplacée, la Loi fédérale sur la métrologie et la normalisation? Nous demandons au Mexique de fournir un aperçu du rôle que chaque ministère jouera dans les activités de surveillance, de mise en conformité et de vérification mentionnées dans le projet de mesure. Nous restons très préoccupés à divers égards et continuons de nous poser

<sup>76</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 649](#).

<sup>77</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 678](#).

plusieurs questions importantes concernant la portée et la mise en œuvre de cette mesure, et nous demandons au Mexique de la reporter *sine die* ou de la mettre en œuvre au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

3.392. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie souhaite réitérer ses préoccupations exprimées lors des sept précédentes réunions du Comité OTC concernant le fait que la mesure notifiée par le Mexique sous la cote [G/TBT/N/MEX/465](#) et la révision qui s'y rapporte semblent discriminatoires et plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Elle reconnaît les objectifs initiaux des mesures proposées et se félicite de la révision de la procédure à la lumière des engagements internationaux du Mexique. Comme les États-Unis, nous attendons avec intérêt la réponse du Mexique aux observations que nous avons faites sur sa notification révisée. Nous demandons au Mexique de bien vouloir nous communiquer des renseignements actualisés sur la date de publication de la nouvelle version de la procédure en vue d'une consultation publique et au Comité OTC.

3.393. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'occasion qui lui est donnée de s'exprimer à nouveau à l'appui de cette préoccupation commerciale spécifique (PCS) soulevée par les États-Unis. Elle considère que les procédures d'évaluation de la conformité que le Mexique a établies pour le fromage dans le cadre de la norme NOM 223 sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, certains aspects de la procédure d'évaluation de la conformité créant des obstacles non nécessaires au commerce international et étant susceptibles d'occasionner des difficultés aux exportateurs néo-zélandais. Nous soutenons la demande faite au Mexique d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce. Nous attendons avec intérêt une réponse du Mexique aux préoccupations soulevées, ainsi que des renseignements actualisés sur l'état d'avancement de toute version révisée de la procédure d'évaluation de la conformité.

3.394. En réponse, le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne la norme NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018, nous souhaitons vous informer que les autorités compétentes (Secrétariat à l'économie et Secrétariat à l'agriculture et au développement rural) sont encore en train d'analyser les 174 observations communiquées par les parties intéressées, tant nationales qu'étrangères, au cours de la période de consultation. Le gouvernement mexicain sera en mesure d'informer les délégations qui ont soulevé cette préoccupation et tous les Membres de l'OMC une fois la période d'analyse susmentionnée terminée. Ce processus se poursuivra dans le strict respect des obligations découlant de l'Accord OTC de l'OMC et des accords de libre-échange auxquels le Mexique est partie.

#### **3.1.3.35 Colombie – Bonnes pratiques de fabrication de l'établissement fabricant à l'étranger, [G/TBT/N/COL/242](#) (ID 697<sup>78</sup>)**

3.395. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier la Colombie pour son engagement au Comité OTC de l'OMC et pour les discussions bilatérales approfondies qui ont eu lieu. L'UE croit comprendre que la Colombie est en train de modifier le décret concerné pour supprimer la prescription en matière de certification BPF, et elle se félicite de cette évolution. À cet égard, l'UE serait reconnaissante d'obtenir une confirmation de cette interprétation et de recevoir tout renseignement complémentaire sur ce processus, notamment en ce qui concerne le calendrier et la teneur des modifications qui sont envisagés. L'UE tient à remercier une nouvelle fois la Colombie pour sa coopération sur cette question.

3.396. En réponse, le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. Je voudrais tout d'abord faire part de notre gratitude pour les observations présentées en de précédentes occasions et à la réunion de ce jour. Deuxièmement, je voudrais souligner les travaux que les autorités sanitaires colombiennes et les pays concernés ont mené pour apporter des éclaircissements sur les préoccupations soulevées au sujet de cette mesure. Dans le même temps, des consultations et des réunions ont eu lieu au niveau national pour évaluer les adaptations possibles et chercher des solutions de rechange en vue de faciliter les échanges ou d'assouplir les prescriptions. Bien entendu, cela est sans préjudice du respect des conditions sanitaires relatives à la fabrication de boissons alcooliques. Il convient de noter que le processus d'adaptation des dispositions est dûment en cours conformément aux règles en vigueur concernant l'élaboration, la modification et la promulgation des règlements techniques, sous la direction de notre organisme de réglementation, en l'occurrence le Ministère de la santé. Pour conclure, nous réaffirmons notre

<sup>78</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 697](#).

volonté de continuer à travailler pour apporter des éclaircissements aux observations formulées et suggérer des moyens de surmonter cette préoccupation commerciale.

### **3.1.3.36 Mongolie – Projet de Loi sur le contrôle de la circulation des boissons alcooliques et lutte contre l'alcoolisme, [G/TBT/N/MNG/14](#) (ID 730<sup>79</sup>)**

3.397. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à remercier la Mongolie pour sa réponse concernant la possibilité d'apposer des timbres fiscaux dans un entrepôt en douane en Mongolie avant que les produits entrent sur le marché. Cela dit, il semble que la Mongolie n'ait fait aucune déclaration formelle ou publique à ce sujet. Par conséquent, comme les opérateurs ont besoin d'une confirmation formelle dans un document officiel du gouvernement qui confirme la possibilité d'apposer des timbres fiscaux dans un entrepôt en douane, l'UE souhaite demander à la Mongolie de fournir cette sécurité juridique. Compte tenu de l'imminence de l'entrée en vigueur de cette mesure le 1<sup>er</sup> juillet 2023, cette confirmation officielle devrait être fournie extrêmement rapidement. Si la législation pertinente n'a effectivement pas été modifiée, nous serions reconnaissants à la Mongolie de bien vouloir fournir le lien vers la législation officielle spécifique du gouvernement (en mongol).

3.398. En réponse, le représentant de la Mongolie a communiqué la déclaration suivante. Face aux préoccupations soulevées par l'UE, la Mongolie tient à faire savoir que l'adoption de la Loi sur le contrôle de la circulation des boissons alcooliques et la lutte contre l'alcoolisme de la Mongolie n'a entraîné aucune modification de la Loi douanière de la Mongolie. Par conséquent, les questions concernant les entrepôts en douane sont régies par les dispositions énoncées dans la Loi douanière, en particulier le chapitre 10 de ladite loi. Veuillez vous reporter au lien suivant pour la traduction non officielle de cette loi: <https://legalinfo.mn/mn/detail?lawId=209>.

### **3.1.3.37 Inde – Décret relatif à l'exigence que soient accompagnés d'un certificat sanitaire les lots importés des produits alimentaires suivants: lait et produits laitiers, viande de porc et produits du porc, poissons et produits de la pêche [G/TBT/N/IND/233](#) (ID 780<sup>80</sup>)**

3.399. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait renvoyer à ses déclarations précédentes sur cette question. Elle souhaite remercier l'Inde d'avoir récemment reporté l'entrée en vigueur des trois certificats sanitaires jusqu'à nouvel ordre, ainsi que d'avoir fourni une liste des codes du SH correspondant aux catégories de produits/produits alimentaires. L'UE souhaite demander à l'Inde: d'éviter, pour l'importation d'un même produit, la duplication des mesures sanitaires intervenant dans différents certificats et associées à différents certificats requis par différentes autorités compétentes indiennes; de clarifier les modalités liées aux audits dans les pays exportateurs, à l'inspection des installations, aux questionnaires, à la régionalisation, aux contrôles aux frontières et à l'inventaire des établissements associés à tous les certificats, aux questions de savoir si et quand ces exigences seront rendues obligatoires par l'une ou l'autre des autorités indiennes; et de notifier aux Comités SPS et OTC de l'OMC les modalités susmentionnées et tous les certificats sanitaires à venir bien avant la date de leur entrée en vigueur, afin d'assurer une transparence complète et un suivi en temps voulu par toutes les autorités compétentes, tous les producteurs et tous les exportateurs. Enfin, l'UE rappelle qu'elle est disponible pour coopérer avec les autorités compétentes de l'Inde afin de renforcer la compréhension mutuelle et d'éviter les perturbations non nécessaires et injustifiées du commerce.

3.400. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie partage les préoccupations exprimées à ce sujet par d'autres Membres. Elle respecte l'engagement de l'Inde en faveur du respect des normes de sécurité sanitaire pour les produits alimentaires importés dans le pays. Elle la remercie d'avoir fourni des précisions sur les prescriptions du décret relatif à la certification, y compris celle selon laquelle un certificat unique tenant compte des exigences tant de la FSSAI que du DAHD était acceptable, et celle selon laquelle il n'était pas nécessaire d'inclure les éléments du modèle de certificat contenant des renseignements commerciaux redondants et les attestations faisant double emploi avec la certification existante. L'Australie dispose d'un système d'exportation bien établi et solide, et le pays est une source d'exportation de produits agricoles fiables, sains et sûrs. Ce système repose sur un cadre réglementaire solide qui se traduit par le respect de la législation australienne relative au contrôle des exportations. Cette législation offre

<sup>79</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 730](#).

<sup>80</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 780](#).

aux partenaires commerciaux l'assurance que les produits alimentaires exportés sont exempts de contaminants dangereux, qu'ils sont propres à la consommation humaine et qu'il est satisfait aux exigences des pays importateurs. L'Australie est impatiente de continuer à travailler avec l'Inde pour négocier une certification sanitaire mutuellement acceptable pour l'importation dans le pays de lait et produits laitiers australiens. Elle encourage l'Inde à envisager une approche axée sur les résultats en matière de certification sanitaire et à prendre en considération le cadre réglementaire des partenaires commerciaux qui, dans le cas de l'Australie, offre à la FSSAI les garanties du respect des normes de sécurité sanitaire requises par l'Inde pour l'importation de produits alimentaires. Comme indiqué dans la déclaration précédente, l'Australie apprécierait que l'Inde lui donne l'assurance que la certification sanitaire existante pour le lait et les produits laitiers, qui a été précédemment convenue bilatéralement avec le DAHD, continuera d'être acceptée jusqu'à la conclusion des négociations sur la certification.

3.401. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon réitère à nouveau ses préoccupations au sujet du Décret indien relatif à l'exigence que soient accompagnés d'un certificat sanitaire les lots importés des produits alimentaires suivants: lait, viande de porc, poissons et produits connexes. Selon la notification OTC de l'Inde, la date limite de présentation des observations concernant la notification a été fixée au milieu du mois d'octobre 2022, et la date projetée pour l'adoption et l'entrée en vigueur du Décret était le 1<sup>er</sup> novembre 2022, soit deux semaines seulement après la date limite de présentation des observations. L'Inde a ensuite annoncé le report de la date de mise en œuvre, et aucune date précise n'a encore été annoncée pour la mise en œuvre. Même si nous remercions l'Inde d'avoir décidé ce report, nous continuons de penser qu'elle devrait établir une période de transition suffisante avant la mise en œuvre du Décret afin de laisser aux Membres exportateurs le temps d'adapter leur système aux nouveaux formulaires de certificat sanitaire. Enfin et surtout, le Japon fait observer que l'un des objectifs du Décret indien est de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés en Inde. Dans ce cas, il estime que l'Inde doit également notifier le Décret au titre de l'Accord SPS.

3.402. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada a appris avec satisfaction que la mise en œuvre des nouvelles prescriptions de l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) en matière de certification a été reportée jusqu'à nouvel ordre, en attendant les travaux de mise au point d'un certificat commun par les autorités compétentes. Le Canada note plusieurs préoccupations concernant les nouvelles prescriptions de la FSSAI en matière de certification qui renvoient à des règlements, prescriptions et normes de produit de l'Inde. Il encourage vivement cette dernière à rationaliser ses prescriptions en matière de certification et à fonder les prescriptions sur des normes internationales. Il réaffirme en outre qu'il est nécessaire de ménager un délai suffisant entre l'adoption et l'entrée en vigueur de ces nouvelles prescriptions, afin de laisser aux partenaires commerciaux le temps de s'adapter. Pour conclure, le Canada attend avec intérêt que l'Inde notifie le certificat commun aux partenaires commerciaux et leur donne la possibilité de formuler des observations. Il lui demande de notifier le certificat commun au Comité SPS puisque le règlement qu'elle propose vise des mesures de sécurité sanitaire des produits alimentaires qui ont pour but de protéger la santé et la sécurité des personnes.

3.403. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions la FSSAI pour le processus interactif entrepris en vue de l'approbation des certificats de la Nouvelle-Zélande et nous soutenons son objectif de doter l'Inde de prescriptions solides en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Nous voudrions noter que s'agissant des futures modifications des prescriptions en matière de certification, il conviendrait de considérer des périodes de mise en œuvre plus longues, qui tiennent compte du temps d'examen des communications concernant la notification à l'OMC pertinente et du temps nécessaire aux pays pour effectuer toute évaluation requise et mettre en œuvre les modifications apportées aux prescriptions en conséquence. Six mois au minimum, mais de préférence 12, devraient probablement suffire pour permettre une mise en œuvre adéquate par les pays. Nos exportateurs ont par ailleurs rencontré quelques difficultés en ce qui concerne le dédouanement par les agents du DAHD depuis cette modification, et ils espèrent des prescriptions consolidées en matière de certificat qui répondent aux besoins de l'Inde dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de la biosécurité, tout en facilitant également les échanges. La Nouvelle-Zélande recommande que les procédures du DAHD et de la FSSAI soient coordonnées avant toute nouvelle prescription en matière de certification de la sécurité sanitaire des produits alimentaires pour éviter toute duplication sans avantage supplémentaire en termes de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

3.404. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'exigence d'un certificat sanitaire d'exportation pour les catégories de produits alimentaires spécifiées par l'Autorité des produits alimentaires est une prescription obligatoire en vertu de la disposition réglementaire figurant en tant que clause 11.2 b) dans le chapitre intitulé "Cadre fondé sur les risques pour le dédouanement des importations" du Règlement de 2017 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (importation). Conformément à ce qui précède, pour concevoir un système robuste de sécurité sanitaire et de contrôle des produits alimentaires, la FSSAI a notifié l'exigence que les lots importés de lait et de produits laitiers, de viande de porc et de produits du porc ainsi que de poissons et de produits de la pêche soient accompagnés d'un certificat sanitaire. L'exigence d'un certificat sanitaire est une condition préalable à l'importation qui constitue uniquement une garantie fournie par les autorités compétentes des pays exportateurs attestant que les produits alimentaires (tels que notifiés) sont conformes aux prescriptions de sécurité sanitaire énoncées par la FSSAI. Elle a été notifiée au Comité OTC de l'OMC afin que les Membres puissent communiquer leurs observations/contributions. Néanmoins, les pays Membres ont fait part de diverses préoccupations concernant le nombre de certificats et le report de la mise en œuvre du certificat sanitaire. En conséquence, compte tenu des observations reçues de différents partenaires commerciaux, l'exigence de certificat sanitaire fait l'objet d'un report jusqu'à nouvel ordre.

**3.1.3.38 Argentine – Décret réglementaire de la Loi n° 27.642 "Promotion d'une alimentation saine", [G/TBT/N/ARG/435](#); [G/TBT/N/ARG/435/Add.1](#) (ID 772<sup>81</sup>)**

3.405. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite à nouveau faire part de sa préoccupation à l'égard du règlement argentin sur la promotion d'une alimentation saine, et ce à l'appui d'une défense systémique des principes de l'Accord OTC qui concernent l'adoption de mesures fondées sur des preuves scientifiques et l'harmonisation des règles par l'utilisation de règlements publiés par les organisations internationales de référence comme le Codex Alimentarius. Le Costa Rica est préoccupé par l'absence d'harmonisation entre les diverses normes et réglementations en matière d'étiquetage des produits alimentaires, qui a entraîné la prolifération des systèmes avec différents teneurs en pourcentage pour exiger un avertissement, créant ainsi des obstacles non nécessaires au commerce. Le Costa Rica tient à souligner une fois de plus l'importance d'harmoniser les systèmes d'étiquetage des produits alimentaires sur la base établie par le Codex Alimentarius et encourage les autres Membres à participer activement aux discussions menées au sein de cette organisation internationale de référence à propos de l'étiquetage sur le devant des emballages. Le Costa Rica s'engage à poursuivre un dialogue ouvert entre les délégations des deux pays auprès de l'OMC, dans le but d'échanger des communications et des renseignements concernant la nouvelle réglementation de l'Argentine.

3.406. En réponse, la délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous apprécions l'intérêt que le Costa Rica porte à la Loi n° 27.642 sur la promotion d'une alimentation saine et nous réaffirmons qu'elle est compatible avec les règles énoncées dans l'Accord OTC. Lors des précédentes réunions du Comité, l'Argentine a fourni des explications détaillées sur le processus d'élaboration et de mise en œuvre de cette loi. Ces dernières années, des études démographiques essentielles ont été publiées en Argentine, qui permettent de décrire plus précisément la situation épidémiologique relative à la nutrition et à l'alimentation. Elle se caractérise par une consommation toujours plus importante de produits ultratransformés et une augmentation des taux de malnutrition, dues en particulier à l'excès, dans tous les groupes sociaux. La consommation excessive de nutriments essentiels réglementés par l'étiquetage est associée à une augmentation des maladies cardiovasculaires et cérébrovasculaires, de l'obésité, du diabète, du cancer et de l'hypertension, entre autres, qui sont la cause de la plupart des décès tous les ans en Argentine. Par ailleurs, des études menées dans 10 pays, dont l'Argentine, ont également conclu que la consommation de produits contenant un excès de nutriments essentiels, selon la définition de l'Organisation panaméricaine de la Santé/OMS (qui a été adoptée dans la loi et dans ses règlements en Argentine), est associée à un non-respect significatif des recommandations de l'OMS concernant la consommation d'éléments nutritifs. Enfin, nous réaffirmons que nous sommes prêts à poursuivre notre dialogue bilatéral avec la délégation du Costa Rica.

---

<sup>81</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 772](#).

**3.1.3.39 Inde – Consultation publique concernant la déclaration des deux constituants principaux (ou plus) du produit sur le devant des emballages/révision du Règlement sur la métrologie légale (produits conditionnés), 2011 (ID 765<sup>82</sup>)**

3.407. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. En août 2022, le Département de la protection du consommateur a diffusé, par l'intermédiaire de sa Division de la métrologie légale, un avis de consultation public intitulé "Invitation à participer à une consultation publique concernant la déclaration des deux constituants principaux (ou plus) du produit sur le devant des emballages portant le nom de la marque/le logo", proposant de réviser le Règlement sur la métrologie légale (produits conditionnés) de 2011. Lors de la réunion du Comité OTC de l'OMC de mars 2023, l'Inde a pris acte des observations des États-Unis et des parties prenantes de l'industrie et a indiqué que la mesure était examinée. Nous renvoyons l'Inde aux observations spécifiques que nous avons formulées précédemment à la réunion du Comité OTC de novembre 2022 et nous apprécierons de recevoir toute information actualisée que l'Inde serait en mesure de partager. Comme nous croyons comprendre que la mesure est actuellement suspendue, nous n'avons pas d'autres observations à formuler au comité à ce stade. Cependant, si l'Inde décide d'aller de l'avant avec cette mesure, nous lui demandons de notifier le projet à ce comité, de ménager un délai d'au moins 60 jours pour la formulation d'observations et de prendre en compte, avant la mise au point définitive et l'adoption de la mesure, toute observation reçue. Nous remercions l'Inde pour la prise en compte des observations des États-Unis.

3.408. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les autorités indiennes ont diffusé le projet qui invitait à participer à une consultation publique concernant la déclaration des deux constituants principaux (ou plus) du produit sur le devant des emballages portant le nom de la marque/le logo jusqu'au 31 août 2022. Les observations des branches de production situées aux États-Unis ont également été reçues et sont en cours d'examen. La disposition est envisagée dans l'intérêt des consommateurs et est applicable à toutes les branches de production, c'est-à-dire aux fabricants nationaux et aux importateurs.

**3.1.3.40 Panama – Prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et pommes de terre, [G/TBT/N/PAN/86](#), [G/TBT/N/PAN/102](#), [G/TBT/N/PAN/102/Add.1](#) (ID 662<sup>83</sup>)**

3.409. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada demeure préoccupé par les prescriptions du Panama en matière de qualité des pommes de terre fraîches, qui ont pris effet en février 2020 et ont une incidence directe sur sa capacité à exporter des pommes de terre vers le pays. Le Canada souhaite renvoyer à l'intervention qu'il a faite précédemment lors des réunions du Comité OTC de l'OMC au titre de ce point, et demande qu'elles soient incluses dans le compte rendu de la réunion car la situation n'a pas changé. Le Canada demande respectueusement au Panama de suspendre l'application de ces prescriptions afin de poursuivre le dialogue technique et de s'assurer que les normes de qualité du Panama ne continuent pas de créer des obstacles involontaires à nos échanges bilatéraux de produits agricoles mutuellement avantageux. Le Canada serait également favorable à une réunion bilatérale avec le Panama pour discuter des potentielles orientations à suivre afin de permettre la reprise des exportations canadiennes de pommes de terre.

3.410. En réponse, le représentant du Panama a communiqué la déclaration suivante. Le Panama remercie le Canada de ses observations et de l'intérêt qu'il continue de porter à cette question. J'ai pris bonne note de vos préoccupations. Le Panama reste ouvert au dialogue et à la recherche de solutions mutuellement satisfaisantes. Dans le passé, le dialogue nous a conduits à proroger la mesure concernant les oignons. Ma capitale est ouverte à la poursuite du dialogue technique bilatéral avec le Canada et tous nos partenaires commerciaux. Madame la Présidente, le Panama réaffirme son engagement en faveur de la transparence et répète que toute mise à jour sera dûment communiquée et notifiée au Comité.

<sup>82</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 765](#).

<sup>83</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 662](#).



**3.1.3.41 Union européenne – Chlorothalonil (substance active de pesticide), G/TBT/N/EU/625 (ID 579<sup>84</sup>)**

3.411. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite à nouveau faire part de ses préoccupations et renvoie aux déclarations précédentes dans lesquelles il s'est dit préoccupé par la mesure notifiée par l'UE dans le document [G/TBT/N/EU/625](#), qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. Le Costa Rica remercie l'UE pour sa volonté d'examiner la politique relative aux substances agrochimiques, en tenant compte des obligations internationales en matière de commerce extérieur et des objectifs de la politique agricole et environnementale des pays membres de la communauté internationale. Il réitère également sa demande par rapport à l'engagement de l'UE de ne laisser personne de côté dans la mise en œuvre de son Pacte vert.

3.412. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil appuie la PCS n° 579 et renvoie à ses précédentes déclarations à ce sujet. Nous sommes d'avis que la décision de l'UE de fonder les mesures sur une approche reposant sur les dangers, sans réaliser une analyse appropriée des risques ni se conformer à des principes scientifiques solidement établis, est incompatible avec les règles de l'OMC. Le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil par l'UE n'a pas dûment tenu compte du fait que cette substance était actuellement autorisée dans plus de 100 pays et que les LMR autorisées par le Codex pouvaient aller jusqu'à 70 mg/kg. Nous insistons sur notre préoccupation systémique quant au fait que certaines analyses fondées sur les dangers menées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) ont conduit au non-renouvellement de l'approbation de certaines substances et, par la suite, à la réduction de leurs LMR. L'Agence nationale pour la santé du Brésil a fixé des LMR applicables au chlorothalonil pour plus de 30 cultures. Le cas du chlorothalonil porte particulièrement atteinte aux producteurs brésiliens de bananes, de café, d'agrumes, de papayes et de pastèques, entre autres produits.

3.413. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil et d'autres substances ont déjà été largement examinés au sein de ce comité et du Comité SPS en raison de la réduction ultérieure des LMR. Nous demandons de nouveau à l'Union européenne de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les agences spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius. Nous lui demandons également de revoir son approche et de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux, et de garantir des tolérances à l'importation.

3.414. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur remercie encore une fois les Membres d'avoir inscrit cette préoccupation à l'ordre du jour du Comité et il réaffirme son soutien à cette préoccupation relative au non-renouvellement de l'approbation de l'utilisation de la substance active chlorothalonil. Le chlorothalonil est principalement utilisé pour lutter contre la cercosporiose noire dans les bananes, car c'est un fongicide rapide dont le mode d'action est multisite, ce qui signifie que le risque de résistance est faible. Il convient de mentionner que les possibilités demeurent réduites en matière de substances multisites car on n'a pas identifié de nouveaux produits de substitution en dehors de ceux qui sont également en cours d'examen par l'Union européenne, tels que le mancozèbe et le métirame. En Équateur, le climat est tropical, de sorte que les parasites et leur comportement sont différents de ceux qui existent dans l'UE. Certaines substances actives et leurs formulations sont indispensables dans la production agricole pour prévenir les pertes de cultures, qui auraient des effets économiques et sociaux préjudiciables. C'est pourquoi l'Équateur demande instamment à l'UE de tenir compte de la situation particulière des pays tropicaux lors de la mise en œuvre des mesures prises et d'adopter une approche plus équilibrée, conformément au Codex Alimentarius. L'Équateur croit comprendre que pour qu'une LMR soit établie, interdite ou abaissée, il faut que des renseignements scientifiques concluants démontrent un impact sanitaire réel. La réduction de la LMR pour le chlorothalonil pourrait entraîner des répercussions considérables sur le secteur de la banane dans mon pays. Ce secteur apporte une contribution importante en ce qu'il fournit des emplois à 2,5 millions de personnes. Les exportations de ce produit représentent une part importante des recettes en devises du pays qui se chiffre à 2% du PIB. L'Équateur invite donc instamment l'UE à prendre cela en considération.

3.415. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. Cette déclaration fait référence aux PCS n° 763, n° 579 et n° 627 concernant les substances chlorothalonil, mancozèbe,

---

<sup>84</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 579](#).



clothianidine et thiaméthoxame. La Colombie a conscience qu'il est important de consommer des aliments exempts de quantités excessives de résidus de pesticides conformément aux recommandations internationales en matière de sécurité. À cette fin, nos autorités sanitaires œuvrent activement auprès des secteurs productifs pour faire en sorte que les produits alimentaires respectent ces prescriptions et ces normes. Toutefois, l'interdiction et le non-renouvellement ultérieur de l'approbation de substances actives telles que le chlorothalonil, le mancozèbe, la clothianidine et le thiaméthoxame frappent durement le secteur des exportations agricoles de notre pays. La recherche de solutions pour remplacer les substances qui ont été interdites ou dont l'approbation est modifiée exige nécessairement du temps et des investissements, en particulier lorsque les solutions de remplacement potentielles deviennent également de plus en plus rares en raison des modifications apportées par l'UE aux réglementations phytosanitaires dans le cadre du Pacte vert ou de la stratégie "De la ferme à la table", par exemple. Dans le cas du non-renouvellement ou de la modification de l'approbation des substances actives, il est essentiel de tenir compte des procédés et des méthodes de production dans les pays susceptibles d'être affectés. Le manquement à ce principe constituerait une violation de l'Accord OTC, qui dispose que les règlements techniques ne doivent pas être plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Nous invitons donc l'Union européenne à appuyer les solutions qui permettraient à nos producteurs agricoles de continuer de répondre à la demande européenne de produits alimentaires, dans l'intérêt non seulement des pays en développement, mais aussi du système commercial multilatéral, qui a déjà été durement touché par cette mesure et d'autres.

3.416. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été expliqué en détail lors de plusieurs réunions précédentes, l'UE a proposé de ne pas renouveler l'approbation du chlorothalonil par le Règlement d'exécution (UE) n° 2019/677 de la Commission<sup>85</sup>, adopté le 29 avril 2019 et précédemment notifié au Comité OTC. Cette décision était fondée sur une évaluation des risques ayant fait l'objet d'un examen par les pairs dirigé par un État membre européen (dénommé l'État membre "rapporteur") et l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Celle-ci a soulevé plusieurs préoccupations graves, si bien que les conditions n'ont pas été remplies pour l'approbation de la substance. S'agissant de la sécurité des consommateurs, l'EFSA a identifié un risque de génotoxicité concernant les résidus auxquels les consommateurs seront exposés. Une fois prise la décision de non-renouvellement de l'approbation et compte tenu du fait que l'EFSA a identifié des risques pour la santé des consommateurs, l'UE a établi un projet de règlement abaissant les limites maximales de résidus (LMR) pour le chlorothalonil aux limites de quantification pertinentes. Le projet de règlement a été notifié au Comité SPS de l'OMC ([G/SPS/N/EU/394](#)) et publié après son adoption en tant que Règlement (UE) n° 2021/155<sup>86</sup> le 9 février 2021. L'UE tient à souligner que, même si la substance chlorothalonil répond également aux critères d'exclusion, les décisions relatives aux LMR dans l'UE sont toujours fondées sur une évaluation des risques et que cette approche a également été suivie pour le chlorothalonil. Les nouvelles valeurs LMR s'appliquent à tous les produits alimentaires depuis le 2 septembre 2021. Depuis lors, il n'y a pas eu d'autres faits nouveaux dans l'UE concernant cette substance, car aucune nouvelle donnée venant appuyer les tolérances à l'importation n'a été reçue. Les demandes de tolérance à l'importation, qui doivent être étayées par de nouvelles données substantielles répondant aux préoccupations, restent possibles et seront évaluées au cas par cas dans l'État membre "rapporteur" et par l'EFSA.

### **3.1.3.42 Inde – Décret de 2019 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et leurs parties, [G/TBT/N/IND/74](#), [G/TBT/N/IND/110](#) (ID 598<sup>87</sup>)**

3.417. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. La Chine remercie l'Inde d'avoir prolongé la période de transition pour les règlements tels que le Décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs. Toutefois, compte tenu du fait que de nombreuses inspections d'usines

<sup>85</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 2019/677 de la Commission du 29 avril 2019 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil, conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant le Règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission (J.O. L 114 du 30 avril 2019, page 15).

<sup>86</sup> Règlement (UE) n° 2021/155 de la Commission du 9 février 2021 modifiant les annexes II, III et V du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de tétrachlorure de carbone, de chlorothalonil, de chlorprophame, de diméthoate, d'éthoprophos, de fénamidone, de méthiocarbe, d'ométhoate, de propiconazole et de pymétrozine présents dans ou sur certains produits (J.O. L 46 du 10 février 2021, page 5).

<sup>87</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 598](#).

sont retardées et ne pourront pas être effectuées à temps, et que les échantillons prélevés au cours de ces inspections sur place doivent être réexpédiés vers l'Inde à des fins d'essais, les entreprises chinoises auront de grandes difficultés à obtenir la certification délivrée par le BIS avant la mise en œuvre de la réglementation. La Chine a exhorté l'Inde à améliorer l'efficacité des inspections d'usines en inspectant dès que possible les usines des fabricants chinois ou en retardant davantage la mise en œuvre des règlements tels que ceux relatifs aux appareils de climatisation et de réfrigération lorsqu'il n'est pas possible de procéder aux inspections d'usines ou qu'elles ne peuvent pas être effectuées rapidement. 2. La Chine estime que l'Inde pourrait améliorer la transparence des renseignements relatifs aux inspections d'usines et fournir un calendrier d'inspection d'usines afin de faciliter les arrangements de production des entreprises. 3. En vue d'accélérer les inspections d'usines, la Chine estime une fois de plus que l'Inde pourrait mettre en place des mesures de substitution, telles qu'une exemption temporaire des inspections d'usines pendant une durée limitée, des inspections à distance ou des inspections effectuées par des tierces parties reconnues. 4. La Chine apprécie les efforts déployés par l'Inde pour améliorer ses capacités nationales en matière d'essais et se rend compte que l'Inde a indiqué que le BIS pouvait reconnaître les laboratoires étrangers. Mais il y a un manque de clarté et de transparence au niveau des moyens permettant aux laboratoires étrangers d'obtenir une accréditation. La Chine ne connaît pas de laboratoires étrangers ayant été accrédités par le BIS. Elle a exhorté l'Inde à fournir des lignes directrices ouvertes et transparentes pour l'accréditation des laboratoires étrangers.

3.418. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Le BIS n'est pas en mesure de procéder à une inspection préliminaire des fabricants chinois en raison de la pandémie de COVID-19. Dans le cadre de son programme d'accréditation des laboratoires (LRS), le Bureau indien de normalisation (BIS) octroie un agrément aux laboratoires étrangers afin qu'ils procèdent aux essais des produits conformément aux normes indiennes pertinentes. Le programme d'accréditation des laboratoires est régi par les dispositions de l'article 13 4) de la Loi de 2016 du BIS et de la règle 32 du Règlement de 2018 du BIS. Cette disposition légale confère au BIS le pouvoir de reconnaître tout laboratoire en Inde ou à l'étranger pour réaliser des essais sur échantillons dans le cadre de l'évaluation de la conformité, ainsi que toute autre fonction que le Bureau est susceptible de lui confier.

3.419. L'article 12 du programme d'accréditation des laboratoires du BIS explique en détail la reconnaissance des laboratoires étrangers. Le BIS prend toute décision de reconnaissance de laboratoires étrangers en tenant compte de l'ARM (Accord de reconnaissance mutuelle) avec la nation concernée. Le programme d'accréditation des laboratoires du BIS est disponible sur le site Web du BIS [www.bis.gov.in](http://www.bis.gov.in) sous l'onglet "laboratory services". À ce jour, aucun laboratoire étranger n'a effectué de demande d'accréditation auprès du BIS conformément aux dispositions du programme d'accréditation des laboratoires. Les systèmes de certification de produits mis en œuvre par le BIS sont régis par le Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité), notifié par le gouvernement central. Actuellement, aucune disposition ne prévoit la réalisation d'une inspection de manière virtuelle en vue de la certification des produits au titre de ces règlements.

### **3.1.3.43 Union européenne – Non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, [G/TBT/N/EU/712](#), [G/TBT/N/EU/797](#), [G/SPS/GEN/1494/Rev.1](#) (ID 627<sup>88</sup>)**

3.420. La délégation du Kenya a communiqué la déclaration suivante. Le Kenya réitère sa déclaration précédente sur cette préoccupation commerciale spécifique (PCS). Il a soulevé cette question en tant que PCS à la précédente réunion du Comité OTC et continue d'avoir des préoccupations à ce sujet. Il prend note de la réponse que l'UE a donnée lors de la réunion du Comité OTC de mars 2023, à savoir le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe. Ce non-renouvellement et la réponse de l'UE sur les restrictions d'utilisation du mancozèbe dans le cadre de la législation de l'UE sur les produits chimiques (REACH) sont susceptibles d'être discriminatoires. Cela empêchera les produits kenyans d'accéder au marché de l'UE, ce qui est considéré comme incompatible avec l'article 2.1 de l'Accord OTC. La substance active mancozèbe est une molécule importante dans la lutte contre les parasites au Kenya. Les produits contenant du mancozèbe sont utilisés dans le secteur agricole pour lutter contre un large éventail de maladies fongiques présentes sous les tropiques. Son utilisation est essentielle dans le secteur de la floriculture, qui occupe une place de premier plan dans le PIB du Kenya et emploie par ailleurs des milliers de Kényans, non sans incidence sur les moyens de subsistance.

<sup>88</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous [ID 627](#).

3.421. Le mancozèbe joue un rôle important dans la lutte contre les agents pathogènes fongiques dans un certain nombre de cultures maraîchères, y compris, entre autres, celles des pommes de terre, des tomates et des oignons. Il n'existe pas d'autre fongicide multisite permettant de lutter contre l'alternariose et le mildiou dans les cultures susmentionnées; ces maladies entraînent des pertes de rendement annuelles allant jusqu'à 60 à 70% sur les 4,5 à 5,5 millions de tonnes métriques (1,9 milliard d'USD) de pommes de terre et les 560 000 de tonnes métriques (333 millions d'USD) de tomates destinées à la consommation locale produites au Kenya, respectivement. Le mancozèbe a une activité de contact multisite qui est essentielle pour la gestion de la résistance. Le Kenya souhaite soulever cette PCS car la mesure est jugée plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire et par conséquent contraire à l'article 2.2 de l'Accord OTC. La mesure proposée serait réputée contrevenir à l'article 12.3 de l'Accord OTC qui dispose que "Dans l'élaboration et l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité, les Membres tiendront compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en développement Membres, pour faire en sorte que ces règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité ne créent pas d'obstacles non nécessaires aux exportations des pays en développement Membres". Le Kenya demande à l'Union européenne d'envisager le retrait du Règlement, étant donné que la mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

3.422. La délégation de l'[Australie](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Australie réitère ses préoccupations quant au non-renouvellement du mancozèbe par l'UE. La disponibilité de solutions de remplacement du mancozèbe étant limitée, cette décision a des effets notables sur le commerce. L'Australie souligne que l'approche de l'UE basée sur les dangers ne permet pas d'évaluer correctement les risques de dommages potentiels car elle ne prend pas en compte le niveau d'exposition. L'Australie prend note de la déclaration de l'UE faite lors de la réunion précédente, selon laquelle l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) prévoit de publier son avis scientifique sur les dithiocarbamates au cours du premier semestre 2023. Nous souhaitons recevoir des informations sur l'avis scientifique de l'EFSA concernant les préoccupations que nous avons déjà exposées. Nous notons en outre que notre autorité nationale compétente – la Direction australienne des pesticides et médicaments vétérinaires – et le Codex ont fixé des LMR pour les dithiocarbamates qui garantissent la protection continue de la santé des personnes et des animaux, ainsi que de l'environnement, tout en permettant la poursuite des échanges.

3.423. La délégation du [Costa Rica](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite réitérer sa préoccupation au sujet du projet de règlement d'exécution notifié par l'Union européenne dans le document [G/SPS/N/EU/384](#), en vertu duquel l'approbation de l'utilisation du mancozèbe ne serait pas renouvelée. Nous souscrivons aux déclarations des délégations qui se sont associées aux Membres ayant formulé cette préoccupation.

3.424. La délégation de la [Colombie](#) a communiqué la déclaration suivante. Cette déclaration renvoie aux PCS 763, 579 et 627, relatives aux substances chlorothalonil, mancozèbe, clothianidine et thiaméthoxame. La Colombie est consciente de l'importance de consommer des produits alimentaires exempts de résidus de pesticides en excès, conformément aux recommandations internationales en matière de sécurité sanitaire. À cette fin, nos autorités sanitaires déploient d'importants efforts, en collaboration avec les secteurs productifs, pour faire en sorte que les produits alimentaires répondent à ces exigences et à ces normes. Cependant, l'interdiction et, ultérieurement, le non-renouvellement de l'approbation de substances actives telles que le chlorothalonil, le mancozèbe, la clothianidine et le thiaméthoxame touchent durement le secteur des exportations agricoles de notre pays. La recherche de solutions de remplacement aux substances interdites, ou à celles dont l'approbation est en cours de modification, nécessite nécessairement du temps et des investissements, d'autant plus que les solutions de remplacement potentielles se raréfient également en raison des modifications apportées par l'UE aux réglementations phytosanitaires, par exemple dans le cadre du Pacte vert ou de la stratégie "De la ferme à la table". Lors du non-renouvellement ou de la modification de l'approbation des substances actives, il est essentiel de prendre en compte les processus et les méthodes de production dans les pays qui pourraient être affectés. Ne pas le faire constituerait une violation de l'Accord OTC, qui dispose que les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Nous invitons donc l'Union européenne à soutenir des solutions qui permettraient à nos producteurs agricoles de continuer à répondre à la demande européenne en produits alimentaires, dans l'intérêt non seulement des pays en développement, mais aussi du système commercial multilatéral, qui a déjà été durement touché par cette mesure et d'autres.

3.425. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'autorisation d'autres substances ont déjà fait l'objet de longues discussions dans le cadre du présent comité et du Comité SPS en raison de la réduction des LMR en résultant. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et réitère sa préoccupation transversale à l'égard de la décision de l'UE de ne pas renouveler l'approbation de ces substances, sans réaliser une analyse des risques appropriée et sans respecter les principes scientifiques. Les arguments en faveur de l'utilisation de cette substance n'ont pas changé non plus, et ils sont partagés par l'UE, ou du moins par plusieurs de ses membres, qui les considèrent comme suffisants pour accorder des autorisations d'urgence. Nous demandons donc que l'intégralité de la déclaration faite par ma délégation lors de la réunion précédente soit consignée dans le compte rendu. Je voudrais rappeler que le Paraguay et d'autres Membres ont soulevé une série de questions sur cette mesure et d'autres. Dans le cas du Paraguay, ces questions seront consignées dans le compte rendu puisqu'elles ont été mentionnées dans notre déclaration lors de la réunion précédente. Nous espérons que l'UE sera en mesure de fournir des réponses complètes.

3.426. *Déclaration faite à la réunion de mars 2023, dans son intégralité.*<sup>89</sup> Nous aimerions discuter de certains faits nouveaux, mais nous n'avons pas encore reçu de réponses aux questions que nous avons posées. Je présente la même déclaration que celle que j'ai prononcée à la réunion précédente, en espérant des résultats différents et des réponses complètes de la part de l'UE aux questions posées au Comité SPS et à ce comité. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'autorisation d'autres substances ont déjà fait l'objet de longues discussions dans le cadre du présent comité et du Comité SPS en raison de la réduction des LMR en résultant. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et réitère sa préoccupation transversale à l'égard de la décision de l'UE de ne pas renouveler l'approbation de ces substances, sans réaliser une analyse des risques appropriée et sans respecter les principes scientifiques.

3.427. Les arguments en faveur de l'utilisation de cette substance n'ont pas changé non plus, et ils sont partagés par l'UE, ou du moins par plusieurs de ses membres, qui les considèrent comme suffisants pour accorder des autorisations d'urgence. Ces arguments sont les suivants: – l'absence de solutions de remplacement disponibles pour la protection contre certains organismes nuisibles, l'importance du mancozèbe pour éviter les problèmes de résistance et, en général, les pertes de production et les pertes financières causées par certains organismes nuisibles qui ne peuvent être combattus efficacement qu'en utilisant cette substance. En ce qui concerne ces autorisations d'urgence, nous avons déjà entendu l'UE dire que les mesures ne sont en place que pour 120 jours, mais nous rappelons qu'il n'y a pas de limite au nombre de renouvellements.

3.428. Nous constatons par exemple que de nombreuses autorisations d'urgence pour le mancozèbe sont accordées à peu près à la même période de l'année, (quasiment de juin à septembre ou octobre), probablement en raison du seuil d'humidité et des températures chaudes qui augmentent la prévalence de certains champignons, lesquels peuvent être contrôlés de façon sûre et efficace par des substances telles que le mancozèbe. Imaginez à quelle fréquence bien supérieure ces seuils sont atteints dans des pays subtropicaux comme le Paraguay, dont les conditions climatiques sont très différentes de celles de l'Union européenne. Nous avons également entendu l'UE expliquer que les autorisations d'urgence ne sont pas destinées à faciliter le commerce, contrairement aux tolérances à l'importation, mais nous n'avons pas reçu de réponses aux questions écrites, réitérées à plusieurs reprises, sur les mécanismes spécifiques mis en œuvre pour accorder des autorisations d'urgence et pour assurer que les produits faisant l'objet de LMR provisoires sont maintenus à l'intérieur des frontières du Membre qui les autorise, et sur la cohérence entre ces autorisations et les préoccupations présumées concernant l'utilisation de ces substances. Ici, nous constatons non seulement la discrimination qui existe en pratique entre les producteurs de l'UE et les partenaires commerciaux, mais aussi une incohérence entre l'objectif légitime poursuivi et les mesures prises pour l'atteindre.

3.429. En outre, nous avons également entendu que, bien que les autorisations d'urgence soient accordées par les membres de l'UE, l'EFSA les réexamine si elle considère qu'elles ne sont pas dûment justifiées. Toutefois, nous notons que, même lorsque l'EFSA considère qu'une autorisation d'urgence n'est pas dûment justifiée, il n'y a aucune restriction concernant les nouvelles autorisations d'urgence, lesquelles continuent d'être approuvées par les mêmes membres pour le contrôle des mêmes parasites sur les mêmes cultures pour lesquelles l'EFSA a conclu qu'elles n'étaient pas dûment justifiées. Le Paraguay partage les objectifs que l'UE cherche à atteindre avec

---

<sup>89</sup> [G/TBT/M/89](#), paragraphes 2.223 à 2.227.

ces politiques, mais pas la méthode adoptée pour y parvenir. En effet, celle-ci n'est pas fondée sur des preuves scientifiques concluantes et ne tient pas compte des options moins restrictives pour le commerce ou de solutions de remplacement valables pour contrôler des dangers, qui n'existent pas dans ce cas, comme l'UE en convient en accordant des autorisations d'urgence à ses membres. Nous réitérons nos questions pour comprendre comment les Membres préoccupés par le processus pouvaient participer à l'analyse menée par l'EFSA sur les LMR pour le mancozèbe, l'état d'avancement de l'étude, puisqu'un résultat était attendu au premier semestre de 2022, et comment les observations présentées par les Membres seront prises en compte.

3.430. Nous souhaitons également obtenir des réponses détaillées aux questions concernant les autorisations d'urgence qui ont été soulevées au sein du Comité SPS et auxquelles il n'a pas été répondu de manière satisfaisante lorsqu'il a été déclaré que cela relevait de la responsabilité des États membres de l'UE, qui sont aussi Membres de l'OMC à part entière et auxquels nous devrions adresser nos questions si nous ne recevons pas de réponse. Enfin, nous ne pouvons manquer de reconnaître les efforts extraordinaires que l'UE déploie aux niveaux bilatéral/plurilatéral et multilatéral, y compris au moyen de doubles notifications (OTC/SPS). Toutefois, ce dont mon pays et ses producteurs ont besoin, ce n'est pas une explication unilatérale des mesures, mais un dialogue franc qui permette de répondre aux demandes légitimes que nous formulons et, en même temps, d'atteindre les objectifs légitimes de l'UE de la manière la moins restrictive possible pour le commerce, dans le respect des règles et des principes du système commercial multilatéral.

3.431. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part une fois de plus de ses préoccupations concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, d'après la notification OTC de l'UE portant la cote [G/TBT/N/EU/712](#). Le mancozèbe est une substance dont l'utilisation est approuvée par l'Agence brésilienne de surveillance sanitaire pour un grand nombre de cultures différentes, y compris le soja. Les limites maximales de résidus (LMR) pour les fèves de soja au Brésil sont fixées à 0,3 mg/kg. Environ 11% du soja produit au Brésil est exporté vers l'UE. Par conséquent, les restrictions concernant le mancozèbe auront une incidence notable sur les revenus des agriculteurs brésiliens. La disponibilité d'un substitut au mancozèbe à court et à moyen terme est également limitée par le fait que d'autres substances à usage analogue, comme le chlorothalonil, ont déjà été interdites sur le marché européen. Le mancozèbe est une substance importante dans la gestion de la résistance aux fongicides pour lutter contre la rouille du soja. Il est utilisé en tant qu'additif pour la protection des cultures, en vue d'accroître l'efficacité d'autres fongicides, en réduisant au minimum la résistance et en prolongeant le cycle de vie d'autres molécules. Au vu de la période de transition insuffisante accordée par l'UE, les traitements utilisés pour ces cultures ne pourraient être modifiés à temps pour l'exportation vers le marché de l'UE avant l'entrée en vigueur du Règlement. Le Brésil regrette que les autorités européennes n'aient pas établi des périodes de transition adaptées au cycle de production des cultures affectées.

3.432. Le Brésil demande aussi à l'UE de bien vouloir aligner les LMR sur les limites établies dans le cadre du Codex Alimentarius, d'envisager d'autres solutions moins restrictives pour le commerce qui lui permettraient de maintenir son objectif politique légitime et d'accorder aux agriculteurs brésiliens un traitement non moins favorable que celui accordé aux agriculteurs européens. Enfin, le Brésil souhaite demander tout renseignement actualisé disponible sur cette question, étant donné que l'EFSA prévoit de publier son avis scientifique sur les LMR pour les dithiocarbamates au cours du premier semestre 2023.

3.433. La délégation de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Le mancozèbe est une substance active autorisée et couramment utilisée de manière sûre dans de nombreux pays, tels que l'Uruguay, pour lutter contre les maladies et principaux parasites touchant divers produits du secteur national des fruits et légumes, comme les pommes, les poires et les agrumes. Il est particulièrement important pour lutter contre la tavelure de la pomme et la tavelure de la poire, qui sont les principales maladies touchant la production de ces deux fruits et qui sont causées par des champignons du genre *Venturia* spp. À cet égard, nous partageons les préoccupations et les demandes formulées par d'autres délégations, particulièrement en ce qui concerne la possibilité que, à l'issue du processus d'examen en cours des dithiocarbamates, l'UE réduise notablement les LMR correspondantes, même en les abaissant à la limite de détermination, sans disposer de preuves scientifiques concluantes qui étayeraient une telle décision conformément à l'Accord SPS de l'OMC. À cet égard, nous apprécierions des renseignements actualisés sur l'état d'avancement du processus d'examen en cours concernant ces substances, y compris la date prévue pour la présentation de l'avis scientifique de l'EFSA sur les dithiocarbamates, ainsi que le délai prévu pour toute notification



au Comité SPS concernant les LMR correspondantes. Dans ce contexte, l'Uruguay rappelle, comme d'autres Membres, l'importance de tenir dûment compte des normes, directives et recommandations internationales ainsi que des données scientifiques produites par les organismes internationaux de normalisation reconnus à l'OMC, tels que le Codex Alimentarius, de l'obligation d'ouvrir des périodes de consultation qui peuvent servir de cadres efficaces de coopération entre les Membres en matière de réglementation; et de la nécessité d'accorder des périodes de transition raisonnables s'il est finalement décidé de modifier les LMR.

3.434. La délégation de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur remercie les délégations qui se sont exprimées avant moi d'avoir inscrit cette préoccupation au titre du point concerné de l'ordre du jour de cette réunion du Comité. Ma délégation réitère sa préoccupation concernant le non-renouvellement du mancozèbe. Nous avons déjà mentionné à plusieurs reprises l'importance de cette substance phytopharmaceutique et son utilisation pour de nombreuses cultures stratégiques produites en Équateur et dans la région, y compris, entre autres, les bananes et le cacao. Notre pays reste préoccupé par le fait qu'il n'existe actuellement aucune solution de rechange approuvée et dûment enregistrée à cette substance qui soit aussi efficace que le mancozèbe. Le mancozèbe revêt une importance particulière non seulement pour les bananes, mais aussi pour d'autres cultures d'exportation de moindre importance. Des recherches récentes menées par des organismes internationaux, qui ont été présentées aux États rapporteurs de l'UE, montrent que le mancozèbe n'a pas d'effets négatifs chez les êtres humains, les animaux de laboratoire ou la faune sauvage à des concentrations inférieures à celles auxquelles l'on pourrait s'attendre à des effets en raison d'une toxicité systémique.

3.435. Compte tenu de ce qui précède, il convient de noter qu'en raison de la manière dont cette substance est appliquée dans la production de bananes, son utilisation est l'une des méthodes de contrôle phytosanitaire les plus efficaces et respectueuses de l'environnement pour lutter contre la cercosporiose noire, sachant que cette dernière est la maladie la plus destructrice pour les cultures de bananes et de bananes plantains et qu'elle constitue le plus grand risque économique pour ces cultures, celle-ci pouvant provoquer des pertes allant jusqu'à 50%. Par conséquent, interdire l'utilisation de ce fongicide – sans disposer de solution de rechange efficace – reviendrait à laisser les producteurs de pays tels que le mien sans outils phytopharmaceutiques immédiatement disponibles pour mettre en œuvre des programmes de gestion et de lutte contre la cercosporiose noire. En conséquence, l'Équateur appelle l'Union européenne à envisager d'autres mesures moins restrictives pour le commerce, à identifier d'autres substances qui permettraient aux échanges existants de se poursuivre, à fonder ses mesures sur des études concluantes et non pas seulement sur le principe de précaution, et à établir des périodes de transition adéquates pour l'enregistrement de substances de remplacement, compte tenu de la pénurie actuelle d'outils disponibles pour lutter contre les parasites.

3.436. La délégation du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili est reconnaissante de l'occasion qui lui est donnée de souligner que le fongicide mancozèbe revêt une grande importance pour l'agriculture chilienne et qu'il n'existe aucun produit présentant une efficacité et des caractéristiques similaires qui puisse être utilisé pour le remplacer à la suite du non-renouvellement de son approbation par l'UE. Compte tenu de ce qui précède, nous demandons à l'UE de bien vouloir réexaminer ce non-renouvellement.

3.437. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Nous avons fourni des explications détaillées sur cette question lors de précédentes réunions du Comité OTC. Le non-renouvellement était fondé sur une évaluation scientifique réalisée au titre du Règlement de l'UE sur les produits phytopharmaceutiques par des experts des États membres de l'UE et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA ayant conclu que le mancozèbe ne satisfait pas aux critères d'approbation énoncés à l'article 4 du Règlement (CE) n° 1107/2009, l'approbation de cette substance n'a pas été renouvelée. Pour obtenir des conseils sur les solutions de remplacement au mancozèbe, la base de données de l'UE sur les pesticides<sup>90</sup> est à la disposition du public et contient des renseignements au sujet de toutes les substances actives, l'état de leur approbation et leur principal but (par exemple fongicide, insecticide ou herbicide). Indépendamment de la situation existant dans le cadre du Règlement de l'UE sur les produits phytopharmaceutiques, des restrictions d'utilisation du mancozèbe ont été introduites dans le cadre de la législation de l'UE

<sup>90</sup> [https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-db\\_en](https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-db_en).

sur les produits chimiques (REACH<sup>91</sup>), à la suite de la classification de la substance comme CMR (cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction) 1A ou 1B au titre de ce même règlement. En ce qui concerne les limites maximales de résidus (LMR), l'UE souhaite informer les Membres que l'EFSA – comme c'est la pratique habituelle pour les évaluations des LMR – suit une approche basée sur les risques. L'EFSA a récemment publié une nouvelle évaluation des risques<sup>92</sup> qui examine les LMR pour les dithiocarbamates. Cet examen prend en considération les résidus de mancozèbe ainsi que ceux d'autres substances appartenant au même groupe de substances (dithiocarbamates) car ils sont déclarés selon une définition commune des résidus, en tant que disulfures de carbone (CS<sub>2</sub>). Il prend également en considération les LMR existantes du Codex ainsi que les tolérances à l'importation, tout en tenant compte des niveaux ambiants de CS<sub>2</sub> dus aux composés soufrés naturels. Sur la base de l'avis de l'EFSA, les gestionnaires de risques entameront des discussions et des travaux de réglementation sur l'examen de ces LMR à l'automne 2023.

#### **3.1.3.44 Australie – Prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé (ID 636<sup>93</sup>).**

3.438. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil souhaite réitérer ses interventions précédentes sur la proposition de l'Australie de modifier la réglementation actuelle relative aux boissons alcoolisées, l'Avis n° 2007/19 de l'Administration des douanes australiennes, qui exige que certaines boissons alcooliques soient élevées sous bois pendant deux ans au moins avant leur sortie de la zone sous contrôle douanier. Cela concerne toutes les boissons relevant des positions tarifaires 2208.20.10, 2208.30.00 et 2208.40.00. Le Brésil regrette de devoir porter à nouveau cette question à l'attention du Comité. Nous avons abordé cette question pour la première fois avec l'Australie il y a plus de quatre ans, en décembre 2019. Depuis lors, l'Australie n'a pas justifié l'incompatibilité qui existe entre sa législation et l'Accord OTC du fait que ses problèmes douaniers et fiscaux gênent la définition des boissons et des prescriptions en matière de maturation. Depuis 2019, l'Australie a organisé des réunions impliquant de nombreux organes gouvernementaux, mais elles n'ont débouché sur aucune solution technique ni sur aucun signe d'évolution concrète. Le Brésil souhaite souligner qu'il a également soulevé cette question au sein du Comité de l'accès aux marchés, étant donné que l'absence de réponse concrète et en temps utile de la part de l'Australie impose une interdiction à l'importation de la *cachaça* non vieillie. Le Brésil souhaite donc insister sur le fait qu'il demande à l'Australie de progresser dans son processus législatif ou dans toute autre solution pratique avec le sens de l'urgence voulu.

3.439. En réponse, la délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. Nous reconnaissons l'urgence de l'intérêt que porte le Brésil aux prescriptions en matière de maturation pour certains produits alcooliques importés. Nous remercions aussi le Brésil de collaborer de façon dynamique avec l'Australie sur cette question. Comme nous l'avons expliqué dans nos déclarations précédentes, l'Australie a établi en 2022 un groupe de travail qui mobilise l'ensemble du gouvernement pour examiner les préoccupations des partenaires commerciaux concernant les prescriptions en matière de maturation pour l'importation de certains produits alcooliques en Australie. Le groupe de travail examine le cadre législatif relatif à l'importation de certains produits alcooliques non vieillis au titre de l'article 105A de la Loi douanière de 1901, et les prescriptions nationales correspondantes en matière de maturation énoncées dans d'autres textes législatifs. L'Australie souhaite rassurer le Brésil et le Comité OTC qu'elle est consciente de l'importance de prendre des mesures actives afin d'avancer vers une solution à cette question.

3.440. L'Australie continue de travailler sur les complexités législatives et les préoccupations des parties prenantes liées à cette question pour progresser vers la définition d'une voie à suivre. Depuis la réunion du Comité OTC de mars, l'Australie a pris de nouvelles mesures, y compris en informant les Ministres de l'état d'avancement et de l'urgence de la question. Toute modification au titre de l'article 105A de la Loi douanière et toute autre modification éventuelle des prescriptions en matière de maturation de l'alcool énoncées dans d'autres textes législatifs doivent être apportées conformément aux processus de réforme réglementaire nationaux de l'Australie. Le gouvernement

<sup>91</sup> Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la Directive 1999/45/CE et abrogeant le Règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le Règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la Directive 76/769/CEE du Conseil et les Directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission (JO L 396 du 30/12/2006, page 1).

<sup>92</sup> <https://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/7987>.

<sup>93</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 636](#).



australien notifiera au Comité toute modification proposée, y compris toute incidence sur les exigences en matière d'étiquetage, conformément aux obligations qui incombent à l'Australie au titre de l'Accord OTC.

### **3.1.3.45 Union européenne – Retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine, [G/TBT/N/EU/770](#), [G/TBT/N/EU/908](#) (ID 694<sup>94</sup>)**

3.441. La délégation du Kenya a communiqué la déclaration suivante. Le Kenya réitère la déclaration qu'il a précédemment faite sur cette PCS, suscitée par le fait que l'UE a proposé un nouveau règlement portant retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine. Le Kenya a soulevé ce point en tant que préoccupation commerciale spécifique à la précédente réunion du Comité OTC et reste préoccupé par cette question. Il prend note de la réponse que l'UE a donnée lors de la réunion du Comité OTC de mars 2023 et attend avec intérêt le rapport de l'examen actuellement mené par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

3.442. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part de ses préoccupations concernant la notification de l'Union européenne [G/TBT/N/EU/770](#) relative à la proposition de Règlement d'exécution de la Commission, qui suspend l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine. L'alpha-cyperméthrine est enregistrée au Brésil comme un insecticide contre des parasites nuisibles qui portent atteinte à diverses cultures, y compris le soja, le coton, le maïs, les agrumes, les pastèques, les arachides et le café, entre autres produits exportés vers l'Union européenne. La suspension de l'enregistrement de cette substance et la réduction automatique des LMR auront d'importantes répercussions sur les revenus des agriculteurs brésiliens, en particulier les producteurs d'agrumes. Cette substance est essentielle pour lutter contre le verdissement, une maladie qui affecte les vergers d'agrumes du monde entier. Le verdissement a été reconnu par l'Autorité européenne de sécurité des aliments elle-même comme un parasite dont le contrôle est prioritaire, conformément au Règlement délégué de la Commission (UE) n° 2019/1702. Le secteur brésilien des agrumes joue un rôle important dans la création d'emplois dans les campagnes. L'exportation de jus d'orange vers le marché européen a représenté près de 1,1 milliard d'USD en 2022. L'alpha-cyperméthrine est aussi un élément important pour la gestion intégrée des parasites, à condition qu'elle puisse être combinée avec d'autres insecticides pour contribuer à prolonger leur vie utile, afin d'assurer un contrôle efficace des parasites et de maintenir la durabilité de la production végétale. Compte tenu de ce qui précède, le Brésil encourage l'UE à adopter pour les produits importés des LMR conformes aux limites fixées par le Codex Alimentarius. Le Brésil déplore que l'UE n'ait pas prolongé l'approbation de la substance active, qui est arrivée à expiration le 31 octobre. Cette mesure aurait permis de réduire au minimum l'incidence sur les producteurs d'agrumes brésiliens. Parallèlement, les pays européens continuent d'approuver l'"utilisation d'urgence" de cette même substance, exerçant ainsi une discrimination à l'égard des produits importés. Le Brésil souhaiterait recevoir tout renseignement actualisé sur l'examen par l'EFSA des LMR pour l'ensemble du groupe des cyperméthrines.

3.443. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Nous demandons que le soutien que le Paraguay a exprimé et la déclaration qu'il a faite lors de la réunion précédente soient consignés dans le compte rendu.

3.444. *Déclaration de la réunion de mars 2023, dans son intégralité.*<sup>95</sup> Le Paraguay souhaite réitérer l'importance de cette substance dans la lutte contre les parasites qui s'attaquent à des cultures d'une grande valeur économique pour le pays, comme le maïs, le soja, le tournesol et le coton. À cet égard, il demande une fois de plus à l'Union européenne de prendre en considération, lors de la révision des LMR pour cette substance, les informations sur les pesticides fournies par les institutions spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius, de reconsidérer son approche et de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et une pondération des risques réels, conformément aux normes et principes internationaux.

3.445. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Par principe, l'UE souhaite se reporter aux déclarations qu'elle a précédemment faites au Comité OTC sur la question du retrait de l'approbation de cette substance. En ce qui concerne les limites maximales de résidus (LMR), l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) procède actuellement à une révision de l'ensemble du groupe des cyperméthrines. Les limites maximales de

<sup>94</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 694](#).

<sup>95</sup> [G/TBT/M/89](#), paragraphes 2.488-2.489.

résidus du Codex et les tolérances à l'importation existantes seront prises en compte dans cette révision. Après quoi, l'UE analysera les résultats et leur donnera suite, le cas échéant. Si une mesure spécifique sur les LMR se révélait nécessaire, elle serait notifiée au Comité SPS de l'OMC. Au cas où des Membres jugeraient nécessaire de maintenir ou de fixer à des niveaux plus élevés ou différents les LMR de l'UE pour l'alpha-cyperméthrine sur les cultures concernées, qui étaient fondées sur des utilisations antérieures et désormais obsolètes, ils pourraient souhaiter présenter une demande tendant à ce que des tolérances à l'importation soient fixées conformément à l'article 6 du Règlement (CE) n° 396/2005<sup>96</sup> concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale.

### **3.1.3.46 Union européenne – Projet de règlement de l'UE relatif aux batteries (mise en œuvre du Pacte vert), [G/TBT/N/EU/775](#) (ID 685<sup>97</sup>)**

3.446. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le 26 janvier 2021, l'Union européenne a notifié à l'OMC son récent règlement intitulé "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux batteries et aux déchets de batteries, abrogeant la Directive 2006/66/CE et modifiant le Règlement (UE) 2019/1020". La nouvelle réglementation renforcera le système actuel de contrôle des batteries, qui passera d'"instructions" à "réglementation", afin de garantir que les batteries présentes sur le marché de l'UE deviennent durables, performantes et sûres tout au long de leur cycle de vie. La nouvelle réglementation prévoit une supervision complète des batteries portables, des batteries industrielles, des batteries automobiles et des batteries de véhicules électriques. La Chine a fait part de ses préoccupations lors des 86<sup>ème</sup>-90<sup>ème</sup> réunions du Comité OTC de l'OMC. L'UE a déclaré qu'elle souhaitait associer d'autres Membres au processus d'élaboration des politiques, mais n'a pas tenu compte d'autres préoccupations lors de la 90<sup>ème</sup> réunion. Nous souhaitons continuer à faire part de nos préoccupations concernant la teneur en contenu recyclé durant la 91<sup>ème</sup> réunion. Nous soutenons les efforts de l'UE visant à contrôler les batteries et déchets de batteries. Notre branche de production est également préoccupée par ce règlement. Afin de l'aider à le comprendre et à préparer sa mise en conformité à l'avance, la Chine souhaite soulever les préoccupations suivantes: 1. Elle suggère à l'UE de réduire la proportion de cobalt, de lithium et de nickel. La branche de production automobile de la Chine a affirmé que la proportion de cobalt, de lithium et de nickel recyclés, qui était déjà assez stricte auparavant, est considérablement élevée. Par exemple, ce règlement a désormais ajusté les proportions spécifiques de cobalt, de lithium et de nickel, qui passent respectivement, d'ici à 2030, de 12%, 4% et 4% précédemment à 16%, 6% et 6% actuellement. La branche de production automobile de la Chine a toujours du mal à satisfaire à cette exigence avec la technologie actuelle. 2. En ce qui concerne la question de la "fixation du seuil de l'empreinte carbone", la Chine suggère une nouvelle fois que l'UE réglemente l'empreinte carbone une fois que la méthode de calcul de l'empreinte carbone des produits de batterie aura été uniformisée. En outre, des seuils scientifiques et raisonnables d'empreinte carbone devraient être fixés en fonction des objectifs de pic de carbone et de neutralité carbone dans les différentes régions et les différents pays. En outre, la Chine recommande à l'UE de divulguer les progrès réalisés dans l'élaboration des méthodes de calcul de l'empreinte carbone et de permettre aux autres Membres de participer aux discussions tenues à ce sujet. 3. Nous aimerions demander à l'UE d'expliquer plus en détail les raisons des différences importantes entre les délais de mise en œuvre pour les différents types de batteries, et nous proposons d'uniformiser les délais de mise en œuvre concernant l'empreinte carbone des batteries automobiles, des batteries industrielles et des batteries pour moyens de transport légers (MTL). Compte tenu de la complexité de la comptabilisation de l'empreinte carbone, le délai de mise en œuvre devrait être porté à 36 mois après l'entrée en vigueur de la loi.

3.447. 4. La Chine recommande à l'UE de clarifier davantage l'objet et les méthodes spécifiques de mise en œuvre des obligations de diligence raisonnable. 5. Elle recommande à l'UE d'envisager la mise en place d'un système unifié d'enregistrement et de gestion relatif aux fabricants, qui permettrait à ceux-ci d'être reconnus dans les États membres de l'UE en s'enregistrant dans un seul État membre (le pays où se trouve l'importateur, c'est-à-dire le principal pays importateur), plutôt que d'enregistrer individuellement les fabricants de batteries dans les États membres de l'UE, afin

<sup>96</sup> Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la Directive 91/414/CEE du Conseil. J.O. L 70, 16 mars 2005, page 1.

<sup>97</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 685](#).

de promouvoir la facilitation des échanges. 6. La Chine propose à l'UE de mettre en œuvre l'objectif de recyclage des batteries usagées par étapes, et que les fabricants, les recycleurs, les exploitants d'utilisation d'échelon et les démonteurs de véhicules en fin de vie réalisent conjointement cet objectif. 7. Elle demande à l'UE de clarifier les éléments d'essai et la base d'évaluation de l'état de santé des batteries réemployées ou de se référer au Règlement UN R100 des Nations Unies pour les essais. 8. Elle recommande à l'UE de clarifier davantage les exigences spécifiques relatives à la fourniture de renseignements pertinents aux opérateurs en matière de gestion des déchets, tels que la manière d'indiquer l'emplacement des substances dangereuses et les circonstances pour le faire, la manière de se référer clairement aux réglementations européennes en vigueur, telles que la Directive relative aux véhicules hors d'usage ou le Règlement REACH afin d'éviter toute confusion parmi les entreprises.

3.448. La délégation de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie souhaite réitérer les déclarations qu'elle a faites lors de réunions précédentes du Comité OTC à propos du Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux batteries et aux déchets de batteries. Depuis le début de l'examen de cette PCS, la délégation de l'UE a été invitée à fournir des éclaircissements sur la justification scientifique spécifique de la mesure proposée, ainsi que sur les normes internationales pertinentes qui ont servi de base au projet de règlement. Toutefois, ces demandes restent sans réponse. Le 18 janvier 2023, le Conseil de l'UE a distribué le texte final de compromis de la proposition de règlement. Malheureusement, le projet de règlement ne tient pas compte des préoccupations des Membres de l'OMC. Nous demandons instamment à l'UE de tenir compte des questions et des préoccupations soulevées par les Membres aux réunions du Comité OTC lors de la poursuite de l'examen de la proposition de règlement et de leur fournir une justification scientifique spécifique de la mesure proposée.

3.449. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Tout comme la Corée a fait part des préoccupations de sa branche de production au moyen d'une PCS lors de la réunion du Comité OTC de juillet 2022 et d'un échange bilatéral en marge de la réunion, elle demeure préoccupée par les exigences relatives à la facilité de retrait et de remplacement des batteries portables énoncées dans le Règlement de l'UE sur les batteries. En particulier, premièrement, les compétences techniques (niveaux) de la personne ou de l'opérateur qui retire/remplace les batteries; deuxièmement, les outils disponibles pour retirer et remplacer les batteries; et, troisièmement, les produits à exempter des exigences relatives à la facilité de retrait et de remplacement des batteries portables. Nous demandons à l'UE de réexaminer les trois préoccupations et d'assouplir les exigences correspondantes, car elles sont trop difficiles à respecter pour la branche de production. Pour de plus amples détails, la Corée souhaiterait renvoyer l'UE aux déclarations qu'elle a faites sur les PCS à la réunion de juillet 2022, et elle espère discuter de ces questions de manière bilatérale avec l'UE à l'avenir.

3.450. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite remercier la Chine pour ses observations sur la proposition de règlement de l'UE relatif aux batteries. Elle a pris bonne note des observations de la Chine et propose d'y donner suite de manière bilatérale. Le Règlement de l'UE relatif aux batteries a été voté par le Parlement européen la semaine dernière et la publication officielle est attendue cet été. S'agissant du calendrier de mise en œuvre des travaux sur l'empreinte carbone, les travaux concernant les batteries pour véhicules électriques sont les plus avancés, car les parties prenantes y avaient déjà consacré beaucoup d'efforts dans le passé. Le Centre commun de recherche de la Commission européenne a récemment publié ses recommandations concernant l'acte délégué, lesquelles serviront de contributions à la poursuite du processus d'élaboration de l'acte délégué, en même temps que le retour d'information des parties prenantes.

### **3.1.3.47 Union européenne – Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité (mise en œuvre du Pacte vert) (ID 690<sup>98</sup>)**

3.451. La délégation de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie souhaite réitérer sa préoccupation concernant la Stratégie européenne relative aux produits chimiques pour la durabilité. En décembre 2022, la Commission européenne a publié la recommandation pour des produits chimiques sûrs et durables, qui contient une classification des propriétés dangereuses et de leur influence sur la santé humaine et l'environnement. Cependant, la classification est basée sur le Règlement REACH qui manque de données de laboratoire et de données

<sup>98</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 690](#).

épidémiologiques, ou de justification scientifique. L'UE continue d'imposer des restrictions commerciales unilatérales sous le couvert du Pacte vert pour l'Europe, en dépit des règles de l'OMC. Aucune des questions que nous avons soulevées dans le cadre du Comité depuis juin 2021, sur cette stratégie, n'a fait l'objet d'une réponse. Nous demandons instamment à l'UE de fournir des réponses aux questions soulevées lors des précédentes réunions du Comité OTC. En outre, il est inquiétant que l'UE lie le respect de ses engagements en matière de transparence à des raisons qui ne sont pas liées à l'OMC, puisqu'elle a refusé de dialoguer sur cette question. La transparence est un pilier important de cette organisation. L'UE en a reconnu l'importance à de nombreuses occasions. Il est regrettable que les actions de l'UE aillent à l'encontre de ses paroles.

**3.1.3.48 Égypte – Mesure relative à la certification halal, fondée sur la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia), [G/TBT/N/EGY/313](#), [G/TBT/N/EGY/313/Add.1](#), [G/TBT/N/EGY/313/Add.2](#) (ID 718<sup>99</sup>)**

3.452. La délégation du Kenya a communiqué la déclaration suivante. Le Kenya renvoie à sa déclaration précédente sur cette préoccupation commerciale spécifique. Il a soulevé cette question en tant que préoccupation commerciale spécifique à la précédente réunion du Comité OTC et reste préoccupé à cet égard. La préoccupation du Kenya quant à ce règlement tient à ce que les autorités égyptiennes insistent pour que seules les entreprises de leur pays puissent procéder à la certification halal. Le Kenya dispose d'organismes de certification halal avec lesquels l'Égypte peut travailler en partenariat pour atteindre ses objectifs en matière de certification halal. Il estime que cette mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire lorsque l'Égypte prescrit que seule l'ISEG Halal Egypt peut certifier les importations en provenance d'autres pays. Cette mesure contrevient à l'article 2.2 de l'Accord OTC. Elle est également contraire au principe du traitement national en limitant les entités habilitées à procéder à la certification halal. Cela contrevient à l'article 2.1 de l'Accord OTC. Cette mesure sera trop coûteuse pour les exportations du Kenya vers le marché égyptien, ce qui rendra les produits kényans non compétitifs. Le Kenya propose donc que l'Égypte envisage la reconnaissance mutuelle des organismes kényans de certification halal, conformément à l'article 6 de l'Accord OTC de l'OMC. Nous attendons une réponse à cette proposition. Nous attendons avec intérêt d'examiner la norme une fois que la nouvelle version aura été notifiée au Comité OTC de l'OMC.

3.453. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite faire part de ses préoccupations à l'égard des prescriptions relatives à la certification halal mises en place à compter du 1er octobre 2021 et fondées sur la norme halal égyptienne 4249/2014. La branche de production de l'UE s'inquiète de l'incidence négative que cette mesure aurait sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte. L'UE se félicite du fait que la mise en œuvre de la prescription relative aux produits laitiers ait été suspendue à plusieurs reprises, tout dernièrement, jusqu'au 30 septembre, au moyen de l'addendum le plus récent, qui a été introduit le 16 juin. Nous tenons à saluer cette grande souplesse des autorités égyptiennes, qui est très utile aux opérateurs économiques. L'UE a présenté des observations écrites le 26 janvier 2022 et souhaiterait recevoir une réponse des autorités égyptiennes. Dans ce contexte, nous saluons la notification communiquée par l'Égypte en août 2022, reproduite dans l'addendum à la notification 313 ([G/TBT/N/EGY/313/Add.3](#)), laquelle fournit des codes SH supplémentaires concernant les produits visés ainsi que des renseignements sur les procédures pertinentes et sur les prescriptions en matière d'étiquetage. Toutefois, il manque encore un certain nombre de renseignements importants et pratiques pour les opérateurs économiques, tels que les délais de délivrance des certificats par IS EG Halal, des précisions sur les audits, etc. Enfin, l'observation de l'UE concernant la position de monopole détenue par IS EG Halal ne semble pas avoir été prise en compte non plus.

3.454. À cet égard, l'UE souhaite inviter l'Égypte à reconsidérer la décision d'accorder le droit de certifier la conformité aux prescriptions halal à une seule entreprise, IS EG Halal, et à prévoir un système de certification halal qui autoriserait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales. La certification par IS EG Halal de produits provenant d'établissements déjà certifiés par d'autres sociétés constitue une duplication inutile et prolongerait les délais de commercialisation et augmenterait les coûts pour les consommateurs. L'UE souhaite aussi demander à l'Égypte d'envisager de maintenir le caractère volontaire de la certification et de l'étiquetage halal pour les produits laitiers, afin de remplir l'objectif légitime

<sup>99</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 718](#).

consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indûment les flux commerciaux. Les consommateurs devraient être en mesure de décider s'ils souhaitent ou non acheter des produits alimentaires certifiés halal en s'appuyant sur un étiquetage clair. L'UE serait reconnaissante à l'Égypte si elle pouvait envisager d'autres mesures de facilitation des échanges, par exemple, exiger une certification halal pour le produit et non par contenant, ainsi que des coûts proportionnels de la certification halal qui tiennent compte de la pratique internationale et qui correspondent au coût des services rendus. Enfin, elle souhaite demander à l'Égypte quelles sont les étapes concrètes envisagées pour fournir aux parties prenantes des renseignements complets sur les nouvelles mesures et des orientations écrites claires et accessibles au public, y compris une description détaillée de la procédure de certification, sa durée, ses coûts et les documents requis, ainsi que des renseignements sur le processus d'enregistrement des fournisseurs. Elle est prête à travailler avec l'Égypte pour trouver des solutions qui permettraient d'éviter les conséquences négatives de cette mesure sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte.

3.455. La délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde s'associe à d'autres Membres de l'OMC pour exprimer ses préoccupations concernant les nouvelles exigences de l'Égypte en matière de certification halal pour tous les produits alimentaires et boissons importés. Dans le contexte de la norme égyptienne ES 4249/2014 relative aux prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia, l'Inde souhaite obtenir des renseignements détaillés sur la mise en œuvre de cette norme. En outre, elle demande à l'Égypte de reconsidérer la décision d'accorder à une seule entité le droit de certifier la conformité aux exigences halal et lui demande de mettre en place un système permettant à d'autres entités de certification de procéder également aux certifications. Compte tenu des problèmes que pose actuellement cette mesure, l'Inde demande à l'Égypte d'en retarder la mise en œuvre jusqu'à ce que ces difficultés soient résolues.

3.456. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada demeure préoccupé à l'égard des nouvelles prescriptions en matière de certification halal pour tous les produits alimentaires et boissons importés. Bien que le Canada comprenne l'objectif de l'Égypte, qui consiste à donner aux consommateurs égyptiens la certitude que les produits certifiés halal qu'ils achètent et consomment le sont effectivement, nous pensons que de telles mesures ne doivent pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international ou être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre cet objectif. Le Canada se félicite du report de la mise en œuvre de la certification halal pour les produits laitiers par l'Égypte au 30 septembre 2023. Toutefois, les exportateurs canadiens ont besoin de disposer de plus d'informations et de temps pour s'adapter à ces nouvelles mesures. Le manque de clarté actuel concernant les procédures et les structures tarifaires, les précisions sur les contrôles, les exigences en matière de documentation et le processus de mise en œuvre spécifique continue d'être une source d'ambiguïté et d'incertitude. Compte tenu de ces préoccupations, le Canada renvoie aux déclarations qu'elle a faites précédemment devant ce comité et demande instamment à l'Égypte de réexaminer la mise en œuvre de cette mesure. L'absence de protocole de mise en œuvre clair, associée à l'accroissement non nécessaire des coûts et de la charge administrative souligne par ailleurs la nécessité pour l'Égypte de reconsidérer cette mesure.

3.457. Le Canada encourage vivement l'Égypte à engager des discussions ouvertes et transparentes avec ses partenaires commerciaux afin de communiquer des renseignements, de préciser les prescriptions liées à cette nouvelle mesure et de réfléchir aux conséquences que celle-ci pourrait avoir sur les échanges. Le Canada recommande également à l'Égypte d'étudier la possibilité d'établir un bureau de certification halal au Canada afin de faciliter les échanges, un arrangement analogue à ceux qu'il a conclus dans d'autres pays Membres. Jusqu'à ce qu'il soit répondu à ces préoccupations, le Canada demande à l'Égypte de bien vouloir suspendre la mise en œuvre de la mesure. Cela permettrait d'instaurer le dialogue et la collaboration nécessaires entre les deux nations, favorisant ainsi un environnement propice au commerce et assurant une transition sans heurt pour les exportateurs canadiens.

3.458. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'Égypte pour les communications et les discussions bilatérales en cours sur la mise en œuvre de nouvelles prescriptions en matière de certification halal pour les denrées alimentaires et les boissons d'origine animale. Elle saisit également cette occasion pour souligner l'importance et la nécessité de poursuivre une communication ouverte et transparente sur ces exigences au sein des forums internationaux afin d'assurer une compréhension mutuelle et de permettre à l'Égypte de réaliser ses objectifs politiques tout en veillant à ce que les mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. À la suite des déclarations faites lors de la réunion du Comité OTC



en mars 2023, l'Australie demande respectueusement que soient communiqués de plus amples renseignements sur les processus et procédures à suivre dans le cadre des contrôles d'installations des abattoirs et des usines qui exportent – y compris des produits laitiers – qui doivent être effectués par IS EG Halal. L'Australie demande également que les renseignements de cette nature soient communiqués dans le cadre d'un projet de mesure technique à notifier à l'OMC, idéalement sous la forme d'un document principal plutôt que d'un addendum. L'Australie note une nouvelle fois qu'elle a présenté des observations écrites concernant la notification OTC [G/TBT/N/EGY/313](#) en janvier 2022 et qu'elle souhaiterait recevoir une réponse de l'Égypte. Elle invite en outre l'Égypte à notifier séparément au Comité OTC la norme égyptienne révisée ES 4249, "Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia", tel qu'il est indiqué dans l'addendum 3, avant sa mise au point définitive et sa publication. L'Australie se félicite des discussions en cours sur la mise en œuvre des nouvelles mesures égyptiennes de certification halal.

3.459. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Bien que le gouvernement des États-Unis apprécie les efforts continus et constructifs de l'Égypte pour répondre aux questions de ses partenaires commerciaux, il reste préoccupé par sa mise en œuvre des exigences halal pour les produits laitiers et par l'incertitude qui en résulte sur le marché. Les États-Unis remercient l'Égypte pour la notification présentée au Comité OTC de l'OMC le 16 juin 2023 informant les Membres du report de la mise en œuvre de la mesure jusqu'au 30 septembre 2023, date à laquelle le lait et les produits laitiers devront être accompagnés d'un certificat halal. Lors de nos précédentes interventions et discussions bilatérales, les États-Unis ont fait part de la nécessité d'obtenir des renseignements additionnels qui apporteraient à ses exportateurs une clarté dont ils ont besoin pour comprendre la mesure égyptienne relative aux prescriptions halal applicables aux produits laitiers et s'y conformer. Toutefois, nous reformulons les questions en trois demandes spécifiques afin d'indiquer clairement à l'Égypte ce que les États-Unis demandent. Jusqu'à ce que les renseignements soient fournis, nous réitérons une nouvelle fois la nécessité que l'Égypte suspende les prescriptions halal en vigueur applicables aux produits laitiers.

3.460. Premièrement, les États-Unis demandent à l'Égypte de publier un règlement technique officiel énonçant les procédures d'application pour tous les produits laitiers dont l'importation est subordonnée à une certification halal. Bien que l'Égypte ait renvoyé les questions précédentes relatives à la mise en œuvre à IS EG Halal, un certificateur privé, les précisions concernant les structures tarifaires, les exigences en matière de documentation, les exigences en matière de processus de production, les méthodes d'essai, etc. relèvent de la responsabilité de l'autorité réglementaire. Nous encourageons le gouvernement égyptien à publier ces précisions afin de garantir une mise en œuvre uniforme de cette mesure et de préserver l'intégrité halal. Deuxièmement, les États-Unis demandent à l'Égypte de fournir une liste des produits qui doivent être certifiés halal. Ils notent que dans le troisième addendum à sa notification, l'Égypte a communiqué, sous la cote [G/TBT/N/EGY/313/Add.3](#), une liste de codes SH pour les produits laitiers requérant une certification halal. Toutefois, ce troisième addendum indique également que la norme égyptienne (ES) 4249 constitue la base de la prescription de certification halal. Nous croyons comprendre que l'ES 4249 a été révisée et fait état de la certification halal pour les produits laitiers auxquels des graisses animales ou des graisses ont été ajoutées. Les États-Unis savent que l'unique certificateur halal exige une certification halal pour des produits agricoles additionnels ne relevant pas du champ d'application de l'addendum et de l'ES 4249. Compte tenu de cette divergence, les États-Unis demandent à l'Égypte de publier une liste claire des produits qui doivent être certifiés halal et de la notifier au Comité OTC de l'OMC, si le champ d'application de la mesure est différent de ce qui a été notifié précédemment. Enfin, ils renouvellent leur demande que l'Égypte autorise les organismes de certification établis à l'étranger à continuer d'offrir la certification halal pour les produits exportés vers l'Égypte. La multiplicité de sociétés de certification halal renforce l'assurance halal tout en réduisant les coûts de certification. L'Égypte a-t-elle fixé une échéance pour l'approbation d'organismes de certification additionnels? Les États-Unis remercient l'Égypte de demeurer disposée à travailler avec eux et d'autres partenaires commerciaux afin de s'assurer que les exportateurs disposent de renseignements adéquats pour comprendre ses nouvelles prescriptions en matière de certification halal et s'y conformer. Les États-Unis apprécient les réponses communiquées par l'Égypte dans le cadre de leurs échanges bilatéraux et se réjouissent à la perspective de poursuivre leur coopération en matière de réglementation.

3.461. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande constate que la norme halal définitive n'a toujours pas été publiée ni rendu disponible. Elle demande à l'Égypte de ménager une période de mise en œuvre raisonnable d'au moins 6 à 12 mois, une fois que cette norme aura fait l'objet d'une consultation et aura été notifiée

à l'OMC sous sa forme définitive, afin de donner aux exportateurs le temps de comprendre la nouvelle norme et de s'y conformer. Nous nous attendons également à ce que toutes les nouvelles exigences qui accompagnent la nouvelle norme halal de l'Égypte, y compris en matière d'enregistrement, de contrôle et d'étiquetage, soient promulguées par le ministère compétent et nous demandons que celles-ci soient également notifiées à l'OMC, en prévoyant un délai suffisant pour permettre aux Membres de communiquer leurs observations et aux entreprises de mettre en œuvre les nouvelles prescriptions. Nous invitons l'Égypte à clarifier la procédure d'agrément des nouveaux organismes de certification halal pour la certification des exportations vers le marché égyptien, conformément aux meilleures pratiques internationales. La Nouvelle-Zélande note que le fait d'autoriser plusieurs organismes de certification bien établis à délivrer la certification halal des produits rendra la réglementation halal égyptienne moins restrictive pour le commerce, réduira également l'impact du double emploi et d'autres coûts non nécessaires sur les consommateurs, contribuera à résoudre les problèmes de la chaîne d'approvisionnement et favorisera la sécurité sanitaire globale des produits alimentaires en Égypte.

3.462. La délégation de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse continue de suivre cette question avec intérêt. Nous partageons les préoccupations exprimées par d'autres Membres en ce qui concerne les prescriptions relatives à la certification halal et renvoyons à nos déclarations précédentes prononcées devant ce comité. Plus particulièrement, nous demandons une nouvelle fois à l'Égypte de reconnaître les organismes de certification halal étrangers et de clarifier les critères d'acceptation des certificats halal étrangers. Afin d'éviter les ambiguïtés et les incertitudes, la Suisse invite également l'Égypte à publier des lignes directrices claires à l'intention des parties prenantes sur les procédures de mise en œuvre spécifiques.

3.463. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réitère sa préoccupation et demande que la déclaration qu'elle a faite lors de la réunion précédente soit consignée dans le compte rendu.

3.464. *Déclaration de la réunion de mars 2023, dans son intégralité.*<sup>100</sup> Nous remercions les délégations des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne, de l'Inde, du Kenya et du Canada d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour du Comité et demandons qu'il soit pris acte de l'appui du Paraguay. Le Paraguay partage l'intérêt de l'Égypte d'apporter à ses consommateurs une certitude quant à l'achat et à la consommation de produits certifiés halal, mais estime que l'absence de renseignements clairs et de précisions sur les procédures de mise en œuvre empêche les opérateurs de s'adapter pour s'y conformer. Il demande à nouveau à l'Égypte de suspendre la mise en œuvre des nouvelles prescriptions en matière de certification halal jusqu'à ce que les Membres disposent de tous les renseignements demandés et que les opérateurs commerciaux aient eu suffisamment de temps pour s'adapter afin de s'assurer de leur conformité.

3.465. En réponse, la délégation de l'Égypte a communiqué la déclaration suivante. L'Égypte remercie les États-Unis, l'Union européenne, le Paraguay, la Suisse, l'Inde, le Kenya, le Canada, la Nouvelle-Zélande, et l'Australie pour l'intérêt qu'ils portent à cette question et pour la poursuite des échanges à cet égard, tout en reconnaissant notre droit à adopter les prescriptions en matière de certification halal que nous jugeons nécessaires et appropriées pour atteindre notre objectif général légitime dans le respect de nos obligations au titre de l'Accord OTC. Prenant acte des observations formulées par ses partenaires commerciaux lors de la précédente réunion du Comité et des réunions bilatérales que nous avons tenues avec eux, l'Égypte aimerait insister sur le fait qu'elle a adopté, depuis l'introduction de la prescription relative au lait et aux produits laitiers par l'Organisation générale des services vétérinaires (GOVS), un certain nombre de mesures de facilitation tout en prolongeant le délai imparti pour permettre de se conformer à cette prescription depuis plus d'un an maintenant. Les opérateurs économiques ont ainsi disposé d'un délai approprié pour s'adapter à l'ensemble des prescriptions. Il convient en outre de noter que, déjà dans sa notification initiale, l'Égypte avait clairement établi que l'organisme de certification reconnu par l'Organisation générale des services vétérinaires était ISEG Halal. Les opérateurs économiques ont ainsi disposé d'un délai approprié pour s'adapter à l'ensemble des exigences. Il est également important de noter que depuis sa notification initiale, l'Égypte a clairement indiqué que l'organisme de certification actuellement reconnu par l'Organisation générale des services vétérinaires est l'ISEG Halal. D'ailleurs, de nombreux exportateurs se sont adressés à ISEG Halal et ont obtenu la certification halal avec succès.

<sup>100</sup> [G/TBT/M/89](#), paragraphe 2.275.



3.466. L'Accord OTC établit expressément que les Membres de l'OMC doivent protéger leurs intérêts légitimes selon leur propre autonomie en matière de réglementation. Il importe également de préciser que la norme égyptienne ES 4249 ne prévoit pas, et ne doit pas prévoir, d'exigences de supervision pour un organisme de certification particulier. L'Égypte a notifié l'addendum [G/TBT/N/EGY/313/Add.5](#) concernant une prolongation jusqu'au 13 septembre 2023 de la période pendant laquelle les importations de lait et de produits laitiers non accompagnées d'un certificat halal sont autorisées à entrer en Égypte. En outre, les autorités compétentes préparent une décision sur les exigences relatives à l'importation de lait et de produits laitiers halal, afin de clarifier les points et les questions soulevés à cet égard. La décision clarifie l'étendue des produits visés et les procédures d'évaluation de la conformité en vue de la délivrance des certificats halal. Je tiens également à rappeler au Comité que l'Égypte a pris des mesures visant à faciliter l'application de cette décision en portant une attention particulière aux considérations et aux intérêts de nos partenaires commerciaux.

3.467. Il convient de noter que nous avons reçu des questions spécifiques de la part de certains Membres et que nous avons répondu à un grand nombre d'entre-elles. Nos collègues en poste dans la capitale examinent les questions restantes. Nous communiquerons les réponses y relatives en temps voulu, conformément au règlement intérieur du Comité. Enfin, je tiens à souligner que l'Égypte s'engage à poursuivre ses échanges bilatéraux sur la question avec tous ses partenaires commerciaux intéressés et à prendre en compte leurs préoccupations, le cas échéant, et est déterminée à respecter les prescriptions en matière de transparence prévues par l'Accord OTC.

#### **3.1.3.49 République de Corée – Règlement sur le soutien de la production de modules solaires à faibles émissions de carbone (ID 744<sup>101</sup>)**

3.468. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Depuis le 13 juillet 2020, le "Règlement sur le soutien de la production de modules solaires à faibles émissions de carbone" de la Corée impose aux fournisseurs de modules photovoltaïques de présenter des qualifications en matière de certification de faibles émissions de carbone. L'organisme de vérification est l'Agence coréenne de l'énergie et le Centre coréen des énergies nouvelles et renouvelables, qui relèvent du Ministère du commerce et de l'industrie de la Corée. Conformément aux articles 5 et 12 de ce règlement, les émissions totales de carbone générées pendant toute la phase de fabrication des modules photovoltaïques au silicium cristallin dans le pays et à l'étranger ont été quantifiées et calculées. Il existe deux types de certification d'empreinte carbone: 1. la méthode standard coréenne de la mesure du coefficient d'émission de carbone; 2. la méthode de l'analyse du cycle de vie (ACV). Cependant, les facteurs de coefficient des émissions nationales de carbone pour la production d'électricité en Chine qui sont utilisés par la partie coréenne sont tout à fait désuets et ne correspondent pas à la réalité. En revanche, la méthode de certification ACV a été adoptée par les entreprises chinoises, mais personne n'a été certifié. Les entreprises chinoises de produits photovoltaïques ont présenté des demandes depuis plus de deux ans, mais personne n'a été certifié, pour des raisons que l'on ignore. En raison de l'impossibilité d'obtenir une certification de l'empreinte carbone, les ventes totales des fabricants chinois en Corée ont été réduites de près de 200 millions de dollars EU au cours des deux dernières années et leur part en 2022 a été réduite d'environ 40% par rapport à 2021.

3.469. Il faut donc espérer que la partie coréenne envisagera des exigences raisonnables et continuera d'exhorter les départements coréens compétents à: 1. adopter les tout derniers facteurs de coefficient des émissions nationales de carbone pour la production d'électricité publiés par le Ministère de l'écologie et de l'environnement de la Chine à des fins comptables; 2. procéder à un audit ACV conformément aux normes ISO et à publier le processus d'audit, le temps d'audit et les normes; 3. mener à bien une inspection et un audit des usines sur place dans les meilleurs délais, et à fournir une réponse responsable, et à ne pas prendre de mesures discriminatoires avant que les résultats de l'audit ne soient annoncés.

3.470. En réponse, le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée souhaiterait remercier la Chine de l'intérêt qu'elle continue de porter à son "Règlement sur le soutien de la production de modules solaires à faibles émissions de carbone". Elle a répondu aux préoccupations de la Chine à la réunion du Comité OTC de l'OMC de mars et de juillet en 2022, et à la réunion du Comité OTC de novembre l'année dernière. Elle a dit que, si la Chine pouvait présenter des renseignements plus spécifiques sur ses préoccupations (par exemple l'intitulé

---

<sup>101</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 744](#).

et le nombre des normes reconnues au niveau international qui étaient pertinentes, les cas réels de retards de certification, les cas où des secrets commerciaux ou des renseignements sensibles doivent être divulgués inutilement, etc.), il serait possible de fournir une réponse plus détaillée et utile à la Chine. Or la Corée n'a reçu aucune observation apportant de tels renseignements de fond de la part de la Chine. Elle demande à la Chine de coopérer pour résoudre cette question de manière constructive.

### **3.1.3.50 Union européenne – Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle (législation sur l'intelligence artificielle) et modifiant certains actes législatifs de l'Union (ID 736<sup>102</sup>)**

3.471. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le 11 novembre 2021, l'Union européenne (UE) a notifié à l'OMC le "Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles harmonisées sur l'intelligence artificielle (loi sur l'intelligence artificielle) et modifiant certains actes législatifs de l'Union" ([G/TBT/N/EU/850](#)), qui régit la définition, l'application, l'accès aux marchés, les sanctions et d'autres aspects de la technologie de l'intelligence artificielle. Ce règlement est le premier cadre juridique régissant l'intelligence artificielle (IA) dans l'UE, qui vise à renforcer les contrôles de l'UE concernant les risques liés à l'utilisation de la technologie de l'IA, en vue de protéger la sécurité et les droits fondamentaux des utilisateurs et des entreprises. Compte tenu de l'importance de cette loi pour le secteur de l'IA, nous avons communiqué nos observations à l'UE par l'intermédiaire du point d'information OTC de la Chine pour l'OMC en janvier 2022, et nous avons reçu la réponse de l'UE. Nous avons également fait part de nos préoccupations concernant cette loi lors des quatre-vingt-septième et quatre-dixième réunions du Comité OTC, et nous nous félicitons des explications et des précisions supplémentaires qui nous ont été apportées en réponse à nos préoccupations. Toutefois, nous avons encore des hésitations en ce qui concerne l'évaluation de la conformité et les sanctions qui sont des questions tout à fait essentielles pour nous, et nous souhaiterions donc exprimer des préoccupations à la réunion en cours.

3.472. Nous soutenons les efforts déployés par l'UE pour régir l'intelligence artificielle mais, afin d'éviter que des obstacles non nécessaires au commerce ne soient créés, la Chine souhaite soulever les préoccupations suivantes: 1. Nous tenons à souligner qu'il n'est pas approprié de déterminer si un système d'IA a besoin d'un organisme notifié tiers pour participer à l'évaluation de la conformité conformément à la prescription figurant à l'annexe II A. Nous utilisons l'exemple ci-après pour illustrer notre proposition: lorsqu'un équipement radioélectrique est défini comme un système d'IA, il doit être conforme à la fois à la Directive relative aux équipements radioélectriques (Directive RED) et au règlement sur l'IA; évaluation de la conformité visée par la Directive RED: en ce qui concerne la prescription énoncée à l'article 3.2 de la Directive RED, on procédera à une évaluation de la conformité faisant intervenir un organisme notifié, si ces normes harmonisées sont partiellement appliquées ou ne sont pas appliquées ou n'existent pas. C'est clair pour notre branche de production. Évaluation de la conformité du règlement sur l'IA: le produit respecte toutes les normes harmonisées ou, s'il y a lieu, les spécifications communes visées à l'article 41, et le fabricant du produit a le droit de déroger à une évaluation de la conformité par un tiers. Cependant, conformément au projet de règlement sous sa forme actuelle, pour les systèmes d'IA à haut risque auxquels s'appliquent les actes juridiques énumérés à l'annexe II, section A, le fournisseur procède à l'évaluation de la conformité selon les modalités requises par ces actes juridiques. 2. Nous voudrions insister sur le fait que les sanctions et les amendes doivent être proportionnelles à la performance réelle. L'article 71 prévoit une amende pouvant aller jusqu'à 2% du chiffre d'affaires annuel mondial total, ce qui nous semble plus élevé qu'il n'est approprié. Il est recommandé d'ajuster les prescriptions pertinentes conformément à l'article 21 de la Directive 2017/2394 de l'UE "jusqu'à X % du chiffre d'affaires annuel du commerçant dans l'État membre ou les États membres concernés".

3.473. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite remercier la Chine pour l'intérêt qu'elle continue de porter à cette mesure. Elle souhaite renvoyer aux réponses qu'elle a déjà fournies aux observations reçues au sujet de cette mesure. S'agissant de l'article 43.3, elle tient à indiquer qu'il clarifie spécifiquement les procédures à suivre pour les systèmes d'IA à haut risque visés par l'annexe II.A. En particulier, il impose au fournisseur de procéder à l'évaluation de conformité pertinente prescrite au titre de ces actes juridiques. Il précise également que, lorsque les actes juridiques énumérés à l'annexe II.A permettent au fabricant du produit de déroger à l'évaluation de la conformité par un tiers, à condition

<sup>102</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 736](#).

qu'il ait appliqué toutes les normes harmonisées relatives à toutes les exigences pertinentes, ce fabricant peut faire usage de cette possibilité uniquement s'il a également appliqué des normes harmonisées ou, selon qu'il sera approprié, des spécifications communes visées à l'article 41, qui couvrent les exigences énoncées au chapitre 2, titre – Systèmes d'IA à haut risque. Le système de sanctions prévu dans le projet notifié s'inspire du modèle présenté dans le nouveau cadre législatif, mais aussi d'autres textes législatifs, comme le Règlement général sur la protection des données. De ce fait, les États membres demeurent responsables de l'établissement des règles relatives aux sanctions applicables en cas d'infractions aux dispositions du projet notifié, y compris les amendes administratives. Toutefois, des éléments d'harmonisation sont fournis, notamment pour le plafonnement des amendes et les types d'infractions correspondantes. La référence au "chiffre d'affaires annuel mondial total" est conforme à la législation déjà applicable dans le domaine de la protection des données (Règlement général sur la protection des données). Le plafond est de 2% pour la fourniture d'informations incorrectes, incomplètes ou trompeuses aux organismes notifiés et aux autorités nationales compétentes, mais il appartient aux États membres de prévoir dans la législation nationale le montant applicable à l'infraction constatée. Enfin, l'UE prend note de la demande relative à la période de transition, mais estime que cette période est suffisante pour permettre à la branche de production de s'adapter au nouveau texte législatif.

### **3.1.3.51 Maroc – Évaluation de la conformité, [G/TBT/N/MAR/28](#) (ID 779<sup>103</sup>)**

3.474. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le 18 décembre 2019, le Maroc a notifié au Comité OTC de l'OMC la vérification de la conformité de certains produits industriels importés sous la cote [G/TBT/N/MAR/28](#). L'UE a adressé ses observations en janvier 2020 puis a organisé des discussions bilatérales et envoyé des lettres. En dépit de ces discussions, la partie européenne reste préoccupée. S'agissant du système de contrôle de la conformité des produits industriels, le Maroc nous a informés que le cadre législatif ne faisait pas de distinction entre les produits importés et ceux qui sont fabriqués dans le pays. Toutefois, les arrangements prévus pour vérifier la conformité dépendent selon qu'il s'agit de produits importés ou de produits locaux. Depuis l'introduction du nouveau système en février 2020, les contrôles des produits industriels importés ont été externalisés et semblent exiger l'obtention systématique d'un certificat de conformité émis par l'un des organes agréés, ce qui est très astreignant et onéreux. En revanche, les contrôles des produits locaux sont effectués sur la base d'un plan de surveillance du marché national et fondés sur les risques en fonction des produits en question, donc sur une base non systématique. Cette différence de traitement nous semble problématique et pourrait constituer une discrimination. L'Accord OTC (article 5.1) dispose que les procédures d'évaluation de la conformité seront élaborées, adoptées et appliquées de manière que les fournisseurs de produits similaires originaires du territoire d'autres Membres y aient accès à des conditions non moins favorables que celles qui sont accordées aux fournisseurs de produits similaires d'origine nationale, dans une situation comparable. Pour certains produits, ces contrôles sont effectués sur le lieu d'origine et pour d'autres lors de leur arrivée au Maroc. Le Maroc pourrait-il expliquer ce qui justifie le choix d'assujettir un produit à l'une ou l'autre des procédures?

3.475. La procédure marocaine d'évaluation de la conformité qui s'applique aux produits visés crée un obstacle non nécessaire au commerce international car les procédures semblent plus strictes qu'il n'est nécessaire pour donner au Maroc assez de certitude que les produits sont conformes aux prescriptions figurant dans les règlements techniques. À cet égard, certains aspects des procédures doivent être clarifiés, en établissant par exemple s'il est possible pour les importateurs d'éviter de dupliquer la procédure d'évaluation de la conformité pour tout lot expédié vers le Maroc, ce qui semble inutilement astreignant, en particulier pour les produits présentant moins de risque. Il est arrivé que les exportateurs reçoivent des renseignements contradictoires de la part des organismes d'évaluation de la conformité chargés de procéder à des évaluations; et certains ont été invités à présenter des renseignements commerciaux sensibles. En outre, pour les règlements techniques marocains qui imposent l'utilisation des normes marocaines correspondant aux normes internationales et à celles de l'UE, le Maroc devrait accepter les certificats de l'UE qui sont fondés sur les mêmes normes internationales et européennes et qui sont émis par des laboratoires agréés par l'ILAC, comme le font de nombreux pays dans le monde entier. Nous rencontrons un autre problème important: certains règlements marocains s'écartent des normes internationales sans qu'aucune justification adéquate ne soit fournie. Le processus de normalisation et la transformation qui en découle des normes nationales en règlements techniques obligatoires soulève également des questions de transparence. Nous serions reconnaissants au Maroc de bien vouloir prendre ces

<sup>103</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 779](#).

préoccupations en considération et d'entreprendre le réexamen de son système d'évaluation de la conformité. Nous sommes prêts à poursuivre les discussions bilatérales afin de clarifier la question.

3.476. Le représentant du Maroc n'a pas fourni de réponse aux préoccupations exprimées.

### **3.1.3.52 Inde – Prescriptions de sécurité concernant le système rechargeable de stockage d'énergie, applicables à la chaîne de traction électrique des véhicules (AIS-038 et AIS-156) (ID 774<sup>104</sup>)**

3.477. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE continue de soutenir les efforts que l'Inde déploie pour améliorer la sécurité de sa flotte de véhicules électriques et celle des passagers. La participation de plus en plus volontariste de l'Inde aux travaux du groupe de travail informel de l'ONU sur la sécurité des véhicules électriques au cours des dernières années est particulièrement remarquable. L'UE a déjà fait part de ses vives préoccupations au sujet de la deuxième révision proposée de la norme AIS-038, qui s'écarte fortement des règles convenues sur le plan international, à savoir le Règlement technique mondial n° 20 de l'ONU. Elle remercie les autorités indiennes d'avoir depuis fait preuve d'une certaine compréhension pour ses préoccupations. Nous croyons comprendre que l'Association indienne pour la recherche automobile (ARAI) a organisé un certain nombre d'échanges avec les représentants de l'industrie automobile de l'UE, en vue d'harmoniser les normes AIS avec le Règlement R100 et le Règlement technique mondial n° 20 de l'ONU, de supprimer les prescriptions restrictives pour la conception, d'harmoniser les prescriptions juridiques et de les énoncer clairement pour en assurer l'interprétation et l'application communes (risque de non-conformité). En conséquence, l'ARAI a élaboré une proposition modifiant les normes AIS. L'UE se réjouit également que le Ministère des transports routiers et autoroutes ait engagé un examen interne au sein de l'équipe spéciale sur la base de la proposition de l'ARAI, mais il serait utile qu'il examine déjà la possibilité de rencontrer les parties prenantes et anticipe l'entrée en vigueur des prescriptions révisées. Elle demande à l'Inde, dans le cadre de l'examen en cours des normes AIS, de continuer d'étudier l'incidence des délais accordés à l'industrie.

3.478. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde souhaite formuler les observations ci-après en plus des observations détaillées formulées à la réunion précédente: le Comité d'experts a analysé la norme AIS-038 (révision 2) en ce qui concerne les doléances de l'Association allemande de l'industrie automobile et de la branche de production coréenne. Après avoir examiné les modifications qu'il est proposé d'apporter aux normes et le but visé des clauses de la norme, les recommandations/suggestions ci-après ont été examinées en vue de leur acceptation: i) Le Comité a recommandé que toute solution technique destinée à prévenir les courants de circulation conduisant à des situations dangereuses puisse être acceptée. Il pourrait également s'agir de circuits parallèles actifs. ii) En ce qui concerne les suggestions visant un espacement suffisant entre cellules, le Comité a recommandé que la distance suffisante de l'espacement entre cellules ou d'autres variantes technologiques adéquates soit maintenue en vue d'un transfert thermique efficace provenant de la cellule pour isoler les cellules en cas d'emballement thermique dans le système rechargeable de stockage d'énergie. iii) Le Comité a recommandé que le système de gestion de batterie soit conforme aux prescriptions en matière de compatibilité électromagnétique énoncées dans la partie 3 de la norme AIS-004 ou dans la première révision de la partie 3 de la norme AIS-004, selon le cas au niveau du sous-ensemble électrique/électronique ou au niveau du véhicule. iv) Le Comité a recommandé que les cellules utilisées pour la fabrication de systèmes rechargeables de stockage d'énergie soient certifiées conformément à la partie 3 de la norme IS 16893 par le Conseil national d'accréditation des laboratoires d'essai et d'étalonnage (NABL) ou un laboratoire accrédité au niveau international ou un organisme d'essai notifié au titre de la règle 126 du CMV. v) Le Comité a recommandé que les systèmes rechargeables de stockage d'énergie dont l'état de charge est supérieur à 95% soient testés pour vérifier la protection contre les infiltrations d'eau (IP X7) conformément à la norme CEI 60529. Il ne devrait y avoir aucun incendie ou aucune explosion lors d'un test IP X7 des systèmes rechargeables de stockage d'énergie. Sinon, un test d'immersion dans l'eau peut être effectué conformément à la norme ISO 6469-1:2019. vi) Le Comité a recommandé que les cycles de charge/décharge soient de C/3 (comme il est indiqué dans la norme) ou à un courant différent suggéré par le fournisseur, conformément à la norme IS 17855:2022.

---

<sup>104</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 774](#).

### **3.1.3.53 Inde – Modification de la Notification de l'essai et de la certification obligatoires pour les systèmes de télécommunication (MTCTE) – phases III et IV, [G/TBT/N/IND/229](#) (ID 760<sup>105</sup>)**

3.479. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Afin d'éviter les obstacles non nécessaires au commerce international, la Chine suggère à l'Inde: 1) de supprimer cette clause et de reconnaître les résultats/rapports d'essai publiés par des laboratoires accrédités dans tous les pays signataires de l'ILAC; 2) de fournir les raisons scientifiques de la menace pour la sécurité nationale découlant de l'utilisation de rapports d'essai en laboratoire reconnus par les signataires de l'ILAC qui sont établis dans des pays ne partageant pas une frontière.

3.480. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Le paragraphe 5 de la notification modificative concernant les phases III et IV du MTCTE, datée du 31 janvier 2022, dispose que "seuls les rapports/résultats d'essais émis par des laboratoires accrédités par des signataires de l'ILAC, qui sont établis dans des pays ne partageant pas une frontière, seront acceptés". À cet égard, il est affirmé qu'à l'heure actuelle les rapports/résultats d'essais émis par des laboratoires accrédités par des signataires de l'ILAC sont acceptés pour les seuls "paramètres techniques" des prescriptions essentielles, dans le cadre d'un assouplissement de la procédure de MTCTE. Ledit assouplissement fait l'objet d'un réexamen périodique et sa prorogation est accordée en considération de tous les aspects, y compris la disponibilité des laboratoires en Inde. Il est présentement valable jusqu'au 30 juin 2023. La disposition provisoire susmentionnée, qui figure au paragraphe 5 de la notification modificative du 31 janvier 2022 relative au MTCTE, permet de résoudre la question de l'indisponibilité du laboratoire en Inde. L'objectif derrière l'établissement de la disposition provisoire figurant au paragraphe 5 de la notification modificative du 31 janvier 2022 consiste à faire en sorte que le matériel de télécommunication utilisé en Inde ne fasse pas peser de menace sur la sécurité nationale. Dans le cadre du programme MTCTE, il est prescrit de soumettre le matériel à des essais et de les faire certifier pour évaluer leur aptitude à résister aux cyberattaques, à empêcher l'accès non autorisé aux données et à protéger l'intégrité et la confidentialité des communications. Compte tenu du rôle crucial que le secteur des télécommunications joue dans les infrastructures et l'économie indiennes, toute faille au niveau de la sécurité pourrait avoir des conséquences importantes sur la sécurité et la stabilité nationales. Le programme MTCTE a donc pour objet de préserver les infrastructures essentielles et l'économie de l'Inde contre les cybermenaces potentielles en veillant à ce que le matériel de télécommunication utilisé dans le pays réponde à certaines normes techniques et prescriptions en matière de sécurité, et à ce qu'il ne compromette pas la sécurité nationale.

### **3.1.3.54 Malaisie – Révision des règles relatives aux boissons alcooliques figurant dans le Règlement de 1985 sur les produits alimentaires, [G/TBT/N/MYS/114](#) (ID 793<sup>106</sup>)**

3.481. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon croit comprendre que les modifications apportées au Règlement de 1985 sur les produits alimentaires, qui ont été notifiées aux Membres de l'OMC par la Malaisie le 27 octobre 2022, ont été motivées par les dommages causés à la santé par un empoisonnement au méthanol, et que ces règlements modificatifs visent à fournir des renseignements appropriés par voie d'étiquetage et à garantir la santé et la sécurité des consommateurs. Nous remercions la Malaisie pour la flexibilité dont elle a fait preuve dans les règlements modificatifs concernant les boissons alcooliques et visant à réduire le titre alcoométrique minimal du "vin de riz" et du "samsu", ce qui inclut respectivement le saké et le shochu. Toutefois, le Japon reste fortement préoccupé par le fait qu'il n'existe pas de catégorie incluant des produits contenant une liqueur d'une teneur en alcool inférieure à 17% en Malaisie, ce qui n'est pas compatible avec la "catégorie du Codex" désignée comme la norme internationale. Même si la Malaisie abaissait à 15% le titre alcoométrique minimal des liqueurs, il n'y aurait toujours pas de catégorie à laquelle appartiendraient les produits contenant une liqueur dont la teneur en alcool est inférieure à 15%, sans organiser simultanément la catégorie des "liqueurs", y compris les cocktails préparés, tels que les mélanges de liqueurs. Par conséquent, il n'est pas possible d'importer en Malaisie des produits contenant une liqueur à faible teneur en alcool.

3.482. La perpétuation de l'absence en Malaisie d'une catégorie applicable pour les produits contenant une liqueur dont la teneur en alcool est inférieure à 15% serait plus restrictive pour le commerce qu'elle ne permettrait d'atteindre des objectifs légitimes. Cette mesure est donc

<sup>105</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 760](#).

<sup>106</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 793](#).



susceptible d'enfreindre l'article 2.2 de l'Accord OTC. La Malaisie pourrait expliquer que l'interdiction des produits contenant une liqueur à faible teneur en alcool permet d'empêcher un accès facile à l'alcool. Toutefois, le Japon suppose que, même si la Malaisie supprimait ou abaissait la limite inférieure pour la teneur en alcool des liqueurs, le résultat serait un passage d'un produit à plus forte teneur en alcool à un produit à moindre teneur en alcool, plutôt qu'une augmentation de la consommation globale de liqueurs. Cela contribuerait donc à une réduction de la consommation nocive d'alcool. Par conséquent, le Japon reconnaît que la Malaisie ne peut justifier l'absence d'une catégorie applicable pour les produits contenant une liqueur dont la teneur en alcool est inférieure à 15%, ce qui pourrait constituer un obstacle au commerce. Afin de résoudre ce problème commercial, le Japon demande instamment à la Malaisie de supprimer la limite inférieure de la teneur en alcool des liqueurs. Si la Malaisie ne peut pas le faire, le titre alcoométrique minimal des liqueurs devrait être suffisamment abaissé, par exemple, pour atteindre une teneur en alcool de 3%.

3.483. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier la Malaisie pour la notification [G/TBT/N/MYS/114](#) du 27 octobre 2022 sur la modification des règles 361 à 386A et 387 du Règlement de 1985 sur les produits alimentaires et l'adjonction d'une nouvelle règle, la règle 384A à ce règlement. Elle a fait part de ses observations sur ces modifications législatives en décembre et la Malaisie a répondu fin janvier 2023, ce dont nous remercions également les autorités malaisiennes. Néanmoins, après une étude approfondie de son document, nous voudrions tout de même demander à la Malaisie des renseignements concrets sur plusieurs questions soulevées par l'UE dans ses observations. Nous avons donc récemment, le 12 juin, envoyé notre réaction à ses réponses. Nous voudrions en savoir plus sur la teneur en alcool et les conservateurs et additifs alimentaires autorisés pour le vin et sur la définition des spiritueux, de la liqueur de prunelle et du rhum.

3.484. Nous avons également été informés que les autorités malaisiennes avaient récemment entrepris un examen supplémentaire de la législation en question et qu'il semblait y avoir des signaux positifs en ce qui concerne l'examen des observations des partenaires internationaux. L'UE se félicite de cette récente évolution et attend des renseignements officiels de ses collègues malaisiens. En outre, nous nous réjouissons du récent déblocage des expéditions de boissons alcooliques qui étaient retenues dans les ports malaisiens. À ce stade, nous souhaitons réitérer nos préoccupations actuelles, comme suit: concernant le vin: fixer la limite supérieure à 15% du volume pour le vin irait à l'encontre de la législation des principaux pays producteurs de vin, qui est souvent basée sur les recommandations adoptées par l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV); en ce qui concerne le vin de liqueur, le code de l'OIV dispose qu'il s'agit d'un produit ayant un titre alcoométrique acquis supérieur ou égal à 15% et inférieur ou égal à 22%.

3.485. En conséquence, à moins qu'il existe des justifications objectives pour ces dérogations, elle demande aux autorités malaisiennes de bien vouloir aligner leurs règles sur les pratiques internationales, conformément aux normes et définitions de l'OIV. En ce qui concerne la définition des liqueurs, la prescription selon laquelle elles ne doivent pas contenir moins de 17% d'alcool est particulièrement problématique. Cette prescription n'est pas conforme à la pratique internationale: selon la plupart des cadres législatifs nationaux concernant les spiritueux, les produits présentant un titre alcoométrique volumique (TAV) de 15 à 17% peuvent être définis comme des liqueurs s'ils remplissent les autres critères relatifs aux ingrédients et aux pratiques de production. Selon la législation de l'UE sur les spiritueux, le seuil minimum correspondant est de 15% (avec une exception pour la liqueur d'œuf, pour laquelle le TAV minimum exigé est de 14%). Dans les conditions actuelles, il semble qu'il soit impossible d'importer en Malaisie des liqueurs dont le TAV est inférieur à 17%. En conséquence, nous voudrions demander aux autorités malaisiennes de reconsidérer leur position et de mettre les règles en harmonie avec la pratique internationale.

3.486. L'UE déplore l'absence d'une norme générale pour la catégorie des boissons spiritueuses aromatisées à la prunelle, ce qui aboutit à une interdiction de vendre ces produits, et invite la Malaisie à envisager de modifier le Règlement de 1985 sur les produits alimentaires pour y inclure une telle norme. Le fait que les boissons spiritueuses aromatisées à la prunelle ne soient pas actuellement incluses dans la règle 383 du Règlement de 1985 sur les produits alimentaires, du fait de spécifications différentes, met aussi en évidence le problème plus général que représente pour ces boissons l'absence d'une norme générique recouvrant toutes les boissons spiritueuses. Ces boissons ne correspondent à aucune des normes spécifiques, mais elles sont conformes aux règles génériques (à savoir le TAV minimum et le fait d'être fabriquées à partir d'alcool distillé d'origine agricole). L'UE souhaite inviter la Malaisie à envisager d'ajouter une telle norme générique pour les boissons spiritueuses. En ce qui concerne la liqueur de prunelle, aucune définition n'étant proposée



dans la réglementation pertinente, l'UE demande qu'il soit confirmé que les produits ayant un TAV compris entre 25 et 37% peuvent être commercialisés en tant que liqueur de prunelle en Malaisie.

3.487. En réponse, le représentant de la Malaisie a communiqué la déclaration suivante. La Malaisie remercie l'Union européenne et le Japon de l'intérêt qu'ils continuent de porter aux modifications proposées par le Ministère de la santé aux règles 361 à 368A et 387, ainsi qu'à l'adjonction d'une nouvelle règle 384A au Règlement de 1985 sur les produits alimentaires. Comme nous l'avons expliqué à la précédente réunion du Comité OTC, la notification en question concerne un projet de modification du Règlement de 1985 sur les produits alimentaires portant sur les exigences spécifiques applicables aux boissons alcooliques en ce qui concerne la teneur en alcool, l'adjonction d'autres ingrédients, l'utilisation d'additifs alimentaires et l'étiquetage. Ces modifications de toutes les dispositions portant sur les additifs alimentaires pour les boissons alcooliques visent à harmoniser les exigences relatives aux additifs alimentaires avec la Norme générale Codex pour les additifs alimentaires (NGAA, CODEX STAN 192-1995), conformément à la disposition 19 2) du Règlement de 1985 sur les produits alimentaires. À cet égard, les conditions régissant l'utilisation des additifs alimentaires dans les boissons alcooliques se réfèrent directement à la NGAA (CODEX STAN 192-1995). Pour mémoire, la date butoir pour la présentation d'observations au sujet de cette notification était le 26 décembre 2022. La Malaisie remercie les Membres qui ont présenté leurs observations et propositions dans les délais prescrits. Les règles relatives à tous les produits alimentaires figurant dans le Règlement de 1985 sur les produits alimentaires sont révisées systématiquement lors de la mise en œuvre du cadre de réexamen quinquennal. Ce réexamen est mené selon le calendrier et les délais qui ont été établis en fonction de certains groupes de produits. Pour les boissons alcooliques, les appels à présenter des propositions de modifications ont été publiés en 2019 sur le site Web pertinent. Pendant cette période, les parties intéressées pouvaient soumettre des propositions de modification ou des propositions de nouvelles règles relatives aux boissons alcooliques pour examen par le Ministère de la santé. Ces exercices se sont achevés en 2021 et les propositions de modification figurent aujourd'hui au Journal officiel.

3.488. En ce qui concerne les préoccupations formulées par le Japon, la Malaisie tient à souligner que nous accordons la priorité à la norme du Codex comme principal point de référence pour l'élaboration des prescriptions en matière de normes au titre de notre Règlement de 1985 sur les produits alimentaires. Nous tenons également à souligner qu'il n'existe pas de norme spécifique du Codex sur les produits de base concernant les boissons alcooliques prescrites dans les normes du Codex. La catégorie des produits alimentaires de la Norme NGAA du Codex énonce seulement la définition des catégories de produits alimentaires et les prescriptions applicables aux additifs alimentaires destinés aux boissons alcooliques. D'après les notes relatives au système de catégories alimentaires de la Norme NGAA, les descripteurs de catégories alimentaires établis dans le Codex n'ont aucune valeur juridique et ne sont pas censés être utilisés à des fins d'étiquetage. Dans ce cas, son applicabilité à la Malaisie dépend des dispositions de son Règlement de 1985 sur les produits alimentaires. S'agissant de la demande du Japon visant à ce que la Malaisie abaisse le titre alcoométrique minimal des liqueurs à 3% par exemple, nous souhaitons rappeler que les examens ont été achevés en 2021. La Malaisie n'a reçu du Japon aucune proposition ni aucune demande concernant une nouvelle catégorie de boissons alcooliques avant l'achèvement de ce processus. Cette proposition n'a été présentée que récemment par le Japon à l'autorité malaisienne compétente, en avril 2023, soit bien après l'expiration du délai pour la présentation d'observations au sujet de notre notification.

3.489. Par conséquent, pour que la Malaisie prenne en compte et examine toute nouvelle proposition, une demande écrite, accompagnée des pièces justificatives, doit être présentée suivant la voie normale pour que la procédure soit régulière. Nous avons transmis au Japon un message similaire au niveau bilatéral à Kuala Lumpur. S'agissant maintenant des observations additionnelles de l'UE datées du 12 juin 2023 au sujet de la teneur en alcool de produits alcooliques comprenant le vin, les liqueurs et la liqueur de prunelle, nous tenons à souligner que notre réponse a été communiquée par courriel à l'autorité compétente de l'UE le 15 juin 2023. Nous espérons que l'UE examinera ces réponses de manière positive. Néanmoins, s'agissant de l'observation de l'UE au sujet de la nécessité éventuelle d'ajouter une catégorie résiduelle générique de boissons alcooliques qui ne correspondent pas aux définitions classiques de la liqueur, du whisky, de la vodka, de la tequila, etc., nous souhaitons rappeler que toute nouvelle proposition devra être adressée à notre autorité compétente pour examen, dans le respect de la procédure. En conclusion, nous tenons à souligner que le projet final de modification des règles relatives aux boissons alcooliques est en cours de publication au Journal officiel. Nous avons pris en considération les réactions et les observations reçues des Membres, y compris de l'UE et du Japon, dans le cadre du processus de publication au

Journal officiel. Dans l'intérêt de tous les partenaires commerciaux, nous souhaitons accélérer ce processus qui a débuté en 2019, toutes les parties intéressées ayant été invitées à formuler des observations ou des suggestions. Jusqu'à ce que les modifications proposées soient publiées au Journal officiel et entrent en vigueur, les réglementations existantes en vertu du Règlement de 1985 sur les produits alimentaires resteront applicables. La Malaisie a tout intérêt à assurer la fluidité des échanges avec ses partenaires commerciaux, et elle reste prête à faciliter l'importation de marchandises dans le pays, conformément à l'article 2 de l'Accord OTC. Elle se réjouit à la perspective de mener des dialogues bilatéraux plus approfondis avec le Japon et l'Union européenne et de répondre aux préoccupations qui ont été exprimées. Nous espérons pouvoir compter sur votre compréhension et votre coopération sur cette question.

**3.1.3.55 Union européenne – Projet de règlement délégué (UE) de la Commission modifiant le Règlement n° 1272/2008 en ce qui concerne les classes de danger et les critères relatifs à la classification, à l'étiquetage et au conditionnement des substances et des mélanges, [G/TBT/N/EU/926](#) (ID 789<sup>107</sup>)**

3.490. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Aux termes de l'article 2.2 de l'Accord OTC de l'OMC, "[l]es Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international". 1) La Chine suggère que l'UE fournisse des méthodes d'essai de validation supplémentaires pour les "propriétés de perturbation endocrinienne affectant la santé des personnes" et les "propriétés de perturbation endocrinienne affectant l'environnement", afin de permettre aux parties prenantes de mieux déterminer si une substance ou un mélange appartient aux deux nouvelles catégories de perturbateurs endocriniens et d'éviter des différends commerciaux. 2) Dès lors qu'un délai d'application court peut facilement entraîner l'échec de la mise en œuvre du règlement, la Chine propose de porter à 36 mois le délai de mise en application des nouvelles substances.

3.491. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie la République populaire de Chine pour l'intérêt qu'elle porte au règlement adopté par la Commission de l'UE afin d'inclure de nouvelles classes de danger pour les perturbateurs endocriniens affectant la santé des personnes et l'environnement (perturbateurs endocriniens, PBT, vPvB, PMT et vPvM<sup>108</sup>). Il devrait être publié prochainement. Les nouvelles classes de danger et les nouveaux critères sont le résultat de discussions scientifiques approfondies avec des experts des États membres de l'UE et des représentants des parties prenantes. Parallèlement à l'adoption du règlement au niveau européen, l'UE coordonne les discussions sur l'inclusion de ces dangers dans le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH), qui a été lancé dans le cadre des Nations Unies. L'UE espère vivement pouvoir compter sur le soutien de la République populaire de Chine pour répondre aux préoccupations croissantes des citoyens et des scientifiques concernant les substances chimiques ayant des effets de perturbation endocrinienne et celles ayant des effets durables sur l'environnement.

3.492. En ce qui concerne les perturbateurs endocriniens et les critères PBT/vPvB, l'UE s'appuie largement sur les critères existants dans d'autres législations européennes telles que le règlement REACH, le règlement sur les produits phytopharmaceutiques et le règlement sur les produits biocides. Seuls les critères PMT et vPvM sont réellement nouveaux. Des lignes directrices sont en cours d'élaboration et couvriront toutes les nouvelles classes de danger. Elles seront disponibles avant la fin du délai de transition de 24 mois afin de permettre aux fournisseurs d'évaluer la question de savoir si leurs substances ou mélanges remplissent les critères de classification en tant que perturbateurs endocriniens pour la santé humaine ou l'environnement. Ces lignes directrices dresseront également la liste de toutes les méthodes d'essai, y compris les méthodes *in vitro*, qui pourraient être utilisées pour classer les substances comme perturbateurs endocriniens. Les nouvelles classes de danger seront incorporées à l'annexe I du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et au conditionnement, avec les autres classes et critères de danger. Sur la base de ces critères, et pour certaines substances prioritaires, l'UE élaborera des dossiers de classification et d'étiquetage harmonisés, et les entreprises devront classer leurs substances et leurs mélanges en fonction des nouveaux critères. La liste des substances à laquelle la Chine fait référence

<sup>107</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 789](#).

<sup>108</sup> PBT signifie propriétés persistantes, bioaccumulables et toxiques; vPvB, propriétés très persistantes et très bioaccumulables; PMT, propriétés persistantes, mobiles et toxiques; et vPvM, propriétés très persistantes et très mobiles.

est vraisemblablement le tableau des entrées de classification et d'étiquetage harmonisés de l'annexe VI du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et au conditionnement. Les substances y sont incluses à l'issue d'un processus scientifique long et approfondi, et l'UE ne serait donc pas en mesure de fournir une telle liste tant que ce processus n'aura pas été mené à bien.

3.493. En ce qui concerne les préoccupations soulevées quant à la base scientifique de la classification PMT et, plus particulièrement, l'affirmation selon laquelle les critères P et M se contrediraient, veuillez noter que nous ne voyons aucune contradiction entre les propriétés P et M. Au contraire, elles sont complémentaires. La mobilité ne signifie pas qu'une substance disparaît, mais qu'elle migre. Elle peut donc être à la fois mobile et persistante. En outre, le critère de persistance ne se limite pas au domaine du sol, mais couvre également le domaine aquatique. La substance doit remplir les deux critères cumulativement pour justifier la classification comme substance PMT, en plus d'être toxique. Si une substance est toxique et seulement mobile ou persistante, elle ne sera pas classée comme PMT. En ce qui concerne la méthode de calcul de la mobilité, il convient de noter que le critère du log K<sub>oc</sub> (coefficient d'adsorption au sol) est l'un des éléments à prendre en compte dans le cadre d'une évaluation globale qui procède à une pondération de toutes les données probantes disponibles et fait appel à un jugement expert. Cela n'exclut pas la prise en compte, par exemple, des résultats des études de lixivibilité et des études fondées sur le suivi permettant d'identifier les substances M/vM (propriétés mobiles et très mobiles). Les lignes directrices fourniront des explications sur la manière d'utiliser des informations complémentaires au log K<sub>oc</sub> pour évaluer la mobilité des substances. En ce qui concerne le délai d'application aux substances non encore mises sur le marché, veuillez noter que le texte a été révisé et que le délai a été porté à 24 mois. Pour les substances déjà sur le marché, le délai reste de 42 mois. Ces dispositions transitoires devraient laisser aux fournisseurs suffisamment de temps pour s'adapter aux nouvelles règles. L'UE réitère son engagement à agir en toute transparence et à tenir les Membres dûment informés de l'évolution de la situation.

### **3.1.3.56 Inde – Décret de 2020 relatif aux appareils de réfrigération (contrôle de la qualité), [G/TBT/N/IND/173](#) (ID 671<sup>109</sup>)**

3.494. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Aux termes de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC de l'OMC, "l'élaboration, l'adoption ou l'application des procédures d'évaluation de la conformité n'auront ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international": 1) Il est recommandé que l'Inde adopte les pratiques internationales générales et choisisse de reconnaître/d'agréer les institutions compétentes à l'étranger (Chine). Les institutions reconnues/agréées peuvent effectuer des inspections d'usines, des essais et d'autres tâches visant à améliorer l'efficacité de la délivrance de certificats. 2) Si les institutions étrangères (chinoises) compétentes n'ont pas été examinées, reconnues ou mandatées, il est recommandé de recommencer à organiser des audits d'usines pour les fabricants chinois dès que possible afin que la certification ISI pour les fabricants chinois puisse s'effectuer normalement. 3) Compte tenu de la longueur du processus de certification ISI, la reprise des audits d'usines au second semestre de 2023 pourrait avoir comme résultat qu'il sera impossible d'achever la certification ISI avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Il est recommandé que l'Inde reporte davantage la mise en œuvre du Décret de 2020 relatif aux appareils de réfrigération (contrôle de la qualité).

3.495. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les normes sont choisies après que les parties prenantes, y compris les associations professionnelles, ont été dûment consultées. Comme indiqué dans l'avis accompagnant la publication de l'Ordonnance sur le contrôle de la qualité au Journal officiel, "la dernière version des normes indiennes, y compris les modifications qui y ont été apportées, telles que notifiées périodiquement par le Bureau indien de normalisation, entre en vigueur à compter de la date notifiée par le Bureau". L'Ordonnance sur le contrôle de la qualité a été notifiée le 10 décembre 2020 et sa date de mise en œuvre fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2022, ce qui laisse suffisamment de temps à la branche de production pour se préparer.

### **3.1.3.57 Union européenne – Modification de l'autorisation de la substance active sulfoxaflor, [G/TBT/N/EU/853](#) (ID 792<sup>110</sup>)**

3.496. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil souhaite renvoyer à la notification [G/TBT/N/EU/853](#) de l'Union européenne et au Règlement

<sup>109</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 671](#).

<sup>110</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 792](#).

d'exécution (UE) n° 2022/686 de la Commission, restreignant l'utilisation du sulfoxaflor aux seules utilisations en intérieur pour protéger les abeilles. Le sulfoxaflor est un outil essentiel de protection des cultures utilisé par les cultivateurs brésiliens d'oranges. Ce secteur joue un rôle important dans la création d'emplois en milieu rural et les exportations de jus d'orange vers le marché européen représentaient plus de 1,1 milliard d'USD en 2022. Le sulfoxaflor est utilisé pour lutter contre des ravageurs tels que le psylle des agrumes, un insecte qui transmet la maladie du verdissement des agrumes. Reconnu par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) comme un organisme de quarantaine prioritaire dans la Liste des organismes de quarantaine prioritaires d'octobre 2019, le verdissement est une cause majeure de perte de production d'oranges, non seulement au Brésil mais dans le monde entier. Par conséquent, le Brésil tient à exprimer sa préoccupation quant au fait que, même si l'UE a assuré que "la mesure n'abouti[ssait] à aucune perturbation immédiate du commerce des produits agricoles", il se pourrait qu'il subisse cet effet à terme, l'UE ayant fait savoir qu'"[u]ne mesure distincte sera[it] probablement prise en ce qui concerne les LMR".

3.497. Par conséquent, le Brésil tient à réaffirmer que, lorsque sont envisagées des mesures faisant intervenir les LMR, une analyse rigoureuse des risques, conforme aux recommandations du Codex Alimentarius, sera importante pour garantir la transparence et la prévisibilité des processus réglementaires. En outre, le Brésil craint que, comme dans d'autres cas, l'UE cherche à éviter une hypothétique propagation des effets néfastes sur les abeilles de sa production alimentaire à la production alimentaire de pays hors de l'UE. Dans ce cas, les organismes de réglementation devraient tenir compte de la diversité des conditions locales, y compris le climat, les sols et les différents besoins et défis propres à la production agricole dans chaque pays. Au Brésil, l'utilisation du sulfoxaflor a été approuvée par les autorités compétentes à l'issue de procédures techniques strictes, y compris une évaluation par l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables qui a tenu compte des effets de la substance sur les abeilles. Le Brésil est en outre convaincu que les réductions de LMR sur un tel fondement vont à l'encontre de l'engagement pris au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC, car le soutien à des mesures unilatérales visant à protéger l'environnement dans des pays tiers ne relève pas du champ d'application de cet accord. Nous croyons comprendre que comme ces mesures ont des effets extraterritoriaux, elles vont à l'encontre des règles et de la jurisprudence du système commercial multilatéral. Le Brésil apprécierait grandement que l'UE fournisse de plus amples éclaircissements sur la mesure proposée et prenne ces observations en compte dans le processus réglementaire.

3.498. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE a notifié le Projet de règlement d'exécution de la Commission modifiant les conditions d'approbation de la substance active sulfoxaflor le 17 novembre 2021 ([G/TBT/N/EU/853](#)), sur la base de l'évaluation des données confirmatives requises par le Règlement (UE) n° 2015/1295 approuvant son utilisation dans l'UE. Le 28 avril 2022, la Commission européenne a adopté le Règlement d'exécution (UE) n° 2022/686 de la Commission restreignant l'utilisation du sulfoxaflor aux seules utilisations en intérieur. Cette conclusion repose sur une évaluation des risques (réalisée par des experts au niveau de l'UE, sous la direction de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)). Cette dernière a conclu à un risque faible pour les abeilles lorsque les produits phytosanitaires contenant du sulfoxaflor sont utilisés dans des serres permanentes. La mesure vise donc à restreindre les conditions d'approbation de la substance active sulfoxaflor aux seules utilisations dans les serres permanentes afin de protéger les abeilles. Conformément à l'article 3 du Règlement n° 2022/686, les États membres de l'UE devaient, s'il y avait lieu, retirer ou modifier, au plus tard le 19 novembre 2022, les autorisations des produits phytopharmaceutiques contenant du sulfoxaflor en tant que substance active. En outre, selon l'article 4, tout délai de grâce accordé par les États membres de l'UE (conformément à l'article 46 du Règlement (CE) n° 1107/2009, relatif à la mise sur le marché et l'utilisation des stocks existants) a expiré le 19 mai 2023. L'UE souhaite de nouveau assurer que la mesure n'aboutit à aucune perturbation immédiate du commerce des produits agricoles, car elle ne porte pas modification des LMR. Une mesure distincte sera probablement prise en ce qui concerne les LMR, après l'expiration de tous les délais de grâce concernant les stocks, et une notification distincte sera présentée au Comité SPS.

3.499. Le Comité a pris note des déclarations.

3.500. Le Secrétariat a présenté une nouvelle fonctionnalité dans la base de données sur les préoccupations commerciales intitulée "PCS connexes". Cette innovation relie des PCS qui sont potentiellement connexes et qui sont examinées dans différentes entités de l'OMC. Ces renvois inclus par le Secrétariat se fondent sur les données fournies par les Membres. Deux catégories distinctes définissent ces renvois: i) les cas où les Membres ont confirmé qu'ils avaient fait part d'une

préoccupation commerciale particulière dans différents comités et ii) les cas où des données additionnelles concernant des PCS, telles que des notifications citées, permettent de penser qu'il existerait un lien entre les PCS examinées dans des entités distinctes. Quatre comités utilisent la base de données sur les préoccupations commerciales: le Comité de l'accès aux marchés, le Comité des licences d'importation, le Comité SPS et le Comité OTC. Des renvois ont été créés exclusivement pour les préoccupations exprimées au sein du Comité de l'accès aux marchés, du Comité SPS et du Comité OTC, selon le cas. Insistant sur le fait que cette fonctionnalité est en cours d'élaboration, le Secrétariat a encouragé les Membres à signaler toute divergence ou à faire part de leurs observations, ce qui lui permettra d'affiner les données en conséquence.

3.501. Le représentant de l'Afrique du Sud a demandé s'il y avait un lien entre la base de données sur les préoccupations commerciales et ePing.

3.502. Le Secrétariat a expliqué qu'ePing intégrait les données de la base de données sur les préoccupations commerciales. Il a mis en avant l'applicabilité plus large de la base de données sur les préoccupations commerciales, dans la mesure où elle peut être utilisée dans divers comités. Ces plates-formes étant en évolution constante, le Secrétariat entend assurer la cohérence des données et une interconnectivité entre ces outils.

## **3.2 Échange de données d'expérience**

### **3.2.1 Transparence**

#### **3.2.1.1 Exposés des Membres conformément à l'article 15.2**

3.503. La Présidente a indiqué que la première question qui serait étudiée sous ce point de l'ordre du jour concernait les exposés sur la mise en œuvre au titre de l'article 15.2. Elle a rappelé que l'article 15.2 exigeait des Membres qu'ils communiquent des informations sur les mesures prises pour assurer la mise en œuvre de l'Accord et qu'ils notifient toute modification apportée à ces mesures au fil du temps. À ce stade, aucune nouvelle notification n'avait été présentée au titre de l'article 15.2.

#### **3.2.1.2 Renseignements actualisés sur la réunion du Groupe de travail de la transparence tenue le 11 mai**

3.504. La Présidente a rappelé que le Groupe de travail de la transparence avait été mis en place en mars 2022 dans le but de traiter les nombreuses recommandations issues de l'examen triennal en lien avec la transparence. La quatrième réunion du Groupe de travail s'était tenue le mois précédent, le 11 mai. La Présidente a remercié les délégations qui avaient présenté des propositions et des observations. Comme suite à une demande du Groupe de travail, le Secrétariat avait établi une compilation des modes de présentation et directives pour les notifications OTC ([JOB/TBT/507](#)). Les données qui y figuraient avaient été tirées des annexes du document [G/TBT/1/Rev.15](#), et le document comptait près de 100 pages. Il était attendu de ce document simplifié qu'il facilite les discussions du Groupe de travail sur les recommandations issues de l'examen triennal qui étaient spécifiquement axées sur les modes de présentation et directives pour les notifications. Le Secrétariat avait également créé une page Web consacrée à ce sujet, qui permettait d'accéder à des documents et liens en rapport avec le Groupe de travail de la transparence. La page Web comportait aussi une liste de toutes les recommandations relatives à la transparence issues du neuvième examen triennal, sur laquelle étaient indiquées toutes les mesures prises par le Secrétariat et/ou les Membres à la suite de ces recommandations. Ce document dynamique devait simplifier le suivi des progrès qui seraient accomplis au regard de ces recommandations. Le Groupe de travail avait également examiné la proposition révisée du Canada sur les directives concernant les notifications ([JOB/TBT/485/Rev.1](#)), eu égard en particulier aux observations formulées par la Colombie ([JOB/TBT/496](#)). Le Groupe de travail avait décidé de réexaminer cette proposition à sa réunion suivante. En outre, le Groupe avait étudié une proposition des États-Unis ([JOB/TBT/495](#)) portant sur un projet de modèle pour la présentation de notifications au titre de l'article 15.2 via ePing. Plusieurs questions s'étaient posées au sujet du modèle proposé et de son rapport avec d'autres types de notification, ce qui avait conduit le Groupe de travail à décider de réexaminer cette proposition à sa réunion suivante.

3.505. Le représentant des États-Unis a remercié le Secrétariat du travail qu'il accomplissait pour faire avancer les initiatives des Membres visant à donner effet aux recommandations sur la transparence issues du neuvième examen triennal dans le cadre du Groupe de travail de la transparence, notamment les efforts déployés au sujet des fonctionnalités d'ePing et des modes de présentation. Les États-Unis jugeaient utile de se servir d'ePing pour aider les Membres à présenter ou mettre à jour leurs exposés au titre de l'article 15.2. La proposition des États-Unis concernant la présentation de notifications au titre de l'article 15.2 via ePing, portant la cote [JOB/TBT/495](#), offrait un moyen possible de structurer les notifications par l'intermédiaire d'ePing. Il a été indiqué que le Secrétariat était en train d'expérimenter un modèle de présentation des notifications au titre de l'article 15.2 via ePing avec les Membres intéressés, en tenant compte des observations formulées par les Membres aux réunions du Groupe de travail de la transparence. Les États-Unis étaient favorables à cette démarche et attendaient avec intérêt de voir ces travaux progresser au cours des mois à venir.

3.506. Le représentant de l'Afrique du Sud a mis en relief la participation de cette dernière au Groupe de travail de la transparence. Son pays avait formulé des observations et attendait avec impatience la réunion suivante. À la réunion précédente, le Secrétariat avait fait connaître son intention d'examiner le mandat et d'éclaircir certains aspects relatifs à la transparence et au mode de présentation des notifications. L'Afrique du Sud a souligné combien il était utile que le Secrétariat apporte un éclairage sur ces sujets avant la réunion suivante du Groupe de travail.

3.507. Le Secrétariat a suggéré que, pour la réunion suivante du Groupe de travail de la transparence, il pourrait faire le point sur les progrès accomplis par le Groupe relativement aux modes de présentation des notifications. Le Secrétariat a rappelé à tous qu'il n'existait actuellement aucun modèle pour les notifications au titre de l'article 15.2, et que l'objectif était de concevoir un nouveau modèle pour aider les Membres à établir ces notifications. Cela avait été prescrit lors du précédent examen triennal. Les États-Unis s'étaient proposés d'amorcer la création du modèle pour les notifications au titre de l'article 15.2 et collaboraient avec le Secrétariat pour saisir les données correspondantes dans ePing. Le Secrétariat a indiqué que, à sa réunion suivante, le Groupe de travail de la transparence pourrait commencer par examiner le contexte dans lequel s'inscrivaient les différents modes de présentation des notifications.

3.508. Le représentant de l'Australie s'est dit heureux d'avoir contribué à l'initiative menée par les États-Unis qui visait à concevoir un modèle pour les notifications au titre de l'article 15.2 sur ePing, et de collaborer avec le Secrétariat dans cette entreprise. L'Australie prévoyait de mettre à jour son exposé au titre de l'article 15.2 à l'aide du nouveau modèle une fois que sa version définitive serait établie. Elle a souligné qu'il s'offrait au Comité une occasion importante d'améliorer la cohérence de ces exposés et de clarifier ce qui en était attendu. L'Australie a exhorté les autres Membres à participer à ce projet crucial et a remercié les États-Unis de mener cette action.

3.509. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé que son pays était favorable à une intensification des efforts en matière de transparence et a remercié les États-Unis et le Canada de soutenir cette cause. En particulier, le Royaume-Uni a dit souscrire aux propositions présentées par le Canada au sujet des modifications à apporter aux directives sur les notifications.

3.510. La Présidente a prié les délégations de communiquer toute observation additionnelle qu'elles pourraient avoir à formuler sur ces propositions. Elle a indiqué qu'elle proposerait une date pour la réunion suivante du Groupe de travail de la transparence, qui devait avoir lieu après la pause estivale.

### **3.2.1.3 Rapport de la dixième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements tenue le 19 juin 2023**

3.511. La Présidente a rappelé que, au début de cette semaine de réunions du Comité OTC, celui-ci avait tenu sa dixième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements. Cette réunion avait permis aux Membres, notamment aux points d'information et aux autorités responsables des notifications, de discuter des activités et difficultés afférentes à l'échange de renseignements et d'évaluer l'efficacité des procédures de notification. Tous les documents pertinents, y compris le programme et les exposés présentés lors de cette session, étaient disponibles sur la page Web de l'OMC relative aux OTC. Cette réunion extraordinaire s'était composée de trois séances consacrées aux sujets suivants: ePing, les points d'information et les codes du SH.



3.512. Lors de la première séance, consacrée à ePing, le Secrétariat avait montré que ce dernier pouvait constituer un outil précieux pour les délégués. Grâce à ePing, il était plus facile de suivre les travaux du Comité et d'assurer la liaison avec les parties prenantes nationales. Un recours plus général aux fonctionnalités de communication d'ePing pour l'obtention d'éclaircissements sur les notifications pourrait permettre de réduire le volume des PCS présentées au Comité. Les points d'information jouaient un rôle décisif pour ce qui était de faire en sorte que leur pays bénéficie de l'ensemble des avantages offerts par ePing. Le partage de données d'expérience entre points d'information s'était avéré constructif et devait se poursuivre aux sessions suivantes. Il avait également été suggéré de faire évoluer ePing de façon plus poussée en intégrant les avancées numériques contemporaines, et un éventuel "ChatOTC" avait été évoqué. Le Secrétariat avait l'intention de rédiger une note explicative comportant des précisions sur les différents profils d'utilisateur et les privilèges d'administrateur.

3.513. À la séance suivante consacrée aux points d'information, les discussions avaient porté sur les méthodes que les Membres employaient pour traiter les questions et préparer leurs observations et réponses. Les enseignements tirés de ce dialogue tiendraient une place importante dans la création d'un guide des meilleures pratiques pour la présentation d'observations. Cette initiative était conforme au mandat du Comité issu du neuvième examen triennal. Comme il avait été indiqué à la session extraordinaire, sept points d'information, représentant l'Afrique du Sud, l'Australie, les États-Unis, le Kenya, la Namibie, le Pérou et les Philippines, s'étaient engagés à contribuer à ce guide. La Présidente a témoigné sa reconnaissance envers ces Membres et les a invités à présenter des renseignements actualisés à la réunion suivante du Groupe de travail de la transparence.

3.514. La dernière séance avait essentiellement porté sur les codes du SH. Les délégués s'étaient exercés à attribuer des codes du SH à divers produits, dont le chocolat. Les collègues de la Division de l'accès aux marchés avaient accompli un travail de simplification remarquable sur cette question complexe. Les participants à la séance avaient également mis en relief les difficultés que les points d'information et les autorités responsables des notifications risquaient de rencontrer dans l'attribution de codes du SH aux notifications. Pour faciliter cette tâche, le Secrétariat avait présenté une nouvelle initiative visant à élaborer un "dictionnaire de produits", qui avait pour objet d'aider les délégations à identifier les codes/groupes de produits du SH et à classer des produits à partir de ces derniers. La Présidente a proposé que les discussions sur les produits visés se poursuivent dans le cadre du Groupe de travail de la transparence.

3.515. La Présidente a constaté que cette réunion extraordinaire interactive avait permis de faire connaître des savoirs, stratégies et techniques extrêmement utiles pour ce qui était de renforcer les efforts des Membres en matière de transparence de la réglementation. Des remerciements ont été adressés à l'ensemble des intervenants pour leurs discussions instructives, et aux Membres pour leur participation active à la réunion.

3.516. La Présidente a indiqué que le Secrétariat avait reçu des questions sur la disponibilité de l'enregistrement. Elle a demandé si les Membres consentiraient à ce que l'enregistrement de la session soit mis en ligne sur la page Web consacrée aux OTC, de façon à être accessible aux délégations qui n'auraient pas pu y assister ou qui souhaitaient réexaminer les renseignements communiqués. Il a été décidé que les enregistrements seraient téléchargés à moins qu'un Membre n'y fasse objection. Aucune objection n'ayant été soulevée, la Présidente a chargé le Secrétariat de télécharger l'enregistrement sur la page Web en question.

#### **3.2.1.4 Renseignements actualisés communiqués par le Secrétariat au sujet d'ePing**

3.517. La Présidente a indiqué que la réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements tenue au cours de cette semaine de réunions du Comité OTC avait permis au Secrétariat de faire un point approfondi sur ePing et d'organiser en outre des séances de formation pratique.

3.518. Le Secrétariat a souligné les éléments suivants à partir de l'évaluation globale d'ePing qu'il avait réalisée à la réunion extraordinaire sur la transparence, et a renvoyé les délégations à l'exposé détaillé sur ePing qui avait été présenté à la réunion et était accessible sur la page Web. Premièrement, le Secrétariat avait téléchargé sur la plate-forme ePing neuf vidéos didactiques illustrant la marche à suivre, par exemple, pour s'enregistrer, effectuer des recherches et participer aux forums. Le Secrétariat a exhorté les délégations à utiliser ces tutoriels, qui pouvaient aussi être

utiles pour la liaison avec les parties prenantes nationales. Des remerciements ont été adressés au DAES de l'ONU, avec qui le Secrétariat collaborait au sujet d'ePing, pour le financement de la production vidéo. Deuxièmement, au-delà des notifications et des préoccupations commerciales spécifiques, une fonctionnalité de recherche avait été intégrée dans la plate-forme ePing pour tous les autres documents diffusés dans le cadre des Comités SPS et OTC. Cette fonctionnalité, qui était encore en cours de perfectionnement, devait permettre aux fonctionnaires chargés des questions OTC d'accéder plus rapidement aux documents du Comité. Enfin, si les délégations avaient besoin de disposer de privilèges d'administrateur en matière de notification ou de liaison, elles étaient invitées à écrire à l'adresse [ePing@wto.org](mailto:ePing@wto.org).

### 3.2.1.5 Procédures d'évaluation de la conformité

3.519. La Présidente a rappelé que le Comité était convenu, lors du huitième examen triennal de l'Accord OTC, d'élaborer des lignes directrices destinées à aider les organismes de réglementation à choisir et à concevoir des procédures d'évaluation de la conformité. Par la suite, lors du neuvième examen triennal, le Comité avait pris note des progrès réalisés jusqu'alors et était convenu de finaliser ce travail. La Présidente a indiqué que ce travail avait bien avancé au cours de l'année écoulée. Elle a demandé à M. Anwar Hussain Shaik, précédent Président du Comité, de faire rapport sur les progrès accomplis sous sa présidence au niveau des lignes directrices sur l'évaluation de la conformité.

3.520. Le Président sortant, M. Anwar Hussain Shaik (Inde), a rendu compte des consultations qu'il avait menées en qualité de Président du Comité OTC. Ce rapport a ensuite été distribué sous la cote [G/TBT/GEN/355](#).

3.521. La Présidente a remercié M. Anwar Hussain Shaik pour son rapport et son ardeur au travail. Il semblait que le Comité avait bien progressé dans la rédaction du texte des lignes directrices, mais certaines questions n'étaient toujours pas réglées.

### 3.2.2 Coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation

3.522. La Présidente a indiqué que le Comité avait tenu deux séances thématiques le mardi 20 juin – toutes deux sous la rubrique "Coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation". Cela s'inscrivait dans le cadre du plan de travail du neuvième examen triennal. Une séance avait porté sur les *produits numériques immatériels*, et l'autre sur la *cybersécurité*.

3.523. Le modérateur<sup>111</sup> de la séance thématique sur la coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation des produits numériques immatériels, tenue le 20 juin 2023, a soumis son rapport. Le rapport complet porte la cote [G/TBT/GEN/356](#).

3.524. Le modérateur<sup>112</sup> de la séance thématique sur la coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation de la cybersécurité, tenue le 20 juin 2023, a soumis son rapport. Le rapport complet porte la cote [G/TBT/GEN/357](#).

3.525. La Présidente a indiqué que le Comité avait pris note des rapports des modérateurs. Elle a remercié les deux modérateurs pour leurs contributions. Pour de plus amples renseignements sur ces séances, la Présidente a renvoyé les délégations au Portail OTC où étaient rassemblés le programme complet et les exposés.

## 3.3 Autres questions

### 3.3.1 Planification du dixième examen triennal

3.526. La Présidente a rappelé qu'il faudrait que le Comité ait achevé son dixième examen triennal à la fin de 2024. Elle a rappelé le mandat énoncé à l'article 15.4 de l'Accord OTC et a rappelé que le dernier examen triennal avait été adopté en novembre 2021 (sous la cote [G/TBT/46](#)). La première étape de l'organisation du processus d'examen triennal consistait à établir un calendrier des travaux du Comité. Le Comité avait défini ce calendrier trois ans auparavant ([G/TBT/W/735](#)). En s'appuyant

<sup>111</sup> M. Francis Dorsemayne (Canada).

<sup>112</sup> M. Wei Guo Tang (Singapour).

sur la pratique suivie antérieurement, le Secrétariat avait établi un projet de calendrier qui figurait dans le document [JOB/TBT/499/Rev.1](#). Il avait été demandé aux délégations de communiquer au Secrétariat toute observation qu'elles pourraient avoir à formuler. Puisque le projet de calendrier n'avait fait l'objet d'aucune observation, la Présidente a suggéré d'adopter le calendrier figurant dans le document [JOB/TBT/499/Rev.1](#).

3.527. Le calendrier a été adopté.<sup>113</sup>

3.528. La Présidente a suggéré que le Secrétariat tienne une réunion d'information sur le processus d'examen triennal avant la réunion du Comité de novembre afin de permettre aux Membres de se mettre à niveau, en particulier les délégations des pays en développement et les nouveaux venus au sein du Comité OTC.

### 3.3.2 Planification des prochaines séances thématiques

3.529. La Présidente a rappelé que, à la réunion informelle du 11 mai, il avait été proposé d'axer les séances thématiques du 7 novembre 2023 sur: i) les bonnes pratiques réglementaires; et ii) l'évaluation de la conformité et le commerce électronique (décrits comme "les difficultés actuelles et les meilleures pratiques pour résoudre les problèmes liés à l'évaluation de la conformité des produits achetés en ligne"). Le Secrétariat avait effectué des recherches pour savoir si des séances thématiques dont la tenue avait été décidée lors du dernier examen triennal n'avaient pas encore été organisées.

3.530. Le Secrétariat a rappelé que, à la précédente réunion du Comité OTC, il avait été interrogé sur les progrès accomplis par le Comité relativement à l'organisation des séances thématiques prescrites lors du dernier examen triennal. Quatorze séances thématiques avaient été prescrites lors du neuvième examen triennal. Le Comité avait tenu 10 de ces séances et, comme il avait été indiqué à la réunion informelle de mai, il était prévu d'organiser les séances thématiques sur les bonnes pratiques réglementaires et l'évaluation de la conformité et le commerce électronique en novembre. Il restait donc au Comité deux séances qui n'avaient pas été organisées: i) l'évaluation de la conformité ("le rôle clé de l'infrastructure qualité nationale dans les systèmes de réglementation des Membres"); et ii) les normes ("la manière dont les Membres intégraient les normes internationales dans leurs processus réglementaires, y compris en ce qui concernait l'évaluation de la conformité"). En 2024, suivant les habitudes antérieures, les réunions informelles porteraient essentiellement sur la préparation de l'examen triennal. Il y aurait peut-être une possibilité, par exemple en mars, d'organiser une séance thématique si le nombre de propositions relatives à l'examen triennal était minime, voire nul.

3.531. La Présidente a remercié le Secrétariat pour ces renseignements de caractère général. Elle a noté que le Comité n'avait pas traité deux thèmes: i) l'évaluation de la conformité (la fonction de l'infrastructure qualité nationale); et ii) les normes (les méthodes permettant d'intégrer les normes internationales dans les procédures réglementaires). La Présidente a suggéré de les traiter ultérieurement. Comme elle l'avait fait lors des discussions tenues à la réunion informelle du 11 mai, elle a proposé de centrer les séances thématiques du 7 novembre sur: i) les bonnes pratiques réglementaires; et ii) l'évaluation de la conformité et le commerce électronique (décrits comme "les difficultés actuelles et les meilleures pratiques pour résoudre les problèmes liés à l'évaluation de la conformité des produits achetés en ligne").

3.532. Il en a été ainsi convenu.

### 3.3.3 Amélioration du fonctionnement du CCM et de ses organes subsidiaires

3.533. La Présidente a rappelé que, à la mi-novembre de l'année précédente, comme suite à une demande du Président du CCM, le Président du Comité OTC avait fait distribuer deux rapports sur la pandémie de COVID-19 et le fonctionnement du Comité OTC. Les versions finales de ces rapports avaient été publiées le 1<sup>er</sup> décembre 2022 dans les documents [G/TBT/48](#) (sur la pandémie de COVID-19) et [G/TBT/49](#) (sur le fonctionnement du Comité OTC). À la réunion du CCM de novembre 2022, les Membres avaient demandé au Secrétariat d'établir un document présentant une comparaison des renseignements fournis dans les 15 rapports consacrés au fonctionnement des

---

<sup>113</sup> [G/TBT/W/775](#).

comités. En réponse, le Secrétariat avait distribué une matrice de comparaison ([G/C/W/824](#)). Lorsque le CCM s'était réuni le 31 janvier 2023, les rapports des organes subsidiaires et la matrice de comparaison avaient constitué le point de départ des discussions entre les Membres. De nombreuses références avaient été faites aux bonnes pratiques du Comité OTC, comme le processus d'examen triennal, les séances thématiques et l'utilisation d'outils numériques comme eAgenda et ePing. À l'issue de cette réunion, le Secrétariat avait publié une version révisée de la matrice de comparaison ([G/C/W/824/Rev.1](#)).

3.534. La Présidente a rappelé que le Président du CCM avait envoyé un message aux présidents de tous les organes subsidiaires du CCM, y compris le Comité OTC, et leur avait demandé d'organiser des discussions dans leurs groupes respectifs au sujet des activités des comités. Le Président avait indiqué que, plus tard dans l'année, il serait demandé aux organes subsidiaires de présenter au CCM des rapports écrits sur les discussions menées et les améliorations apportées. Dans la mesure du possible, ce rapport écrit devrait être présenté pour examen à la dernière réunion officielle du CCM, dont la date était fixée à titre provisoire au 30 novembre 2023.

3.535. La Présidente a indiqué que le Comité OTC avait mené des discussions initiales sur ce sujet à sa réunion informelle du 11 mai. Il avait été constaté que, malgré le bon fonctionnement général du Comité, il pouvait y avoir des domaines dans lesquels des améliorations supplémentaires étaient nécessaires. Dans ce contexte, le Secrétariat avait établi un document, portant la cote [JOB/TBT/510](#), qui était destiné à faciliter le débat.

3.536. Le représentant du Secrétariat a expliqué que ce document avait pour objet de rassembler des renseignements et d'axer les discussions sur le Comité. Le document visait à ce qu'une réflexion soit menée sur ce qui pouvait être amélioré dans l'action du Comité OTC et sur les moyens de contribuer à un futur rapport qui serait présenté au CCM. Le Secrétariat avait examiné toutes les propositions présentées et essayé d'identifier les pratiques auxquelles le Comité OTC n'avait pas encore eu recours et qu'il pourrait envisager d'adopter. Compte tenu de la nature prospective du document [JOB/TBT/510](#), le Secrétariat n'avait pas inclus les pratiques que le Comité OTC suivait déjà (comme ePing ou eAgenda). L'idée était de mettre en lumière des domaines sur lesquels le Comité OTC pourrait axer ses discussions et les points qui pourraient être améliorés dans un cadre formel. Sur la base de ce qui précédait, le Secrétariat avait défini quatre domaines dans lesquels des améliorations pouvaient être apportées:

- a. **eAgenda.** Le Comité OTC utilisait eAgenda uniquement pour les PCS, et non pour tous les points de l'ordre du jour comme le faisaient d'autres comités. Le Comité OTC pourrait se demander pourquoi il utilisait eAgenda uniquement pour les PCS, et si son utilisation pourrait être élargie.
- b. **Communication d'informations par le Secrétariat.** Actuellement, le Secrétariat communiquait des informations sur une base *ad hoc* uniquement. Le Secrétariat était toutefois disposé à tenir plus régulièrement des séances d'information sur les travaux du Comité, en particulier à l'intention des nouvelles délégations ou sur des sujets spécifiques (comme ePing ou eAgenda).
- c. **Réunions transversales/conjointes.** Le Comité OTC pourrait envisager de faire appel aux compétences d'un autre comité (en matière, par exemple, d'environnement ou de facilitation des échanges) et de tenir des réunions conjointes sur des sujets précis.
- d. **Ordres du jour annotés.** Des projets d'ordre du jour annoté pourraient être utilisés pour les réunions informelles.

3.537. Le Secrétariat a expliqué que la liste n'était pas exhaustive, et qu'il s'agissait d'une démarche ouverte.

3.538. La Présidente a fait observer que cela constituait une base utile à la poursuite des discussions sur l'apport de nouvelles améliorations aux travaux du Comité.

3.539. Le représentant de Singapour trouvait certaines des propositions du Secrétariat intéressantes, notamment pour ce qui était d'accroître le recours à eAgenda. Singapour considérait qu'il s'agissait d'une amélioration systémique qui concernait le fonctionnement de tous les comités

de l'OMC et a indiqué que le système eAgenda pouvait aussi servir d'ordre du jour annoté. Par exemple, l'ensemble des points de l'ordre du jour du Comité, accompagnés d'une brève description ou des renseignements requis les concernant, pourraient être affichés dans le système eAgenda. L'objectif était que les Membres disposent d'une plate-forme unique pour consulter les renseignements, ce qui faciliterait le suivi des réunions. Singapour a également fait observer que le Secrétariat et la présidence devraient télécharger leurs exposés ou rapports dans eAgenda pour permettre aux Membres de suivre les discussions plus facilement. Singapour souscrivait à l'idée du Secrétariat selon laquelle il faudrait inclure, dans le système eAgenda du Comité OTC, d'autres points de l'ordre du jour en plus de ceux qui concernaient les PCS. À cet égard, Singapour a indiqué que certaines interventions pouvaient être longues et techniques, et que le téléchargement préalable de toutes les déclarations pourrait permettre aux Membres de suivre les discussions plus facilement.

3.540. Le représentant du Brésil a remercié le Secrétariat de son travail sur le document [JOB/TBT/510](#). Le Brésil a indiqué qu'il y avait des suggestions qui méritaient d'être saluées, et qu'il souscrivait aussi aux communications présentées par le Brésil, l'Argentine, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay et l'Uruguay dans le cadre du processus visant à réformer les fonctions de délibération de l'OMC. Le Brésil examinait les moyens d'améliorer les fonctions du Comité conformément au principe de la "réforme par la pratique". La plupart des sujets suggérés par le Secrétariat pourraient faire l'objet d'une mise en œuvre quasi immédiate si les Membres le souhaitaient. Le Brésil était favorable à l'idée que tous les points de l'ordre du jour figurent sur eAgenda, comme c'était le cas dans d'autres comités tels que le Comité SPS. Le Brésil appuyait également la suggestion voulant que le Secrétariat organise des séances d'information sur toute question liée à l'ordre du jour du Comité ou à la demande des Membres. Le Brésil a ajouté qu'il serait profitable de tenir des séances d'information sur le processus d'examen triennal. Il a aussi déclaré que l'idée de projets d'ordre du jour annoté pour les réunions informelles était bonne. Le Brésil a en outre fait observer que l'idée de réunions transversales/conjointes était bonne et que les Membres n'auraient qu'à réfléchir aux thèmes de ces réunions.

3.541. Le représentant du Paraguay a remercié le Secrétariat pour ce document. Il constituait un outil utile pour faire avancer les discussions et examiner les diverses propositions présentées par les Membres, parmi lesquelles figurait une proposition conjointe de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, de l'Uruguay et du Paraguay, auxquels le Pérou s'était récemment associé. Le Paraguay a fait observer que la majorité des points proposés par le Secrétariat pouvaient être mis en pratique dans l'immédiat. S'agissant des réunions conjointes, le Paraguay a indiqué que le Comité devrait d'abord parvenir à un consensus sur les thèmes. Le Paraguay a suggéré que si le Comité OTC approuvait ce jour les trois autres propositions, celles-ci pourraient être mises à l'essai, peut-être dès la réunion suivante. Le Paraguay a également avancé l'idée d'un enregistrement électronique mais a admis que cela aurait une incidence plus vaste, notamment sur le plan du budget, et savait que ce sujet était actuellement débattu au Conseil général.

3.542. Le représentant de la Chine a fait observer qu'il serait dans l'intérêt des Membres d'engager des débats approfondis et prospectifs sur des questions importantes, complexes et transversales, voire de réexaminer le même sujet à plusieurs reprises. De l'avis de la Chine, cette façon de procéder renforcerait les résultats que le Comité obtiendrait globalement à long terme. Compte tenu du nombre élevé de PCS, la Chine a également proposé que les Membres réfléchissent à l'envoi d'un avis préliminaire annonçant les réunions du Comité. Les Membres auraient ainsi amplement le temps de se préparer à une session et de faire en sorte que les versions détaillées des PCS et des réponses soient conservées dans eAgenda. La Chine estimait que cela engendrerait un gain d'efficacité et améliorerait le fonctionnement du Comité.

3.543. Le représentant du Kenya a ajouté une autre dimension à l'idée que le Secrétariat tienne régulièrement des séances d'information. Le Kenya a recommandé que le Secrétariat envoie des communications officielles de la présidence préalablement à ces réunions, en indiquant les dates prévues. Cette notification officielle serait indispensable à la plupart des fonctionnaires en poste dans les capitales et aiderait les délégués à se préparer en vue des séances à venir.

3.544. Le représentant du Royaume-Uni s'est félicité de ce travail et a indiqué que son pays l'étudierait en raison de l'importance et de la pertinence qu'il revêtait dans le cadre plus vaste des travaux de l'OMC. Les idées présentées par le Secrétariat étaient intéressantes, notamment en ce qui concernait les séances d'information et les réunions transversales/conjointes, compte tenu du caractère global des travaux relatifs aux OTC. Le Royaume-Uni recommandait d'examiner non seulement les pratiques des comités existants, mais aussi celles que l'OMC n'avait pas encore

adoptées. Le Royaume-Uni a fait observer qu'il pourrait parfois s'agir de petits ajustements susceptibles d'améliorer considérablement la préparation des Membres, comme la fixation d'un délai minimal permettant aux Membres de recevoir des renseignements avant une réunion, ou la formulation de questions d'orientation.

3.545. Le représentant de l'Argentine a remercié le Secrétariat d'avoir établi le document [JOB/TBT/510](#), que l'Argentine trouvait utile. Comme d'autres proposants, elle approuvait ce document. L'Argentine considérait que les quatre différentes propositions qui y figuraient étaient intéressantes et s'est associée aux points de vue exprimés par le Brésil et le Paraguay. S'agissant des réunions transversales/conjointes, l'Argentine a signalé que puisque l'OMC était une entité conduite par ses Membres, il était essentiel que les sujets traités lors de ces réunions émanent des suggestions des Membres et concordent avec leurs intérêts. L'Argentine a en outre fait observer qu'il appartenait au Comité OTC d'évaluer la pertinence de ces réunions. Du point de vue de l'Argentine, cette proposition méritait des débats plus approfondis. Elle a proposé de commencer par l'approbation et la mise en œuvre des trois autres suggestions qui avaient suscité une plus large adhésion. De plus, l'Argentine a souligné qu'il importait de persévérer dans les efforts concernant l'enregistrement électronique, en particulier pour les délégués en poste dans les capitales. Tout en prenant acte des incidences budgétaires de cette question et de l'état d'avancement actuel des discussions qui lui étaient consacrées au Conseil général, l'Argentine a également souligné la nécessité d'examiner cette question au sein du Comité OTC.

3.546. Le représentant de l'Australie a remercié ses collègues pour leurs éclairages et le Secrétariat pour le document. L'Australie a appuyé les observations de Singapour concernant eAgenda et ses avantages. L'Australie s'est enquis des étapes suivantes et s'est demandé si le Comité OTC pouvait s'accorder ce jour à utiliser eAgenda pour l'ensemble de l'ordre du jour afin de traiter les sujets relatifs aux OTC, et à tabler sur des objectifs facilement réalisables.

3.547. Le représentant du Canada a remercié le Secrétariat d'avoir distribué le document et d'avoir présenté des idées convaincantes aux fins de l'amélioration du Comité. Le Canada était favorable à l'idée de collaborer avec le Secrétariat et les autres Membres pour renforcer les activités du Comité. Le Canada a indiqué que le Comité OTC avait la réputation d'être l'un des organes les plus efficaces de l'OMC, mais il estimait qu'il y avait toujours des possibilités d'amélioration.

3.548. Le représentant de l'Uruguay a remercié le Secrétariat pour son document, qui semblait offrir un moyen utile d'orienter le débat sur l'amélioration du fonctionnement du Comité. L'Uruguay s'est associé aux observations formulées par le Brésil, le Paraguay et l'Argentine, manifestant l'intention de poursuivre les discussions et continuer à progresser sur les sujets qui recueillaient le plus large consensus. En outre, l'Uruguay a souscrit à la suggestion faite par l'Australie d'élargir la portée d'eAgenda à l'ensemble des points traités par le Comité. L'Uruguay était d'avis que cela devrait être fait au plus tôt, sous réserve d'un accord mutuel entre les Membres. Il voyait d'un bon œil l'idée d'organiser des sessions conjointes/transversales. Le pays partageait également les points de vue exprimés au sujet du recours à l'enregistrement électronique, et a mis en exergue les discussions sur ses incidences budgétaires qui se tenaient actuellement au Conseil général.

3.549. Le représentant de la Fédération de Russie a remercié le Secrétariat pour le grand soin apporté à l'établissement de son rapport. La Fédération de Russie a indiqué qu'une décision pouvait être prise ce jour sur la proposition concernant l'élargissement du recours à eAgenda. Elle a préconisé qu'eAgenda serve de portail centralisé pour les réunions et que tous les rapports et documents pertinents y soient téléchargés à l'avance. En outre, la Fédération de Russie a suggéré que les déclarations liminaires et conclusions de la présidence y soient consignées par le Secrétariat. L'intégration des fonctionnalités d'annotation de l'ordre du jour pourrait accroître l'utilité d'eAgenda en permettant aux Membres de préparer les discussions et de les examiner après la réunion.

3.550. Le représentant de l'Afrique du Sud a suggéré de réserver le premier jour de la semaine de réunions du Comité OTC au renforcement des capacités, étant donné que les questions relatives aux OTC étaient très techniques et que la participation aux réunions de ce comité était quelque peu limitée, en particulier parmi les pays africains. Ces activités de renforcement des capacités pourraient être menées sur demande. Dans ce contexte, le Secrétariat pourrait présenter les décisions prises par le Comité depuis 1995 et s'étendre sur les décisions cruciales que les Membres devraient connaître. Il serait également bénéfique de présenter les lignes directrices relatives aux procédures d'évaluation de la conformité dans un cadre informel.



3.551. Le représentant de l'Union européenne a attiré l'attention sur la communication qu'elle avait faite au CCM sur cette question, et a indiqué qu'elle était encore en train d'examiner minutieusement les propositions du Secrétariat. L'Union européenne a souligné l'importance des discussions qui se tenaient à ce propos.

3.552. Le représentant de la République de Corée a félicité la Présidente et le Secrétariat du rigoureux travail qu'ils avaient fourni pour étudier les moyens de maintenir le bon fonctionnement du Comité. Dans le cadre des discussions en cours sur le renforcement de la fonction de délibération de l'OMC dans son ensemble, le Comité OTC était souvent cité comme un modèle de bon fonctionnement. La participation constructive et la contribution technique des Membres, conjuguées à plusieurs outils essentiels (ePing, eAgenda, séances thématiques), leur avaient permis de résoudre des préoccupations spécifiques à un stade préliminaire. Dans sa réponse initiale, la Corée appuyait dans une large mesure les recommandations du Secrétariat, y compris l'extension de l'utilisation d'eAgenda, qui renforcerait les efforts que les Membres déployaient au sein du Comité OTC. Parallèlement, la Corée était d'avis que l'actuelle procédure d'examen périodique du Comité permettait aux Membres de faire en sorte qu'il conserve son utilité, et de mener à bien son mandat de manière effective. La Corée était impatiente de poursuivre les discussions fécondes qui se tenaient sur ce sujet relevant de la compétence du Comité OTC, et de prendre une part active au processus d'examen triennal à venir dans l'intérêt collectif des Membres.

3.553. Le Secrétariat a indiqué qu'il serait disposé à organiser régulièrement des séances d'information ou des activités spécifiques de renforcement des capacités à l'intention des délégations en poste dans les capitales. Cela pourrait être fait sans qu'il soit nécessaire de prendre des décisions au niveau du Comité. Il serait possible d'y participer soit en présentiel, soit en ligne. Le Secrétariat a aussi indiqué qu'il pourrait envisager d'établir à l'avance, sous une forme plus officielle, une communication de la présidence où figureraient les dates de la réunion du Comité.

3.554. La Présidente espérait que les réponses du Secrétariat étaient utiles aux délégations. Elle a remercié les Membres pour leurs réactions, idées et observations constructives, y compris le renvoi à certaines questions horizontales telles que l'enregistrement électronique. Sur la base de cette discussion, la Présidente a dit que parmi les quatre points abordés, deux suscitaient une adhésion générale: i) l'extension de l'utilisation d'eAgenda à tous les points de l'ordre du jour; et ii) l'organisation de séances d'information par le Secrétariat. Sauf objection, elle a suggéré que le Comité se prononce favorablement sur ces deux points. L'extension de l'utilisation d'eAgenda serait mise en œuvre à titre d'essai pour le moment, sous réserve de la disponibilité des ressources. La Présidente a suggéré de revenir sur les autres points proposés par le Secrétariat et sur toute autre idée nouvelle après la pause estivale, dans un cadre informel.

3.555. Le représentant du Paraguay a suggéré que le Comité approuve également la proposition concernant l'utilisation de projets d'ordre du jour annoté pour les réunions informelles.

3.556. La Présidente a fait observer que, comme l'avait indiqué le Secrétariat, cette proposition pourrait elle aussi être mise en œuvre à titre d'essai si les Membres étaient d'accord. La Présidente a suggéré d'approuver ces trois points et de revenir sur la proposition relative aux "sessions conjointes" et d'éventuelles autres idées après la pause estivale, dans un cadre informel. Ces trois points seraient:

- a. l'extension de l'utilisation d'eAgenda à tous les points de l'ordre du jour (à titre d'essai);
- b. l'organisation de séances d'information par le Secrétariat; et
- c. l'utilisation de projets d'ordre du jour annoté pour les réunions informelles (à titre d'essai).

3.557. Il en a été ainsi convenu.

## **4 ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE**

### **4.1 Renseignements communiqués par les Membres**

4.1. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a remercié le Secrétariat de l'OMC, l'Australie et le Timor-Leste d'avoir participé à une séance de partage de renseignements et de connaissances visant

à aider le Timor-Leste à créer un point d'information sur les OTC dans le cadre de son accession à l'OMC. Plus particulièrement, la Nouvelle-Zélande a remercié le Secrétariat de l'OMC d'avoir présenté l'Accord OTC dans ses grandes lignes en ce qui concernait le rôle et l'importance des points d'information sur les OTC, et l'Australie d'avoir partagé ses expériences pratiques. La Nouvelle-Zélande avait beaucoup apprécié le fait de pouvoir parler de son parcours concernant la création d'un point d'information sur les OTC, ainsi que des processus connexes, des difficultés rencontrées et des enseignements tirés. Elle espérait que le Timor-Leste avait trouvé cette séance bénéfique.

4.2. Le représentant du Chili a mentionné l'activité d'assistance technique organisée avec les Comités SPS et OTC du 18 au 20 avril de l'année en cours qui était axée sur les dispositions en matière de transparence au titre des deux Accords et la plate-forme ePing. Le Chili a souligné que l'activité avait été très bénéfique et espérait organiser prochainement un autre événement analogue.

4.3. Le représentant de l'Australie a remercié la Nouvelle-Zélande pour les renseignements actualisés qu'elle avait fournis sur la séance qui s'était tenue récemment et pour les efforts qu'elle avait déployés pour coordonner l'événement. L'Australie a également remercié le Secrétariat pour son orientation et ses contributions, et le Timor-Leste pour sa participation active. L'Australie était heureuse d'avoir eu la possibilité de contribuer à la séance en présentant ses expériences en matière de points d'information sur les OTC. Elle espérait que le Timor-Leste avait trouvé les indications fournies pendant la séance utiles et instructives. L'Australie a également fait part de son soutien en faveur de l'accession du Timor-Leste à l'OMC.

#### **4.2 Renseignements communiqués par le Secrétariat**

4.4. Le Secrétariat a souligné que les OTC étaient l'un des domaines dans lesquels les Membres de l'OMC avaient le plus souvent demandé une assistance en matière de renforcement des capacités. La plupart des demandes d'assistance technique dans le domaine des OTC avaient porté sur la formation concernant la transparence et la plate-forme ePing. Afin de répondre à ces demandes de manière efficace, le Secrétariat avait expérimenté une nouvelle initiative: le Programme des champions de la transparence. Ce programme avait été conçu pour améliorer la mise en œuvre et accroître les avantages du cadre de transparence réglementaire et promouvoir des champions de la transparence. Il allait au-delà du format traditionnel consistant en une seule séance d'assistance technique. En effet, il soutenait les bénéficiaires pendant une période de six mois afin de parvenir à des résultats concrets et durables au niveau local. Le projet pilote, qui s'adressait à des points d'information et à des autorités responsables des notifications des pays africains, avait débuté en octobre 2022 à Genève et avait pris fin en avril 2023 à Nairobi. Pendant cette période, les participants s'étaient rencontrés en personne et en ligne. Le programme visait non seulement à améliorer leur compréhension des règles et procédures pertinentes mais était également axé sur l'application pratique de ces connaissances. Les participants avaient bénéficié d'un apprentissage mutuel et des conseils de quatre tuteurs issus de points d'information chevronnés. Chaque participant avait élaboré un plan d'action personnalisé afin de s'attaquer aux différentes questions et lacunes qu'il avait identifiées dans son propre pays et établi un rapport final présentant en détail ses réussites et ses difficultés persistantes. Le Secrétariat établissait actuellement un rapport d'évaluation détaillé afin d'évaluer les résultats de la formation.

4.5. Le Secrétariat a souligné plusieurs résultats concrets. Un résultat notable était une augmentation des notifications effectués par certains pays participants, y compris la présentation d'addenda aux notifications pour déclarer l'adoption de mesures. Parmi les autres résultats figuraient la modernisation des méthodes nationales de coordination ainsi que des initiatives nationales de formation et de sensibilisation à l'intention des organismes de réglementation et du secteur des entreprises. Une nette augmentation du nombre d'inscriptions sur la plate-forme ePing et une participation accrue des pays participants aux activités du Comité avaient également été observées. À titre d'exemple, trois champions s'étaient portés volontaires pour participer à l'élaboration du guide des meilleures pratiques concernant le partage d'informations. Le résultat le plus important était la création d'un réseau solide entre les champions qui existait toujours après les six mois de formation. Le Secrétariat a remercié les quatre tuteurs qui avaient joué un rôle central dans le succès du programme pilote des champions de la transparence: Anne Gane (Australie), Linda Bodén (Suède), George Opiyo (Ouganda) et MaryAnn Hogan (États-Unis). Le Secrétariat a également remercié les organismes de soutien de ces tuteurs, l'Organisation africaine de normalisation (ARSO) pour sa participation et ses contributions proactives et le Kenya pour son accueil à l'occasion de la conclusion du programme qui avait eu lieu en personne à Nairobi.

4.6. Le représentant du Kenya a remercié le Secrétariat de l'OMC d'avoir mené ce programme à Nairobi et a souligné que l'accueillir avait été un honneur.

4.7. Le représentant des États-Unis a remercié le Secrétariat d'avoir organisé et présenté cet événement, et le Kenya d'avoir accueilli l'événement qui avait eu lieu en personne en avril à Nairobi. Les États-Unis ont également remercié leurs cotuteurs et les champions eux-mêmes. Le représentant des États-Unis était honoré de cette expérience de tutorat et a souligné le caractère essentiel des travaux sur la transparence au sein du Comité. Une observation qu'il avait faite au cours du programme était que les difficultés rencontrées pour s'acquitter des devoirs de transparence n'étaient propres à aucun Membre en particulier, indépendamment de son statut de développement. Il a souligné que cela avait été intéressant, instructif et enrichissant de se plonger collectivement dans certaines des difficultés rencontrées en matière de présentation et de rencontrer certains des champions. Les États-Unis ont reconnu qu'il existait des possibilités de renforcer la coopération et de partager des stratégies en vue de relever certains des défis rencontrés pour s'acquitter des obligations de transparence. Les États-Unis restaient déterminés à exercer la fonction de tuteur dans le cadre de diverses missions et attendaient avec impatience de nouvelles possibilités de le faire.

## 5 OBSERVATEURS

### 5.1 Renseignements actualisés communiqués par les observateurs

5.1. Le représentant de l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML) a souligné deux points. Il a indiqué que l'OIML avait organisé une séance de formation à l'intention de ses membres sur les marchandises pré-emballées et le contrôle des marchandises pré-emballées. L'OIML espérait que cet événement deviendrait régulier, et il fournirait davantage de renseignements à ce sujet lors de réunions à venir. Il a également indiqué que l'OIML, en coopération avec le Bureau international des poids et mesures (BIPM), son organisation apparentée en matière de métrologie, avait publié une brochure et des encarts sur la base d'une publication conjointe sur le droit de la métrologie (OIML D 1), qui étaient axés sur la manière de créer une loi de métrologie dans le cadre de l'infrastructure qualité d'un pays. Cette brochure servait d'introduction concise à ce sujet et visait à expliquer pourquoi les décideurs devraient mettre en œuvre une loi de métrologie et comment ils devraient le faire. L'OIML était en train de créer un court programme d'apprentissage en ligne sur ce sujet.

5.2. D'autres renseignements actualisés avaient été communiqués par le BIPM ([G/TBT/GEN/359](#)), l'ISO ([G/TBT/GEN/360](#)) et l'ONUDI ([G/TBT/GEN/361](#)).

### 5.2 Demandes en attente

5.3. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur une liste actualisée d'observateurs, y compris ceux dont la demande était en attente, qui figurait dans le document [G/TBT/GEN/2/Rev.17](#). En outre, le document [RD/TBT/1/Rev.9](#) présentait une compilation actualisée des communications originales reçues par l'OMC de la part des différents organismes qui avaient demandé le statut d'observateur au Comité OTC et dont les demandes étaient toujours en attente. S'agissant des demandes en attente, la Présidente ne disposait d'aucune nouvelle information lui permettant de penser que la situation avait changé par rapport à la position du Comité lors de la précédente réunion. Elle a donc proposé, sauf avis contraire (ou renseignement différent) d'un Membre, que le Comité revienne sur cette question lorsque les Membres auraient mené d'autres consultations.

## 6 AUTRES QUESTIONS

### 6.1 Événement sur l'acier

6.1. Le Directeur général adjoint du Secrétariat, Jean-Marie Paugam, a fourni des renseignements actualisés au Comité sur un événement organisé par le Secrétariat de l'OMC en marge de la réunion du Comité OTC tenue au mois de mars, intitulé "Forum commercial sur les normes de décarbonation: promouvoir la transparence et la cohérence dans le secteur du fer et de l'acier". La déclaration du DGA Paugam figure dans le document [G/TBT/GEN/354](#).

6.2. Le représentant du Royaume-Uni a remercié le DGA Paugam pour sa présentation. Le Royaume-Uni était très heureux de voir que ces importants travaux se poursuivaient et portaient leurs fruits. Ces enseignements continueraient d'être pertinents pour faire avancer les travaux au sein de ce Comité et d'autres instances. Comme cela avait été annoncé à la COP27, les pays représentant 30% de la production mondiale d'acier s'étaient engagés à privilégier l'acier à émissions quasi nulles sur les marchés mondiaux, en garantissant une utilisation efficace ainsi que la mise en place et la généralisation de la production d'acier à émissions quasi nulles dans chaque région d'ici à 2030. Un plan d'action avait été annoncé sur la manière de réaliser cette initiative pour des avancées en matière d'acier dans le cadre de laquelle les pays signataires s'étaient engagés à accélérer l'élaboration de normes et l'approvisionnement d'acier à faible teneur en carbone et à établir un dialogue stratégique sur le commerce de produits en acier à faible teneur en carbone. Le Royaume-Uni invitait d'autres pays à s'associer à cette importante initiative qui ne pouvait réussir que grâce à une collaboration internationale efficace et inclusive. Tous ces travaux importants, associés au récent événement qui avait eu lieu en mars, seraient essentiels pour faire en sorte que l'OMC réponde aux défis sociétaux auxquels ils étaient actuellement confrontés en matière de changement climatique. Le Royaume-Uni a remercié le DGA Paugam pour sa présentation et a fait part de sa volonté de continuer à faire avancer ce point important.

6.3. Le représentant de la Chine a remercié le Directeur général adjoint Paugam pour son rapport éclairant sur le Forum commercial. La Chine a témoigné sa sincère gratitude au Secrétariat de l'OMC et a sincèrement remercié le DGA Paugam d'avoir lancé les discussions sur ce sujet si important. Dans le cadre des tables-rondes, les experts chinois avaient partagé leurs expériences et leurs observations concernant le développement durable et vert du secteur du fer et de l'acier. Le rapport du DGA Paugam soulignait que le manque de cohérence entre les différentes méthodes de calcul des émissions de carbone augmenterait les coûts de transaction entre les entreprises et créerait d'éventuels obstacles au commerce, ce qui mettait en évidence l'importance d'une communication et d'une coopération accrues entre les Membres de l'OMC. Même si l'OMC n'était pas un organisme de normalisation, elle pouvait jouer un rôle privilégié pour faciliter l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle des normes pertinentes par l'intermédiaire de ses réunions et de son influence. Dans ce processus, il convenait de garder à l'esprit la dimension développement. Dans le cadre de l'élaboration et de l'harmonisation des normes de décarbonation ou d'autres mesures liées au changement climatique, la réalité et les besoins auxquels les pays en développement Membres étaient confrontés devaient être pleinement pris en compte. D'après la Chine, le rôle que jouaient l'Accord OTC et le Comité OTC pour relever les défis posés par le changement climatique méritait une plus grande attention et un examen plus approfondi de la part des Membres. L'Accord OTC et le Comité OTC avaient un rôle plus important à jouer à l'avenir. La Chine a remercié le DGA Paugam pour sa présentation instructive et l'organisation réussie de cet événement. La Chine était prête à participer à d'autres discussions et activités liées à ce sujet en vue d'un échange de vues plus approfondi avec les Membres et les parties prenantes.

6.4. Le représentant du Japon s'est félicité du rapport du DGA Paugam et de l'initiative du Secrétariat de l'OMC. Au Forum commercial de mars, les branches de production du Japon avaient fait part de leur stratégie et de leur point de vue en matière de transition verte. À la séance de la semaine précédente, M. Kawaguchi, Directeur du Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI) et Président du Programme du G-7 pour la décarbonation du secteur industriel, avait présenté l'initiative du G-7 concernant les normes, les mesures et la collecte de données relatives à la décarbonation. De cette manière, le Japon avait contribué à tracer la voie à suivre à l'OMC et attendait avec intérêt de poursuivre la coopération avec d'autres Membres en vue d'une transition sans heurt vers une économie sobre en carbone.

6.5. Le représentant de l'Inde a exprimé sa reconnaissance au DGA Paugam pour son rapport complet et l'a remercié d'avoir invité l'Inde à participer à l'événement qui avait eu lieu en mars. Le représentant permanent de l'Inde auprès de l'OMC, S.E. M. Navnit, avait présenté le point de vue des pays en développement à l'événement de mars. Certaines de ces conversations s'étaient poursuivies pendant la Semaine du commerce et de l'environnement qui avait eu lieu la semaine précédente, à laquelle l'experte du secteur sidérurgique de l'Inde, Mme Ruchika Chaudhry Govil, avait activement participé. La délégation de l'Inde restait engagée étant donné que ce sujet clé évoluait, en particulier puisque les Membres étaient confrontés à des mesures commerciales liées à l'environnement qui continuaient à proliférer.

6.6. Le représentant de l'Union européenne a remercié le Secrétariat et le DGA pour cet atelier intéressant qui s'était tenu le 9 mars de l'année en cours.

6.7. Le représentant de la République de Corée a remercié le DGA Paugam pour le rapport complet sur les discussions concernant la décarbonation de l'acier qui avaient eu lieu lors de l'événement de mars. Étant l'un des principaux acteurs dans le secteur sidérurgique, le secteur privé de la Corée avait fait part de son point de vue sur cette question en présentant son expérience et les défis éventuels. La Corée estimait qu'afin d'étudier une approche efficace pour traiter cette question, il importait de renforcer davantage la coopération entre tous les Membres. La Corée attendait avec intérêt de poursuivre ces discussions avec tous les Membres à l'OMC, y compris au Comité OTC, en vue de faciliter efficacement les échanges interdépendants entre les Membres.

## **6.2 Chine: Déclaration pour la CM13**

6.8. Le représentant de la Chine a affirmé que, récemment, de nombreux Membres avaient établi de nouvelles lois, réglementations, normes et règles afin de répondre aux défis émergents dans des domaines tels que la protection de l'environnement, le changement climatique, le développement durable et l'économie numérique. La plupart de ces mesures étaient mises en œuvre sous la forme de règlements techniques, de normes, de procédures d'évaluation de la conformité ou de mesures SPS qui remplaçaient progressivement les mesures à la frontière en tant que facteurs essentiels ayant une incidence sur la croissance des échanges et de l'économie. D'après la base de données sur l'environnement de l'OMC, il a noté que les notifications OTC représentaient 62% de l'ensemble des notifications liées à l'environnement présentées par les Membres à l'OMC. De plus, en moyenne, les préoccupations commerciales liées au changement climatique représentaient 24% des mesures inscrites à l'ordre du jour du Comité au cours des trois années précédentes. Selon lui, il ne faisait aucun doute que l'Accord OTC et le Comité OTC étaient très pertinents face à ces défis émergents; toutefois, la question la plus urgente était de savoir comment faire face aux conséquences sur le commerce. La réponse de la Chine était de renforcer la coopération multilatérale en matière de réglementation à l'OMC, pour plusieurs raisons.

6.9. Premièrement, la plupart des défis émergents étaient des défis réglementaires rencontrés par tous les Membres. Tous les Membres avaient le droit d'adopter de nouvelles mesures réglementaires pour faire face aux défis émergents, et des niveaux de développement différents pouvaient donner lieu à des systèmes réglementaires différents. Toutefois, tous les Membres devaient concilier leurs objectifs légitimes avec l'obligation d'éviter les incidences inutiles sur le commerce. À l'ère de la mondialisation, de nombreux produits étaient conçus, assemblés et fabriqués sur le territoire de différents Membres. Afin de garantir la sécurité du produit et de la chaîne d'approvisionnement, il était essentiel de promouvoir la cohérence réglementaire et de renforcer la coopération entre les organismes de réglementation.

6.10. Deuxièmement, l'OMC offrait aux Membres de puissants instruments pour renforcer leur coopération en matière de réglementation. Les principes fondamentaux de l'Accord OTC incluaient la transparence, la non-discrimination, l'harmonisation fondée sur les normes internationales et le traitement spécial et différencié. Ces principes demeuraient les règles internationales les plus importantes que les Membres devaient suivre. Le Comité OTC jouait un rôle essentiel dans la promotion de la transparence entre les Membres, l'atténuation des tensions commerciales, le partage de bonnes pratiques et l'élaboration de lignes directrices, qui constituaient une base solide pour que les Membres renforcent leur coopération en matière de réglementation.

6.11. Troisièmement, la coopération en matière de réglementation pouvait promouvoir la facilitation des échanges. En renforçant la coopération réglementaire, les Membres pouvaient accroître la transparence de leurs systèmes réglementaires, promouvoir l'échange et le partage de bonnes pratiques réglementaires, améliorer la cohérence réglementaire et réduire les obstacles techniques au commerce engendrés par les différences réglementaires.

6.12. À cet égard, la Chine a proposé une Déclaration ministérielle en vue de son adoption à la CM13 et a appelé l'ensemble des Membres à réduire les obstacles techniques au commerce en renforçant la coopération réglementaire. La Chine a souligné qu'accroître la transparence du système réglementaire et améliorer le partage de renseignements et le dialogue permettrait aux Membres de s'associer pour mieux faire face aux défis émergents.

6.13. La proposition de Déclaration était axée sur l'amélioration de la transparence et la promotion du partage de renseignements et de données d'expérience. Ces travaux étaient toujours dirigés par le Comité OTC sur la base des contributions des Membres. De plus, la proposition s'inspirait des

travaux menés au sein du Comité OTC. En effet, la coopération réglementaire et les bonnes pratiques réglementaires correspondantes étaient le sujet central de séances thématiques et d'examens triennaux de l'Accord OTC. Les quatre séances thématiques de l'année en cours étaient axées sur des sujets tels que la coopération réglementaire, la réglementation des matières plastiques, le changement climatique, les produits numériques et la cybersécurité.

6.14. Le représentant de la Chine a fait observer que des discussions semblables avaient lieu dans le domaine SPS, les Ministres ayant adopté la "Déclaration relative aux questions SPS: relever les défis SPS du monde moderne" en juin de l'année précédente à la CM12. Toutefois, il a souligné que la portée de l'Accord OTC était plus large et qu'il englobait des produits tels que les produits agricoles et industriels, ainsi que les processus de production, les méthodes se rapportant aux caractéristiques d'un produit et les mesures relatives aux prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage. La Chine a affirmé que les Membres devaient plus que jamais reconnaître l'importance de l'Accord OTC et du Comité OTC.

6.15. La CM13 était une occasion unique et précieuse de montrer aux Ministres et à l'ensemble des parties prenantes dans le domaine des OTC que l'OMC avait les moyens et la capacité de faire face aux défis émergents et que la volonté politique des Membres de l'OMC était de relever ensemble ces défis.

6.16. La Chine a remercié les Membres et les experts qui avaient apporté leur soutien, formulé des observations ou présenté des suggestions. La Chine attendait avec intérêt de maintenir la communication avec tous les Membres intéressés et espérait sincèrement que d'autres Membres soutiendraient la Chine et se porteraient co-auteurs en vue de l'obtention d'un résultat multilatéral à la CM13.

6.17. Le représentant de l'Union européenne a remercié la Chine d'avoir partagé le projet de Déclaration ministérielle relative aux questions OTC avec le Comité OTC. L'Union européenne a signalé qu'elle examinait toujours le libellé. L'Union européenne s'est également demandé comment les travaux fondés sur cette Déclaration s'harmoniseraient avec d'autres axes de travail en cours pertinents pour le Comité OTC. L'Union européenne a souligné que le Comité OTC avait une structure solide et commencerait bientôt son examen triennal. L'UE souhaitait comprendre le lien entre les travaux menés dans le cadre du projet de Déclaration ministérielle et l'examen triennal.

6.18. Le représentant du Royaume-Uni a remercié la Chine pour sa communication et sa présentation détaillée. Sur le principe, le Royaume-Uni se félicitait de l'idée d'un résultat dans le domaine des OTC à la CM13 par l'intermédiaire d'une Déclaration relative aux questions OTC de haut-niveau susceptible d'apporter des éclaircissements supplémentaires et d'attirer davantage l'attention politique sur les travaux essentiels de ce Comité. Le Royaume-Uni était convaincu qu'il serait bénéfique d'attirer l'attention des Ministres sur les contributions inestimables du Comité OTC, par l'intermédiaire de ses Membres, à l'examen des obstacles au commerce et aux efforts déployés pour les éliminer. Toutefois, le Royaume-Uni a souligné que la CM13 approchait et il estimait qu'il serait intéressant de préciser les objectifs de la Déclaration et d'appréhender le processus pouvant être mis en œuvre dans la perspective de la CM13. Le Royaume-Uni a exprimé le souhait d'échanger des vues sur ce point à l'avenir et attendait avec intérêt de poursuivre les discussions avec la Chine et les autres Membres intéressés.

6.19. Le représentant de la Fédération de Russie a accueilli favorablement la proposition de la Chine. Son point de vue initial sur la proposition était positif et il espérait que les Membres soutiendraient cette initiative afin de dynamiser les efforts du Comité.

6.20. Le représentant de l'Afrique du Sud a remercié la Chine d'avoir partagé la proposition de Déclaration relative aux questions OTC pour la CM13. L'Afrique du Sud a fait observer que l'objectif de la Déclaration devait être précisé afin de savoir s'il s'agissait d'une déclaration politique ou si elle visait à orienter les travaux du Comité OTC. Elle a souligné qu'il existait des risques de chevauchement avec les tâches existantes du Comité OTC, ce qui soulevait des préoccupations concernant le gaspillage ou l'accélération des efforts. L'Afrique du Sud cherchait à mieux comprendre la nécessité d'une Déclaration ministérielle pour élaborer un plan de travail OTC. Elle a mis l'accent sur l'efficacité du Comité OTC en reconnaissant qu'il existait des domaines dans lesquels des améliorations pouvaient être apportées. Dans la proposition de Déclaration, la question relative à "la coopération réglementaire internationale dans le cadre de l'Accord OTC" devait être examinée



plus avant afin d'étudier sa pertinence pour le Comité OTC. Selon l'Afrique du Sud, il était essentiel qu'il soit indiqué dans la Déclaration que les six principes du Comité OTC devaient régir les questions émergentes. Ces principes étaient la transparence, l'ouverture, l'impartialité et le consensus, l'efficacité et la pertinence, la cohérence et la dimension développement. L'Afrique du Sud a proposé de se remettre en mémoire ces principes non pas pour la Déclaration mais dans l'intérêt du Comité.

6.21. Le représentant du Brésil a remercié la Chine pour la présentation de son projet de Déclaration ministérielle. Le Brésil examinait toujours le projet. Le Brésil a souligné qu'il partageait des préoccupations similaires à celles de l'UE et d'autres pays concernant la manière dont ce projet s'intégrerait dans l'axe de travail du Comité. De plus, le Brésil envisageait le projet de Déclaration ministérielle à la lumière du Programme de la CM13 qui était déjà complexe. Pour ce qui était de l'existence d'une déclaration similaire dans le domaine SPS, comme cela avait été mentionné par la Chine, le Brésil a rappelé son implication dès le début de ce projet de déclaration qui s'était transformé en négociations sur une déclaration ministérielle et cela avait pris trois ans pour que les Membres l'adoptent à la CM12. Étant donné que la Chine avait souligné que la portée des mesures OTC était plus vaste que celle des mesures SPS, le Brésil a fait observer que ces négociations pourraient être plus complexes que prévu. Tandis qu'il poursuivait l'examen du projet, le Brésil a remercié la Chine pour ses efforts et initiatives et espérait que le Comité apporterait des éclaircissements sur le processus.

6.22. Le représentant de l'Australie a remercié la Chine d'avoir partagé cette proposition et pour sa participation active en amont de cette réunion. L'Australie s'est félicitée de l'occasion qui lui était donnée d'examiner la communication et a formulé des observations sur le projet. L'Australie considérait que ce document constituait une base solide pour avancer et prévoyait de collaborer avec les Membres pour faire avancer les travaux. L'Australie soutenait également les propositions sur la manière dont ces efforts devraient progresser et partageait l'avis d'autres Membres selon lequel il importait d'examiner comment ce processus coïnciderait avec d'autres tâches en cours dans le Comité, en particulier le dixième examen triennal.

6.23. Le représentant de la République de Corée s'est félicité des efforts déployés par la Chine pour présenter un projet de Déclaration ministérielle et de la présentation détaillée qu'elle avait faite ce jour-là. Tandis que la République de Corée menait des consultations internes, elle avait anticipé les discussions en cours en examinant la possibilité de parvenir à un résultat significatif à la CM13 et ce qui pourrait faire l'objet d'un débat plus approfondi afin de progresser dans le domaine des OTC dans l'intérêt des Membres de l'OMC.

6.24. Le représentant du Costa Rica a remercié la délégation chinoise d'avoir présenté ce projet de Déclaration ministérielle qui était en cours d'examen dans sa capitale. Tout d'abord, les observations du Costa Rica ressemblaient beaucoup à celles formulées plus tôt par d'autres Membres concernant l'objectif de la Déclaration. Le Costa Rica souhaitait comprendre comment cette Déclaration s'intégrerait dans le dixième examen triennal, notant des possibilités de chevauchements. Si le Costa Rica partageait le souhait des autres Membres que la Conférence ministérielle réalise d'importants progrès, il savait que le Comité avait une charge de travail considérable. Dans ce contexte, le Costa Rica souhaitait que des orientations plus précises soient fournies afin d'éviter des efforts redondants.

6.25. Le représentant du Canada a remercié la Chine d'avoir présenté le projet de Déclaration ministérielle et d'avoir distribué le texte aux Membres. Le projet avait été distribué aux principaux départements et organismes canadiens et les consultations étaient en cours. Le Canada se félicitait de la possibilité qui lui était offerte de partager des idées sur le texte proposé et son processus inhérent. Faisant écho aux autres délégations, le Canada a appelé l'attention sur le fait que le Comité avait un programme chargé au cours des mois et de l'année à venir dans la perspective de la CM13. Ce programme comprenait des efforts tels que l'achèvement des travaux sur les lignes directrices relatives à l'évaluation de la conformité et dans le cadre du Groupe de travail sur la transparence et le lancement du dixième examen triennal. Le Canada souhaitait s'assurer que les délégations avaient suffisamment de temps pour réaliser toutes les tâches et atteindre tous les objectifs dans ces secteurs. Le Canada était disposé à dialoguer et à collaborer de manière constructive avec la Chine et d'autres Membres sur cette proposition.

6.26. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a remercié la Chine pour la communication et s'est félicité des idées présentées. Les obstacles non tarifaires figuraient parmi les plus grands défis auxquels les Membres étaient confrontés, et les travaux au sein du Comité OTC étaient essentiels

pour garantir l'ouverture des marchés et la suppression des obstacles non nécessaires au commerce. La Nouvelle-Zélande a affirmé qu'elle soutenait le projet de Déclaration et était convaincue que la reconnaissance, la coopération réglementaire et la transparence étaient des principes clés pour faire répondre aux besoins et relever d'autres défis émergents. La Nouvelle-Zélande restait disposée à poursuivre les discussions sur les idées présentées.

6.27. Le représentant de [Singapour](#) a remercié la Chine pour la présentation de son projet de Déclaration pour la CM13. Singapour se félicitait de l'initiative en faveur d'une Déclaration relative aux questions OTC pour la CM13 qui, selon elle, attirerait davantage l'attention politique sur les travaux essentiels de ce Comité et définirait un mandat pour ces travaux. Singapour a remercié la Chine pour les réunions bilatérales et attendait avec intérêt de poursuivre la collaboration avec la Chine et les autres Membres intéressés afin de produire une Déclaration significative.

6.28. Le représentant des [États-Unis](#) a remercié la Chine pour sa communication et ses travaux sur le projet de proposition. Les États-Unis ont souligné que, tout comme le Canada, ils avaient un programme chargé. De plus, il y avait l'examen triennal qui était d'une grande importance pour le Comité et avait donné des résultats positifs dans les domaines des normes, des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité. Les États-Unis avaient toujours certaines réserves quant à la nécessité d'une Déclaration et à son potentiel chevauchement avec les travaux menés dans le cadre de l'examen. Ils souhaitaient obtenir des précisions sur la façon dont l'objectif visé par la Déclaration serait atteint, si celui-ci était d'améliorer les travaux du Comité OTC pour que les Comités de rang supérieur de l'OMC, le Conseil et d'autres hauts fonctionnaires réalisent un examen plus approfondi ou attachent davantage d'importance à ces travaux, et sur les points qui seraient mis en évidence. Les États-Unis ont remercié la Chine pour sa contribution et sa communication.

6.29. Le représentant du [Guatemala](#) a remercié la Chine d'avoir présenté le projet de Déclaration ministérielle qui était en cours d'examen dans sa capitale. À titre préliminaire, le Guatemala a indiqué que sa délégation souhaitait mieux comprendre l'objectif du projet.

6.30. Le représentant de la [Chine](#) a pris note des observations et des demandes des Membres et a exprimé sa profonde gratitude, en particulier pour le soutien des Membres. Ces points de vue seraient examinés lors de discussions ultérieures, et la Chine a invité les Membres intéressés à contacter la mission permanente de la Chine auprès de l'OMC située à Genève. La Chine considérait que le processus d'élaboration de la Déclaration ministérielle offrirait aux Membres une occasion précieuse d'envisager des moyens de renforcer la coopération réglementaire entre les Membres au sein du Comité OTC. La Chine prévoyait de collaborer avec tous les Membres intéressés afin de progresser en vue de la première Déclaration ministérielle relative aux questions OTC.

6.31. La [Présidente](#) a remercié la Chine pour sa présentation et les délégations pour leurs observations et a encouragé les délégations à collaborer avec la Chine sur cette question. Elle a signalé que la coopération réglementaire était un sujet important pour les Membres et que certaines questions posées et demandes de précisions formulées méritaient d'être examinées plus avant.

### 6.3 Nouvelle Stratégie de normalisation des États-Unis

6.32. Le représentant des [États-Unis](#) a présenté une synthèse de la [Stratégie de normalisation des États-Unis pour les technologies essentielles émergentes](#) dans le cadre de son engagement à respecter ses obligations au titre de l'article 15.2.

## 7 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

7.1. La prochaine réunion ordinaire du Comité aura lieu du 8 au 10 novembre 2023. Cette réunion sera précédée des séances thématiques, le 7 novembre. Les dates de toutes les réunions de 2023 figurent dans le document [JOB/TBT/467/Rev.1](#), publié le 3 mai 2023. Les dates provisoires pour 2024 figurent dans le document [JOB/TBT/500/Rev.1](#).